

LE MONDE

diplomatique

OCTOBRE 1977

Reportage:

ROUMANIE:

Des «gauches nationales» ?

rue des Italians, 75427 Paris Cedex 09

Par CLAUDE JULIEN

GAUCHE comme à droite, les grands débots économiques sont hypothèques par une confradiction dont ou veut espèrer qu'elle n'échoppe pas oux leaders politiques : la crise est mondiale mais, dissipées les illusions du dialogue euro-grabe, de la conférence Nord-Sud, d'une véritable réforme do système monétaire international ou d'une solution ourapéenno, les remèdes envisages restent strictement nationaux. Faut-il voir là un aveu d'impaissance? Mais, si l'on est sans prise sur la réalité, comment rester na pouvoir ou

Passe encore quo les majorités en place se contentent d'un optimisma vite démenti par les indices des prix et les statistiques de chômage : rétif à tout chaogement véritable, leor électorat, ao moias, n'est pas trampé... Mais les partis de gaucho? Dons la contexte international, espèrent-ils qua les mesures internes qu'ils préconisent ouront toute l'officacité qu'ils semblent en attendre?

CAR la erise au fait que commencer. Lorsque se manifesteut quelques timides signes de reprise, oux Etats-Uois ou oilleurs, leurs effets pratiques restent à la fois étriqués et éphémères. En revanche, le déficit de le balacce commerciale eméricaine (de 25 à 30 milliards de dellars pour 1977) abligera les Etats-Unis à prandre des mesures dont les répercussions, pour leurs partenaires, seront emples et durables. Les secteurs en differente ne sont plus sealement le textile ou les cuirs et peaux, mois la sidorurgie et, par contrecoop, l'automobile et la construction. Un nouveau seuil va être franchi dans la guerre commerciale antre nations industrialisées : aucune n'y trouvera

Dans ces conditions, il n'est sans doute pas indifférent de savoir combien d'entreprises seront nationalisées si lo gauche orrive ao pouvoir, à quel chiffre d'entreprises seront nationalisées si lo gauche orrive on pouvoir, à quel chiffre sera porté le salaire minimum, quel sort sera réservé à l'éventail des reveous. Mais le débat qui, sur ces thêmes, oppose, en France, socialistes, radicaux et communistes, na porte que sur les moyens intérieurs d'ane politique économique. Ces outils que la gauche veut se douaer et sur lesquels elle o'est pas d'accord, elle pourrait les utiliser pour s'attaquer eux causes internes de la récession et de l'inflation. Entreprise non aégligeable et, tôt no tard, il faudre bien porter lo fer dans la plaie des privilèges et des injustices qui freinent la machine. Une relance peut vinsi être omarcée, mais sa portée sera conditionnée par l'envisonnement international, intrépaud les discours

L'internationalisation du capital et de la production n'est pourtant pas une vaine formule : d'insportants contres de décision sont situes hors des frontières nationales et, s'ils n'échappent pas entièrement en pouvoir national il est malaise d'avoir prise sur eux. Commant la gauche les offronterait-elle et quelle servit su stratégie à leur égard? Not ne le sait vraiment. En revanche, on suit, ou suit même trop bien, comment le Fonds monétaire revonche, on suit, ou suit meute trop, bien, comment le fonds monétaire international, par exemple, est intervenu au Portugal, ea Angleterre, en Italie, pour dicter des conditions draconiennes qui condamnent à l'austérité aussi bien le budget de l'État que la politique des solaires. Véritable gendarme du grand copital (voir ci-dessous l'orticle de Julia Jununa); le F.M.L. se soccie moins de respecter la volonté populaire que d'aider les grundes banques commerciales que leur logique n conduites, dens teurs ouvertures de crédits, à prendre des risques inconsidérés:

M AlS si aa organisme international comme le F.M.I. doit an jour imposer de rudes contraintes — prochainement peut-être à l'Espagne, plus tard, éventuellement, à la France, — l'essentiel a'ast quand même pas là. Si les propositions de la gauche tendent bien vers une restructuration industrielle, un voit mal comment calla-ci peut conduire à un acuveau modèle de développement qui ne s'occompagnerait pas d'one exploitation accrue do tiers-monde. La mojorité en place, quant à elle, n'en n cure. Mais la gauche préconise-t-ella l'ébauche d'on outre type de relations avec les grandes nations iodastrialisées comme avec les pays sous-développés?

Tous les programmes et toutes les promosses fout miroiter l'espoir d'amélierer le fonctionnement du système octuel, niers que le seole chance d'éliminer les déséguilibres internes ut externes déjà connus réside dons la recherche d'un nutre modèle de croissance (voir pages 2 à 4 l'article de François Partant). Sur ce point essentiel, il semble que l'oubli recouvre soudain tout ce que l'en sait sur l'impérialisme, sur le portage inégal, sur le pillage du tiers-monde. L'optique des forces de gaoche serait-elle strictement nationale. nale? Mois alors, qu'est-ce que la gauche?

Marche forcée Proche-Orient

La déclaration commune américano-soviétique du 1" octobre, posant les bases d'un règlement « global » au Proche-Orient, a souhaité la reprise de la conférence de Genève avant la fin de l'année. Son inauguration serait un triple succès : pour les régimes arabes, préoccupés de remplir l'engagement contracté auprès de leurs opinions publiques ; pour Moscou, qui voudrait avoir son mot à dire dans la tentative de règlement, même si ce n'est pas l'Union soviétique qui mêne le jeu ; pour Washington surtout, qui consolide son emprise sur la région.

Car cette nouvelle étape s'inscrit dans la continuité

ide son emprise sur la région.

Car cette nouvelle étape s'inscrit dans la continuité de la politique américaine depuis la guerre d'octobre 1973. Après la « diplomatie des petits pas», qui a amené la quasi-totalité des régimes arabes du Proche-Orient dans l'orbite américaine, voici venu le temps de la marche jorcée, où les deux principaux adversaires sont sommés de se reconnaître enfin, avant de se mesurer dans une partie inégale Demys trents se mesurer dans une partie inegale. Depuis trente ans, l'Etat d'Israel n'a cesse d'étendre ses frontières et de les consolider tandis que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) va devoir user de

sa toute récente légitimité pour imposer aux siens des concessions idéologiques et territoriales qui lui sont demandées de toutes parts.

Qu'attendre d'une négociation imposée par la contrainte à des adversaires qui en trois décennies n'avaient pu trouver spontanément un terrain d'entente? La procédure mise en place pour la reprise de la conférence de Genève montre que peu de choses ont changé dans le fond. Israéliens et Palestiniens s'y affronteraient par puissances étrangères interposées, ce qui laisserait la porte ouverte aux mêmes rivalités régionales et aux mêmes marchandages de grandes puissances. Déjà, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis s'offrent en garants militaires du règlement. s'offrent en garants militaires du règlement.

La crise économique qui secoue les Etats industria-lisés donne sans doute de sérieux atouts à la diplo-matie américaine, qui a conçu le dessein de « sauver les Israeliens d'eux-mêmes ». Mais st la démocratie israelienne est ainsi mise à l'épreuve, l'aggravation d'une situation déjà explosive risque d'emporter les fragiles espoirs de negociation.

Les Etats-Unis mènent le jeu

A déclaration commune sur A déclaration commune sur le Proche-Orient que viennent de publier les Etats-Unis et l'Unioa soviétique constitue une nouvelle étape soviétique constitue une nouvelle étape dans la lente dégradatio des relations entre Washington et Jérusalem. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces relations n'ont jamais été aussi tendues que depuis la « visite triomphale » de M. Merahem Begin à Washington en juillet dernier. Le chef du gouvernement israélien y avait été accueill en héros et avait reçu les félicitations da président Carter, bien que le urs discussions politiques n'eussent permis aucun rapprochement notable au sujet de la crise da Proche-Orient. Les thuriféraires du Likoud à Jérusalem avaient alors tressé des lauriers à celui qui, affirmalent-ils, avait d'etra it le « mythe » de l'inéluctabilité d'une confrontation israélo-américaine et détrompé ceux qui s'atteadaient à une aggravation du climat politique entre Washington et Jérusalem à la suite de l'accession du Likoud au pouvoir.

suite de l'accession du Likoud au pouvoir.

L'euphorie a été de courte durée.
Dès son retour à Jérusalem, M. Begin s'est fait poliment rappeler à l'ordre après avoir — dans un geste de défiremarqué à l'égard de Washington — conféré un statut légal permanent à trois colonies « sauvages » en Cisjordanie. En fait, les embrassades de Washington n'étaient que de puro forme : constatant leur désaccord fondamental sur les modalités d'un règlement de la crise au Proche-Orient, les deux hommes d'Etat avaient décidé de ne plus dissimuler leurs divergences et de les exprimer désormais avec le maximum de clarté et de publicité. Analysant cette situation nouvelle, M. Ygal Allon affirmait vers la mi-août que « la politique de M. Begin avait libéré les Etats-Unis

Par JEAN GUEYRAS de tout engagement envers Israël v. « Il s'agit là, avait-il ajouté, d'un changement fondamental et c'est pour le pre... Auparavant, nos relations avec les Etats-Unis étaient fondées sur le dialogue, mais, maintenant, chacune des deux parties agit à sa guisc. En fait, le dialogue s'est poursuivi.

En fait, le dialogue s'est poursuivi, mais sous une forme polémique assortie de mises en garde souvent acerbes. Depuis le voyage de M. Begin à Washington, M. Carter a dénoncé à plusieurs reprises les implantations de colonies juives en Cisjordanie, qu'ill a qualifiée successivement de « mesures illégales », d'a obstacles à la paix », de « violation de la convention de Génève » et de « deji aux Etats-Unis ». Le désaccord s'est également manifesté au sujet de l'attitude à adopter à l'égard des Palestimiens. Sur ce problème, le point de vue de Washington blème, le point de vue de Washington a sensiblement évolue depuis le début a sensiblement évolué depuis le début de l'année. Les deux missions du secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, au Proche-Orient (en février et en août oat convaincu les dirigeants américains que la conféreace de Genève a'avait aucune chance de repreadre avant la fin de 1977 si un moyen n'était pas trouvé pour y assurer la participatioa des Palestiniens, sous une forme ou une autre.

La déclaration du département d'Etat du 12 septembre dernier prenant nettement position en faveur d'une

présence palestinienne et le communiqué soviéto-américain qui reconnaît la légitimité des « droits du peuple pules-tinien » oat été accueillis à Jérusalem avec d'autant plus d'inquiétude que le président Carter avait déjà fait savoir au début d'août que l'acceptation par l'O.L.P. de la résolution 243 da Conseil de sécurité « ourrirait de nouvelles possibilités pour un dicloque américano-palestinien et une participation palestinienne à la conférence de Genère ».

(Live in suite page 7.)

Pages 5 à 7 : Le gouvernement israélien face aux pressions américaines

Course de vitesse dans les territoires occupés (Amnon Kopeliouk.)

Le complot anti-palestinien (Michel Kamel.)

LE FONDS MONÉTAIRE ET LES BANQUES PRIVÉES

Le «gendarme» du grand capital

ES représentaats de quatorze pays se sont réunis à Paris, au mois d'août, sons l'égide du Fonds monétaire international, pour élaborer les procédures permethant d'augmenter les ressources de cette institution. Créés par les apports de capitaux de sept pays industrialisés (Etats-Unis, République fe d'èra le d'Alemagne, Japon, Suisse, Canada, Belgique, Pays-Bas) et de sept pays producteurs de pétrole (Arable Saoudite, Iran, Venezuela, Qatar, Nigéria, Kowelt, Emirats arabes unis), les nouveaux crédits de 10 milliards de dollars seront destinés aux pays membres du F.M.I. qui se trouvent en difficulté pour équilibrer leur balance des paiements.

L'événement n'était certes pas banal : l'absence du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie contrastait avec la présence agissante des pays de l'OPEP, dont le poids financier dépasse largement l'influence diplo-matique modeste que l'opinion occi-dentale s'était habituée à leur accor-der. Aussi bien, à la différence des précédentes réunions du FML, la rencontre de Paris fut-elle considérée en Europe avec un intérêt inhabituel, qui traduit la manière diffuse dont on perpoit les modifications survenues dans les relations internationales depuis le début de la crise économi-que.

Par JULIA JURUNA

Mais ce a'est pas tout. La prise de conscience de ce changement historique s'ajoute au trouble provoqué par les réceates interventions da F.M.I. dans les politiques économiques — et sociales — du Portugal, de l'Italie et du Royaume-Uni. Dans le passé. l'Europe n'avait consacré qu'une médiocre attention à la longue série de conflits opposant le F.M.I. à différents pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Désormais, l'institution internationale interviant avec un certain éclat dans trois pays du Vieux Continent où, dans le passé, son rôle avait été relativement discret. Ses activités apparaissent dès lors sous un jour nouveau. Et, reprenant un point de vue naguère réservé anx leaders nationalistes du tiers-monde, divers sectents de l'opinion européenne accusent maintenant le F.M.I. de jouer le rôle de « gendarme » des plus grandes puissances occidentales.

Le fait est que, depuis 1973, d'importantes transformations sont intervenues dans les fonctions du Fonds. Jusqu'alors, son rôle principal était lié à la surveillance du système monétaire international crée à Bretton-Woods en 1944 et fondé sur des parités de change fixes; à ce titre, le F.M.I. était habilité à fournir une aide temporaire — des crédits de trois à

cinq ans — aux pays dont la balance des paiaments enregistrait un déficit; ces prêts (1) devalent leur permettre de maintenir la partité de leur mounaie sans mettre en œuvre des tarifs protectionnistes et des systèmes de contrôle des changes qui auraient altère les règles du libre-échange. Mais en 1971 la suspension de la convertibilité du dollar s'ajoute aux crises monétaires successives pour aboutir, en 1973, à la généralisation des changes flottants. Parallèlement, la hansse du prix du pétrole donne lien à l'apparition d'importants déficits dans les balances des paiements des pays occidentaux. Ainsi, au moment même où l'abandon des parités fixe élimine la justification théorique des prêts du FMI, bon nombre de gouvernements lui demandent des crédits bien plus importants que les sommes jusqu'alors retirées par les pays du tiers-monde.

(Lire la suite page 20.)

(Lire la suite page 20.)

(1) L'octrol d'un prêt par le PM.I. se déroule selon le schéma sulvant : on pays en déficit achète, contre sa propre monnale, la devise d'un autre ; chaque pays peut obtenir sans conditions un crédit égal à sa tranche-or (25 % de sa contribution). Les autres tranches de crédit sont assorties de conditions de plus en plus sévères. En vertu des accords de la Jamaique (Janvier 1977), un pays peut obtanir un crédit égal à 145 % de sa quote-part.



Les faux pas de la science économique

GAUCHE ET DROITE DEVANT LES GRANDS DÉSÉQUILIBRES

LA faveur de la récessi aux . fluctuations erratiques des monnales », le président de le République trançaise se fit le champion d'un nouvel ordre économique mondial. S'egissait-il seulement de rétablir l'ordre que les alliée avaient instauré é la fin de le dernière guerre et qui se décomposait — ou d'an imaginer un qui toi réellement nouveau ? Quand un chacement de vis n.t. Inévitable. changement de viant Inévitable, exprimer une « volonté da chan-gement » peut n'être qu'une ettitude conservatrice. En l'occurrence. le carectère novateur — pour ne pas dire révolutionneire — du propour e'en convaincre, de se reporter aux déclarations que fit M. Fouret des finances, le 2 septembre 1975 à l'assemblée du Fonde BIRD réunie é Washington. La Frence, dit-II, veut promouvoir un ordre qui assurere, dens l'ensembla des paye capitalieles industrialisés. une relance de la production, ta résorption du chômage et l'errêt de l'inflation, ainsi que le développement de leurs échanges, soit, au total, une prospérité analogue à cella qu'ils ont connua depuis le dernière guerre. Maie, en outre, cet ordre sera plus l'evorable aux pays du tiers-monde, afin que leur développement devienne une réelité et que soit résolu le redoutable

C'est sur la nature des réformes à entreprendre que le gouverne-ment françaie va héelter, eu cours de deux années qui sulvent cette mémorable prise de poeition de principe. Il a'attaqua d'ebord eux questions monétaires internationales, eans qu'on puisse très blen comprendre comment il pouvalt espérer, par ce blaie, trensform l'ordre économique mondial. En vue de laire eboutir certaines proposilions en ce domaine, il réunit les principaux chefs d'Etat ou de gouremement du monde capitaliste à Ramboulliel, où ceux-cl ee bornèleurs points de vua. Néanmoins, on se félicita de celte concertation au plus heut niveau : l' « esprit de Ramboulflet « veneit d'éclore. Il lau! convenir que cet esprit anima tous les « sommats » qui suivirent : tance n'y fut prise, hormis cello de se concerter. En revanche, peu après le - sommet - de Hambouitlet, les ministres des finances es retrouvalent é le Jamaique où, conformément aux exigences américeines. Ils liquidelent les accords de Breiton-Woods et donnaient un monétaire. Il lellalt dès lore renoncer à attendre un nouvel ordre économique d'une simple réorganisation du système monéteire interna-

problème de leur endettement exté-

Entre-temps, le gouvernement Irançals e'était fixé de nouveaux objectifs. Lorsque l'Algérie, s'opposant à un projet das Etats-Unis, refusa que le problème de l'énergla tût étudié indépendamment des autres problèmes qui es posent eu tiers-monde, le France lui donne raison. Pulequ'il leliait trouver un terrain d'entente entre peys produc-

Baptisée « expansion », la fuite en avant contredit tout discours sur le nouvel ordre mondial

Par FRANÇOIS PARTANT ___

loppement des forces productives

qui, torsqu'elles euront attaint un

certain niveau (lequel 7), permet-

tront le passage su communisme

et la disparidon de tous les rap-

ports merchands. Avec des méthodes différentes — mais en

exploitant - Identiquement le tra-

vail, puisqu'il n'est point d'autre manière pour accumuler des capi-

taux, - tous les peyo industrialisés,

quel que soit teur régime politique, poursuivent le même objet.

développement, les pays du ders-

monde se trouvent en porte à faux.

Tout en prétendant lutter pour plus

de justice dans les relations économiques internadonales, c'est, en

réalité, de la charité qu'ils récla-

ment : sides linencléres, assistance

technique, transferts de technolo-

gles... Autant d'avantages qui ne

résultent pas du jeu normet des

lois économiques dans le cadre de

ce système et qui risqueraient, e'lle

étalent trop généreusement eccor-

dés, d'en fausser le jeu et d'entraver sa dynamique. D'oû les pénibles

merchandeges euxqueis on assista

et qui mirent en lumière cette évi-

dence : le croissance dans les

pays industrialisés est incompatiblo

evec le type de développement que

souhaltant les dirigeeria du tiersmonde. Mais, comme ni les diri-

geants du tiers-monde al ceux des

pays industrialisés n'ont intérêt à

raconneitre catte évidence. lie

négocient pour conciller des Inté-

rêts inconciliables. Entre ces gens

convenables, le dielogue n'est pas difficile à établir. Le seul ennui

teure de pétrole et paya consommateurs, pourquol ne pes viser à une plus large entente entre tous les pays en voie de développement producteurs de metières premières et toue les paye capitalletes indus-trielisés ? Le gouvernement trançaie prit l'initietiva de réunir à Parie la conférence aur la coopération économique internetionale, où les représentants du Nord et ceux du les conditions de leur collaboration au sein d'un même système économique. Il revenalt eux peys participants de découvrir les moyens à employer pour atteindre un double object11 : le croissance pour les une et le développement

pour lea eutres.

Passés les premiers joure consacrès à des joutes oretoires, les négociateurs lirent preuve d'une grenda modération : lla ecceptérent de ne pas aborder l'aspect pol-tique des questione à débettre, efin de ne pes provoquer de heurts entre paya aux oplions idéologiques opposées. Cette décleion prise, ta conférence aurait tout eussi blen pu arrêter ses traveux. Car l'ordre economique mondiel, tel qu'il existe aujourd'hul, résulte du libre jeu des loie économiques. Il procède de ce choix politique qu'est le libéralisma économique. Il ne peut être chenge el l'on ne change d'option politique. Les négociateure alielent inévitablement s'embourbar dens d'interminables discussione techniques, chaque proposition vicent é lutter contre certaines consé-quences du libérelleme es heurtant é l'impossibilité de mettre en question l'option libérale.

Tandie que les peys industrialisés avelent essentiellement à defendre des avantages acquis, les pays en voie de développement se présentalent avec deux séries de revendications. D'une part, ils deman-daient que leur lut donnée la possibilité de se développer conformament au modéle que représentent les pays industriallees, qu'on leur accordét les moyene techniquee et financiers pour y parvenir. D'eutre part, lle souhaitai tût retardé le paiement des dettes qu'ils ont contractées jusqu'ici en esseyant de se développer en auivant ce modèle. Ces deux revendicetions peuvent pareitre contre dictoires. Elles sont en réalité complémentaires : les pays industrialisés se sont eux-mêmes pré sentés comme un modéle à imiter et à suivre. le ont ettiré dans leur sillage les pays sous-développée en leur consentant des aides financières et techniques, et seulement lorsque las programmes de déve loppement de ces peys atalent contormes é leur propre conception du développement

Comment l'échec devint un succès Commencé au début de 1976, lo « dialogue Nord-Sud » e acheva en juin 1977
sans résultat concret, si l'on tient pour
négligeable la création d'un tonds d'alde
spéciale de 1 milliard de dollars — alors
que les seuls intérêts annuele dus per le
liers-monde eu titre de ses dettes a'élèvent é quelque 15 milliards da dollars (
L'échec ne tut pas explicitement reconnu
dane la communiqué final, elin de méneger certaines susceptibilités, en particulier
celles de la puissance invitante. Cette
courtoise attention permit à la diplomatie
trançaise da le transformer en une victoire.

les participants e'engegeant à le poursuivre
evait remporté un succès diplomatique en

Le dialogue ayent eu lieu et les participants e'engegeant à le poursuivre eu sein de l'ONU, le France evait remporté un succès diplomatique en incitant les uns et lee autrea é l'angegar. Pourquoi pas ? Dens le mesure où, bien souvent, il suffit d'alfirmer sa volonté da changement pour donner l'impression que quelque chose a changé, on ne volt pas pourquoi on dialogue qui n'aboutit è aucun accord serait sans intèrêt.

Mels le France, soucleuse de donner plus d'éclat encore à son succès

diplomatique, est allée trop loin an déclarant que, si le dialogue n'avait eu lieu, une épreuva de torce eut été à creindre Elle surestimait la marge da manœuvre des négociateurs qui, s'ils n'ont sucune chence de parvenir à un eccord, n'ont pas davantege la possibilité de rompre. Lee pays en voie de développement ne peuvent se paseer de ce qua les pays industrialisés ont é vendre, en partiquilar des équipements et des armoments indispensablee à un Etat moderne ». Ils cont alors tenue de livrer leurs matières premières et leurs produits agricoles. Les exigencee des pouvoirs étatiques. les besoins de leur classe dirigeente, leur modèle de développement, qui répond eux ambilions de leur classe dirigeante, interdisent aux pays en vole de développe-

ment de se dissocier du système économique intamational. Les prix de ce qu'ils importent at de ce ou'ils exportent openient l'ensemble da leurs prix intérieurs. fondent leurs - cohérences écono miques - intemes. Ils ne peuvent promotivoir d'activités que lorsque celles-ci sont - rentables - sur la base des critères techniques et financiers des peys industrialisés. le ne peuvent rien faire qui ne eoit compatible avec le système d'enrichlesement de ces oeys, qui no contribue directement ou Indireclement à cet enrichlesement. La concurrenca économique el fechnique que favorise l'échenge les condemne à n'évoluer que dans les limites imposées par la capitalieme dominant. Leur sous-développement résulte donc d'un choix politique. Et ce choix fonde dans le même temps l'ordre économique mondial.

Dans les instances internetio-nales, ce ne sont jamels que des classes dirigeantes qui s'expriment : la voix de l'Afrique sahéllenne ou du Bangladesh ne sort pas d'un corps famélique. Pas plus que les peys engagés dane une rapide industrieliastion ne cont représentés par una cohorie de paysans ruinés et de chômeurs. Ce serait tout à feit centraire eux usages. Il n'y e donc aucume raison d'espérer (ou de redouter) des chan-gements décisifs. Les peys qui turent dominés ne a interrogent pas sur ce qu'eurait pu être leur évolution e'ils avalent écheppé à la domination. Pour les héritiers du pouvoir coloniel, l'héritage éco-nomique et technique pereit nécessairement positif. Leur problème n'est alors que de faire grossir cet héritago. Quent eux pays Industrialisés. Il leur est blen plus difficile encore de reconsidérer leur modèle de développement : lis ne peuvent même en concevoir on autre. Pour eux, le développement ne peut être que cette dynamique que le cepitalisme e impulsée dans les pays où l'industrie e prie nalesance. Its sont d'autant plus tondés à le croire que le socialismo n'e pas condemné l'occumulation capitalistique, blen eu contraire. Réclieée à l'initietive de l'Etat et grâce à une planification plus ou moins autoritaire, l'eccumulation socialiste - doit assurer le déve-

Une mise

en valeur

au service

de qui ?

Depuis que le France s'est dotée d'une v' République, elle a'entivra d'un discoure é sa propre gloire : elle n'est que grandeur et générosité. Au vrai, il s'agit de deux discours, dont l'un est à usage interne (« le pluce qui revient à la France dans la monda », « la France doit conserver son rang », etc.), et l'eutre, plutôt é usage externe, sur les devoirs que nous créent le eous-développement, le coopéreison entre les peuples, l'eldo désintéressés, etc. Ces deux discours ee contre desent : el le France veut conserver le place qu'elle occupe dens le monde tel

est qu'il ne sert à rien.

qu'il est, elle ne peut ebandonner les evantages qu'elle a ecquis à la laveur de son expansion militaire. Se sollicitude à l'égard du tiere-monde ne peut lui faire renoncer é la contribution que calui-ci epporte à sa construction économique.

On ce rappelle commant, eprès d'inutiles ections répressives, elle so

On ce rappelle commant, eprès d'inutiles ections répressives, elle se lança dans une - œuvre de décolonisation - et se résigna eu néo-colonislisme. Plus de quinze ens eprès les indépendances, elle e'enorguellit de l'ettechement que lui manifestent

la plupert des gouvernements d'Afrique francophone. Les evantages que cas demiere ont retirés de le politique d'aide et de coopération favorisent le maintien de ce. tameux liens historiques qui entrevent l'œuvre de décolonisation, l'empéchant d'arriver à eon terms. Mais, dès lors que ces llens sont souhaités par les anciennes coton le a elles-mémes, comment l'ancienne puissence coloniale qui a tou! Intérêt à les resserrar - pourrai!-e!le se refuser à les meintenir ? Elle les meintlent donc. Mais elle affirme son souci de ne pas porter atteinte, eeus couvert de coopération, à l'indépendance des jeunes Etats : "L'Afrique aux Africains -. Formule lancée juste après que ses accords de coppération avec le Zaire l'eurent amenée é intervenir militairement dans ce pays pour y maintenir la statu quo politique. Cette intarvention et la justification qui en fut donnée (la condamnation de toute Ingérance àtrangére en Atriqua) ont redonné eux dirigeants de la région une cartaine contiance en eux-mêmes et rehaussé le prestige de la France. Cette demière a fourni la preuve que sa politique afficaine ne se bome pas à des déclarations

d'intention. Mais existe-t-il une politique de restiance et un autre discours que les Français puissent comprendre? Les formations politiques da gauche e: d'extrême gauche critiquent volontiers l'impérialismo et avec une particulière vigueur, celul des Etats-Unis. Mais II sera un peu vain do brandir l'étendard de la · lutte anti-impérialiste - aussi longtamps qu'on ne se sera pas interrocé sur ce que serait la France si olle n'atait elle-même une puissance impérialiste. Fece à l'ambiguité de l'opposition, celle du gouvernement e au moins le mérits de l'impoence. Car il croit au discours qu'il prononce. Il n'a pas du tout le sentiment de mener

une politique contraire eux intérêts des pauples du tiers-monde. Non seulement il ne comprand pas que la mise en valeur d'une région dominée par un peys dominant est à l'origine de son sous-développement, mais il l'assimile eu développement jui-même il Les déclerations de M. Giscard d'Estaing lors de sa visite au Gabon sont à cet égerd tout é fait eignificatives.

Blen entendu, on pourrait aussi concevoir que te tiera-monde soft des besoins des pays industrialisés. mais en vue de satisfaire ses propres besoins. Lors d'un de ses voyages au Zaîre, M. Giscard d'Estaing a envisage cette hypothèse. en tançant l'idés d'un e plan Marshell pour l'Afriqua - que tous les pays industrialisés étalent invitée à mettre en œuvre, il s'agissait de promouvoir en Afrique t'ensemble es activités industrialias que justilia sa (antastique richessa, en ressources neturelles - et par conséquent toutes les activités qui ne se développent qu'en reistion avac l'industrie. Les pays industrialisés, dont l'appareit productit tombalt en léthargis, allaient trouver une occasion de relance grace à de tebuleux marchés é l'exporvalt devenir un pôle d'accumulation capitalistique autonome. Cet ambltieux projet comportait cependant quelques inconvénients : Il privait les pays industrialisés des rescources airicaines qu'ils utilisent puis des débouchés efricalne nécessaires é leur appareil productif. [] tendall à transformer des économies dominées et complémentaires des leurs en un vaste ensembla économique indépendant et concurrent. On comprend qu'il n'ait pas soulevé l'enthousiasme des autres grandes ouissances, peu désireuses de compromettre l'avenir de leur propre développement économique. Il fut dono enterré en ellence.

Lorsqu'on es trouve sur un continent el prodigleusement riche en ressources que son sous-dévoloppement persit incongru, imaginer que son développement soit pos-eible n'e rien que de très normal. D'autant que si le théorie économique (celle qui inspire nos gouvernants) de permet quère de comprendre pourquol deux pays qui perticipent d'un même système économique - capitatiete et libéral - ne parviennem pes à en retirer les mêmes avantages, alle peut démontrer que les pays indus-trialisés doivent eux échanges, qui se sont considérablement développés entre eux, le prospérité qu'ils ont connue au cours des demières décennies. C'était donc une réaction parfaitement - scientifique que de vouloir enrichir les peuvres

afin de pouvoir e'enrichir sol-même

Outre cette raison théorique, le couci constant qu'a manifesté le gouvernament français de trouver des solutions sux difficultés du quer par l'incidence qu'ont ces difficultés en France même. Le pays, pour ne pas pardre see marchés tains intérêts à l'étranger, en errive de plus en plus souvent à consentir des prêts aux pays auxquels il est ettaché par des liens historiques, afin de les mettre en mesure de faire face aux échéances de leurs emprunts entérieurs. En parell cas, lo France se rembourse sur les crédits qu'elle consent. Ce système de financement du commerce exté-rieur est gravement inflationniste, donc contraire à le politique de lutte contre l'inflation que noe gouvernants menent, avec des résultats inégoux, depuis une bonne vingtuine d'années.

L'insolvabilité des paye en vole de développement constituent une sérieuse entrave au développement des échanges internationaux, l'exactitude de la théorie économique sur l'enrichissement par l'échange se trouve e contrario démontrée : on ne peut e'enrichir par l'échange qu'à la condition de conserver son partenaire commerciel. Celui-ci ne doit donc pas se isisser ruiner par l'échange.

du prix du pétrole est à l'origine de le crise, caractérisée par une etagnation de la production et une saturation des marchée activables. Tout ou plus entretient-eile une inflation préexistante en créant des difficultée particulières è certains pays. Enfin — et ce n'est pas son moindre intérêt — elle a assuré un finencement partiel à le pro-duction industrieile exportée vers tement plus orthodoxe quo ne l'est un financement par crédits indé-finiment ranouvelés. M. Giscard d'Estaing était donc tout à fait fondé à eoutenir, d'une part, que la crise ne lui était pas imputable. d'autre part, qu'il était de l'intérêt des pays industrialisés que les autres pays producteurs de matières premièrer fussent, eux aussi, assu-rés de recettes extérieures etables et al possible, croissantes. On ne peut donc que regretter qu'il se soit revisé eur le premier point, pour finalement es rallier au point de vue du chancelier Schmidt, auquel le poids économique de l'Allemagne et le bonne tenue du deuischemark confèrent une autorité intellectuelle peut-être exagérée. Ca. si la cituation économique et financière d'un pays ne dépendait que de la compétence de ses gou-vernants, que faudreil-il penser des Quel qu'il en soit, le France n'e jamals perdu l'espoir de feire coexister pacifiquement le chèvre et la chou. Cet opdmisme n'est pas propre eu gouvernement. Il est par-tagé par l'ensemble des formations

SI la hausse du prix du pétrole a posé de très sérieux problèmes

aux pays industrialisés consomma-

teurs, effe a brusquement assuré

des débouchés à leur production, les « nouveaux riches « du petrole

étant désormals les soule pays du

tiers-monde encore solvables, su

moins provisoirement. Il est donc faux de prétendre que le hausse

Committee with

يعوالقرا كالمعدا للصابر أأراره

the standard was been

the state of the s

Towns of the

marketing to topographic

Me Berger war ber Berger

· 中 中国大学 (44 4) (45

man a service and a service

the same of the same of the same

the second of the second

AND THE PERSON NAMED IN

the first of technical extra

the parties of the back and

the training property

2.00 mm

4 - 44

to the

有情

 $\| \mathbb{E}_{k}^{-1} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{N})} \leq \frac{1}{N} \frac{2}{N^{2}}.$

Sec. 10.

jamais pardu l'aspoir de feiro coexister pacifiquement le chèvre et lu chou. Cet opdraisme n'est pas propre eu gouvernement. Il est partagé par l'ensemble des formations politiques. On l'a une fols de plue constaté lors du colleque organisé par le parti socialiste, les 12 et 13 février 1977, sur le thème de l'industrialisadon. Les économistes et penseurs politiques qui s'étalent reunis à cette occasion ne trouvèrent rien d'autre à proposer qu'une croissance raisonnable chaz nous, une elde au développement du tiersmonde, l'aide pouvant lavoriser la reisnee chez nous... Ce projet n'est en rien différent de calul qui fut mis en cauvre par les gouvernements successito de le Ve République. Il s'accompagne d'un discours presque identique. Quelques mots changent. On parlo un peu plus des travailleurs et un peu moins des Etats. Mais comme le France, quel que soft son régime, n'eura de refedons qu'avec les Etats, le référence aux travailleure est de

L'inégale rémunération du travail On en était là lorsque, eu début de juillet 1977, le gouvernement françale prit une
masure qui, é n'en pes douter, est de
nature à instaurer un ordre économique
mondiel radicalement nouveeu. Pouriant,
eucon des observateurs qui evaient monté
en épingle le «succès» diplometique
ramporté par le France à l'occasion de
l'échec de la conférence Nord-Sud qu'elle
avait convoquée n'a ouvert le bouche
pour célébrer l'événement. Il est vrai
que les circonstances ne s'y prêtaient
pas : l'actualité était chergée : départs en
vacances, bouchons eur les routes, pre-

mières étapes du Tour da France... De plus, tout aveit commencé cans gloire: une visite du ministre de l'industrie dans le nord de le France, cò il fut fort mai accueilli par le patronet de l'industrie taxtile eu bord de la lalifite et par des cuvriers menacés de licenciement. A le suite da cette viaite, le gouvernement décide de protéger cette branche industrielle, en limitant l'importation des produits les plus dengereusement concurrents à un montant à peu près équivalent à celui qui eveit été elteint au cours de l'ennée précédente, L'in-

dustrie textile française est en perte de vitesse depuis plus de dix ans; elle e, rien qu'eu cours des trole demiéres ennées, licencié quelque cent mille personnes; one telle mesure n'est, évidemment, pas de nature è le sauver. Tout au plus permettra-t-elle de freiner la montés du chômage en période pri-électorale at dans une région déjé très éprouvée par le libéralisme économique. Mais ce n'es pas le mesure en elle-même (ni les produite concernés) qui méri-tait de retenir l'attention : c'est le justification donnée par le gouvernement pour la prendre. Il proclemel: le droit pour tout pays capitaliste libéral de se protéger contre le concurrence des pays qui ne rémunérent des suffisamment leur me'n-d'œuvre, c'est-à-dire où le coût du travail est moins élevé

qu'en France.

Avec eutant de discrétion que d'audace, lo gouvernement françaie vertait de redéfinir les conditions dans lesquelles les échanges internationaux devraient se predquer enn d'assurer une identique prospérité à tous les travailleurs de camonde. Il coupail définidvement l'herbe sous les piede da le « coalition socialo-communiste», jamele la programme commun de le gauche n'ayani osé eller eussi join

dans le recherche de le lustice à l'écheile internationale, Le saigire journailer du trevelileur du tiers-monde étant très largement inférieur au salaire horaire to travallleur françaie (charges socizies comprises), il devre être multipilé par dix, quinze, vingt, eelon les pays, pour que le concurrence devienne acceptable. Cette hausse des sataires ne menquera pas d'accroître considérablement le coût da nos approvisionnemente en matières premières et en produits - exotiques -. Du moins, le fer de Mauritanie na concurrencera-t-il plus notre «minette - lorraine. L'hulle d'arachide devenant beaucoup trop chare, elle pourra être remplacée par celle qui est extralle du tournesol ou du mais, tandis que le sucre de betterave n'oure plus rien à craindre du sucre do canne. Il est donc possible que l'élimination de la concurrence - sauvage - alt ainal d'heuroux résultats sur le développement de nos ressources naturelles et sur celui de notre agricolture. En revanche, toutes les matières premièree que nous ne pouvons importer que des pays sous-développés. qu'il e'agisse de métaux non ferreux ou de produits destinés à certaines



vernementaux. Enfin, paut-6tre, si

la conjoncture le permei, moins de travail et de plus hauts safaires,

c'ast-à-dire, dens des peye qui

tré un maximum de capiteux, l'idéel

Ce programme, lle vont devoir

l'actualiser, ils croyalent être

appelés à garer une eociaté capi-

taliste et libàrale, pour l'emener

doucement vers le socielisme. L'hé-

ritage capitaliste aliait être eocle-

lisé. Et le socialisme serait un

dépassement du capitalisme, ils

se sont trompés. Le capitalisme ne peut pas être dépassé. Mais il évo-lue. Il évolus vers ce modèle - uto-

pique - de développement que le

train de mettre en forme. Rian d'étonnant é cela. Ce gouvernament

est convaincu que le système capi-taliste est intrinséquement sein.

Soucieux de saine gestion, il prend

Efficacité

et finalités

de la production

ont monopolisé la travall et conce

du petit rentier capitalista.

colateries, etc.), vont parfoie nous obliger, en augmentant de prix, à des reconversions Industrielles. Male II n'y g pas lieu de e'en Inquister. Bien au contraire, cela pourrait être l'amorce de le acule politique raisonnable, una politique qui permettrait de revenir sur un processus historique assentle

L'Industrie est en effet à l'origine de le plupart des insurmon-tables problèmes politiques, éco-nomiques et sociaux, nationaux et internationaux, que les socialistes imputant blen à tort au cepitalisme. Perce qu'elle permet par la travail d'ejouter constamment de le valeur sux metières premières qu'elle élabore, perce qu'elle permet d'accumuler des capitaux, grace à l'organisation du travail, afin d'accroître constamment la capacité à produire, parce qu'elle fournit eux autres escteurs de l'économie les moyens techniques de leur propre développement, parce qu'elle permet ainsi d'audmenter constamment la production en valeur et en volume, ella e fait naître ce mirage que tous les pays poursuivent aprement el valnement : l'opulence. Vieux rave qui a dû naître le jour où des hommes furent mis au travail par une minorité abusive...

Dès le dix-neuvième siècle, l'in-dustrie a « dénationelisé » l'eneembie des économies, celle d'un pays industrialisé devenant tributaire, pour ses approvisionnements liquement dominées, ces dernières ne pouvent plus évoluer en tonction de leur dynamique propre. Elle e rendu inéluctable l'impérielisme : dans un peys anciennement industrialisé, le pouvoir d'Etat ne peut plue être celul qui définit le droit internationei, à savoir un pouvoir couversin qui e'exerce sur le société à l'intérieur de frontlères internationalement reconnues; Il est, par nécessité, un pouvoir - trensnational - qui doit être en mesure d'intervenir n'importe où dens le monde, pour y défendre des intérêts légitimes », des eventages ecquis, pour y ecquérir de nouveaux avantages à mesure qua croissent ses besoins

La gauche

dépassement

du capitalisme

matières premières ou en énergie, è mesure que doivent s'élargir les

tion intérieurs e tripià et la consommation e felt presque de même. Imitila de se poser certaines des questions qui furent soulevées en mai 1968 en même temps que les pavés de la capitale : quel est le rapport entre le bonheur d'une société et sa consommation en volume et en valeur? A quel type de prospérité correspond l'augmentation de le production réalisé à l'initiative du capital et de l'Etat ?... Ce bonheur et catte prospérità sont sujourd'hui compron Le pays se trouve en meuvaise posture fece à la concurrence étrangère. Il lui faut redeveni compétitif, accepter une certaine austérité, consentir provisoirement quelques escrifices... St de tels révélaient inefficaces, il faudrait e'ettendre eu pire : ruine des entreprises, aggravation du chômage.

N'est-ce pas une blen étrange richesse que nous élaborons depuis deux elècles ? Elle n'existe que si elle continue de croître. Et nous ne bénéficions de certains progrèe

Aujourd'hul, les armes ne servent plus qu'à maintenir ouvert et intact ce chemp International d'activité Indispensable aux paya poussés à l'expansion par jeur déve-loppement industriei. Dès lors que les échanges demeurent possibles, is concurrence économique suffit à faire régner ta lol du plus fort. Maie ce monde que nous avions organisé pour qu'il produisa en vue de répondre à nos besoins continue de ne produire qua dans les limites de nos besoins. On baptise cele la - division Internationale du travail . Expression peu satisfalsante. Elle passe sous silence une conséquence essentielle de l'organisation de l'économie mondiele par les

flent les réformes étant diffé-

rentes. Que proposent, en effet, nos

anciens révolutionnaires? Plus da

justice, assimilée à une plus équi-

table capecité à consommer. Des

progrès socieux qui ne doivent pes

entraver une dynamique éconc-

mique, elle-même source d'injus-tice... La nationalisation des moyens

de production, afin que le profil

capitaliste, devenu surplus à inves-

tir socialiste, permetie l'accroisse-

ment des torces productives, nou-

veau nom de baptême du capital

de production. L'autogastion d'une

construction socio-aconomique

băție per le capital et par l' - Etal-

bourgeole -, de telle sorte que les

travailleurs, dans un contexte

international concurrentlel e'auto-

discipliment et réagissent en fonc-

tion de cette concurrence comme.

d'astucieux capitalistes ou comme

pays anciennement industrialisés: le formidable déséquilibre qui e'est produit dans le monde, et qui réduit considérablement la possibilité de créer de la richesse par le travail dans les régions au total les plue Il est coutume de dénoncer l'abusive exploitation du travail dans le

tiers-monde. Le « pillage » du tiers-monde est eussi dénoncé. Maie ce n'est en définitive ni l'exploitation du travaii ni le pillage des ressources des pays sous-développés qui devraient le plus choquer;

c'est leur sous-utilisation. Beaucoup de ressources disponibles dens le tiers-monde na sont pas utilisées parce que leur exploitation n'est pas ou n'est plus rentable. Ses forces de travail sont fantastiquement sous-employées, parce que les activités productives n'y sont pas ou n'y sont plus rentables. Le système économique international, en favorisant une évolution des techniques de production dans les pays industrialisés, e paupárizá les régions qu'il ne pouvait plus utiliser et il e marginalisé les populations dont il n'avait plue l'emploi. Dans le cadre d'écomios dénationalisées, puis Internationalizées. le développement industriel e abouti à cette double aborration. If a permis que les techniques de production évoluent, sans que leur évolution ait à prendre en compte les besoins des sociétés, à commencer per ce besoin élémentaire qu'est le travail dans une économie marchande.

En tout cas, les penseurs de gauche et d'extrême gauche vont être obligés d'approfondir leurs réflexions, des réflexions que leur apparlenance à un monde de « nantie (ou - en voie d'enrichisse-ment ») rendait gravement super-fichilles. Its s'en tenaient à des analyses du système capitaliste faites au siècle passé — dans le meilleur des cas datant du début de ce siècle — et aux conclusions politiques qu'on pouvait alors en tirer. Marx enterré, sa pensée evalt èté embaumée, condamnée par ceux qui l'admiraient. Ceux-là ne comprenaient pas que le marxisme n'était qu'une méthode critique, non un énoncé de vérités éternelles. Pour que la pensée marxiste demeurat vivante, it fellait que la réflexion critique se développat quitte à contredire Marx. Saorilège !... Mieux valait ne pas penser.! Au demourant, les penseurs polltiques - surtout e'ils pensent en vue de l'action — sont contraints à la prudence. Une classe dirigeante ne se met jamais elle-même en question - les marxistes le savent bien. Tout au plus peut-eile être reformiste. C'est donc sur une vole reformiste que se sont retrouvés tous les partis politiques, sevies les references idéologiques qui justi-

iés pour une production

Car la croissance est devenue un Impératif. L'industrie n'est pas une richesse. Dans un contexte national et international concurrenital ella doit ea développer pour survivre, tout comme doivent se déva-lopper les innombrables activités qu'elle entraîne. L'arrêt de la croissance ne serait pas un étet d'équiganisation économique et d'une décomposition sociale. Au coure des vingt ennées qui récédérent la crise, le produc-

efforts étaient Insuffigants ou ée eccélération de l'inflation; effondrement de le monnale netionale...

qu'à la condition d'en faire toujours davantage. Pour imposants qu'elle paraisse, notre construction économique et technique o'eet ainst qu'un mouvement. L'industrie a até le moyen d'un enrichissement, male elle a transformà le richasse en un processus d'enrichissement eans fin qui implique un ordre économique international politiquement inacceptable.

problèmsa Insolubles. D'autant qua les paysane, rémunérés comme le eont chez nous les travallleurs de le terra, daviendraient eux-mêmes des consommateurs. Les conditions de l'échange se trouvant transformées, las conditions de production le gereient aussi, Tous les espoirs serelent permis, al toutefole les pouvoirs en place ne rétablissant leur profit. Même de ce point de vue, l'errêt des échanges avec les paye industrialisés devrait evoir 'heureuses conséquences : seuls les pouvoirs étatiques et les classes dirigeantes en beneficiaient; outre de ressources financières, ils pouvaient ecquérir ainsi les moyens tectniques nécessaires eu constant renforcement de leur pouvoir. Désormale, plus de moyens techniques et financiers pour le fonctionnement des Etete, plus d'armes... Excellente occasion da redistribuer les pouvoirs et mise en place de etructures étatiques avelent effublées d'éllisa parasitaires.

tar dans le liers-monde que parce que leurs trop lourdes charges d'emortissement pouvaient être componsées par la très feible remunération du travall. Ce type d'industrie était absurde. L'usine implantée dans le tiers-monde y fabriqualt un produit fini evec beaucoup trop peu de travail. Elle na pouvait en oucun cas résorber le chômege, alors que son implantatio le favorisait. Elle àliminait en particulier un etilsanat de production, dont la productivité du traveil était peut-être teible, mais qui apportait à sa production une valeur ajoutés (en termsa résis: une valeur qui demeurs dans le tème, al tien que ces décisions, pour murement réfléchies qu'elles solent, ne sont jamais dictées que par cas nécessités. Il obéit au avstèma, se plie à sa logiqua et est d'obtenir de la société qu'alle s'edapts à son évolution. Inspiré par una - science-économique - passablement lacunaira, il na se rend peut-être pas compte de toutes las Implicatione pratiques que pourrait nele : peut-être ne comprend-il paz que le système capitaliste se trouverait condamné ei le travail était pariout rémunéré de le même manière ... Mais il est révélateur qu'il all prie une mesure qui tend à ce résultat. Cela démontre, toul simplement, que les gestionnaires

tante décomposition. On doit teur

ment plus capables da olore deux

alècies d'histoire que ne le seralent

des gestionnaires de gauche préoc-

cupés de dépasser le capitalisme.

les décisione qui e'imposent au fur et à mesure qu'évolue le sysde continuer cette histoire. Encore qu'aucun modèle mathématique n'ait orie en compte un éventuel décuplement des saleires dans le tiers-mon (ou une eugmentation plus forte encore) afin d'en évaluer les conséquences sur essayer d'imaginer, isa principales trenstomations qu'une telle mesure entrainerait. Tout d'abord, le tiers-monde eerait obligé da renoncer à nous vendre ce que nous ne cerions plus assez riches pour lui acheler. Ainsi serait-il contraint de produire pour sabstaire ses propres besoins, plutôt que les nôires. Par

pays) au total certainement supé-

n'eure à celle de l'industrie impor-

tée, dont le valeur ejoutée com-

porte surtout des valeurs directe-

ment ou indirectement réexpor-

le, affeis qu'e son implantation sur

la formation et la distribution des

revenus. Le trop feible saleire des

ouvriers les empêche de devenir eux-mêmes des consommateurs, el

le merginalisation économique de

le population e'eccentue (peysans

repliés dens l'autosubsistance el

chômeurs): l'industrie produit pour

En edmettani que les pauples du

tiers-monde soient appelés à redé-

fini leurs besoins el à évaluer les

moyens de les satisfaire, peut-être,

un merchá figé ou décroissant.

exemple, les paysans casseraient de cultiver du calé, du cecao ou eutres produits d'exportation, pour se consecrer prioritairement aux cultures vivrières. Ils pourraient le faire en toute quiétude. Que leurs rendements eolent inférieurs aux nôtres n'aureit plus eucune importance, puisqu'ile n'euralent plus à aubir notre concurrence. Les ressources en devises de leur pays seralent en effet prætiquement nulles. Pour cette même raison, modèle de consommation changerait : if ne serail plus celui de la

classe dirigeante, il saratt imposé par las travailleurs, qui auraient enfin un - pouvoir d'echat -, et li ne pourrail reposer que sur le production locale, qui devrait donc

fées: amortissements, frais Ilnan-Cela ne devrait pas poset de ciera, salaires étrangers, etc. L'usine est d'ailleure d'eutant moine créatrice d'emplota que son niveau technologique esi plus álevé. Elle est conçue dans des peys qui disposent de capitaux et où le capitaliste, pour améliorer le productivité du traveil, a Intéret à eccroitre le capital de production : ainel reste réduite le part des salaires dans le valeur ejouiée tame d'exploitation à Maje elle demanda un investisse ment besucoup trop élavé per travailleur, A l'exception très provieoire des pays productaurs de pátrole, aucun peys sous-développà ne paul réaliser de tele invastisse ments pour employer sa mein-d'œuvre. Aucun ne peul alors acquérire assez d'usines pour que le lotalité ou une partie suffisante du processus de production se déroule sur son territoire. Aucun n'est ecquis un plus ou moine grand ment contribué à désarticuler leur aconomie, à ruiner leur peysanna (qui, en général, supporte l'essentiel du coûl de l'Industrielisation), à accélérer l'exportation de ressources non renouvelebles, à aggra-Les industries n'oni pu s'implanve: lour endettement extérieur, etc. Enfin, le pira est que les débou-chés de l'industrie sont limités par

avani même de se mettre eu travail, a'interrogeront-lis sur ce qu'est en dàfinitive l'activité industrialle. Ils ncus rendralent un très grand ser-

En effet l'industrie a radicalement modifié la relation de l'homme à son travail, qui lui-même a changé da signification. Le travaillaur n'a plus à exècuter son trafixée. La finalité de son effort et la manière da le faire ne dépendent plus de lui. Il ne travallie plus elors que pour la contrepartie du travall : je salaire. A pertir de là. tout s'enchaîne très logiquement Le travailleur ne pouvant plus se réaliser at s'affirmer dans la vie active, pulsque son travall le limite. il reporte son espoir d'exister eu les heures da rapos, les congés, la retralle... Il ne peut plus e'affirmer que dens les périodes où il ne fait rien. Recherche de sol en dehora d'une œuvre collective, Quête d'un bonheur qui reste à définir, à per-Moins de travail et un salaire qui doit augmenter. Exister davantaga, - se dépasser soi-même -, c'es améliora- son niveau de vie qui ne peut lui-même âtre, dane una société comme le nôtre, qu'une capacilà à consommer. La lutte des travaltieurs va être axée cur le pouvoir d'echet ». Seul pouvoi reconnu aux travailleurs : echeter duire et qu'il doit vendre pour que se réalise son profit. La dynamique voque un remodelage incessant du cadre de vie, qui lui-même entraîne besoine individuela el collectifa à satisfaire. L'augmentation en volume et en valeur des biens et eervices à consommer nourrit l'optimisme des statisticiens, maie, el elle correspond à un cartain type d'enrichissement - collectif -, elle e surtoul pour résultat de relever constamment le seuil de la peu-Il n'est plue possible de vivre.

Aux Etats-Unis, ce seull est légèrement inférieur à 3 000 dollars per en. En Afrique noire, un ouvrier nera de familie nombreuse es - satisfait - si son calaire annuel est de 500 dollars. Est-il plus pauvre - que l'Américain qui. avec un revenu elx fois superieu au sian, relève de le charité publique ? Le travallieur salarià est d'autant plus peuvre qua son pays

Gageons que el les travellleurs du tiers-monde peuvent démocratiquement décider que produire et comment produire, c'est à une venteble - revolution industrielle que noue assisiarons. A coup sûr, lie s'epercevroni qua l'orgenis: du trevail n'est pas seulement un probléma d'efficacilé, male ausei un problème de justice et d'hermonte eoclate, lle constataroni que le trevail ne doit pes être rémunérè an fonction da sa producti-

vité, sauf à recréer l'exploitation au sein même du monde du travail, et qu'un travail dont le produ vité est lable peut être socielement indispensable... Que produire ? C'est é una radéfinition des besoins individuels at sociaux qu'ils vont devoir s'attacher, ces besotns n'étant certainement pas caux que le capitalisme e suscités chez nous. Seuls la pouvoir économique que détigni le cepital et le pouvoir politique de l'Etat décident ce sont à edopter. Concurrence entre les entreprises économiques, compétition entre les États : leur but n'est psa d'être plus riches ou ruinés par un concurrent plue riche ou vaincue per un ennemi plus pulssant. Puis la concurrence lavorise une - saine émulation qui est source de progrès. Tout le monde croit à l'utilità de l'enrichis-Et lout le monde ettend de lui le progrès social. Ce progrès doit àtr payà par la collectivité, qui dolt donc s'enrichir pour en aupporter le coût. Le progrès sociel n'est défini que par rapport à la mécanique d'enrichissement ellemême ! Maie ei le syelème d'enrichizeement ne puise sa dynemique que dens des inégelltés qui s'ag-SI son lonctionnement crée Indéfiniment de nouvelles injuetices, à

Le système capitaliste est efficace, Mais per rapport à quoi ? Per rapport à ce qu'il était à ses même) et par comperaison avec le s: "tem : socialista (qui n'est ancora qu'une veriente d'un mame sysième

d'enrichissement). Peut-on imeginar qu'une collecticains d'esprit et libres de leura choix, dàciderait de consacrar lous ment sa capecilá à produire ? Il a latiu que la société se volt imposer ce: objectif par des pouvoirs particulièrement forts. Mais ces pouvoirs sont eux-mêmes obligés, de par le contexte concurrenitel dans lequel ils e'exercent, de gèrer la société de telle sorte qu'elle l'eccepia, quelles qu'en soieni lec conséquences. Tous les Etats entrainent ainsi joutes lae sociétés d'un objectif éternellament futur, isa uns leissent au capital le soin de l'atteindre, les autres l'ayent aussi.

Non, ce n'est pes le capital seulemani qu'il fallell meltra en queslion. C'asi is tonction qui est la sienne. C'est l'accumulation capita;'stique, qui n'est plus désormais qu'un processus sans fin concurrentielle interdit à notre civilisation économique et technique d'evoir un but, una finalilé vre semblable.

Crise logique et erreur de calcul

Les enalyses politiques de gauche ont lendance é ettribuer au capital une intalligence qu'il est loin d'evoir. Il mobilise anormement d'intelligence à son service, mais dene le cedre d'un système qui, lui, est essentiallement absurde, cer il n'obelt qu'a un seul critère, celui de la reniabilité (ou, si l'on prétère, celui du prolit maximel). Seulas les activités rantables pauvent en effet fevorisar l'eccumulation indispensable à un type de développement qui peut être, indifféremment, capitaliste ou socialiete. Cependent, les conséquences de son tonclionnement peu-

vent être lachauses eu plan sociel ou politique. D'où les interventione de l'Etat qui, quolque libèral, doit être réformiste efin d'éviter que l'évolution logique du système n'aboutisse à des catastrophes. Ses interventions, de plue en plus l'réquentes, ne pouvent aller jusqu'à anfrever le dynamique économique. Il doit alors sublilement doser ce qui est da neture à assurer la croissance économique, à renforcer son pouvoir, à meintenir le paix sociale, à faire accepter par la eoclétà les conséquences de le croissance et du renforcement de l'Etat.

Comment des peye qui avaiant réussi à monopoliser les eclivités les plus productives en sont-lis arrivés à vendre au tiersmonde non plus eaulament les blens at services qu'ils étaient seuls à pouvoir tournir, mais les Instruments qui lui permettaient de produire ? Après evoir concentré chez eux l'essentiel de

le capacité mondiela de productio», ile l'ont disseminée dans le monde --- et dans des conditions telles que ne pouvait s'ouvrir le merchà euquel cette production est destinés ! Comment ont-ile pu commettre une parellle bětise ?

(Lire la suite page 4.)





tout le monde a applaudi : ise marchanda d'usinas, parce que l'opération était bénéficiaire, les capitalletes, oul cherchaient du travall bon marchè, toutes les ames généreuses et « tiers-mondistes -, parce que le eousdévelopement allait être enfin vaincu, les dirigeants du tiersmonde, parce que la théorie écoque les marchands d'usines. Tout le monde était d'accord : une ère nouvelle s'ouvreit, pour les uns celle d'une croissante prospérité, pour les autres celle de la justice et de nouveaux es Internetionaux. Elle na fut melheureusement des ca qu'espéralent fas uns et les autres. A une longue période, caracté-riese par une injuete maie très rationnalla division internetions du travail, allalt succèder une nouveile période marquée par

una meilleure répartition interna-

tionala du chômaga.

Les uaines vendues au Bersmonde doivent être payées. Elles pauvent l'étra sans difficulté si elles vendant aux pays tournisseurs ce qu'alles produisent ou si elles valorisent des matières premières qui leur étalent en Mais el elles produisent pour le marché local, le pays en vole d'industrialisation devra imputer le prix da l'uaine sur las resscurces an devises que lui procurent ees exportationa de malières premières. Or ces ressources ne sont pas antièrement disponibles. Elles doivent d'abord servir à rembourser aux pays Industrialisés les biens et services que ceux-ci ont fournis pour permettre le production de le matière première, son évacuation et son transport (usou'au leur résiduelle » de l'exportation est dérisoire : taxes perçues per l'Etal local et aalaires versés é la main-d'œuvre locale. La contrepartie en devises de cette valeur résiduelle paut permettre d'importer ce qui est indispensable à la survie d'un Etat (en particulier des armes) et à celle d'una classe dirigasnte, mais évidenment par des instruments de production conçus dans des pôles d'accumulation capitalls-

Les économistes ont du se tromper lorsqu'ils ont évalué la cepacité à emprunier des pays en développement. Ils se cont cans doute basés sur la valeur de leurs exportations, telle qu'elle

Du libéralisme

au libéralisme

organisé

« musclé »

valeur résidusile, lee statietiques ne l'indiquent pas. Personne n'a intérêt à la connaître, Elle se révélerait beaucoup trop feible : entre 5 et 20 % tout au plus du orix auguel le consommateur final achèle le melière première. Et pourrait apperaître un phénomene besucoup plus aberrant encoré : tout effort pour accrottre le productivité du travail dans le tiers-monde tend è réduire le valeur résiduelle. Il entraîne une réduction relative du travail (une aggravation reletive du chôme tandis que le peys dilapide plus tières premières qui ne sont pas toujoure renouvelables. Male cet effort bénéficie é l'Etat, qui per-Coi: ses taxes our un volume roissant de metière exportée. Il ne serait pae convenable de faire apparaître le caractère antagonique des intérêts da l'Elet at de ceux de le poputation eur laquelle s'exerce son pouvoir. Ainel s'est-on aperçu un peu trop tard que l'Industrielisation du tiers-monde, bian que rentable, ételt une folie. Les dattes des peys an vola de développe e'élévent aujourd'hul é environ 180 milliards de dollars. Et lle n'ont aucune possibilité de les rembourser. Le lotal des aides annuelles qui leur aont consenties est désormals Inférieur au montant total des annuités qu'ils devraiant rembourser. Or, comme ces aides sont très généralement de nature à accentuer le dépendance des paya en voie de développemant, on peut se demander quel niveau d'endette mant les paye industriellsés eou-Non seulement ces crédits prorogés constituent une source

ressort des statistiques. C'est fort

probable, pulsque c'est ainsi

qu'ils cherchent à savoir s'il

existe ou non une tendance à

la délérioration des termes de

l'échange. Dans les deux cas,

c'est seulement la valeur rèsi-

duelle qui devralt être prise en

considération. Mais, hélas i cette

intarissable d'initation dans l'ensemble du monde capitaliste, maia lle annulent en pratique les flux capitalistiques que les pays industrialless pouvalent attendre de leur politique de décentralisation Industrielle. Plus graves encore eont les conséquences de cette dernière sur leur propre apperell productif. Le secleur des d'équipement s'est hypertrophié, elors que la production de ces blene obelt à des cycles longs. Quant & la production de biens de consommation. elle se trouve désormaia concurrencée par celle du tiers-monde. Le chômage ee développe...

Au demeurant, il est certain que, si l'Industrialisation du bers-monde n'avait pas àté entreprise, les pays industrialisés euralent connu plus tôt les difficultés auxquelles lie se heurtent aujourd'hui. Eile a retardé la crise en l'eggrevant. En France, eu cours des vingl années qui précédérent ce premier choc sérieux - période de croissance industrielle exceptionnellement rapide, — les emplois dens l'indus-trie sont demeurés à peu prés atables : environ 30 % de la population active (38 % d'eprès les demières stetistiques

de l'INSEE, mais en incorporant les transports ferrovieires dens l'industrie). Dens le meme lemps, la population egricole passalt de 26 à 10 % de la population active (8 % au)ourd'hu). Les secteurs qui produisent des biens melériels employalent einsi de moine an moins de Iravailleurs. Meis ils mettaient en œuvre un capitel de production de plus en plus importent : ce capital e triplé dans l'industrie et a été multiplié par six dans l'agriculture. L'eppareil productil 6'est - modemisé - en éliminant le travail.

A en croire noe meilleurs économistes, ce système doit tout naturellement sabsfalre les be-soins de la société. En effel, le capital e întérêt à les satielaire, puisqu'il ns peut réaliser son profit que s'il vend sa prod'antreprises cherchant d'abord è former leur profit, checune de son côte. Chacune edopte tous les progrèe technologiques qui sont de nature à eméliorer la

que, gráce eu - progrés -, l'augmentation de la production n'entreine pas celle de l'emploi. Ten-die que, toutes ensembles, elles auraient Intérêt é écouler leur production sur un merché qu'éler-girait le pouvoir d'achai des trevaillaura, checune, séparément, restreint ce marché, en réduisant la volume des salaires dietribués à chaque stada du processus de production. C'est ainsi que l'évolution des techniques de producindustrialisés, exactement même résultat que dans ts tiersmonde : à la marginalisation de le fraction de la population dont le système n'a plus l'emploi.

Jusqu'à ces demières années, l'évolution dans les techniques de production n'avait pas provoqué de châmage. Les travailleure avaient pu en effet se et des services, qui emplole aujourd'hui plus de le moltié de le population active du pays. Le gonflement de ce secteur résulte de l'accroissement de la production de biens metérials. Les activités du tertiaire es greffent su cette production, parfola le parasitent et se développent plue vite que la production elle-même : commarce, transport, financement, publicité, atc. Mais le gonilement de ce secteur a'expliqua aussi per la méthodique prise en cherga par le capital d'activités qui sont devenues marchandes, et cela dans les multiples domaines de la vie sociale. de le culture, du sport, du loisir, etc. L'Etat, de son côté, faisalt un très gros effort pour promouvoir des activités généralemant improductives, mais « so cialement - utiles, Aulourd'hui, en Francs, le quart de la populevon active est rémunérée eur fonds publics. Heureusement tisticiens ont décidé d'inclure ta travail des administrations dans la calcul du P.N.B. En effet, chaque fole qu'un problème est soulevé pa: l'évolution économique et techniqua, l'Etat s'en empare et crée une nouvelle fonction administrative. Il est préférable que cetie fonction soit désormaie - produc-

En définitive, une nation civination prise en charge par le capital et par l'Etat, ealariée par l'un et par l'autre. Son statut salarial essure sa soumission eux deux pouvoirs qui décident pourquoi chacun travallla : en vue d'une évolution absurde et nécessaire. Puis arrive - la crise -.

L'économiete libéral, considérant que cette crise résutte de la hausse du prtx de l'énergie, s'emplote ptutôt à rétablir en priorité nos grends equilibres . En admettant qu'il y parvienne, il aura repoussé vers l'extérieur certaines des difficultés que nous connaissons aujourd'hui. Que peut-il feire d'eutre ? Concentration des entreprises, des capitaux, des ectivités... Des entreprises de plus en plus pulssanies, capables de faire lace à la concurrence internation nale, absorbant de plus en plus de capitatix à mesure que la techet plus chére, exigeant un marché de plus en plua large pour amortir des investissements qui s'alourdistravail. Dans les pays qui avalent monopolisé les possibilités d'empiola hautement productif, le travailleur devient un privilégié, et le production, au Irain où l'on va. n'eura d'autre débouché qu'une élite restreinte et fortement rému-

La libéralisation des échanges, indispensable é la progression des Intérêts économiques dominants at moteur de la croissance, a eu pour résullet de mettre l'ansemble des économies Industrialisées dans le position qui était celle des pays socs-développés : lee conditione de production ne sont plus délerminées que par le jeu de le concurrence, donc par les entre-prises el par les pays qui sortent Nous ne pouvona décider souvereinemant ce que nous voulons pae plus que noue ns pouvone choisir notra modelo de consommation. Et il suffit qu'un pays produise quelque chose dans de mell-leures conditions techniques et financières pour que nous eoyons contraints d'abandonner une production. C'est là un « contrôla »

coup plus grave que celui que dénéralement on dénonce : celui du « capital étranger ». Et contre ce contrôle, point da perade.

Point de parade, sauf é prendre des masures protectionnistes pareilles à celle que le ministre du commerce extérieur prit à l'encontre des voitures japonalses imest présentée comme de nature à faire fiéchir le Japon, celui-ci protégeant son marchà intérieur grace à des règlements administratits compliqués. Nous ne lui achêterons des voltures que s'tt nous echète des voltures. L'intérêt de l'échance est évident les activités du tertiaire se développant grace à lui. Nous seriona donc sauvés el, toute notre production d'automobiles étant exportée au Japon, nous n'utilisions nous-mêmes que des voitures Japonaises....

Si l'ordre économique Internatio-

Les démons

contestation

de la

capitalistique continue de réduire la marché solvable, si le coût d'un travail «élitaire» et d'une formation sociale de pays riche met un frein au processus d'accumulation. bref! al ta crise e'aggrave, que vont devenir les citoyens qui commencent d'ores et délà à être victimes de l'évolution du système capitaliste: payeans quittent la terre, paysans restant aur la terre avec un revenu qui décroît, petits commerçants chassés de leur boutique, ouvriers chassés de leur usine, jeunes en quête d'emplo! ?... contraintes à ceux qui ont cette

> lourde charge, Les citoyens doivent le comprendre. Et, e'ils ne le comprennent pas, le « libéralisme organice » deviendra « musclé ». La ecclété s'est remodélée depuis un demi-siècle é la faveur d'une croissance économique extrêmement rapide. Mais ces nouvelles structures impliquent le croissance -- donc deviennent un facteur de crise en cas d'arrêt de le crotssance et un ordre économique mondiel qui est lui-même un facteur de crise. Cette société peut se eanlir satisfalte (les sondages

attestent qu'elle l'est), mals elle est aussi

vulnérable que son moda d'enrichisse-

ment. Elle e beau ne pas être révolution-naire, elle peut être amenée à réagir el

nal est condamné par la structure

socio-politique internationale, si les

échanges evec le tiers-monde non

patrolier se trouvent de ce fait

bloqués, sì le mode de production

Gérer le pays impose des

les conditions de sa survie sont co mises. Certes, jusqu'ici, le systèma capitaliste a toujoure réussi à se « débloquer » et toujoure de la même manière : par la guerre. La destruction accomplie, la reconstruction permet le redér productives, la saine émulation qu'assure cet état de concurrence extrême qu'est la guerre favortsant des « progrès « qui sont ensulte adaptés eu temps de paix. La guerre est désormais difficilement concevable. Elle ne peut être une issue é la crise : la destruction totals ne permet pae la

reconstruction. Si n'est donc plua utilisable cette recette, comment assurer une relance des activités

Peut-être simplement en redéfinissant nos besoine et en Inventoriant les moyens de les satisfaire, en retenant tout ce que nous avons appris au coure d'une très longue histoire - en particuller, certaines techniques de production — mala en oubliant l'objectif qut nous étalt fixé depuis deux elècles. Mals c'est là un projet utoptque, paraît-il, cer un paya ne peut plue se dissocier du système économique mondial. Mals le protectionnisme peut evoir des conséquences diemètralement opposées selon les întérêts qu'il agit de protéger. En l'occurrence, Il s'aglrait de protéger les travellleurs et non les entreprises qu'il faudrait au contraire rebâtir de fond en comble. Quant à nos appro-

visionnemants extérieurs, ils nous childeralent simplement è ne redéfini: nos conditions de production qu'avec les peuples concernés. A tant faire de se diluer dane une zone économique, autant que ce ur union européenne se substitueraft une union Nord-Sud.

Cette idée, it est peu probable que le gouvernement e'en empare. Mei: si le société se disloque dans la crise, elle sera blen obligée de reconsiderer ce qu'elle est deve nue. D'ailleurs, n'a-t-eile pas déjé commancé é le faire ? Quand les écologistes refusent de sa plier eux exigences de le croissance, que mettent-lis en cause, sinon la société dont lis font partie ? lie ne du Midt se fixent des objectifs tout.

de cette société. It en va de même d'un bon nombre de paysana, dont le « conservatisme » prend alors un espect curieusement révolutionneire, en totale opposition avec une prétendue volonté de changement qu' n'est qu'une manière d'accepter activement une évolution à izquelle on ne peut e'opposer. Et que dire des autonomistes, quand ceux-ci ne sont pas des notables en quête d'un peu plue de pouvoir ? Ce militant de Lutte occitane qui affirme: « Nous ne voulons pas vivre pour des rendements à l'hectare - croit s'en prendre au capitalisme : sans le savoir. Il indique une direction nouvelle qui n'es pas le socialisme... Les ouvriars aussi sont contestataires des lors qu'ils peuvent e'exprimer sans avoir dicale ou de la ligne du parti. Rien d'étonnant, puisqu'ils sont les pre-Leurs « conditions de travail «, c'est avant tout una technologie au service de l'eccumulation comme ils le sont eux-mêmes. Contestation de le médecine par les médecins, de l'école par le corpe enseignant. la contestation a été (usulle) considérée comme irréaliste, criparaît incohérente, car ella se heurte eux « cohérences » de notre politique. Aucun echéma politique existant ne permet de la prendre procèdent que d'une pensée polltique dont la scierose est malheuconfondu le sens de l'histoire avec le sens que le capitalisme a donné é notre histoire. Confusions dont nous commes contumiers. L'observateur s'installe dans le champ de son observation, eu centre du des sociétés, à la pointe de l'htstoira. Autour de lui, au-dassoue de

aussi « utopiques « dans le cadre

MARCHE

The second second

The state of

-

a run and the

ALCONOMIC TO ALCON

Williams Age propagation

· Washington

- The Section of the Section

a grade to the fact of the control o

THE THE STATE OF

15' come gright

ni: que celul-là, pulsqu'il seralt « Illogique » ou epparaîtrait comme sion hiatorique. La contestation est partout, individuelle et collective. Elle précède mise en forme théorique de l'évolution de notre société. Et ei elle na correspond à aucune ligne politique, ce ne peut être que perce qu'elle s'inscrit dans une perapective historique différente da celle dans laquelle les pouvoirs, quels

tui, tout s'ordonne d'une manière

parfaitement « logique «, l'évolution

passée se poursuivant « togique-mant » dans l'avenir. Pula il devient

impossible d'imaginer un autre ave-

FRANÇOIS PARTANT.

Plaidoyer pour une «agriculture rationnelle»

Par CHRISTOPHE BATSCH

A nourriture est une chose trop sérieuse pour être laissée aux mains des firmes alimentaires. La faim dans le monde, avec tontes les « stratégies de la famine b qu'elle a suscitées, est la conséquence dramatique de choix techniques, économiques et politiques, nou une fatalité.

Se réclamant à la fois de l'écologie, juge inévitable une ré-orientation de la croissance, le rédacteur scientifique du World Medicine vient plaider vigoureusement en faveur d'une « agriculture rationnelle » capable de nour-rir dans l'avenir prévisible une population mondiale en pleine expansion (1). Courre Malthus, ce « philosophe en feuteuil d'un XVIII siècle révolu », il affirme la euffisance des ressources, des lors qu'elles sont exploitées dans le bons sens. A M. Kissinger, qui en 1974 préchait, devant la conférence de Rome sur l'alimentation, « l'inadéquation des Etale-nations et la nécessaire émergeance d'un monde communauteire », autrement dit l'intégration du marché agricole à l'échelle moudiale, il oppose la voie de l'auto-substance nationale, à la fois garantie de l'indépendance politique et solution aux problèmes de l'alimentation.

L'agriculture occidentale, industrielle et gaspilleuse, est « efficace » en termes de profit, mais se révèle terriblement inadaptée dès qu'on prend en compte la survie et le blenétre des peuples du tiers-monde, les habitudes alimentaires bien éloignées des vrais besoins des populations qu'elle nourrit, la monoculture enfin et la spécialisation à outrance qui nuisent au rendement de surfaces cultivables pourtant pas illimitées. Des produits agricoles, matière première destinee aux chaîmes de conditionmement, on a onbilé qu'ils sont d'abord de la nourriture. Dans les sociétés riches on mange mai et trop, trop de viande surteut, depuis quelques années : car nos habitudes alimentaires évoluent dont M. Tudge esquisse l'histoire; manger de la viande est pourtant la manière de la chaîme alimentaire qui va du prè à la cédelette. Ce regain d'appétit carnivor répond d'aliments plus à des impétaties, pur pas

soonante. tout en enerchant à preserver les sols de l'appauvrissement qui les menace, dans les pays tempérés comme dans les régions tropicales. M. Tudge, très confiant dans les modes d'alimentation traditionnels, estime qu'ils dolvent servir de hase au prochain régime de l'humanité. Il a donc rétenu cinq produits jugés indispensables soit à l'équili-

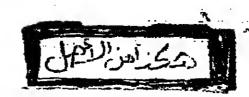
bre de l'alimentation — féculents, vitamines, protéines, — soit au plassir de la bouche — viande-œufs-lait, salades et fruits. Il imagine alors une agriculture fondée sur ces critères agronomiques, d'où l'inutile et le superflu disparaîtraient au profit des patates, des haricois et des diverses céréales, tous riches en protéines; scralent bannis aiusi thé, café et cacao, tardivement introduits dans les mœurs européennes, et qui occupent, quoique privés des éléments nutritionnels de base, des superficies précieuses; le gros bétail, bien moins nombreux qu'aujourd'hui, y alderait à maintenir l'équilibre écologique sans trop écorner la ration alimentaire de l'humanité, tandis que le petit (porce, volaille), installé à proximité des aggiomérations, s'engraisseraient aux déchets des habitants.

mité des agglomérations, s'engraisseraient aux déchets des habitants.

A FIN de mieux s'adapter aux besoins uule doit être cheadrée : de petites exploitations, dont la taille pourrait varier en
fonction du type de culture, mais qui ne
demanderaleut en tout état de cause que des
investissements minimes, utiliseralent surtout
les techniques agricoles traditionnelles et
« intermédiaires » de l'économie paysanne
domestique. Pas de spécialisation outrancière,
mais la diversité des climats amenant à varier
les cultures ; les communautés de base s'organiscraleut entre elles selon le principe
c des cercles au-dedans des cercles » : chacun prenant part à la production de nourririture, chaque communauté, qui vit pratiquement en anto-subsistance quand ses ressources
sont mises en valeur à bon escient, est intégrée à des régions de plus en plus vastes
dont la demière coincide avec la nation. A
mi-chemin entre la « ferme-monde » et l'antarcie, le système permet à chaque nation,
à chaque région de tendre vers l'auto-subsistance à son échelle, sans perdre de vue les
besoins et les possibilités des autres régions,
« Ni fantaisistes ni utopiques », les projets dessinés par M. Tudge se heurtent pourtant à un obstacle de taille : l'organisation
capitaliste du marché agricole comirôlé par
les géants de l'industrie alimentaire. Dans
sons silence, pas même le sombre avenir promis aux entreprises capitalistes dans un
système d'économie domestique qui, se passant d'investissements lourds, exclurra du
mème coup la possibilité de gros profits. Sans
se dissimuler la puissance et la prospérité
de ces firmes, M. Tudge dénonce leur ingérence dans la vie des menages, directe par la
publicité et les techniques d'une manière ou
d'une autre le mesage des marchands de
produits surgelés, d'errasts de bifteck, d'aliments conditionnes et de proteines tirées du
pétrole. La technologie la plus sophistiquée
ue servant lei qu'à masquer les insuffisances
du ministre des consommateurs travailliste

(I) Colin Tudge, c The Famine Business s, Faber, ondres, 1877, 141 pages, 3,95 livres.





MARCHE FORCÉE AU PROCHE-ORIENT

an pouvoir moins il a de chances de se faire réélire. Si les élections du 17 mai deruler en Israel ont cause un tel choc dans le monde, c'est que cette règle ne semblait pas devoir s'y appliquer. Les travaillistes israéliens avaient réussi à donner le change. Illusion d'autant plus trompeuse qu'au cours des dix dernières années au moins leur parti, supposé indélogeable, avait progressivement abandonné toutes les positions politiques et sociales qui pouvaient le démarquer de son rival de droite, le Likoud. Grâce à quoi ce dernier, le jour du scrutin, pouvait en toute bonne foi proclamer qu'il réaliserait toutes les promesses des travaillistes et même qu'il ferait mieux — ses membres n'étaient-ils pas de meilleurs nationalistes, et des capitalistes plus libres de leurs actes? Personne, cependant, ne crut au changement.

A l'étranger, la victoire de la droite

gement.

A l'étranger, la victoire de la droite suscita immédiatement une profonde inquiétude pour la paix dans une région si vitale pour la stabilité mondiale. Avec son passé de terroriste et son idéologie chauvine, M. Begin avait de quoi inspirer la méfiance. Pourtant la communauté internationale, y compris les Etats arabes et les pays socialistes, a vite retrouvé son sangfrold. M. Begin est allé en Roumanie, et sa visite ne s'est pas déroulée autrement que si c'était son prédecesseur travailliste à la tête du gouvernement qui l'avait entroprise.

D'autres avistrances out peut être

ment que si c'était son prédécesseur travailliste à la tête du gouvernement qui l'avait entreprise.

D'antres expériences ont peut-être enseigné au monde extérieur qu'il est vain de persister dans une attitude émotionnelle on moraliste face à des hommes comme M. Begin, marqué par son passe et son idéologie. Car si l'on vent avoir des relations avec une communanté organisée, ne faut-il pas respecter les institutions et les représentants qu'elle s'est donnés? Partout ailleurs qu'en Israël, il est communément admis que le comportement ou la rhétorique d'un parti voué à la lutte pour l'indépendance nationale ne dovent plus être pris à la lettre lorsque ses aspirations ont été plus ou moins satisfaites: car c'est alors, seulement, qu'il a quelque chose à perdre.

La communauté internationale a donc pris le partil de traiter evec le nouveau régime de la même manière qu'elle l'avait fait avec l'ancien: On s'aperçut que la politique du Likoud ne pouvait guère être plus contraire à l'amélioration de la situation au Proche-Orient que celle des travaillistes. On a aussi réalisé que c'étalent toujours les Etats-Unis qui détenaient la clé du changement dans un avenir prévisible.

En Israël, où le résultat des élections

prévisible.

En Israël, ou le résultat des élections avait plonge de larges couches dans le désarroi et le découragement, on crut un moment que la vie politique allait tout de même s'en trouver regénérée. Mais déjà, quand M. Begin

Le gouvernement israélien face aux pressions américaines

présenta son gouvernement an nouveau Parlement le 30 juin, les rangs s'étalent resserrés. La réconciliation franchit un nouveau étade le 1° septembre dernier à la Knesset, lors du débat contre l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). De toute derdanse un ratte consensus pationel

tion de la Palestine (O.L.P.). De toute évidence, un vaste consensus national s'était formé antour de trois principes inconditionnels:

— Pas de retour aux frontières de juin 1967;

— Pas d'Etat palestinien indépendant en Palestine;

— Pas de négociation avec l'O.L.P. Avec habileté, le chef du Likoud avait réussi à faire éclater au grand jour une vérité que les travaillistes avalent toujours niée: l'unanimité sur ces trois « non » exclut toute distinction possible entre le parti travailliste ces trois « non » exclut toute distinc-tion possible enire le parti travailliste et le Likoud. D'anciennes « colombes » comme MM. Abba Eban et Yeruham Meshel (le secrétaire général de la Histradout) sont allés plaider pour la position intransigeante du Likoud dans des tournées aux Etats-Unis qui furent largement orchesirées.

position intransigeante du Likoud dans des tournées aux Etats-Unis qui furent largement orchesirées.

L'un des écrivains satiriques les plus caustiques des écrivains satiriques les plus caustiques des écrivains satiriques les plus caustiques d'Israël a décrit-comment on se servait du plan Allon comme d'un éponvantail pour favoriser le « compromis historique » qui est en train de s'ériger dans le pays : « ... Les nouveaux dirigeants [en] firent un épouvantail national pour préserver l'unité nationale. Aux anciens responsables, ils dirent qu'ils n'avaient pas lieu de s'inquièter de leur intransigeance : tant que l'épouvantail est impopulaire chez nos voisins, il n'y a pas grands différence entre la coalition au pouvoir et l'opposition... Ceux qui ont crée l'épouvantail découvrent... qu'ils défendent le rêve du Grand-Israël de Begin au nom des 12,7 kilomètres du plan Allon... »

La pression en faveur d'un consensus prisonel est éi forte une le grouverne.

mètres du plan Alon... »

La pression en faveur d'un consensus national est si forte que le gouvernement s'est heurté à l'hostilité d'un seul groupe lors du vote au Parlement contre l'O.L.P.; celui du Front démocratique. Même la liste du Sheli, véritable parti de la paix, s'est abstenue—sans parler du Mapam. Il faut dire que cette abstention du Sheli s'explique en partie par sa démoralisation après la rupture unilatéralement décidée par l'O.L.P. des contacts qu'avaient nopés avec elle pertains responsables du Sheli, tels que MM. Peled et Eliav. Cepeudant, le désir de ne pas se ranger parmi les proscrits a aussi pesé lourd dans la décision de s'abstenir.

D OUR envisager l'avenir en fonc-tion des premiers mois du gouver-nemeut de droite, une distinction majeure doit être faite entre, d'une part, la politique menée à l'égard des populations placées sous le contrôle direct des Israèliens et, d'autre part, la politique relevant des affaires étrangères. qu'au fil des ans des Arabes Un pragmatisme de droite caractérise la nouvelle équipe au pouvoir en général. Dans le domaine économique par exemple, elle serait assez tentée par une version du laisser-faire empruntée au dix-neuvième siècle,

Pragmatisme de droite, avec une part d'irrationnel

avec une forte propension à accorder la priorité aux critères technocra-tiques. Mais MM. Erlich et Hurwitz,

sont ni l'un ni l'antre des idéologues fanatiques et M. Begin semble lui-même se désintèresser totalement du problème. Aussi peut-on s'attendre à des compromis, dans la mesure où les travailleurs affectés par la nouvelle politique trouveront des moyens d'exprimer leur mécontentement. Seuls deux ministres font exception dans cette ligne pragmatique: le général Sharon à l'agriculture et M. Hammer, le chef du groupe fanatique du Gouch-Emounium, qui détient le portécnille de l'éducation. Si le reste de l'équipe fait preuve d'une apparente maturité, tous deux négligent complètement les réalités plus vastes et les contraintes qu'elles imposent. Or ils ont tous les deux une influence directe sur la politique d'implantation dans les territoires occupés, M. Sharon en tant que président du comité ministériel sur l'implantation et M. Hammer comme représentant du Gouch-Emounim qui a pris en ce domaine des initiatives illégales. Récemment, le prémier s'est pris à réver tout hant de l'établissement de designillons de juifs sur la rive occidentale du Jourdain, tandis que le mouvement de M. Hammer se charge de faire pression pour accelèrer la colonisation en créant ses propres établissements autonomes. Fant-il le rappeler, des colonies juives ont été installées par le Gouch-Emounim à Hebron, Ma'ale-Edomin, Kaddoum, etc., de manière illégale avant que d'être formellement reconnues.

Le général Sharon a d'autres projets inquistants. Comme si le sort bien connu des citoyens arabes d'Israël n'était pas assez difficile, il a en effet déclaré le 8 septembre dernier à le l'israèlement dans le n° 198 d'Israèle Seuls deux ministres font exception

respectivement ministres des finances et dn commerce et de l'Industrie, ne sont ni l'un ni l'antre des idéologues

déclaré le 3 septembre dernier à 18

(1) Le texte de l'accord a été publié intégralement dans le n° 109 :d'israleft (P.O. Box 9613, Jérusalem).

(2) Voir, par exemple, les points de vue différents de Noam Chomsky (dans le Monde diplomatique d'avril 1977) et de Aharou Cohen I dans al Hamishmar et, en version anglaise, dans Israleft, n° 111). Le premier estimait que les Etais-Unis ne feront pas pression sur Israll tandis que M. Cohen croyait, au contraire, à l'imminence de telles pressions.

(3) Dans une interview secontée à M. K. Arens, président du comité de défense et des relations extérieures t Yediot, 9 septembre 1977).

(4) Guc'ques études sont déjà disponibles, telle, par exemple, celle de Brian Van Arkadie dans le Journal of Palestine Studies, hiver 1977, page 103.

radio qu'il fallait prendre de sévères radio qu'il faliait prendre de severes mesures contre les « étrangers qui décorent noire terre en s'y installant illégalement ». Des éléments minoritaires, 2-t-Il poursuivi, s'établissent dans des régions situées eutre Ashkelon et Hadera où ils u'ont rien à faire. En clair, c'est une allusion au fait m'ou fil des our des Arbest certés. être citoyens à part entière de l'Etat d'Israël — ont loué des terres et construit des maisons à proximité de leurs lieux de gravail alors qu'ils n'ont, de fait, ni le droit d'acheter de la terre ni celui de la confisquer. Le général Sharon voudrait les confiner dans des réserves, au risque de se plaindre ensuite que la population arabe est trop nombreuse dans les zones qui lui sont assignées. Iei, il s'agit avant tout de la Galifée que le ministre de l'agriculture veut judaïser d'urgence. Il faut donc s'attendre à de nouvelles confiscations de terres arabes et à de nouvelles mesures de répression politique. Quant au ministre de l'éducation, il

répression politique.

Quant au ministre de l'éducation, il souhaite qu'on le laisse accentuer l'orientation ethnocentrique de l'enseignement dispensé dans les écoles publiques. Déjà du temps des travaillistes, les enfants consacraient une proportion inhabituelle de leur temps d'étude à les enfants consacratent une proportion inhabituelle de leur temps d'étude à des matières telles que la Bible, le Talmud, les légendes, la conscience juive, etc. Pour le nouveau ministre, cela ne suffit pas : Il faut sacrifier encore davantage de culture générale sur l'autel de l'endoctrinement paroissial conçu comme un moyen de renforcer la détermination nationale.

Ce problème est lié à celui de l'em-prise de la religion. Sur ce pian, l'accord concin par la coalition (i) annonce une grave détérioration de la situation actuelle, où la contrainte religieuse est déjà énorme du fait des religieuse est déjà énorme du fait des concessions faites aux partis religieux durant plusieurs décennies de gouvernements « ouvriers ». Mais, lci, l'opinion des juifs de la Diaspora peut inciter à la modération, car trop de changements risqueraient de l'indisposer. Tout comme, d'ailleurs, le souci de la ménager avait empêché les travaillistes de pousser trop loin la sécularisation du pays.

Sur la politique étrangère, les spéculations se résument toujours en Israël en termes de paix ou de guerre. Bien que l'Etat soit tout petit et que ses perspectives économiques et mili-

Bien que l'Etat soit tout petit et que ses perspectives économiques et militaires dépendent largement des Etats-Unis, les dirigeants agissent sonvent comme s'ils étaient à la tête d'une superpuissance. Ce sont ces comportements subjectifs qui rendent si difficile toute analyse à court terme. Mais une autre complication vient ajouter sa part d'irrationnel : la tendance au fanatisme pseudo-religieux qui gagne toute la région. En Israel, l'évolution s'était précisée dès la guerre de 1967, mais elle a pris aujourd'hui une telle force que le premier ministre ne peut plus ouvrir la bouche sans faire référence à Dieu. Et voilà que la situation n'est pas plus encourageante de l'autre rence a theu est vous que la situation n'est pas plus encourageante de l'autre côté de la frontière. En Egypte, des lois archaîques de l'islam sont remises en vigueur tandis que, de plus en plus,

Par DANIEL AMIT *

c'est la parole du roi Khaled d'Arabie qui devient le source de sagesse poli-tique dans le monde arabe. Si cela devait signifier que le Proche-Orient est entré dans la première phase d'une guerre de religion de cent ans, mieux vaudrait alors renoncer à tonte

guerre de reigion de cent ans, mieux vaudrait alors renoncer à tonte analyse,
Si l'on veut néanmoins cerner de plus près la situation actuelle, il faut prendre en compte les nuances qui distinguent les programmes de politique étrangère des différentes forces politiques existant dans le pays, partagées en trois groupes.
Pour le parti travailliste et le Mouvement pour le changement démocratique (D.M.C.), la modération est un principe essentiel, car c'est le moyen d'éviter un affrontement avec les Etaix-Unis. Dans leur optique, le modération n'est pas un moyen de favoriser la paix, mais une tactique de propagande pour empêcher que ne se cristallise l'opinion internationale devant la poursuite de l'occupation. se cristallise l'opinion internationale devant la poursuite de l'occupation. Elle doit permettre de gagner du temps, dans l'espoir qu'un autre événement menaçant la stabilité du monde détournera l'ettention de cette région. Cette stratégie n'est pas nouvelle de la part des travaillistes qui e'efforçalent depuis longtemps déjà de se soustraire aux réalités internationales.

se sousiraire aux resintes internationales.

Un autre courant rassemble les partis favorables à la paix — le Sheli, le Front démocratique et le Mouvement des droits des citoyens. S'ils n'ont aucune illusion sur leur capacité de modifier le cours des choses, ces partis restent convainces de la nécessité d'élaborer une politique de rechange dans l'espoir, surtout, d'aider les Israéliens à mieux comprendre les complexités de la situation politique auxquelles rien jusqu'ici ne les a préparés. Leurs objectifs et leurs luttes politiques contribuent aussi à jeter des ponts entre les deux parties au conflit. D'accord sur l'objectif de paix, ces partis sont cependant divisés selon qu'ils dounent la priorité à l'idéologie sioniste ethnocentriste pour faire valoir leurs idées on qu'ils se posent d'emblée dans une perspective internationaliste. La ligne de clivage qui les sépare a peut-être une utilité fonctionnelle, mais leur affroutement, sur le plan politique a eu des effets néfastes.

Il y a enfin la coalition au pouvoir d'internation pouvoir des la coalition au pouvoir de les des comples de la coalition au pouvoir de la coalition de la coalition au pouvoir de la coalition de la coalition au pouvoir de la coalition de la coalition au pouvoir de la coa

politique a eu des effets néfastes.

Il y a enfin la coalition au pouvoir (Likoud, parti national religieux, etc.).

Dans les milieux libéraux et de gauche, on estime généralement que son accession à la tête du pays a réduit les chances de la paix et qu'une guerre est imminente. Cette manière de voir semble néanmoins davantage fondée sur des stéréotypes idéologiques et romantiques que sur une évaluation rationnelle. Au risque de passer pour hérétique, et sans perdre de vue la nécessité de maintenir la vigilance, nous dirons que le problème ne nous paraît pas se poser tout à fait de cette paraît pas se poser tout à fait de cette paraît pas se poser tout à fait de cette manière. A se tromper d'analyse, ne risque-t-ou pas de choisir une stratégie de vigilance qui n'aurait d'autre but que de réinstailer an pouvoir des « colombes » travallistes telles que MM. Igal Alion et Shlomo Avinery qui, lorgarelle comparant des poster de MM. Igal Allon et Silomo Avinery qui, lorsqu'ils occupèrent des postes de responsabilité, ont fait autant de tort que possible à la cause de la paix, dans la limite de leurs pouvoirs. Une chose doit être blen claire : seule une extrême pression de l'Amé-rique aurait pn obliger les travaillistes

Professaur de physique à l'université de Jérusalem.

à faire les concessions nécessaires à un règlement. Il y a, certes, quelques différences entre les ambitions territoriales du Likoud et celles du partitravailliste, mais il est difficile d'établir une distinction dans leur propension à sacrifier la paix ou à risquer la guerre pour satisfaire leurs revendications respectives. Les Etats-Unis semblent maintenant décidés à exercer un minimum de pression (2) et il est alors intéressant de voir quelle est alors la marge de mancenvre de l'actuel gouvernement. Très souvent, on pense que le Likoud n'hésitera pas à se lancer dans une guerre majeure, et certains responsables du partis es sont euxmêmes montrés de cet avis (3). Mais y a-t-il plus on moins de chances y a-t-il plus on moins de chances qu'ils en arrivent là que du côte des travaillistes dans une situation simi-

Jamais dans son histoire le parti travailliste n'a renoncé an choix de la

guerre. Il s'est montré prêt à l'assumer dans des circonstances moins impératives, telles que l'évolution de l'ordre social et politique en Syrte, en Egypte et su Liban. Il est de notorièté publique aujourd'hui qu'Israël est intervenu massivement aux côtés des phalangistes dans la guerre au Sud-Liban. Mais l'intervention avait été lancée eu temps des travallitistes qui y consacrèrent secrétement 100 millions de dollars par an. Cette initiative aurait fort bien pu dégénérer en un conflit plus vaste evant qu'on n'ait le temps d'y mettre un frein. En revanche, l'agressivité ouverte du Likoud a déclenché des résctions immédiates dans la communanté internationale. Désormais, la reprise de l'intervention israélienne et l'éventuel risque de guerre ne font plus partie du domaine secret où se tramaient les paris et les complications israéliens. Ils sont directement dans le champ de responsabilité des Etats-Unis.

S'ils avalent été pressés de choisir entre les concessions et la guerre, les travaillistes auralent vraisemblablement choisi la deuxième pour éviter que l'eutre option ne les condamne à céder le pouvoir au Likoud. Aujourd'hui, en revanche, l'opinion n'a plus de recours à droite. C'est alors qu'il devient possible de peser les evantages d'éventuelles concessions.

La réaction des milieux d'affaires

E paradoxe s'est dejà vérifié en quelques occasions ces derniers mois. Le Likoud a pn décider de réduire de 150 millions de dollars le budget de la défense, alors que les travaillistes criaient au loup. M. Begin a proposé an président Carter quelques dégagements des positions israéliennes sur le Golan, et certains responsables travaillistes ont trouvé que ce geste était excessif. Le premier ministre a aussi accepté de geler les instaliations dans les territoires occupés jusqu'à la reprise de la conférence de Genève et il s'est contenté de légitimer, sous la pression du Gouch-Emounim, les établissements déjà implantés du temps du précèdent gonvernement tont en prenant la décisiou symbolique d'uniformiser les services. Tout cela d'uniformiser les services. Tout cela ne fait que montrer l'eptitude du Likoud à résister aux pressions de l'extrême droite quand il le juge

nêcessaire.

Dans l'histoire récente, d'autres exemples ont enseigné que les engagements idéologiques ou émotionnels ue sont pas toujours les plus inébranlables. Ainsi evec la politique de de Gaulle en Algérie et celle de M. Nixon à l'égard du Vietnam et de la Chine. Dans ces conditions, il ne semble plus tellement déraisonnable d'envisager qu'en Israël, sous l'effet de fortes pressions, la puissance de l'engagement idéologique entrera en balance avec deux grandes réalités socio-économiques : d'une part, les effets de la paix sur les grands intérêts d'affaires; d'autre part, la réactiou de l'électorat du Likoud devant une situation nouvelle.

Le polds des intèrèts économiques au sein de l'équipe au pouvoir, on peut en juger au nombre des ministres qui viennent des grands milieux d'affaires ou qui en font encore partie. On a bien tenté de les obliger, par des voies constitutionnelles, à renoncer à ces intérêts, mais en vain jusqu'ici. Ainsi le ministre de la défense, M. Weitzman, a des intérêts dans les importa-tions d'équipements militaires; tions d'équipements militaires; M. Hurwitz, ministre du commerce et de l'Industrie, contrôle une grande industrie laitière; M. Sharon, ministre de l'agriculture, possède une entreprise egricole très importante (où ce sont des Bédouins qui cultivent la terre); M. Modal, ministre de l'énergie et de l'infrastructure, est l'un des propriétaires de l'entreprise cosmétique Revion, etc.

Comment la paix et la fin de

l'occupation affecteraient-elles ces grands intérêts qui ont leur prolongement jusque dans le gouvernement? La question n'a pas encore fait l'objet d'études attentives, mais on sait qu'actuellement les territoires occupés fournissent à l'industrie non militaire israélienne son plus vaste débouché d'exportation. Débouché ldéal, puisque la concurrence n'y joue pas. Mais on peut imaginer qu'il serait tout aussi lucratif, au lleu de dévenser sur ce marché des produits difficilement exportables ailleurs, de se reconvertir dans des fonctions d'importateurs ou d'intermédiaires pour les produits et les capitaux étrangers. Il serait temps, peut-être, de confronter de plus près les avantages mis en jeu dans les deux cas (4).

cas (4).
Enfin, pour ce qui concerne la elientèle populaire du Likoud, il est évident qu'elle est bien plus vulnérable que celle des travaillistes à des presevident qu'elle est bien plus villierable que celle des travaillistes à des pressions économiques américaines. En effet, elle se compose principalement des masses urbaines les plus pauvres et d'un grand nombre de petits entrepreneurs qui dolvent leur prospérité actuelle à un afflux massif de capitaux américains. L'électorat travailliste, en revanche, se recrute dans les kibboutzim et autres établissements agricoles, comme parmi les travailleurs spécialisés; autant de catégories qui contrôlent mieux leur production et qui, disposant d'une marge de repli en cas de difficulté, peuvent se permettre de ne pas renoncer à leurs principes.

Certes, les chômeurs et les masses les plus deshéritées peuvent être tentés par une guerre. Mais ne faut-il pas tenir compte, là encore, de la situation spéciale de l'Etat israélien?

Dans un pays de modestes dimensions, un nouvel afflux d'aide économique aurait rapidement pour effet d'amé-liorer sensiblement les couditions de vie. Atout non négligeable pour qui veut faire accenter des concessions l'orgueil national y perdrait quelques plumes, mais la promesse d'une vie melileure vaudrait bien ce sacrifice. Sans donner dans l'optimisme, ces diverses remarques indiquent simple-ment qu'il n'y a pas plus de raisons aujourd'hui d'être alarmiste que du temps des travallistes. L'ecran de fumée qui laissait croire à la modéra-tion de ces derniers s'est dissipé; ceux qui sont les maîtres de la déci-sion assument pleinement la légitimité des aspirations nationalistes. Compte tenu de cette clarification, peut-être les perspectives se sont-eiles très légèrement améliorées.

Course de vitesse dans les territoires occupés

1 M. Begin e bel et bien préparé un plan de traité de paix, il n'anvisage nullement le restitution d'un seu pouce du territoire de Cisjordanie et dans la banda da Gaza A dire vral, son régime reste evant tout préoccupé per la problème du meintlen da bonnes relations avec les Etats-Unis.

Déja, pendent la campagne àlectorale du printemps demier en tereal, le question da savoir qui, des deux grandes lormetions rivales — le Maarakh et le Likoud, - saureit le mieux préserver la dialogue evec Washington et éviter d'évantuelles pressions amaricaines avait lourni le aeul point sértaux da désaccord. Détail d'Importanca, en effet, puleque les Etats-Unie demourent le seul aille de l'Etat d'Ieraël at financent une lourde part de son budget (dans la seul domaina militaire, ils ont couvert 70 % des dépenses da l'ermée ieraéllenna l'annàa demiére). Le gouvernement de le droite n'est en posta que depuis qualques mois, mais déjé se confirma le tendance des Américains, amorcée du lemps des Inconditionnallement les thèses israé-

Entre l'Amérique et Jéruselem, différences de vues portent, on le sait, eur trola questions majeurae : - Les trontières : les Américains préconisent un retour presque total aux trontières de 1967 dans le cadre d'un accord da paix, tandis qua le gouverne-ment iaraéllen n'est prêt à envisagar qu'un retrait partial, eignificatil dans le Sinai, symboliqua sur le Golan, mais excluant toute restitution da territoira en Cisjordanie et é Gaza.

Par AMNON KAPELIOUK

- l'implentation rereélienne dens les territoires occupés : Washington cunsidéra ces · laita accomplis - comma un obstacle à le paix et comma une violetion de la Convention da Genèva. En revancha, le gouvernement Segin soutient qu'il e le droit de créar de nouvelles agglomérations pertout en Cisjordanie at é Gaza, cer - c'esi la terre da notre

- L'attitude envers l'O.L.P. : Weshington estime que si l'O.L.P. eccepte la résolution 242 du Conseil de sécurité, elle peut devenir un partsnaire dans lations de Genève (dans le cadre d'una délégation arabe unia, au esin de le délégation jordanienne, ou même comme délégetion indépendante). En mars demier, M. James Carter avait daja Informé M. Rabin, alore présidant du conseil israèlian, qu'il falleit e'atlendre é da vives résctions de la part da Washington at leraal pereistait à e'opposer à una participation de l'O.L.P. au cas où celle-ci accepteralt ladite résolution. Pour leur part, les Isreàllens restent iné-branlables dans leur refue de négocier avec l'Organisation, toujoure présentée comme une • bande d'essessins •.

Malgre cas divergences, les Américains ae sont, jusqu'ici, contantés d'initiatives purement verbales pour faire veloir leur point da vua euprès des dirigeants lereé-liens au rieque de décevoir les régimes arabes du Proche-Orient — qui jameis na laur furent aussi favoreblaa male continuent de réclamer, pour prix de cetta

docilité, une récompense en » monnais israéllenne » : le restitution des terri-toires occupés Sans doute varra-t-on plus clair dans les intentions américaines si une vreia négocietion s'angege à Genève aur les problèmes da lond. Mais, d'ores el déjé, il n'est pas sans intérél de rappeler la place qu'occupent aujourd'hui, dans l'administration Carter, plusieure parsonnalités — doni M. Zbigniew Brzezinski — signataires du fameux rapport Brookings publié dès le fin de 1975 sous la titre Vers la palx au Proche-Orient. Dane son chapitre concernant les repli des lereéliens sur les lignes d'avant la guerre de elx jours - evec pour seules rectilications celles qui seront agréées mutuellament -. Les opérations da retrait at l'établissament da la paix devalant, toutefois, se faire par étapes, en plueleure années. A propos des Palastiniens le rapport soutenait clairament le droit des Pelestiniens à l'eutodatermination : dans le cadre d'un accord de paix, l n'exclusit pas la création d'un Etat pales tinien indépendant ou d'une entità palestinlenna fédérée da aon propre gré avec la Jordania maie louissant d'una large autonomia politique. Sur le problàme da la représentation des Palestiniens, le document rappelait qua la conférence da Rabet a reconnu l'O.L.P. comme représentant des Palestinians (bien qu'Israel conteste ce point da vue) avant palestinien nécessitare le participation de représentants patestiniens crédibles qui aont prêta é accaptar l'axistenca d'israal. -

(Lire la suite page 6.)

(Suite de la page 5.)

Pour le moment, la question est de savoir si ce rapport va reellement inspirer la politique américaine des prochains moie ou e'll sublra la même sort que le nlan Rogars.

Depuls l'installation du gouvernement Begin, les projecteurs sont à nouveau braqués eur le problème territorial, qui est le principal tactaur d'isolement d'Israel eur la scène internationale. Avec habiles précédents gouvernements travaillistes avaiant au détourner l'ettention da cel aspect du conflit, tout en procédant sane discontinuer, au nom des Impératifs de sécurité, à le création de nouvelles agglomérations dans las territoiree occupés (1). Non sans prag-matisme d'ellieurs, comme l'aveit lort Bar-Lev, ancien ministre dans les gouver-nemants Mair et Rabin : « Je crois que nous pourrions obtantr, à partir des trontiè sa précédentes, un règlement da paix. Si l'étais parsuadé qua c'est lé la maximum que nous pulssions obtenir, ja dirais : d'accord. Mais je crois que ce n'est pas le maximum. Je crole que si nous continuons é tenir bon, nous obliendrons plus « (2). Fece à de tortes pressione, peut-être le Mesrekh aurait-il accepté certaine compromie : tandis que l'Intransigeance du Likoud repose tout entière sur l'idéologie (a'agissent du patrimoine nationel, il n'est pas questien de restituer un seul pouce du territoire d'Eretz-Israēl — la Palestine sous man-dat) et semble exclure toute possibilité de marchandage, méma au risque d'une nouvelle conflagration.

D'autres différences exlatant antre le Mearakh et le Likoud à propoe des territoires occupés, en particulier eur la localisation des nouvelles agglomératione créées en Cisjordanie. Les travaililates avelent évité d'en inetaller dene les régione à lorte densité de population erabe (en Sameria), a'en tenant au plan « seulement » de ce territoire. Par contra. le programme du Likoud et de son ellié, Gouch Emounim, recommande explicitement l'implantation d'egglomérations dans toute la Cisjordanie. Le président du consell, M. Begin, a eu à ce sujet des entretiens evec les dirigeants du Gouch Emounim, et le secrétaire du gouvernement e pris conseil auprès de ce mouvement national religieux sur la question de savoir « comment expliquer au monde le sens prolond de l'implantation dens les territoires libérés ». L'idéologie du Gouch Emounim, qui procédait détà à des Implantations - sauvages - du temps des tre alllistes, se résume en peu de mots, à en croire son leader, M. Hannan Porat : « Notre tâche, c'est de prendre, et de peupler Ne manquons pas l'occasion « (3).

Pour le moment, le nouveau gouvernement s'emploie à mener à blen des projets d'Implantation qui avaieni àté adoptés par les travellistes. La plupart des nouvelles localités, créées par le gouvernement Begin, sont le fruit de la plenification de la commission interministérialle pour les affaires da peuplement M. Galill. Toutefois, M. Begin n'a pas cachà ses intentions ; quelques jours

eprès sa victoire électorale, il a décleré que des dizalnes d'autres Kaddoum (nom d'une colonie « sauvage » créée par le Gouch Emounim dans le centre de le Cisjordanie) eeralant construites. Et, de falt, la mois demier, le général Ariel Sharon, ministre de l'agriculture, qui est eussi le nouveau président de la commission de peuplement, e rendu public un plan grandiose envisageant la création da dizaines d'agglomérations, du Golan à Charm-el-Chelkh en passant par la Clajordanie. Destiné à « empêcher l'expansion da la populetion arabe « (4). le projet prévolt, notamment, l'édificetion de plusieurs villes d'une importance capitale pulsque, salon M. Bharon, - on na transière pas una villa da cinquanta mille habilants »... L'été demier, la peuplement de le ville de Katserin, sur le pleteau du Golan, a commencé. Pour le général Sharon, « les implantations [dans les territoires occupéa] ont autant d'im-portance qu'une paix officielle ». Cet evis semble étre partagé par le général Dayan, qui, lors d'un entretien avec M. James Carter, a pris la précaution de présenter au président des Etats-Unie une carte montrant l'emplacement de vingt nouvelles colonies devent être instal prochainement de n s les territoires occupés, « alin que les Américains ne prétendent pas être surprie par ces ini-

L'actuel gouvernement telt en enre de renforcer le sentiment d'attachement des Israéliens eux nouveaux territoires. Alnai, l'hebdomadaire de l'armée (5) rapporte que des recrues de l'artillerie ont prêté estment, eu coure d'une cérémonie militaire, dans l'ancien emphithéatre de Setiasde, près da Naplouse, pré-cisant qu' « elles ont reçu des explicatione sur les ilens du peuple juit avec le Samarle «. C'était le première fois que l'ermée leraéllenne organisall une telle carémonie. D'autre part, le gouvernement examine ectuellement un projei visant à octroyer des facilités fiscales coneidérebles aux personnes e'instatient dans les territoires occupés. Les achats de terres per des particullers aa poursulvent sans répit dans les territoires occupés, l'une des dernières transactions eyan] porté sur un lot de 7 000 hectares.

En eoût demlar, le gouvernement e pris la décision d' « uniformiser les ser-

vices » dans les territoires occupés, ca qui fut eussitôt interprété comme un gasts destiné à préparer l'annexion de ces régions. Dans l'immédiet, il est évident que l'Etat d'Israel n'e pas les moyene financiers de mener à bien ce projet gigantesque ; à elles seules, les dépenses de sécurité sociele nécessiteraient plueleurs milliards de livres israéllennes. Ce qui a tait dire à M. Yossi Sarid, député travailliste, que « seule des hypocrites et des Tartuffes pauvent prétendre qu'israel est eujourd'hul capable, dans le cadre de son budget amuel, d'Introduire, dans les territoires occupés, des services égaux à ceux offerts aux Israéllens. D'autant que l'égalité n'est même pas compléte pour les Arabes Israéllens » (6). Quant au maire de Gaza, M. Rachad El-Chawa, il e'est contenté de faire remerquer que, « si M. Begin yeut poursuivre des objectifs humanitaires, qu'il fasse respecter la Convention de Genéve : nous nous en contenterons ».

Les projets d'annexion de la droite nedonaliste ne sembleni guère lenir compte des perspectives démographiques. Selon les prévisions, l'ensemble de le population israélienne (y compris celle des territoires occupés) atteindre, dans seize ans (en 1993), le chiffre de 7 millions 600 000, dont 4 100 000 Juifs et 3 500 000 Arabes. Ce calcul est fondé sur une immigration ennuelle nette de 25 000 julis et una croissance neturalle plue ou moins stable. Les Arabes représenteront alors 46 % de le population totale (autres supposidons : el le taux d'immigration atteint 50 000 par an, les Arabes ne aeront que 43 %; mais, d'après la rythme estuel da l'immigration, qui est de 20 000 par an environ et reste égal à celui des départs, ce pourcentage pourrait atteindre 49 %). Avec 46 % de citoyena arabes, ou même 43 %. l'État d'Ieraél sera devenu un Etat bi-netional. Les jeunes Arabes accepteront-ils que l'eccès à des postes de société et dans la vie politique leur reste el difficile ? N'y euralt-il pas un risqua d'explosion de l'intérieur ? Les annexionnistes n'oni apparemment pas songé à ee poser ces questions. Ou, peut-être, partegent-ils le rêve du générel Deyan, eelon lequel les habitants arabes des territoires occupés continuaront de vivre et de travailler en Israël, mais tout neurant des citoyens Jordaniens ?

Une alternative à l'O.L.P.?

SANS atlandre l'hypothétique réalisa-tion de ces dessains, la coopération se rentorce entre Isreël et le Jordanie pour faire pièce à l'O.L.P. Fsce à le quasiunanimité des Etats sur le représentativité de l'O.L.P., Amman et Jérusalem tentent de présenter une elternative dans la personne de quelques notables recrutés dans les territoires occupés. Sans grand succés jusqu'ici, pulsqu'ils n'ont trouvé, pour jouer ce rôle, que des personnalités de deuxième et même de troisième ordre : l'avocat Husseln Chouyoukhi, de Ramallah, qui avail àlà emprisonné pour lerrorisme mals dont les positions onl redicalement changà eprès sa Ilbàration; le fils de l'ancien maire de Hebron, le

cheikh Jaabari; un ancian ministre de l'intérieur jordanien du temps du « Septembre noir » en 1870, M. Moustata Doudine, venu s'installer en Cisjordanle, et, enfin, un journaliste de Jéricho, M. Mouhammad Nasseriye.

Avec une violence sans précédent chacune de ces personnalités e dénoncé PO.L.P. Pour Me Chouyoukhi, M. Yasse Arafet « n'est pas un Arabe «; Il e « dérobà l'argent des veuves et des orphe-Ilns ». De son côté, M. Moustaie Doudine eccuse l'O.L.P., à le télévision israèlienne, d'être une « organisation terroriste », tandis que, dans le journal gouvernemental en langue arabe, Al-Anba, M. Mouhammad Nasserlye écrit que « les

dirigeante palestiniens ont versé beaucoup de sang palestinien en Jordanie et ont perdu le droit de parjer eu nom des Palestiniens » (7). Tous concluent évidemment que l'O.L.P. n'est pas qualifiés pour représenter les habitants de la Ciejordanie. Ce qui e incité les milieux du gouvernement militaire à exprimer teur satisfaction, estimant que « ce révell confirme la thèse Israélianne selon laquelle l'O.L.P. n'est pas une adresse politique pour les hebitants des territokes «.

En revanche, les personnalités de premier rang qui se rangent parmi les pertoires occupés se sont ebstenues, jusqu'à présent, de cridquer ouvertement l'O.L.P. D'autre part, tes malres des dix villes les plus Importantes de le CisJordanie avaient adressé un mémorandum aux ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., ainsi qu'au secrétaire général de l'ONU, pour laur taire sevoir que, à leur avis, le conférence de Genéve eareit vouée à t'échec el le problème palestinien n'y était pas traité et al l'O.L.P. n'y participait pas. Le document déclare textuellement que « le pauple palestinien des territoires occupés considere l'O.L.P., et son chef Yasser Aratat, comme son seul représentant légitime et il exige la créstion d'un Etat palestinien indépendant ». De même, tous les maires arabes de Cisjordanie connus comme favorables à l'O.L.P., sauf deux, ont boycotté les cérémonles du vingtcinquième enniversaire du couronnement du ro! Husselo qui ont eu liau à Amman au mole d'eoût.

40.

-

and Applicate

1. 1.20 Mill (1967)

And the same

A DE BOOK

ger Sympley

a. Alama

का *प*र्मुक्ट

in term a

The Control of the Control

Add S ATMEN

10 may 200

The state of the state of

Contract Contract of

- -

المستخدد المالان م

in the second second

المانية المانية الموادية المو المانية المانية الموادية المو

e deservice de la company

Maria Caralleria

ं स्टब्स्ट क्यांत्रकर्त

- * * * * * *****

1 41 War 4 4 4

-

AND SER PARTY

Marie Contract

M. M. Market

the management

وهاوي والتراسان المسر

And the same of the same

THE THE ME IN

المنتب الما الماسات

E-ST RESERVE

- Section of Section Section 5

と なるとなるのである 1-7-54 Company I'm fraid, restate To

المنافقة للمساحة الماريع والمار

المنتقل الماء المتدورة

to the state of

the state of the state of the state of

· w

We was Parketty.

وموريع المانية

and the same of the same of

2 70

And Principles

THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND

The second second

والمعالية المواجعة المعادرة

- Camerickie -

I To Astronomy

the second or begreing

and of the state of

· 有工业。 1987年

A Company of the Contract of t

and the state of the state of the state of

Charles of the Company of the

The same of the sa

The second second

The second second

The state of the s

And the same of th

AND SECTION AND SECTION

The same of the same of the same

The second second

Total angue than the State of

Delivery W.

The state of the s

- 1. L. 2011

many p Montage of THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE

7:344

material and the manager

THE PARTY OF THE PARTY OF

The same of the sa

-- " H - - ENE! - -

water of the second

The state of the s

me grand is

The Say of

14 year ...

. .

بقِمسيد ۽ .. -

The same of the sa

L'étranglement des municipalités arabes?

DEVANT cette détermination, les autorités fordaniennes et laraéliannes a'efforcent da ilmiter la pouvoir et l'in-fluence des municipatités et des maires de Cisjordanie. C'est ainsi que la Jordanie ne les laisse pes percevoir l'argent des contributions que leur destinent les pays producteurs de pétrole et qui se trouvent en dépôt dans des banques jordaniennes. L'année dernière, le rol Husseln e Interrompu l'aide aux municipalités après que les élections muni-cipales d'evril 1976 eurent consacré le victoire des partisans de l'O.L.P. contre ies candidats pro-lordaniens.

De son côté, la gouvernement mili-taire israéllen e'efforce de réduire la rôle des maires, rejetant, par exemple, leurs interventions en faveur des prisonniers sous le prétexte que les chefs des municipalités doivent s'occuper uniquement des affaires municipales. Ces mêmes eutorités encouragent d'autres organismes de nature à jeur faire concur-rence, comme les chembres da com-merce, les comités locaux pour l'éducation, etc. Le contrôle des ressources financières se resserre, les municipalités n'étant plus autorisées, désormais, à importer des fonde de l'étranger, à l'exception da l'argent provenant du gou-vernement jordanien. En réalité, le minislen de le détense, le général Ezer Weizman, n'e pas d'eutre politique que son prédécesseur travailliste, M. Shimon Perès, qui se refusall à voir dans les melres les représentants des Palestiniens vivant dans les territoires occupés. Les choses en sont arrivées à un point tel que le gànéral Weizman a même interdit aux chefs des municipalités de participer à une cérémonie de deuli à le mémoire d'un jeune garcon et d'une femme tués lors d'une i festation, sous prétexte ou'il e'aclassit d'une réunion à caractère politique.

A Naplouse, qui est, on le sait, le ville la plus importante de Cisjordanie, des mesures très particulières ont àté prises. Le gouverneur militaire a ennoncé au maire, M. Bassam Al-Chaka, en juilles demier, que le municipalità n'était pas autorisée à construire de nouvelles écoles; il e annulé, dans son budgat, le chapitre de l'aide étrangère -- pr

nant des contributions des émirats pétroliers - et g'oppose é l'extension da la centrale électrique de le ville - la esule centrala Indépendente de Cisjor-danie — pour laquelle il était prévu d'acheter trois nouveaux générateurs. Sans douts cette décision est-elle motivée par la volonté da rattacher Napiouse au réseau Israélien, comme cela e déjà été fait pour beaucoup d'autres localités de Cisjordanie. Préoccupé avant tout par le néces-

sité de porter atteinte eu crédit da l'O.L.P. el de ses partisans, le gouvernement israélien ne semble guère s'émouvoir devant le recrudescence des ectes de terrorisme dans les territoires occupée et en Israel (de trois à quatre per mois durant le premier semestre de 1977, ils sont passés à dix en juillet et à douze an août). Male on découvre, de temps à autre, des cellules de tedayin. Ainsi, à le mi-septembre, on a appris l'arrestation des membres de sept réseaux (six en Clajordanie, un à Gaza) appartenant eu Fath, au Front populaire et eu Front populaire démocretique.

Le principal souci des autorités israéllennes est da combettre l'influence politique de l'O.L.P. tout en lui cherchant une elternative, Maia, en réalité, eucune soit, ne peut se faire une place sous un gouvernement du Likoud. Même le groupe pro-jordanien, qui lance des eccusations contre l'O.L.P., demande l'évacuation de le Cisjordanie. Il n'y e pas de lan-gage commun entre le Likoud, qui préconise l'annexion pure et simple de le Cisjordenie et de Gaza, et un organisma palestinien quel qu'il soit,

AMNON KAPELIOUK.

(1) Voir Amnon Espelione e Des « faits accomplis » au déér d'annexion », «le Monds déplomatique, prin 1977.
(2) Ot (hebdomadaire du parti travail·lisé), 9 mais 1972.
(3) Houvetz, 25 mai 1977.
(4) 1° septembre 1977.
(5) Bamahané, 25 mai 1977.
(6) Davar, 15 2001 1977. Le majorité des enfants israèless ont droit à une ullocation qui dépasse de 40 % celle qui est octroyée aux enfants arabes. Un jeune couple joir à beaucoup plus de facilités pour se loger qu'un jeune couple arabe.
(7) Al Anda, 5 septembre 1977.

N l les Etets erabes limitrophes d'Israèl ni les régimes réactionnaires des pays producteurs de pétrole ne sont favorables à le constitution d'un Etal palestinien indépendant, Non qu'ile souheitent un rapprochement avec les thèses intransigeentes israéliennes, mels le souci de leur propre securité les pousse à envisager evec suspicion la créalion d'un tel Etat, qu'ils ne peuvent envisager que comme une ferment révolutionneire au cœur de le

La Syrie n'a lamele cassé de considérer la « Palestine » comme une partie de son territoire, les déclarations du préside Assad lui-même l'ont confirmé. Elle n'e utilisé la terme d' « Etet palestinien » que dans le demier communiqué commun eigné avec les dirigeants soviédoues. Elle recourt, le plus souvent, é l'expression d' « entité palestinlanne », alors que lui reviennent las rêves d'une confédération quadripartite (Syrie, Litian, Jordanie, Palestine) qui seralt placée sous sa direction. Le président Sadate, quant é lui, a été

Le complot anti-palestinien

Par MICHEL KAMEL*

le premier à violer les décisions du enmniet » arabe de Rabet (1) en demandent avec Insistance l'établiss - relations institutionnalias officienes et publiques - entre la future entité palestinienne et la Jordanie. Quant à l'Arable Senudite, elle reste le pays arabe le plus hostile à l'établissement d'un Etat palestinlen Indépendant.

De son côté, le roi Hussein a exhumé le projet de « royaume arabe uni » après sa rencontre d'avril dernier avec le président Carter et s'est entendu evec M. Harold Brown, secrétaire américaln à le détense, pour renforcer les positions du régime hachémite en Cistordanie et préparer einsi le prise en charge de ce

Entin, les positions des Etats-Unis et d'Israel sont Iranches et nettes. Le plan présenté par le générel Dayan à Washington demande une « division fonctionnelle » entre le lerre, ettribuée à leraél. et ses habitants, qui dépendraient edministrativement du régime fordanien. On laisserait à ces derniers le choix entre le statut d'apatrides et la nationalité jordanlenne. La proposition américaine qui bénéficie officieusement du soutien de la plupart des régimes arabes « modérés - - vise à créer une entité palestinienne en Cisjordanie et dens la bande de Gaza, soumise, sous l'égide des Nations unles, à une tutelle israélo-jordano-internetionale et à Instituer un Conseil constitutionnel - ayant un mandat de daux à huit ans - chargé de déterminer, par des négociations evec les parties concernées, les reletions et l'avenir de cette entité qui, de surcroît,

Ainsi, les torces se conjuguent pour empêcher l'autodétermination du peuple alestinien et nier son droit à un Etal indépendant.

Cette évolution confirme l'aspect dominant d'una stratégie arabe qui vise désormais à gagner les bonnes grâces américaines en entrant en compétition evec l'Etat d'Ierael pour servir les intérêts des Etats-Unia. Le tournant politique s'étalt dessiné avec l'annonce, par le président

(1971) admettant le principe d'un règlement blietèral, partiel et provisoire. Vini ansuite le changement total de la nature sociele du pouvoir égyptien, concrélisé mique «, le rapprochement avec l'Arabia Sacudite et t'Iran, le fiirt avec Washington et la crise des relations avec l'Union soviétique. Dans cette optique, le guerre d'octobre 1973 e eu une double algrification : le peuple et les forces armées l'ont vecue comme une « guerre de libération », alors que les régimes égyptien, saoudien et laurs alliés y ont vu une betaille timitée, destinée à eméliorer leur posidon dans le négociation, à mettre en mouvement les éléments d'un règlement pacifique et à inaugurer une politique misant sur les Etats-Unle tout en écartant la solution militaire. Le discoure prononcé par le président Sadate le 16 octobre 1973 teneit lleu d'annonce officielle de ce virage : on e'en remettait à Washington pour prendre en cherge le règlement du confill au Proche-Orient. Sur la scène arabe, le centre de déci-eion et d'initiative s'est alors déplecé des pays directement confrontés à Israel vers les peys producteurs de pétrole dominés par l'Arable Saoudite. Ryad e vu son Influence grandir à la faveur de l'aggrevation de la crise économique. Désor-mels, les concessions allaient auccéder

Les exigences communes de sécurité

eux concessions.

E N néma temps qu'alla représentall un danger pour les régimes arabes, la résistance palestinienne constituait le principal obstacle à l'établissement de la paix américaine. Objectivement, les intérèls des Etats arabes - modérés - at d'Israèl s'identifiaient soudain. Les forces armées libanaises evalant échoué, eu cours da l'automne 1973, dans leur tentative da liquider la résistance. De plus, l'union entre celle-ci el le Mouvement netional libanais représentait un nouveau type d'alliance - encore que faible numériquement — entre les Palestinlens et le mouvement national arabs. Enfin. Is lutte ermée bénéficialt d'un soutien populaire de plus en plus important (les étudients égyptiens manifestèrent en 1973 en réclement des armes).

Après le deuxième accord de dégagement des forces dans le Sinai, il devint urgent de se déberrasser de l'alliance

· Ecrivain et lournaliste égyptien.

O.L.P.-Mouvement national, qui représentalt le tête de pont de l'opposition au nouveau cours politique. C'est alors que la droite conservatrice a décienché la querre civile libanaise. La batalile tournant à son désavantage, une intervention étrangère a'est imposée, La seula force capable de s'y lancer sans provoquer de dangereuses complications devalt être une force araba - progressiste - : le régime syrien est lombé dans le plège qui lui était tendu, poussé par ses tendances expansionnistes (« la Grande Syria -) et caressant l'espoir de s'assurer une position plus confortable dane le prochain reglement. Sans doute escomptait-il ainsi donner des gages au plan eméri-cain en contrôlant le « carle palestinienne » et en eccroissani son polde régional, déjà rentorce par le projet d'union avec le Jordanie

Aujourd'hui que s'engage la négociation, toutes les parties arabes concernées continuent de déclerer qu'elles tiennant l'O.L.P. pour « représentant unique et légitimo » du peuple palestinien. Mais en fait elles violent les résolutions du « sommet » de Rabet en tentant d'empécher une représentation Indépendante des Palestiniens à le conférence de Genève.

L'Egypte e proposé ditiérentes solutions de rechange : M. Mahmoud Ried, secrétaire de le Ligue arabe, pourrait parter au nom des Pelestiniens; ou alore une délégation de la Ligüe, dirigée par l'adjoint du secrétaire général effaires militaires, pourrait jouer ce rôle. En outre, le président Sadate a leissé entandre qu'il était prét à ce que l'Egypte elle-même assume cette

Le président syrien a proposé, lui que les Palestiniens enlent représentés par la Ligue arabe. A défaut. le formation d'une « délégation arabe unique », comprenent une composente « palestinienne », pourrait être envisagée. Le gouvernement Carter e adopté cette demière suggestion « pour surmonter les obstacles qui retardent la réunion da la conférence de le paix », à condition, toutelois, que la délégation comprenne « des Palestiniens qui reconnaissent la droit à l'existence de l'Etat d'Israel » (déclaration du 10 septembre 1977). Le texte de le déclaration commune américano-soviétique du 1er octobre reste suffisamment évasif à ce sujet pour permettre l'annonce d'une reprise de le conférence, mais les tractations qui ont immediatement précéde sa publication confirment que c'est blen la formulation américaine qui l'e emporté.

En tout état de cause, l'Egypte refuse cetégoriquament qua son « action soit amentée - et que le Syria et les autres rtiae concernées « alent le droit d'opposer on veto à ses démarches », selon les propos du président Sadate. Au cas où ees offorts en vue d'un règlement global viendraient à échouer, le régime égyptien prévoit, en effet, da c'engager dans un reglement bilateral. Il ne fait pas de doute, cependant, que sa préférence Ireit à une solution globale qui recevrait une caution arabe et palestinienne, mais pour lui le tempa presse, à cause de la crise intérieure égyptienne. il e'est donc préparé à l'aventure d'un règlement partiel séparé, eurtout après l'errivée eu pouvoir en Israel de le costition dirigée par le Likoud, dont les positions intransigeantes, spécialement en ce qui concerne la Cisiordanie et le Golan, incitent le régime égyption à douter que

(1) Le « sommet » de Babat e solennellement recounu l'OLP, comme « unique représentant légitime du pouple palestinien ».

La première publication trançaise exclusive consacrée au monde arabe

Au sommaire du nº 72 :

Sondage exclusif IFOP Europe - monde arabe;

Complémentarité des cultures à Montpellier;

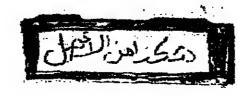
● La conférence de Luxembourg ;

Une déclaration de l'ambassadeur d'Egypte;

Dix années de solidorité franco-arabe.

ct les rubriques politiques, culturelle, économique habituelles. En vente: 5 F dans les kiosques, drugstores, à Paris, en province et ou Maghreb.

Spécimen d'onciens numéros sur demande au siège de l'ASFA : 12-14, rue Augereau. Tél. : 555-27-52 - 705-81-45. France Pays Arabes: 36, rue Tramassoc, 69005 LYON France Pays Arabes: 45, rue de Metz, 54000 NANCY



和 世間 les eutres parties arabes pulssent eccep-ter de nouvelles concessions.

ter de nouvelles concessions.

C'est la crainte que l'Egypte accepte un réglement partiel dans le ligne du deuxième eccord sur le Sinai qui a incité la Syrie é Insieter sur le principe d'une délégation unique à le conférence de le paix. Quant à taraël, it e'est opposé à cette demièra proposition pour la raison qu'alle entraînereit una négoraison qu'alle entraînerait una négocletion « qualitative » (par catégories) et non pas une discussion sur une base bilaterate et géographique. Cependant, le 25 septembre, le gouvernement Israé-tien e annoncé son accord de principe à la présence d'une délégation unique à le séance inaugurate à condition que,

avec chaque Etat de façon bilatérale. Il n'e pas été soulevé d'objectiona à ce que la délégation jordanianne comple dana ses ranga quelques Arabes da Cisjordania. Il reste que l'ensemble de ces pro-jets reviennent à écarter l'O.L.P. du règle ment. Le président Sadate lui-même aurait dévollé à une dàlégation palestinienne que les clauses secrètes de l'eccord du Sine! - approuvéea par la Congrès américain — stipulent que les Etats-Unis ne prandraient aucuna inibative nouvelle concernant le réunion de la contàrence de Genève, le règlement de paix ou la question de la reconnaissance de l'O.L.P.

ser la lutte entre les différentes fractions de l'O.L.P. Pour ébranier le conflance

dont joulssent tes dirigeants pariestiniens, on les pousse à s'écarter des principes

ont été proclamés dans le programme

positiona constituent une violation de la décision nº 3236 de l'Assemblée géné-

rale des Nationa unles qui reconnait l'O.L.P. comme le seul représentant légi-

time du peuple palestinien, affirme son droit à disposer d'un Etat Indépendant

Sans doute le but de cette manœuvre

est-il de permettre aux pays arabes de

se dégeger de la question palestinienne.

désormais présentée comme une affaire palestino-laraéllenne. L'ironia du sort, c'est que les Etats-Unia demandalent eux

242 au moment même où ils ignoraient les violations par larzēi de cette même

résolution (paragraphe 9 de le première

clause). Israel considérant, en effet, la Cla-

jordanie comme une « terre libérée »

politique d'annexion de toutes les tarres

spollées - y compris le Sinal et le

tions du droit du travail et des services

sociaux é Gaza et sur la rive occiden-

Le 25 eoût, le conseil central de l'O.L.P. a refusé d'acceptar les deux

résolutions du Conseil de sécurité. Néan-

moins, les pressions se aont poureulvies

à grand raniort de charme et de pro-

messes, en particutier après la déclara-

tion américaine affirmant que le partici-

pation des Palestiniena à l'édification de

la paix et é la conférence de Genève

était nécessaire. Dans beaucoup de pays

arabes, cette initiative a été accuelllis

avec enthouslasme par les gouvernemants et leure organes officiels d'Information.

Un responsable égyptien e même affirmé

que le déclaration américaine constituait

« une nouvelle occasion offerte é l'O.L.P. pour qu'elle eccorde sa conflance

eux afforts américains en vue de l'édifi-

cation de la paix ». L'O.L.P. est donc

Invitée é suivre le courant de la poli-

lique d'abandon, à donner un chèque en bienc sans eucune garantie en échange.

niena de reconneîtra la résolution

et son droit au retour.

tale du Jourdein, etc.

Un chèque en blanc

E plen a consisté à écarter l'O.L.P. de le négociation en essayant de l'écraser multairement, pour réduire son polds politique, et à lui trouver des « remplaçants » pelestinlens « modé-rés » n'appartenant pes é l'organisation. sein n'est pas en contradiction avec le manœuvre qui tend à faira espérar à l'O.L.P. qu'elle participara à le contérence de Genève é condition de se ranger sous le bannière du réglement eméricain. A preuve, l'insistance avec lequelle on la presse d'accepter les résolutiona 242 et 338 du Consell de sécurité. Seule contrepartie offerte en échange d'une telle reconneissance jusqu'à présent : l'ouverture du dislogue entre l'organisation palestinienne et les Etats-Unie. La partie amèricaine esi demeurée très prudente à propos de la reconnaissance de l'OLP, ou de sa par-A la demande de Washington, l'émir

Saoud El Fayçai, trère du roi Kheled d'Arabie, a Insisté euprès de la direction du Fath pour que l'O.L.P. accepte officiellement les deux résolutions en question. L'objection palestinienne cele du Feth en particuller - portait essentiallement sur la clause qui cantonne les Palestiniens dans le statut de réfuglés. L'Egypte et l'Arabie Saoudite ont alors proposé que la déclaration d'acceptation comporte des « réserves « demandant la reconnaissance des « droits nationaux légitimes » du peuple palesti-

Quelques éléments de droite su sein de l'O.L.P. ont falt campagne en faveur d'une réponse positive à la demande américano-saoudienne. Leur point de vue e été courris au conseil central de l'orgemejorité s'y est opposée : l'ecceptation de la résolution 242 implique une recon-naissance d'Israel sans contrepartie, ce qui priverait les Palestinlens d'une carte essentielle dans la négociation. Du même coup, l'O.L.P. a'engagerait à renoncer é la lutte armée, la résolution slipulant l' « arrêt de toutes les opérations armées, régulières et non régulières » et l' « interdiction de le menace comme du tecours à la force ».

Poser ainsi le problème revient à aigui-

Comment faire plier l'O.L.P.?

D'AUTRES moyens ont été mis en œuvra pour tenter d'éliminer la résistance palestinienne. Les efforts essentials ont porté sur le modification de la structure politique et sociale de la direction de l'O.L.P. en vue d'y assurer la domination des forces de droite, plus dociles envers les régimes fevorebles à exercées pour introdutre au Conseil national palestinien des éléments « modèrés » et modifier son programme provisoire. La réunion du Conseil, en mars 1977, a déjoué ces tentatives.

Au moment où les forces syriennes eu Liban (Force arabe de dissussion) menaçalent d'occuper les camps palestinlens de Beyrouth qu'elles encerclaient, l'Arable Saoudite a exercé de nouvelles pressions sur l'O.L.P. tout en faisant valoir que c'était grâce à elle que l'assaut contre les camps n'avait pas eu lieu. De même, elle prétendit qu'elle était intervenue à plusieurs reprises pour empêcher une modification de la direction de l'O.L.P. L'émir Fahd e demandé - sur le ton

Le netit enfant porte en lui des

aspirationsorientées vers toujours plus de commissances, plus de déconvertes. Bien y répondre est extremement important pour son Your qui avez des enfants entre

ous qui avez des enants ende 3 et 6 ans, caloptez les GLASSES MATERNELLES conçues et réa-lisées par les spécialistes da PE-DAGOGIE MODERNE. A chaque age, correspond un ensemble éducatif complet qui regroupe activités scolaires et artivités d'éveil dans une pro-

3 AUS : LE MONDE DU PETIT ENFANT 4 ars: MOM JARDAN D'ENFANT 5 ans : MA CLASSE DE DOUZIEME Notice détaillée ALD sur demande (préciser la date de nationance)

PEDAGOGIE MODERNE

75011 PARIS Tel. 805.32.09

de l'avertissement - que cette direction prouve sa capacité à contrôler les différentes frections de l'O.L.P., à œuvrer pour leur « unification dans un seul cadra « discipilné, épurant ses rangs des courants d'extrême gauche. Dans une mise en garde Imagée, II e déclaré que « le train du réglement américain

I'O.L.P. devait s'y trouver une piece,

sous pelne de le rater définitivement ». Dans ce climat, le courant de droite e'est développé, divere éléments de gauche étant écartés d'Institutions militaires, d'organisations de masse et d'organes d'information. En particulier, les torces de droite ont déployé une ectivité notable dans les territoires occupés, pour tenter de détruire le Front national (2) et d'édifier, sous leur égide, une coalition de rechange. Ces forces ont également essayé de détruira les syndicats et les organisations professionnelles et socieles et d'inlluencer les consetis municipaux en soutenant leurs éléments conservateurs.

Les manœuvres ont également visé à séparer la résistance palestinienne du Mouvement national Ilbanela et é provoquer des conliits entre les diverses ractions révolutionnelres de l'O.L.P. et les forces progressiales libenaises, sans exclura les actes d'élimination physique (assessinat de Kamai Joumblatt et tentativa de meurtre d'Abou-Moussa l'un des plus connus parmi les responsables militaires du Fath). Le front constitué par le Mouvement national libanais, principai soutien de le révolution palestin e lui-même été en butte à des tentatives d'effritement ; par leurs pressions, les Syriens ont réussi récomment é récuperer partiellement le parti socialiste progressiste (la formation de Joumblatt) en lui offrant une participation à un front de rechange comprenant le Baas libanais (prosyrien). Mais, en dépit de le violence de la

guerre et de l'ampleur des pertes subles, les tentatives visant à faire piller l'O.L.P. ont échoué, comme l'ont montré les résolutions du Conseil national et du Conseil central de la résistance. La dissussion militaire n'ayant pas pro-duit de résultats compabbles avec les exigences do règlement politique souhaité, nécessité d'une nouvelle àpreuve

de force e'est alore imposée. A cette fin, le Front libanais (3) a organisé l'escalade en coordination avec Israel. Il a présenté des objections à l'eccord de Chiaura (4) et entrevé son application, déclarant en particulier que les accorde du Caire (5) étalent devenus caducs. Le - conclave d'Ehden » (8) a publié un communiqué final — comparable à une déclaration de guerre qui pose de nouveau la question de le présence physique — et non plus seule-ment militaire — des Palestiniens au Liban, réclamant leur dissémination dans



(Photo M. Depales - Syama.)

RETRANCHEMENT PALESTINIEN AU SUD-LIBAN, AVANT L'ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU. Priper de so raison d'être toute lorce ormée palestinienne.

les pays membres de la Ligue erabe et (à savoir les Syriena) dans le pays.

Ainsi, à la faveur de le position de torce que lui donne aon alliance evac contre la pouvoir central (celui du préaident Sarids), défiant son encienne alliée, la Syrie. Israél, de son côté, a adressé un avertissement à Damas, via Washington, rèclament le retrait des torces syriennes et palestiniennes jusqu'au nord du fleuve Litani, Creigneni les conséquences d'une initiative iaraélienne, la Syrie a promis de se conformer à cette damande. Cependant, le direc-tion de la résistance palestinienne el des lorces nationales libanaises s'est opposée au retrait, é moins que celul-cl n'Intervienne de façon bilatérele, contormément é l'eccord de Chtaura, l'armée Ilbanaise officielle occupant les régions évacuées tant par les palestino-progresalales que par leurs edversaires. Derrière ce refus d'obtampérer se dessine, en réalité, la crainte de laisser un vide territorial qui serait comblé par les torces maronites réactionnaires el lareël, lequel tient é sa politique des trontières ouvertes » avec le Liban. Pour le résistance palestinienne, il est évident que la liquidation de sa présence au Sud-Liban - comme d'ailleurs dans toutes les régions frontalières des territoires occupés — vise à priver de sa raison d'être toute force armée

Au coura d'une visite sur le trontière, M. Begin avait affirmé la volonté d'Israēl d' « étendre le protection des chrétiens se trouvant au Sud à leur défense dans loutes les régions libanaises ». Ainsi le guerre du Sud s'est-elle développée, à la suite de l'Intervention militaira directe des forces Washington a Ignoré cette Intervention, le déclarations d'un responsable du ministéra des affeires étrangéres (7) venant, en outre, souligner le complicité des responsables américalns dans cette entreorise. En réalité, le région du Sud-Liban, é cause de la présence palestinienne, est devenue un élément londamental du réglement, et les réglmes arabes modèrés l'ont blen compris : en fermant les yeux sur les nouvelles dispositions de sécurité

priees dans cette région, ils montrant qu'ila aont tout simplement prêts à la brader. Pire, un nouvel Etat confes-elonnel (maronite), comparable à larael,

est en train de s'édifier au vu et au su de tout le monde sans que les pays arebes prennent la moindre initietive pour contracerrer ce plan. .

Les limites de la surenchère

EN felt, malgré les efforts des Etats-Unie pour arriver à un règlement global qui assurereit la stabilité de cette région vitale pour leurs intérêts, en dépit qui pourrait emporter toul leur projet si les limites des pressions admissibles étalent dépassées, les concessiona volontaires et généreuses accordées par les régimes arebes poussent Weshington é en demander davantage. Chaque lois que les lorces erebes tevorables au règlement se sont rapprochées des thèses isreélo-américaines, de nouvelles condi-tions retardant la solution étalent posées, notammeni après le remplacement de l'éculpa du Maerakh par celle du Likoud en Israēl.

Cependant, l'intrensigeance Israélienne e contribué à relantir le reflux des positions erabes, parmi les Palestiniens en particulier et, jusqu'é un certain point, dans le camp syrien. Le prix à payer pour un réglement est, en effet, devenu exorbitant, dépassant les possibilités de le plupart des régimes « modérés ». Dens ce contexte, la position syrienne e retrouvé qualque cohérence - délé perceptible dans l'eccord de Chiaura, relativement équilibré, et dans le soutien eccordé eu communiqué du Conseil central palestinien, - Damas refusant la proposition égypto-américaine visant à lermeté nouvelle est epparue dans les propos des officiels, bien que les déclarations les plus violentes aient été prononcées par M. Zouheir Mohsen qui a accusé l'Egyple et l'Arable Saoudite de « Jouer le jeu eméricain » au Proche-Orient. Enlin, le président Assad et différents dirigeants syriene auralent proposé, eu cours de conversations particulléras avec l'O.L.P., de ranforcer la coalition palestino-syro-soviétique pour faire pièce à l'offensive Isreélo-américaine. Maie taut-II eccorder tant d'Importance à ces indices d'évolution de la part d'un pays qui reste llé par les engage-ments qu'il a confrectés et par les trens-

formations internes qui l'agitent ? - Ses manœuvres politiques les plus récentes auggerent qu'il n'a renoncé ni à liquider les lorces nationales libanelses, ni à accentuer les pressions sur l'O.L.P.

Melgré les succès ramportés par les lorces liguées contre l'O.L.P., Il sereit léméraire de conclure à l'imminence d'un règlement politique. Car il exiele des conilits et des lecteure d'explosion qui peuvent tout ramettre en question. L'imtorces lavorables au « règlement américain » n'est pas moins grande que celle é laquelle a abouti le mouvement nellonel arabe, La moindre explosion - éventuelité plausible - ou le moindre effondrement dans leur camp auffireit pour que se rompe le fil (on pourrait parler vers)... L'intransigeance du Likoud, par exemple, en laisani àchouer la manœuvre, Jouerait Indirectement en taveur du ment de libération erabe

MICHEL KAMEL

(2) Prout national : coelition favorable à l'O.L.P., qui dirige la lutte contre l'occupation en Cisjordanie.

(3) Sous cette appellation, se regroupent toutes les forces de la droite chrètienne libanaise.

tienne libanaise.

(4) L'accord de Chtaura (juillet 1977) prévolt te cessez-le-feu et le retrait des forces armées de leurs positions avancées dans le Sud-Liban, albsi que leur remplacement par tes forces libanaises (armée du présideot Sarkis).

(5) Les accords du Caire (1989) réglementeut la présence palestinienne au Liban, ainsi que l'action de la résistance à partir de la frontière aud de ce pays.

à partir de la frontière sud de ce pays.

(6) Le « cooclare d'Ehden » à réuni, peodant l'été 1977, tous les dirigeants de la droite chrétieooe libanaise.

(7) « L'atilisation par Israèl des armes américaines au Sud-Libon ne viole aucune loi et ne s'oppose à aucun des accorde signés avec ce pays. » (Déclaratico prononcés le 22 soût 1977.)

(6) Il s'agiasait, sous prêterie de prépare la conférence de Genère, de constituer des groupes de discussion bilatéraux à New-York, d'où aurait été exclue l'O.L.P.

(9) Dirigeant de la Saîka, l'organisation de fedayin contrôlée par Damas. ie ta frontiè

Les Etats-Unis mènent le jeu

(Suite de la première page.)

Pour M. Dayan, il ne fait pas de doute que lorsque les Américains parlent de la nécessité d'une participation
palestinienne à la conférence de
Genève « ils pensent à l'O.L.P. et
soutiennent de la sorte l'idée d'un
ktat palestinien». Les réceuts entretiens du chef de la diplomatie israéllenne à Washington avec le président
Carter ont été particulièrement orageux. Le quotidien Haaretz déplors, à
l'issue de cette rencontre, que l'opinion israélienne ne se rende pas suffisamment compte du changement foudamental intervenu dans la politique
américaine « Le jour viendra, affirmait-il, où les élèves d'histoire arabe
contemporaine apprendront que l'Etat
palestinien est ne d'une déclaration du
président des États-Unis à Clinton, palestanten est ne d'une declaration du président des Étais-Unis à Clinton, et verront en lui le Balfour de l'indépendance nationales (allusion au discours de M. Carter où ce dernier avait, pour la première fois, parlé de la nécessité de créer une patrie (home-land), relectionales

land) palestinienne).

Le soud d'éviter une grave confrontation avec le grand allié américain explique en majeure partie l'assomplissement très relatif de la politique de M. Begin, qui a annoncé le 25 septembre son acceptation conditionnelle de la proposition américaine d'une délégation arabe unique à Genève prévoyant une «présence palestinienne» non définie aux pourpariers de paix Elle explique également les démêlés de M. Begin avec les militants du Gouch Emounim (Bloc de la loi), qui veulent précipiter l'implantation des colonies juives en Cisjordanie.

Mais les pressions eméricaines

Mais les pressions américaines ne a'exercent pas contre les seuls Israéliens. Washington s'efforce depuis un certain temps déjà — par Etats arabes modérés interposés — de convaincre l'OLP, qu'elle a tout inté-

rèt à adopter une attitude plus souple à l'égard d'Israël. Les réceutes décla-rations de M. Arafet affirmant qu'il reconnaitrait l'existence de l'Etat d'Is-parit de le de l'Etat d'Isreconnaîtrait l'existence de l'Etat d'Israël si le texte de la résolution 242
était amendé pour y inclure une référence aux droits du peuple palestinien
ont été jugées insuffisantes par les
Américains, qui exigent que l'O.L.P.
accepte sans modification la formulation actuelle de cette résolution
quitte à émettre des réserves sur ses
insuffisances, notamment en ce qui
concerne le terme de « réjugées a
utilisé pour qualifier le peuple palestinien. Le gouvernement américain utilisé pour qualifier le peuple palestinien. Le gouvernement américain
fait valoir que c'est seulement à ce
prix qu'il pourra intensifier sa pression sur les Israéliens pour les amener
à s'asseoir à la table des négociations
aux côtés de représentants de l'OLP.
En attendant, il comtinue inlassablement de distribuer blâmes et critiques,
dénonçant aussi blen l'intransigeance
des Israéliens que la rigidité des
Palestiniens dans l'espoir de réduire
graduellement le fossé qui sépare les
positions des deux parties. Le ton de la
prise de position soviéto-américaine
indique cependant que l'essentiel de la
pression a'exerce sur Israél.

L'sccord, en revanche, est presque total entre les Etats-Unis et les dirigeants des pays arabes modérés. En privé, les responsables américains n'excluent pas la possibilité de sérieux bouleversements dans les pays arabes modérés et des progrès ne sont pas réalisés rapidement en direction de la paix au Proche-Orient. Ils voudraient donc à tout prix arracher, d'iel à le fin de l'année, suffisamment de concessions de le part des Israéliens et de l'O.L.P. pour rendre possible une reprise — même symbolique — de la conférence de Genève qui donnerait un répit à ceux qui, ayant tout misé sur les Etats-Unis, espèrent en retour obtenir des avantages substantiels

pour calmer leurs opinions publiques de plus en plus sceptiques sur l'effica-cité de la diplometie américaine dans

Jusqu'à présent, les vrais problèmes de fond ont été tenus dans l'ombre, escamotés derrière la bataille de procèdure menée par les Israéliens. Si le négociation reprend à Genève, ils resurgiront intacts. M. Begin acceptera-t-il le plan de paix de M. Carter, qui prévolt l'échange d'une « paix véritable » pour Israél contre le restitution eux pays arebes de la quasitotalité des territoires occupés? Le Caire, Damas et Amman ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à signer des traités de paix evec Israél et à normaliser graduellement leurs relations evec l'Etat hébreu si celui-ci acceptait de rendre les territoires. En revanche, toutes les déclarations officielles à Jérusalem indiquent que M. Begin n'est pas disposé à renoncer à son projet de « Grand Işraël ». Il n'y a sucune commune mesure entre le programme de paix de M. Carter, qui envisage la création d'une « patrie palestinienne », au statut mal défini mais qui ne saurait être altuée qu'en Cisjordanie et à Gaza, et le plan de paix de M. Dayan qui, eu mieux, ne prévolt pour ces territoires qu'une vague antonomie interne.

En cas d'échec, la subtile confrontation entre les Etats-Unis et Israël dégénérera-t-elle en épreuve de force? Il est en tout cas exclu que les Etats-Unis demeurent passifs devant le risque d'une crise majeure qui remettrait en question leur influence dans le monde arabe et infligerait de graves préjudices au monde occidental et aux économies capitalistes.

JEAN GUEYRAS.

L'EFFONDREMENT DE LA COMMUNAUTÉ

A la recherche de nouvelles

Le 30 juin dernier, le gouvernement kenyan a décide de se retirer de la Communauté de l'Afrique orientale après l'échec d'une réunion des ministres des finances, qui n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord sur le prochain budget des aervices énéroux. Proclamant aussitôt la mort de la Communauté, le Kenya manifesta uinsi sa volonte de mettre fin à dix uns de coopération difficile uvec ses deux parienaires, l'Ougonda et la Tan-

C 1 la Communavié de l'Afrique orien-Stale (C.A.C.) est morte, ella mérita d'être enterrée avec les honneurs qui lui reviennent. Sa dépouille est digne. en effet, de reposer au même cimetière politique que aon encêtre, l'Impériallame du dix-neuvième aiècle.

La Communeuté devait servir d'illustration exempleirs pour prouver ce que pouvail donner la coopération africaine ussée au meilleur d'elle-même. La vollà disparue, et c'est meintenani, peut-être, que vont pouvoir e'épanouir, sur ses ruines, de nouvelles formes de coopération autrement plus naturalles el plus vitales que calles rêvées par Cecil Rhodes pour son union du Cap au

L'ancèire immédiel de la C.A.O., l'Organisation des services de la Communeuté de l'Afrique de l'Est, nequit du heut commissariat est-alricaln, imposé en 1917 sur la région. Nelrobi. la capitale du Kenya, fut alors désignée comme centre administratif et industriel. Mombassa, è quelque 450 kilomètres eu sud-est, devint le principal port est-airiceln ; les struc-

Le haut commissariat de l'Afrique de l'Esi, einel qu'on l'appele Jusqu'en 1948, collectait les droits sur tout la territoire et întroduleit l'impôt sur le revenu au Kenye, en Ougenda et en Tenzania des le début des ennées 40, pour permettre aux possessions britanniques de l'Afrique de l'Est de participer eu finencement da la seconde guarre mondiale.

En 1961, l'Organisation des services commune de l'Alrique orientale succède au haut commissariet. Un réseau da services tut mie en piece, centré au Kenya, si blen qu'il ne sembleit pas déraisonnable d'envisager une possibillé de fédérer politiquament les trois pays. L'eccession à l'indépendence formalle na devait pee antamer ca projet. John Malacala, un Tanzanian qui fut la premier ministre das finances et de l'administration da l'Afriqua oriantale, annonça, de lait, qua la fédération politique était

Presque sussitot la décentralisation commance. La percaption commune des Impôls est abandonnée, Deux nouvelles universités sont créées, l'una an Tanzanie, l'autre au Kenya, pour compléter la dispositif unique de l'université de l'Afrique orientale (université de Makere) établie à Kempala.

L'Indépandance ellais capendant mettre

tion queni à la nelure de cette union politique. Les présidents Milton Obote, an Ouganda, et Julius Nyerere, en Tanzanie, tous deux socialistes, na se sentalent pas disposés à isisser la capitelisme kényan dominer éternellement la Com-

Benlamin Mkapa, ministre tanzanien des affaires étrangères, e pu zinsi décrire devant nous le potentiel da la Communauté : . Il y evail des bénéfices à an attendre pour chacun des trois membres de le Communeuté. Dane noire cas parliculier, ils ee situeient en grande partie eu plan des earvices communs, spécielament dans le domeine des communicetione : chemine de ler, poete, porte al lignes sérienges. Notre pays esi élendu. ef carlaines économies d'échelle ne peuvent être réalisées que dans le contexte d'une unité plus vaste. Les Kényans, pour leur part, devalent insister pour bénélicier surtoul du marché commun perce que les industries de manuecture qui existalent en Afrique de l'Est éleieni toules localisées eu Kenye. -

Le Kenya an e blen protité. Régulièremant, sa balance commerciale présentalt un excédeni annuel de plus de 100 milltons de chillinga (1) vis-à-via de le Tanzanie, et de 300 millions de shillings vis-è-vie de l'Ougende. Maie, surtout, son infrastructure industrialle en fut grandement améliorée.

Les présidents de l'Ougenda, du Kenya et de la Tenzanie lormaient à sux troie l'eutorité de l'Afrique de l'Est, organe politique qui se réunit pour la dernière

Socialisme ou capitalisme?

E N dépit de pelites guerres, de ler-metures des Irontières et d'une crise financiére. John Malecela — gul coordonneit les activités de la C.A.O. - assure le fonctionnement des chemins de lar, des ports et du servica du courries et il fit en sarte qu'un bon nombre de projets de recherche ou à carrière scientifique se poursulvent. - Nous construisons tous le accialisme, de différentes manières ., déclerait-il encore en 1972 en a'efforçant ainsi de menager le rêve de fédération politique. En réponse, l'Ougenda la déclara interdit de eéjour, berrant ainsi l'accès du pays à l'un des dirigeants da le Communauté.

Da son côté, la Kenya réfuta les propos da Melecela en ennonçant qu'il construisait le capitalisme et non le socialisme, at an falsant savoir que les échanges commerciaux n'étalent pas affectés par las accrochages à la frontière avac l'Ouganda. Peu de temps eprés, Malecela fut remplacé à la C.A.O. par un autre Tanzanien, Al Noor

La Communauté continua de progresser Un ve-la système da postes et da communications comprenent un satellite de communications, basé au Kenya, fonctionneil evec efficacité. Les chemins de ter et les lignes sériannes de l'Afriqua de l'Est marcheiant, sans cependant être rentables. La compagnia des chemins de

Par REGINALD MAJOR *

Idi Amin ne déloge Milton Obote de la présidance de l'Ouganda par un coup d'Etat militaire. Obote, qui a dit un jour du général Amin qu'il était - la plus granda bruta que le terre d'Afrique alt jamais entantée », s'installe en Tanzania, tout près de M. Julius Nyerere, et devint le chei spirituei da la résistanca contre Amin en Ouganda. Apperemment, son ection ne relevait pes uniquement du domeine de l'esphi, et it serait pervenu à convaincre le président Nyerere qu'une invasion de l'Ouganda suffireit à feire tomber le nouveau régime du général Amin. La lantative fut un échec. Le président ougandais bombarde le Tanzanie en représailles. Il décréta le boycottage des produits tanzaniene et la fermeture de la frontière, an prétendant que des milliers de soldata tanzaniens, accompagnée d'instructeurs chinois, a'y trouvaiant massés pour préparer une Invasion de son peys. Puls, sous la prètexte que sepi canta de ses eoldets euralent été tués, il coupa les communicatione téléphoniques entre l'Ouganda

La première initiative du général Amin, eu sein de la Communauté de l'Afrique orientale, fut de renvoyer les fonctionnaires qui y evaient été nommés par Milton Obote el de désigner à leur place see propres hommes, qui, souvent, n'avalent aucune expérience de l'edmi-

ler perdii 106 millione de shillinge en 1972 — ce que des enquéteurs de la C.A.O. Imputerent à - une geation conrompue el è una meuvaise direction ». Ses problèmes provenzient, en partie, du refus des trois pays da procéder eux transferts da fonds imposés per le trallé. Par exemple, les sommes correspondent é des eurplus encalasés sur le ligne de Mombassa à Nairobi n'étalent pas transférées à l'Ougenda comme elles auralant dù l'être pour couvrir des frala encourue sul un tronçon de la ligne

moins rantabla. En 1974, le Kenya nationalisa prettquement sa fraction des Chemins da ler est-atricains, alléguant que le Tan-zania at l'Ouganda iui devaient l'une et l'eutre da l'argent. Il a'appropria ainsi pour 8 millions de shillings de pièces détachées qui evalent été payées par les trois pays, déplaça au Kenya les atellers, les dépôts et les installations de aignalament et de communication. Puis 11 suspendit l'achaminament des traîns vers la l'anzanie, en attendant que ce pays acceptat da payar ce sarvice en monnale kényene.

La Tanzania s'était élevée contre construction par le Kenya d'une route reliant Mombassa à Nalrobi : le port da Mombassa desservelt l'Ouganda, le Rwande, la Burundl, la Zaïre oriental

'et certaines régions de la Somelie méridionale. Ella protesta contre la création, eu Kanya, de la Kenetco, una entreprise da transporia routiers qui, selon les Tanzaniene, se vovait accorder la préférence sur la ligne da chemin da fer. Ensuite, un pipe-line fut construit de Mombasse à Nairobi, pour acheminer le pétrola Jusqu'alors transporté de Mombassa so Ouganda par les chemine de fer de l'Afrique da l'Est.

Un repport publié par la Tenzanie révela que le Kenya, eu lleu de transférer les surplus gegnés eur le chemin de fer, evail relenu plus de 60 millions de ehillings qui se trouvalent déposés dans un compte secret. Le même document analysali un compte détaillé de 34 841 378 shillings, montrant qu'au liau d'être utilisé pour améliorer le réseau régional des Chemins de fer de l'Afrique de l'Est, l'argeni avail été effecté à l'achet de trois remorqueurs et de dizeines de camions-grues, lout ce melériel étant destiné à améllorer les Installations de déchargement dans la port de Mombassa.

Au mois d'août 1975, une mission de heuts dirigeants de la C.A.O. allett inepecter les ralle du chemin de fer reliant le frontière è Tavete, la première ville kényane eur la ligne au nord de la Tanzanie : elle devait y vérifier les rumeure selon lesquetles le Kenye evalt fait déboulonner 3.5 km. de voies at construire un vaste hanger de tranebordemant pour détourner vers le nord, au-delà de Taveta, les treins en route vers le sud, il s'agissait d'expliquer pourquot aucun train en provenance du Kenya n'était errivé an Tanzanie depuie

le mois da mai. En vertu du traité de la C.A.O., les fonctionnaires evalent un statut extratarritorial oul les autorisalt à franchir librement les frontières. Mais, quand lie atteignirent Teveta, des fuells pointés aur aux leur interdirent la passage, les empêchant ainsi d'aller inspecter le fameux tronçon da ligna. A vral dire, l'initiativa du Kenya fut présentée comme una action de représeilles pour una enquête précédemment menée par des agents tanzanians de l'immigration qui avaiant retenu deux hauts fonctionnaires

kenyans en mission officialis en Tan-

da la C.A.O. dés le début de 1975, date à laquelle II ferma es frontière avec la Tanzania sous la prétexte qu'une épidémia de choléra y falsait rage. Il evalt aussi saisi, sur la lac Victoria, eix vapeurs que la Tanzanie utilisalt pour commercer avec l'Ouganda, transformant au moins l'un d'eux en boîte da nuit. Avec l'Ouganda, la Tanzania commença à grommaler contre la Communauté. Mais, à l'époque, l'Ouganda n'était pas dans une posture très brillante.

Le renvol de tous les Asiatiques, en 1972 avait durement affecté l'économia ougandaise. See Importations s'élevèrent de 24 millions de livres en 1970 à 35 millions en 1975. Male ses exportations avalent, dans le même temps, baissé da 16 à 2 millions de tivres, portant le déficit commercial annuel à 33 millions de livres en 1975, contre 8 millions en 1970. Résultat : la pays n'était pas en mesurs de rembourser sa part da 700 000 dollers dua au titre d'un prêt de la Banqua mondiala destiné principalement à l'amélioration des installations de déchargement dans le port de Dar-Es-Salaam. En janvier 1976, la Communauté était déjà politiquement an ruine. Les services financiers généraux, la Compagnie des postes et des communications, la Compagia des ports, étalant en déficit. Une part de ce déficit était Imputable à la mauvaisa gestion et aux errangements financiers incommodes qui avaient été conclus par les Etats membres, an vertu desquels chaque pays devalt assumer les dépenses de la C.A.O. à l'intérieur de ses propres frontières. Il faut dire eussi que le manière dont chacun d'eux svait prie l'habituda de passer sa colère an expulsant des fonctionneires de la C.A.O. n'avait pas arrangé l'état de la gestion.

Quant à la Compagnie d'eviation estafricaine, alle na se portait pas el mal. Durent ses trois premières années elle evait perdu de l'argent : le déficit es montait à 26,2 millions da shillings en 1972. Mais le société fit venit une équipe de gestionneires de l'Eastern Airways (compagnie américaine) qui remit les choses en ordre en éliminant l'incompétence et la corruption. Aussitôt, les profits a'élevèrent à 25,5 millions de shillinge pour l'année 1973, puis à 41,1 millions an 1974.

Le Kenya evelt menecé da se retires

Après le raid d'Entebbe

S URVINT alors, la 4 juillet 1976, l'opé-retion d'Entebbe, menée par isresi pour secourir les passagere da l'avion détourné par un commando palestinien. C'était le second détournement d'avion augusi la général Amin était confronté en deux ans. La premier, en 1974, avait été dirigé contre un appareil des lignes sériennes de l'Afrique da l'Est, avec trente et un passagars é bord ; les auteurs entandeient protester contre - trois mille ens d'esclevage en Ethiopie «. Le général Amin fli cerner l'evion par sea soldats torsqu'il se posa é Entebba pour feire la plein de kérosène; il monta à bord at

entreprit de convaincre lui-mêma les euteurs du détournement que leur activisma politique portait tort à la CAC. Ils se rendirent à lui.

Le président ougandais réagit immédiatement au raid Israéllen, oul avait provoqué la mort da cent hommes et détruit onze Mig — le plus gros de ses forces sériennes. La première chose qu'il fit fut da tuer les opérateurs du redar lignes aériannes da l'Afriqua de l'Est qui avaient permia aux evions israéllens d'atterrir. Il accusa le Kenya da complicité, pour avoir autorisé israél é

(1) 8 shillings = 1 dollar américain.

UN LIVRE D'AMOUR ET DE DÉCOUVERTE

— Georges Balandier des autres—

NIMITABLE ei redontable, c'est une auto-hlographie implioyablement sincère où l'événement devient l'élément d'one vérité portée au-delà de l'aventure personnelle, » Ainsi parle Georges Balan0ier de l'antohiographie de Leiris I l'Age d'homme. La mème définition s'applique, mot pour mot, à sa propre autoblogra-phie, que Balandier public aujourd'hul : Histoire phie, que Baiandier public aujourd'hul; Histoire d'autres (t). Livre puissant, fascinant, cette aniohiographie, étrangement, ne dit présque rien de son anteur. Elle parie de sociétés, de coutinents, elle dit des choses essentielles. Ce livre tradle toute l'enves sociologique de son auteur, sans ponstant l' a expliquer s. Le titro me rappelle l'univers de Jorge Amado, que Balandier décrit avec teodresse. Qu'il e'agisse d'Antonio Balbuino ide Bahla de tous les solats), de Gahriela ou du Capitaine des sahles, à chaque fois le héros efface volontairement les traces de son existence pour nous faire comprendre cette son existence pour nous faire comprendre cette chose essentielle : l'homme, dans sa vérité, l'existe que dans les antres

Histoire d'auires n'est done pas l'exploration puétique, psychologique ou sociologique de l'intérierité du sujet. Il n'est pas question lei de jurdin secret, de névrose intime on de désirs refunits. L'antohiographie de Balandier est l'anthropohiographie des antres, de quelques antres confétés hommes et fermes et l'antique de l'antique per l'antique de l'antique et l' inroponiographie des antres, de quesques antres, que que controlor de la la Balandier et que Balandier a contribué à faire. Parole de liherté, O'amour et de déconverte, ce tivre retrace les étapes, géographique. d'ubord, intellectuelle ensuite de l'Itinéraire de l'auteur. Il y a la France de la libération, les États-Unis de la crise du Vectuam, le Brésil de l'auteur. eprès la mort da Roger Bastide et l'Afrique enfin, l'Afrique de la spiendeur, Ors défaites et des patientes esperances. Il y a la jeunesse de Balondier, marquée par la guerre, la Résistance, to entréalisme, les premièrs écrits poétiques, sa première autohiographie à vingt-cinq ans, la rupture, le départ pour l'Afrique en 1916, la longue amitté avec Gurvitch et la déconverte de la sociologie, pulssant instrument de la compréhension du monde et moyen d'azir sur lui. Frequentation brêve du ponvoir politiqua (charge de mission à l'époque de Mendès France). Mais intte, constante, jamais trable de l'intellectuci français aux côtes des militants afrienins, lutte ponr la décolonisation d'abord, ponr in dignité, la tiberté des sociétés menucées par la misère et la domination ensuite.

Ce que j'al essayé de déconvrir dans cette

Histoires d'autres, c'est la sonres caeliée, jamais dite, de la vie et de l'œnvre de Balandier. Je veux comprendre d'où ini viennent cette force

DE tous les grands sociolognes de notre temps, Georges Balandier est probablement le plus secret et le plus Officile à cerner. Punr ses amis proches, Balandier reste, an fond, un mystère, une énigme. Première contradiction : extrovetti, gai, s'exprimant avec une alsance

prolit d'un projet scientifique (la sociologie Cénérative), à ceiui de ses étudiants, ses chercheors, ses collaborateurs. Mais je découvre easuite un Salandier tont autre. Il marche à travers les institutions comme il marche à travers les institutions comme is marche travers su propre vie. comme le nomade qu'il est. Constamment disponible, sans eesse aux aguets, il se tient prêt à déceler la moindre rissure dans chaque édifice social (2). La personnalité de Georges Balandier, sa façon de vivre, d'exercer son ponvoir, d'écrire, bret, d'infléchir l'hisiotre qui se fait, déconcertent ses amis.

Por JEAN ZIEGLER

que beaucoup ini envient, Balandier vit en soli-taire de longres périodes de sa vie. Que ce soit oans son appartement du square Carpeaus on dans sa maison de Normandie, il travalile dans dans sa maison de Normandie, il travallie dans le silence, avec une obstination monacale. Ses ouvrages n'out rien ou torrentiel et parfois génial Oésordre Oes écrits de certains de ses amis. Ses livres porteut, impérceptiblement, la marque Oc la patience, des soins miuntieus qu'il apporte à leur rédaction. Travail On allence, de la solituoe, leute matriation des thèmes; puis transcription du savoir múri dans une langue où chaque mot est à sa place, où chaque phrase a son tythme propre. En général, l'auteur disparaît derrière le texte, Le socioque de la participation, du partage, et, pourgnoi ne pas participation, du partage, et, pourquoi ne pas le dire, de la compassion, ne dit e je o que pour désigner la généralité.

fi y a, dans l'œuvre de Balandier et dans son existence, une deuxième contradiction qui me frappe. A première rue, Balandier est l'homme des institutions. Très jeune, à trente-cinq ans, Il est professeur à la Sorbonne, directeur d'études à l'École gratique des hantes études, professeur à Sciences Po, il dirige l'ORSTOM (organisme qui finance la recherche française au Afrique olre); il est aussi president de l'Associati internationale des sociolognes de langue francalse, directeur des Cablers internationaux de sociologie, directeur de deux collections prestigienses de coclologie aux Presses universitaires

De prime abord, it apparait donc comme le savant qui, consciemment, a choisi la conquête du ponvoir institutionnel pour l'utiliser au Coctean dissit à Claudei : « Vous étes un poisson des saits profondes. » Cela convient aussi à Balandier. Explorateur des courants profonds, il pionge dans l'histoire des sociétés, industrielles on africaines, et refait surface en ayant vu, an fund des choses, une = évidence > qui se tronve être, comme par nécessité, en evance enr la vision de la pingart de ses contemporains.

S OCIOLOGIE actualle de l'Alrique noire (1935) annonçait le bouleversement du la décolouisation; il rendait la parole à des sociétés qui aujourd'uni s'expriment hant et fort mais qui, depuis des siècles étalent réduites au ellence le plus méprisé. Afrique ambigué, un des premiers titres de la collection do Jean Malaurie, Terre humaine, est paru en 1957. La mise en goestion de l'elbnologie, de ses lleus avec le projei impérialista de domination des penples périphériques, est anjonminul chose contante; il y a ringt ans, c'était un acte de ptounier. Seus et puissance. Anthropologie politique, Anthropologiques, sont, i mon avis, tes grands textes fondateurs de la sociologie générative à venir (J). Balandier y énonce la théorie des contre-ponyours dont l'établissement est indiscontre-ponvoirs dont retablissement est indus-pensable pour que naisse la société autogérée de demain. Il y dit magnifiquement ce que seront, pour une démocratie décentralisée, auto-gérée, conduite par one ganche unie, les exigences fondamentales de sa curvie :

« Le problème décisif est ceiui de la partici-pation du plus grand nombre des acteurs sociatus aux définitions — toujours à reprendre — de le société. Le reconnaître, c'est marquer la néces-

sité de teur présence en ces lieux de le société où se font les choix qui déterminent, et où on se font les choix qui déterminent, et où c'engendreni les éléments de sa signification, e il faut done « instaurer le contrôle mntuel de la puissance et de la création de sens » ¡Sens et puissance, P.U.F., 1971, p. 299). Comme Jean Davignand, comme Jean Daniel, Balandier, à un certain moment de sa vie, a

Balandier, à un certain moment de sa via, a rompu, conscienment, avec la littérature, c'est-à-dire avec l'activité qui consiste à transcrire sur le mode imaginaire les problèmes théoriques et pratiques qua la vie lui révête. Balandier, conseillé d'abord par Gurvitch, dont, dans un premier temps, il recueille l'béritage, est devenu un des trois ou quatre sociologues les plus importants de son époque. Il a modifié jusqu'aux racines de notre perception des sociétés extra-enropéeunes. Segmentaires ou d'Etat, de tradition orale dont les systèmes symboliques sont non entopeednes, segmentaries on l'Ecta, de tradition orale dont les systèmes symboliques sont non conceptuels. Il a modifié surtont notre perception de notre propra société européenne. Jean Daniel déclarait à Guy de Boschère (4) : « La littérature est finalement pour moi la seule chose qui compte, « Jean Duvignaud, en pieine production sociologique, arétait tent non-teries accesses

compte. s Jean Duvignaud, en pleine production sociologique, arrétait tont pour écrire ce roman spiendide qu'est l'Empire du milieu.

Contrairement à Jean Daniel (le Refuge et la source), à Duvignand l'Empire du milieu), Balandier n'est jamais revenu eur sa rupture de 1946. Mais il suffit de lire les pages centrales d'Afrique amhiguë, le chapitre de conclusion de Sens et puissance ou, hien sûr, l'autobiographie qui paraît aujourd'hui, pour comprendre que la perception infra-conceptuelle, le savoir méta-apeial, la fulgurante intuition de l'écrivain, sont constamment présents an ever même de sa accial, la fulgurante intuition de l'écrivain, sont constamment présents an expur même de sa raison analytique. Cette doubte nature de Balandier nous fournit une des explications les plus elits de te don de prémonition, de cette cooscience e préétablie » (Horkheimer) qui donnent à son enseignement, à son cenvre, cette richesse exceptionnelle, et à ea voix son universelle portée.

(1) Georges Balandier, Histoire d'autres, Editions Stock, 1977. 39 P.

(2) Cette quellité de nomade, G. Balandier la partage, il me semble, avec Jean Duvignaud, d'où leur longue et finèle amitié.

131 Avec le Langage perdu, de Jean Duvignaud, PUP 1971, le Paradigme perdu, d'Edgar Morin, Editions du Seuil, 1973, et quelques autres livres.

(4) Dans la Quincoine littéraire, numéro du les juillet 1977.

.... comiques

erranism at the Te

-

2000

and the second second

o and an interest

of the second

i umagraj **graduca**j

and the second second

1. The second of the second

The state of the state of the state of

and the section of

يونون والمراب

· FARES A

· ·

ويوسيس عد

The State of the S

Control of the Spirit

or on the same of the same

A TOTAL STREET STREET OF

The second of the second

The state of the state of

بغاريهين يمكانين أغنا

and the state of the same of t

to be with the said to be the

a to the distinct of

Combine Super Section

in the country (and) as ماور معاور معاومه

the state of the

BLIOGRA

Total Access

DE L'AFRIQUE ORIENTALE

affinités économiques

utitiser les installations de Nairobi pour faire .a plain et organiser les secours médicaux après le raid. Il menaca mame da lancer une action militaire da représailles contre la Kenya.

A le auite da quoi le Kenye Interdil son espace aérien à tous les pilotes des Lignes aériennes de l'Afrique de l'Est da nationalité ougandaise. Puis il interres da pétrole au genéremoti les termini rai Amin, privant du mêma coup le Rwanda, le Zatre oriental et le Soudan méridional des livraisons qui, en temps normal, sont acheminées à travers l'Ouganda. Pour Natrobi, Il na a'agissalt nullement de représailles contre les menaces du général Amin, maia tout simplement d'essayer d'encaisser en espèces l'argent que l'Ouganda tul devait pour de précédentes livralsons de pétrole.

Le général Amin, à son tour, prit l'initletive d'interrompre l'envoi de courant àlectrique à partir de la centrale des utes Owens, privant ainsi la Kenya da 30 % de son énergle électrique. Il ferma également sa frontière avec ce pays. A la suita d'une offre repide de màdiation da la pari des présidants du Soudan al de la Somaile, un règlement put intervenir entre Nalrobi et Kampala. Sans tenir compte des protestations de ses deux partenaires au eeln de la C.A.O., l'Ouganda créa sa propre compagnie sérienne. Pau après, le Kenye commançe à insister pour que le Tenzanie et l'Ougande paient comptant le kérosène utilisé par les avions des Lignes eériennes da l'Afrique oriantale allant du Kenya dens chacun de ces deux

Au mola de janvier demier, le Kenva accusa la Tanzanie da préparer secrètemant le mise an piece d'une compagnie eàrlenne nationale qui ferait concurrence eux Lignes aérlennes de l'Afrique orientale, ce que nia Dar-Es-Salazm. Puls, le 27 du même moie, le Kenya bloqua eu sol tous les avione de le Compagnie estafricaine qui se trouvaient elore dans son espece earien : cela représentait toute la flotte, à l'exception d'un DC-9 et de deux Fokker Friendship qui se trouvalent à ce moment-là dans le capitale tanzanienne. Le Kenya avait calculà le date de cette intervention, qui coîncidelt avec un jour lérie tanzanien, de manlère à bloquer

issi des centaines da visiteurs venus à Arusha, villa tanzanienna située près de la frontière avec la Kenya, pour participer à la cérémonie anniversaire de la signature de la Déclaration d'Arusha.

La président Nyerere lit termer la Irontière la 1d tévrier, ce qui empéchait la Kenya d'utiliser les routes du nord-est da la Tanzania pour transporter ses prosur aon territoire un certain nombre d'aviona et da camions privés, toue imme-

triculés eu Kenya.

Tous las avoirs de la Compagnia d'aviation est-africaine furent « gelés » à Londres la 30 janvier, après que la Banque commerciale kényana eut introduit una demande de 88 millions de shillings. Les tribunaux kenyans déciderent rapidement Kenye da toue les biens de la Compagnie d'aviation est-africeine situés eur le territoira kényan, è titre da compensation pour les dettes da karosène. Puis le compagnie aérienne du Kenye convelnquil les tribunaux britanniques de lui remettre les avoirs de la Compegnie d'aviation estafricalne après evoir réglà le comote bloqué à la banqua de 88 millions de shillings au taux d'affaires de 12 500 chillings. Les lignes aartennes kenyanes entrèrent en service la semaine eulvante, aorès que les emblémes de le Compagnie estafricaina eurent été effacés sur les avions. A Arusha, le siège de la Communautà avait àté diapersé pandant dix ans dans des bureaux en location. Le 21 tévrier, onze jours après que le Tanzanie est tarmà sa frontière avec le Kenva, le nouvel et magnifique immeuble de sept àtages

C.A.O. en était dalà à son demier aounir. Checun des trois Etats membras a sa pert de responsabilità dans cet échec. male le Kenye est le premier à blâmer. Le capitaliame kényan, qui résiste de toute sa rudessa et de loute son errogance au contrôle de le C.A.D., avail étà mis en place par les Britanniques dans une intention bien précise : le dynamisme de l'éco-

tion de l'union économique est-africaine

construit pour abriter les mille six cents

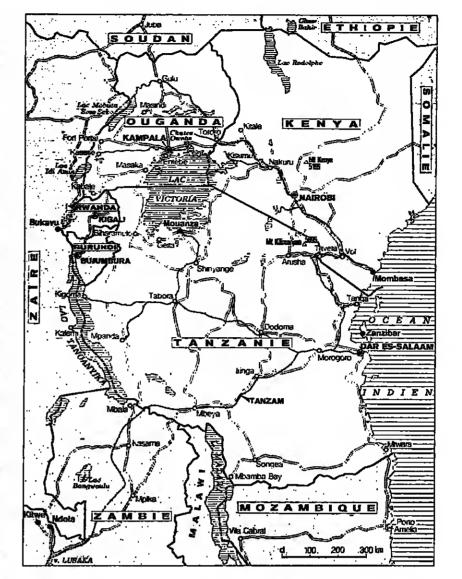
fonctionnelres de le Communauté, assorti

de aix cents unités de logement, était

chacun des trois partenaires chercha activement à conclure des accorda économembres aur una base bilatèrele, dane l'espoir que ces relations faciliteà la C.A.O.

reliement en direction du sud Au moment même où le Kenya, la Tanzanie et l'Ougande laisalent le démonstration de laur désunion, une sorta da tormation politique commençait à voir le jour entre les Etats cut tont autourd'hul partie da la - ligna qui aveit force da solides liene avec le Mozambique en laissant les rebelles du FRELIMO e'entraîner sur aon territoire e l'utiliser comme base arrière nour mener rieur du Mozambique. La Tanzanie a aussi lait partager sa lerveur pour l'indapen-Zamble, grace à le coopération écono-mique qui s'esi inetaurée avec la mise en servica du chemin de ter Tanzam, construit avec l'assistance technique et financière de la Chine. L'achèvement du chemin da ter e réduit la dépendance économique da le Zamble à l'àgerd de la Rhodésie, qui, contormément aux desseins da l'impérialleme, traitait la principal produit d'exportation zambien : le cuivre Grêce au Tanzam, la culvre de le Zambia a prie le direction du nord et sa politique a virà à gauche, de sorte que ce peys sert nant de base arrière eux soldats du Front pairiotique qui opèrent en Rhodésie. Devenu libre, la Mozambloue ast, lui aussi, un sanctueire pour les combattants de le liberté du Zimbabwe intervanant dans l'est de le Rhodàde, Quant au Botswane, dont le politiqua était autrelois dominée par ses eujourd'hui plus militeni et soutient ouvartement les luttes de libération en Afrique

Enfin, en Angola, des combets ont encore lleu eur la irontière méridionale, où l'UNITA, soutenue per l'Afrique du Sud, remporie certaina succès. Ce pays a vaincu les troupes aud-alricaines en 1976, avec l'elde des soldats cubeins, et il ne lell pae de doute que, larsqu'il meîtrisera mieux ses problèmes internes, il voudre eussi contribuer à modifier, par loue les moyens dont Il dispose, les prabiques politiques qui oni cours actuellement en Afrique du Sud et en Nemible Une grande part du commerce qui, autrefols, e'echeminait directement vere les ports du Sud de l'Angole passe mai nant par le Tanzania. Celle-ci dirige alors les produits vers l'Est angolais au moven de camions qui transitent par la Zamble, el cele pour suppléer aux chemins de fer desservent le sud-est de l'Angola, détruits per le guerre,



une devreit voir le jour. Pour les Etats de la - lione de front -. Il est permie d'escompter un transfert de pouvoir en Rhodésie dane un avenir essez proche. Grâce à son industrie evancée, le Zimbabwe pourreit elore modifier l'équilibre des forces dens cette partia de l'Afrique, eu plan économique, eu détrimeni du ràgime Vorster. Déjà, la Tanzanie commence à développer ses liens avec le Sud, discrétement, sans brendir le slogan de la lédérellon politique qui evell fail tant de bruil au moment de la création de le C.A.O Tout an reconnaissani qu'il asi douteux que le Communauté puisse frouver une nouvelle vie, M Mkapa évoque loulours l'expansion vere le sud dane le contexte de le C.A.O. Ce qui implique, que, tôi ou lerd le Kenye devrail raisonneblemant trouver se olace

Pour l'Instent la Tanzanie souhaite éleborer un eccord commercial qui donnera le possibilità à le Zambie de commercer evec le Kenya, soulegeani einsi le port surencombrà de Dar-Es-Saleem lout en lui procurent les biens manulectures qui doivent, aujourd'hui àtre importés Elle estima égatement que l'errogance capitalisie qui lui a velu tent de trictions avac la Kenya Irouveralt une sourdine si elle aveit à laire lece à quatre ou cinq Etats organiaés giulôt

dans cette nouvelle sirelégie

qu'à ses deux seula perteneires de na-

L'orientation socialiste des régimes de Dar-Es-Salaam, de Meputo et de Luande devrait levoriser la naissance d'industries régionales, selon des modelliés qui, d'ellieurs, ne conviendreieni pae eu Kenya. Mais si la puissanca économique militaire sud-eiriceine doit être velncue, une coopération économique régionale bien coordonnée en est une condition indispensable.

Dens cetta optique, l'effondrement de la C.A.O. ne sereit pas une si meuvalse chose. En réalilé, il parali bien plus sensé, en 1977, da vouloir tisser des liens économiques et politiques dans le perspective d'une libération de l'Airique australe que de meinlenir en vie une création purement imaginaire de l'impérielisme qui n'a jamais àlà capabla d'être e à son terme : l'union du Cen eu Celre. '.a C.A.O deveil latalameni s'ataindre, pour le simple raison qu'elle aveit àlé conque à pariir d'un principe d'hostilità à l'encontre de l'eutodalerminstion économiqua de l'Afrique australe Désormais. cesi dans la lutte des Africalns pour 'a reconquêle de leur liberté que se forge "evenir.

REGINALD MAJOR.

Les propositions de Dar-Es-Salaam

E ministre tenzanlen des affaires elrangàres, M. Mkapa, e élaborà un programme en trois points pour faire balsser le tension. Tout d'abord, conclusion d'un eccord entre le Kenya et le Tanzanie prévoyent l'échange pur et simple, cane qu'il soit question de valeur monétaire, des biens détenus par chacun d'eux et dont l'eutre e besoin. Le Kenye rendrait einsi les elx bateaux à vapeur confisqués et le Tenzanie autoriserait le Kenya è réciemen les nombreux petits evidas et camions relenus chez elle. Le Kenya renoncereit pussi aux pièces détachées et aux livres de lach concernant l'evion de le Compegnie est-airicaine actuellement immobilisé à Dar-Es-Salaam. Une prochaine étape serall la conclusion d'un simple accord établissant le commerce de transit entre le Kenye el la Zambie empruntani routes tanzani

- Dane una troisième étape, nous nous mettrons d'eccord sur le commerce è l'intàrieur de l'ancien marché commun, avac l'Ouganda si nécessaire, il est insensa d'acheter des produits à l'atrangar quand on peut se les procurer de l'eutre côté ds la trontière -, nous à dàclaré le ministre tanzanien. Des rencontres dnt déjà eu lieu, sans aucun résultat.

Une manière de résoudre les difficultés qui aont apperues eu sein da le Communaute seralt d'élargir sa composition. En mai 1975, lors de le session à Kampala de l'Assemblée législetive est-africaine, le genéral Amin eveit suggéré que le Burundi, le Rwanda, le Zaīra el le Somalle soient Invités é se joindre é le Communauté, Un en eprès, M. Al Noor Kassum proposa que

Nécessité de l'expansion vers le sud

A INSI se mettent en place de nou-ve les modalités de coopération antre des pays tout naturellement destinés à se regrouper et qui, aujourd'hui, ee da vaincre le domination raciele des Blencs à l'extrême sud de l'Alrique. Cela au moment précis où le Communeuté de l'Afriqua orientale se décompose. Entre eux, le coopération économique devrait s'approfendir. L'Angole et le Mozambique dolvent lorger de nouvelles pretiques économiques pour achapper à l'Airique du Sud, à laquelle ils continuent de loumir d'énormes

antités d'anergie à l'alde des complexes hydro-électriques qui oni été construits au lempa où lis àlaient des colonles portugeises La suprématie militaire sudprocurer des devises fortes orâce à la vente de leur électricité lont qu'ils demeurant tributaires, en partie, de l'économie sud-africaine. De manière paredoxale. c'est en laiseant une centaine de milliers de ses choyens eller travalller chaque ennée tans les mines sud-africaines que le Mozembique parvient dens una certaine mesure à meintenir la paix sociale.

En réalité, une stratégie économique

BIBLIOGRAPHIE

ANS les études concernant l'Afrique, la dépendance économique apparaît de plus en plus comme un thème central. A cet égard les analystes accordent un rôle important aux flux de capitaux qui parcourent le réseau tissé par de grandes firmes multinationales entre l'Afrique et le monde développé. En même temps, se développe une sorte de mystique de la multinationale qui en fait une entité abstraite, mal définie, apte à servir de boue émissaire dans toute dénonciation du « sous-développement ». Deux lures récents tentent de cerner le problème d'un peu plus près en ce qui concerne le continent africain.

En septembre-octobre 1974, l'Institut En septemore-octobre 1974, l'Institut africain pour le développement écono-mique et la planification de Dakar organisait, conjoiniement avec l'Ins-titut scandinave d'études africaines d'Oppsala (Suède), un séminaire sur les firmes multinationales en Afrique.

PAROLE PUBLIQUE:

VOS NOUVEAUX ALLIÉS Ce sont vos auditoires. Hier encore, its accueilisient avec ane indifference polle vos exposés a consciencieux a et incolores. indifférence se incolores sonsciencieux s et incolores.
Anjourd'hui, its répondent par leur enthousiasme à la chaleur de vos interentions.

Yous pourrez compter sur eux.
Nos techniques d'improviation sont vraiment efficaces. INSTITUT D'EXPRESSION ORALE 20, cité Trèvise, 73009 PARIS. Tél.: 770-58-03

Les communications qui y furent présentées (1) s'attachent à decrire l'impact de ces firmes sur les procès d'accumulation interne, le développement industriel et agricole, et sur le marché de l'emploi dans certains pays. Elles aboutissent toutes à la conclusion que les multinationales transforment, et souvent profondement, la réalité sociale et économique des paye africains dans lesqueis elles interviennent, mois contestent leur rôle positif du point de vue des intérêts des pays concernés.

Pompage de l'éparque locale et exportation des profils réalisés sur place, structuration économique extraplace, structuration économique extrapertie tenant peu, ou pus, compte des
besoins locaux, limitation de la croissance des emplois, création de modèles
de consommation tradaptés aux faibles
niveaux de développement, tals sont
les corollaires abondamment illustrés
(Ethiopis, Kenya, Tanzanie, Nigéria,
Zafre, etc.) d'une croissance souvent
rèelle mais, pour reprendre l'expression
d'un économiste tanzanien, e perverse », impulsée par les multinationales. Pour résumer, leur pénétration
dans des pays nouvellement indépendants conduit à un phénomène de
destructuration sociale.

Mais on ne peut se borner à un jugement à ce point untroque, et c'est ce que cherchent à éviter quelques communications plus analytiques. Il n'est pas possible de saisir vraiment le rôle des multinationales si n'est pas restitué le faisceau des contradictions entre des la contradictions entre de la contradiction entre de la cont qu'elles induisent. Contradictions entre elles, dans la mesure où, malgré une concentration accélérée, subsiste une concurrence sévère; contradictions entre leur tendance à la maximisation du profit et les intérêts politiques et stratégiques des pays d'où elles sont

Les multinationales et l'Afrique

Par DENIS MARTIN

issues; contradictions dans les pays où elles opèrent, paisqu'elles y /avo-risent un certain type de stratt/ication sociale avantageant un avatar récent sonate avantageant un avatar recent de bourgeoisie « compradore », au de-triment des couches d'entrepreneurs locaux qui se voient bloqués dans leur aspiration à se constituer en bour-

De tout cela, les gouvernements qui entendent lutter contre les multinationales, sur la base du nationalisme économique, doivent leuir comple; d'autant plus que les sociétés multinationales, dans l'organisation actuelle du système mondiol de l'impérialisme, disposent de formes institutionnelles souples lour permetant au besoin de du système mondial de l'imperialisme, disposent de Jormes institutionnelles souples, leur permetiant au besoin de partager certaines de leurs activités avec des compagnies nationales. C'est pourquoi la question des transjerts de technologie — que la multinationale implantée dans un pays y soit indépendante, partenaire du gouvernement ou d'entreprises locales, ou plus simplement emplayée en tant que « consuitant », retient de plus en plus l'attention ; Regmald Green n'héstie pas à définir cette forme d'entreprise comme un « Journisseur d'ensembles de connaissances » (package of knowledge supplier) dont le pouvoir est proportionnel à la marge de savoir qui le sépare des Elats-clients. On soit aussi que les nationalisations pures et simples n'impliquent pas nécessairement une plus grande indépendance économique, mais peuvent au contraire signifier un translert de charge des firmes étrangères au gouvernement local, qui préserve les possibilités d'exportation de capital.

Le dépouillement attentif du dossier

Le dépouillement attentif du dossier

Lonrho corrobore cette lecture pru-dente du nationalisme économique qui anime l'Afrique depuis presque une décennie (2). D'une îtrme ancienne implantée d'abord en Rhodesie, un financier particulièrement audacieux a réussi à faire l'une des principales entreprises moustreiles et commer-ciales intervenant en Afrique. Un certaiu style, s'appuyant sur les rela-tions personnelles entre les dirigeants certaiu style, s'appuyant sur les relations personnelles entre les dirigeants
de la société et les responsables politiques des pays où elle entend intervenir, s'entourant d'un secret qui
déclencha plusieurs fois l'ire de la City
londonienne, s'exprimant dans des
discours où s'affirme une volonté
d'agr pour le développement de l'Afrique, a permis la constitution d'un
empire puissant n'hésitont pas à e'immiscer dans la vie politique de certains
Etats. Comme le constatent les auteure,
à beaucoup d'égards, la Lonrho n'est Riais. Comme le constatent les auteure, à beaucoup d'égards, la Lonrho n'est pas caractéristique: personnalisée à l'extrême, d'implantation relativement récente dans la plupart des pays africains, extrêmement liée aux intérâts financiers arabes (les Koweitiens, avec 22 % des parts, représentent le groupe d'actionnaires le plus important, devant le président de la sociélé Roland « Tiny » Rowland), ses activités sont passablement hétéroclies et s'exercent dans l'Afrique indépendante comme dans l'Afrique des pouvoirs pâles. Pourtant, malgre sa vie mouvementée, les coups de théâtre dont elle ful le lieu, la Lonrho représente peut-être une sorte d'avant-garde d'un nouveau capitalisme international: canitalisme international:

La Lonrho est ea centre d'un processus par lequel le capital occidental cherche à restructurer son attitude à l'égard de l'Afriqae et de ses aspirations nationalistes. En acceptant l'Afrique indépendante qui est apparue quand soufflait le « vent du

changement », en cooperant avec ses gouvernements, certaines compagnies gouvernements, certaines compagnies en Afrique ont evancé eur cette route. Le rôle de la Lonrho, grâce à ses contacts avec l'élite africaine, e été de promouvoir dans l'Afrique indépen-dante un climat d'opinion fevorable au maintien de la présence des compa-gnies étrangères » (p. 247).

On aurait aimé trouvé dans ce petit livre des indications plus précises, ou plus lisibles, sur ce que représente concrètement la Lonrho: l'étendue de concretement la Lontno: l'etenaue de ses activités, les filiales qu'elle contrôle, etc.; un tableau synoptique aurait été utile. Il reste, plus généralement, qu'aucune de ces deux études n'aborde vraiment le problème de la restrucluration du capitalisme international, dont les multinationales ue sont qu'un aboutierment.

(I) Widstrand (Carl G.), éd.: Multina-tional firms in Africa, Institut africain pour le développement économique et la planification. Dakar et Scaodinavian Institute of African Studies, Uopsala, 1975, VII. 425 pages.

[2] Cronje [Susanne], Ling (Margaret), Cronje [Gillian]: Lonzho, Portratt of a multinational, Penguin, Harmondsworth, 1976, 319 pages.

issel marine

9 bis rua Saint-Amand 75015 PARIS · Tél 842.43.59 TRADUCTIONS DE SPECIFICATIONS NAVALES ET MARITIMES angleia, espagnol, įaponais, russe, altemand, hollandala... (→←)

LA PRÉSENCE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

L'Europe en quête d'une politique

Por MARTINE CHARLOT *

Malgré la diversité des situations d'un pays à l'autre, la tendance en Europe était à l'amélioration des conditions de vie du travailleur immigré. Mais, devant la persistance du chômage, et pour décourager l'afflux de nouveaux candidats étrangers au travail, les gouvernants prennent des mesures qui contrarient cette évolution. Ainsi, en France (1), la suspension du droit à l'immigration jamiliale, décidée à la fin du mois dernier, illustre les contradictions de politiques officielles qui restent avant tout marquées

'EUROPE occidentale a taujaurs été traversée por de numbreux mauvements migrotaires. Cependant, des la fin de la damière guerre mandiale, ces mouvements out revêtu das aspocts nouveoux, dont les arigines et les canséquences se retrouveut à peu près identiques dans les pays de cette régieu du

La période 1945-1965 a enregistré d'abard un intense développercent industriel. Or la papulation active nutionale, dans les différents pays, était insuffisante, un raison soit de l'hémarragie crèée par la guerra, sait de la réduction du toux de natalité darant les

C'est aussi au cours de cette période que se sunt fait sentir les effets de la prolangation de la scalarité et da développement de la formation intellectuelle et/au professionnelle. Les nationaux devanaient beaucoup plus exid'importance des rémunérations, alors que le patranat avoit intérét à engager une roaind'enuvre docila et à na pas consacrer des

Au mêma mament, dans les pays da l'Enrapa pouvre du Sud et du tiers-mande, une maind'œuvre abandanta et inemployée, menucante pour la poix sociale et désireuse de contribaer à l'accraissement, même miniroe, de ses moyens de via attendait de venir proposer aux pays riches so farce de travail. Le vide

d'un côté le trap-plein de l'autre, ant amesé des transferts massifs de papulation.

En 1975, les travallleurs étrangers, d'arigine ---- an Belgique 1 900 000 — on Laxembonrg 216 000 775 000

19dS), le mouvement migrateira c'est opérà très vite, sans grand contrôle, sans placification, sone préparation des infrastructures saciules. Il c'agissait d'obtenir rapidement lu main-d'œuvre que l'un affectuit à des tòches sous-qualifiées. Ou ne surveillult guère les frontières. Les migrants clandestins voyaient leur situation régularisée en fonction des besoine de l'industrie, du bâtiment ou des services du poys dit d'accueil.

les familles rejaignaient la travailleur, santé - ces problèmes se réglaient au coup por coup ». On ne cherchait que des « bras, sans s'apercevoir encore, comma l'a dit Max Frisch, que c'étaient aussi des bammes qui se dépla-

Réguler le mouvement

L A situation commença à changer vers 1965. Le curps social de l'Europe occidestale, qui se vouluit un corps sain, se couvrait de plaies bantauses que l'an na parvenuit pas toujours à cacher : ghettas, bidanvilles, accidentés du travall, victimes da racisme, returdes scolaires, tuberculeux, maludes mentoux. Les responsables politiques sa dirent qu'il était temps de réguler les mouve-ments de population afin de réduire le molaise et les heurts de cultures.

Dès poys comma la République fédérale d'Allemagne, la Suisse, le Luxembourg, réagirent un peu plus vite qua la France, qui, jusqu'en 1972 (circulaires Fantonet-Marcellin), coanut le plus grand laisser-faire, an service

contraignit tous les poys importateurs de main-d'auvre à changer brasquement d'arientation. Sauf pour les mambres de la Cammu-nauté des Neut à l'intérieur de cette Communaute, sauf pour les Mardiques en Sueda et, dans des pays comme la Suéda et la Franco, pour les réfugiés politiques, les frontières se fermérent aux nauveaux condidats à

En même temps, certaine travailleurs miprolougé, se vayaient privés de lours cortes de résidence et de travail, ei biaa que, doos tous les pays, le numbre des immigrés actifs

e'est stabilisé ou a légérement baissé. Toutefois, en dépit du charange d'un

Durant lee deux premières décenaies (1945-

nambre important de nationaux dans toute l'Europe accidentole, il n'est question nulle part de se priver de la main-d'envire étran-

On a beau faire des efforts, ici au là, paur encourager la reprise des activités manuelles un sous-qualifiées par les jeunes nationaux, ces efforts seront voins tunt que beaucoup d'étrangers resterant au Europe, et nussi leug-teraps que les tuches penibles serant mal tétribuées et mal considérées. Ainsi, la 20 octabre 1974, la projet xénaphabe de l' « Activa nationala » suisse, qui envisagenit l'expulsion été repoussé par les deux tiurs des votants.

On peut même noter l'arrivée, très sélective, application d'accords bilatèraux et selon les besoine très précis d'un secteur écono-

Ainsi, dans taus les pays de l'Europe occiest apporue, Les gauvernements sont à la recherche d'une véritable politique de l'immigration; ils nomment, parfois, an responsable pour la moner à biea; génèralement, ils installant des services sociaux de plus au plus numbreux et epécialisés; les ans et les autres tendent de pine un plus, dans le codre des politiques d'iromigration, qu'il s'agisse des prestations sociales, des allocations chômages, de la venue des familles au de la formation

Traits communs et différences

CELA dit, la situation n'est pas identiques dans tous les pays d'Eurape accidentale; muis, dans un damaine aussi complexe, il convient da so garder des comporaisons super-

Si l'un compore les solaires distribués aux travuilleurs migrants en France, un Allemagne accidentale, aux Pays-Bus au en Suède, il faut aux nationanx pour des tâches à peu près équivalentes, le coût des biens de consommution, le moutant des mandets expédiés au poys d'arigine. Ce qui suppose une analyse très poussée qu'il n'est pas question de mener

Le logement est-il un élément pertinent de comporcison ? Certalment. Encora faut-il, sur ce paint, tenir compte de la situation dante des nationaux, et d'un certoix nambre d'autres factours. En Suèda, qu Dans-mark, aux Poys-Bas, la bonne qualité da logement des migrants fait portie d'au ensemble sociel au les mal-logés n'existent pratiquament pas, alors qu'en France la différence n'ast pas considérable autre la logeroent des migrants et celui des Français iquement défavorisés.

Des logements convenables pouvent perdre de leur intérêt lorsqu'ils sont intentionnellement situes, comme en R.F.A. ou nux Poys-Bes, dans des zones éleignées des centres urbains. En ce qui concerne l'Allemagne, d'ailleurs, étant donnée la qualité relativement bonne de l'hobitat occupi por les nutianaux, la présence do ghuttos turcs dons loe anelens quartiers de la Ruhr at à Berlin est assez surprenante.

Lorsqu'un eite, et à juste titre, la qualité exceptionnello de la politique succioise envers les immigrés, un aublie couvent de préciser que la moitié d'entre aux sont originaires da Finlande, ce qui pose des problèmee linguistiques, notamment pour les enfants, mais peu de problemes de choes de cultures. D'aillours, la venue récente dans ca pays de fammes turques un africaines, apalphabètes, a prayaque une sorte da panique dans les services sociaux, alors qua les Français sont confrontés chaqua jour, massivement, aux problèmes de

On nu peut sons nuancos comporur la situation de pays qui recoivent, comme la R.F.A., ann majorité de populations scalarisees (turques, grecques, yauguslaves) avec cella da pays, comme la France, qui resoivent un nambre considérable da Maghrébins et d'Afri-

Tout en reconnaissant le caractère suspect du trop fameux « seuil de talérance », un no peut nier que, à taus les niveaux de la vie sociala, la présence, comme en Suisse, un Laxembourg, en Belgique, en R.F.A. au en France, d'una papalation étrangère importante, du médiocre formation initiale, regrappée en eing au six points déjà surpeuples du territoire, crée plue de difficultés que la présence, comme au Donemark, de trente mille étrongers pour cing millions d'habitants

La situation des iroroigrés dépend encara, dans certains pays, des survivances de la

Le cas la plus marqué est colui de la Grande-Bretagne, où scjourneut, evec le nutio-nalité britannique, ou mains un million ciuq cent milla personnes de caulaur yeaues du « New Commonwealth ». Les immigrés des régions d'Indunésia autrefois colonisées sont combreux oux Pays-Bos, et en France ceux

der onciens territoires d'outre-mer, sons compter les Antillais, citoyens français. Entre les poys anciennement colonisés et les pays ex-colonisateurs, rocintenant importateurs de main-d'œuvre, subsistent des liens de soumis-siau/autorité, fomiliarité/condescendeuce, des liege possignuels que l'ou un trouve pas en Allemagne, ou Suisse ou ou Luxambourg.

D'où il no résulte pas que les étraugers y soieut nécessairement mieux considérés. En Allemagne occidentale, les iromigrés sont désignés da beau nom de Gastarbeiter (travailleur-kôte). Ce qui peut voulair dire qu'on leur doit

des égards, mois aussi qu'on les reconduira sons ménugements à la frontière lorsque leurs services seront considérés comme terminés : des milliers de travailleurs turcs ont en récem-

Un observateur d'une grande organisation internationale nons déclarait il y a quatra ans (le situation a au peu changé depuis) : « C'est en France que les conditions d'accuell pour les immigrés sont le plue mauvalses; mais, une fois installé, le travailleur dispose d'une foule de moyens de se « débrouiller » qu'il ne trouveroit nulle part ailleurs. >

L'intégration pour ceux qui restent?

L A situation, en Europe, est à pen près portout la suivante : les étrangers n'entrent protiquement plus; un certain nombre s'en vont d'eux-mêmes on sont renvoyés dans leur pays d'unigiue ; la plupart de coux qui sont installès depois plusieurs unnées restent et, des qu'ils le pouvent, fant venir leur famille ou ou creent une.

Dès lors, deux questions se pasent : 1) quelle est la politique à long terme qu'envisagent les pays dits d'accoeil, en ca qui concerne l'intégration, voire l'assimilation, des populations étrangères ? 2) qual est l'état d'esprit des nationaux « mayens » à l'égard de cette

Pour répondre à cas questions, il fout examiner d'abord la législation ea vigueur concernunt les permis de longue durée (qui per-mettent également è l'iromigré de choisir sou travail et sa région). Le tendance actuelle, portout, même en France, est de fragiliser la période qui précède laur attribution.

En France, la carte C, voloble dix uns sur l'ensemble da territoire, ne peut être obtenue au'aa bout de quatre uns un mains de séjour, et il n'exista plus de carte de travail à validité travailleur a en principe la droit, oa beut de huit ans, de s'établir de façon définitive ; mais un permis de en typa ne s'abtient pas fucilement. En Suisse, il est du plue un plus difficile de passer de l'état de trovailleur soisonnier (quaronte-ciuq mois de séjour pendant cinq ans) à l'état de travoilleur ganuel, puis de travailleur permanent, et de fuire

Il est essentiel aussi de connaître la législation concernant l'immigration familiale. Cette législation est assex libérale en Suède, et eu Hemagna da l'Ouest par exemple, paur des raissas de tranquilité sociale, mois aussi de mointies de toux de natelité. C'était aussi le cos en France pour l'immigration européenne, trois que la venue des familles quelle que soit leur arigina géographique. L'arrivée des Europénas était organisée dans una perspective da politique de peuplement tondis que l'immi-gration familiale maghrébine ne bénéficieit pos de la même aption favorable.

Sans être découragée, l'immigration fami-liale magbrébine ne bénéficie pas de la mêmu aption favorable. La R.F.A. manifeste son inquiêtade as sujet de l'arrivée de « tribus » entières de Yongoslaves et de Tures. On peut noter aussi une assez graudu tolérance de pays comma la Suède et la France à l'égard des réfugiés pulitiques, qui arrivant narobreux d'Amérique lotine et d'Asie du Sud-Est.

D'un point de vue politique, la question est danc tranckée : des populations étrangères seront amenées à faire sonche dans les différents pays européens. Apporemment, le coût encial de l'apération sura alavé (santé, loge-

ments, scolorisation), mais beaucoup moin pour la Franca par exemple, qu'nn rapport récent ne l'a prétenda (2).

Dans quel sens se fera l'intégration des fandrait étudier longuement la socient-test de la scolarisation. En France et en Belgique, malgré des efforts récents en direction du multicolturalisme, la volonté d'assimilation est encore très forte, et l'intégration assez coerci-tive. Le projet britannique d'école multiraciale ne semble pas avoir beaucoup morda sur les ne semble pas avoir beaucoup morda sur les retards et les échecs scolaires des enfants de couleur. L'Allemagne fédérale met quelques restrictions — selou les Länder — à la politique des écoles nationales. Le Suède est le seul pays à penser vraiment la problème de l'enseignement portirelle en langua d'origine et celui de multicultralisme un niveau scolaire.

Il faudrait aussi moner une étade appro-fondie concernant la liberté d'association et d'expression culturalle des immigrés dans les pays européens. En ce qui concerne la partieipatien des travailleurs migrants à la vie eipation des travalleurs migrants a ra vic-municipale, on peut enregistrer un « tusse-ment » de l'expérience belge des conseils consultatifs, un intérêt très vif pour l'expé-rience suédoise du droit de vote des migrants uux élections municipales de septembre 1976, une curiosité pan les commissions extro-municipales de type françois (3).

Quant aux reactions des papulations euro-péennes, il est difficile, là aussi, de générali-ser. Certains pays ont une opinion publique plutôt xénophabe : la Suisse, la Luxembourg, d'une certaine monière l'Allemagna fédérale. Ailleurs, on assiste à une montée très inquiétante da rucisme : rappelous les émeutes raciales à Londres du 30 coût derpier. La de très grandes franges do tolérance et respect traditionnel des minorités.

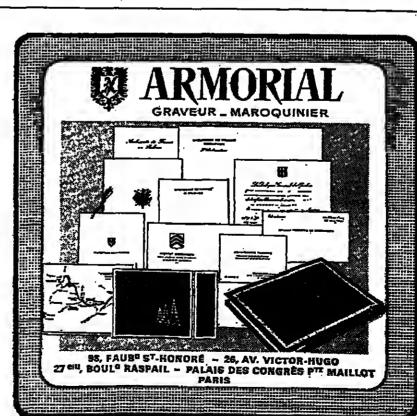
Dans tous les pays européens, dits d'accuell la granda question des années à venir porte sur les canditions de vie et de trovuil des jeunes immigres qui vont s'installer définitivesociale et professionnelle, ou fera-t-on l'effort da leur donnar toutes lenrs chances d'intégra-

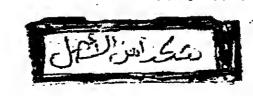
(1) Voir la dossier sur « La condition des travalleurs immigrés » dans le numéro de septembre 1977 en Monde diplomatique.

(2) Rappart d'information déposé au nom de la commission des Insances, de l'économie sénérals et du plan, document Assemblée natio-cale n° 2.635, réalisé par la SEMA. CL. sur le même enjet un autre rappert très aérieux d'A. Le Fora, immigration et développement économique et social, la Documentation française. CL également la Monde du 16 février 1976, « Le coût social des travalleurs étrangers », par Jean Benoît.

(3) Cl. pour la France, le numéro spécial de mars 1977 de Migrants-Forvation (4, rue de Stockholm, 7508 Paris) sur « L'axpression culturelle des populations immigrées », et le numéro commun Hommes et migrations/léigrants-Forvation, de join 1976, sur « La participation des travailleurs migrants à la vie communale ».

· Agrégée de l'Université.





A CONTRACTOR AN THE PROPERTY. The second second A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY OF All Control of the second

- in the same The same of the sa and the second

---A ALLE AND HAVE MENTERS THE He was Committee of the second

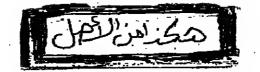
1000

A 155 = 1

A 100

. . 4 -

w 121



DANS LES ÉCONOMIES OCCIDENTALES EN CRISE

Modifiée en 1968 et en 1976, la législation sur l'immigration aux Etats-Unis va être profondément remaniés par de nouveaux textes actuellement à l'étude et qui seront probablement adoptés dans quelques mois. Cette refonte d'un ensemble de dispositions assez compliquées est rendue nécessaire notamment par la présence aux Etats-Unis de quelques millions de travailleurs mexicains qui, dans une énorme proportion, sont entrés illégalement dans le pays. Comme le rappelle l'article ci-dessous, la politique d'immigration a joué un rôle considérable dans le développement économique des Etats-Unis. La nouvelle réglementation qui devrait entrer en vigueur pose toutejois des problèmes particulièrement délicais du fait de la crise économique qui frappe l'ensemble des nations industrialisées.

EB Etats-Unis — « nation de nations », selon l'expreselon du poète lyrique Walt Whitman — sont une fois de plus invités à répondre à la question : qui dott-on accualilir ? te problème da l'immigretion revêt évidemmant une importance parliculière dane ce pays, dont les richesses et le puissance ont reposé sur le travell et la créativité de vagues successives d'immigrants. Maie, après l'errivée des premiere colons britanniques, les nouveaux venus se sont souvent heurtés aux préjugés les plus durement exploités que leure prédécesseurs.

Actuellement, ce sont les Mexicains qui constituent le plus tori conlingent d'immigrants, dont besucoup sont venue clandestinament cherchar du travali dane les champs et les vignobles du Texas et de la Catifornie. Dans un messaga spécial au Congrès, te président Carter vient de proposer un projet de loi visant à contrôler cette immigrebon en plaine expanaton : Intensification de la surveillence des frontières, emendes comtre les employeure d'immigrès clandestins, mesures pour réguleriser le situation des étrangere sans papiers antrés aux Etats-Unis avant janviar 1976.

Le thème de l'Immigration — l'expérience des millions de paysans et artisans arrachés par le jeu des forces sociales et politiques é teur milieu d'origine — a elimenté la littérature et l'art eméricains. En témoignent les romans d'àcrivains comme Rolvasg (Giants in the Earth) et Willa Cether (My Antonia I), àpopées de la migration vera l'Ouest, des films comme The Immigrant, de Chaplin, Christ in Concrete sur les Italiens dans

l'Industria du bâtiment, Amarica Amarica I, da Kazan, sur l'épopée des Arméniens et, plus récemment, Hester Street sur les juits russes établis dans les quarilars populeux de New-York, ainsi qua des ptèces de théâtre comme West Side Story eur l'expérience de Jeunes Portortoains eux prises avec un milieu hostila el mena-

Dès le début da l'expérience améncaina, la concept d'une nation composée
d'une multiplicité de peuples et d'ethnies
— venus d'horizons divere pour = perticiper é le construction d'une nouvelle
civilisatien » — e'est encré dans l'esprit
des dirigeants, qui ont très tôt reconnu
l'utilité d'uns main-d'œuvre dynamique
nombreuse, constamment renouvelée.

C'est ainsi que, dans le déclaration d'Indépendance, les » pères fondateure » de le révolution américaine incluaiant dans leur liete de doléances contre le monarque britannique l'accusation suivante : » Il s'est efforcé d'empêcher la peuplement da ces Etsis (...) en refusant de promuiguer des lois pour encourager [tes étrangera] à immigrer icl. »

Selon un des «mythes tondaleurs de le nation amàricalne» — pour emprunter à Eilse Marientras le titre de son livre — la nouvelle république devait donc être un lieu de rencontre, un » creuset », où tous les peuples de le terre se mâlengeraient, afin de créer cet « homme nouveau » : l'Américain. Una des premières formulations de cette conception est due à l'écrivain d'origine française, Saint John Crèvecœur, dens son livre Letters irom an American Farmer, àcrit qualques ennées après la révolution : » ici, les individue de toutes les natione se fondent pour formar une nouvelle raca.»

Le «creuset» et la primauté blanche

TiDEE, reprise par les écrivains, les poèles et les philosophes les plus célèbres (O. W. Holmes, R. W. Emerson, H. Melville, W. Whitman, etc.) a frappé l'imagination du grand public. Mais c'est à un juif anglais, Israel Zangwill, visiteur occasionnel aux Etats-Unis, dont la pièce The Metring Pot (le Creuset) eut un succès énorme à New-Yerk en 1908, que revient l'honneur d'avoir forgé cette expression.

Le concept de « creuset » ne s'est pourtant ismais appliqué ni sux habitants indigênes du continent - les Indiens chassés de leure terres - ni aux escleves noirs amenés d'Afrique dans les plantarière l'expression de « creuset », est toujours allée de pair avec une autre conception é la lois contradictoire et complémentaire - cette de la suprématie blanche (nordique et plus particu-lièremant britannique) qui e marqué el profondément toute l'exparience américaine. Si les Noire et les Indiens ont été brutalement écartés ou écrasés, toue les Blancs non englo-saxons ent été tenus, eux, de s'adapter, de se plier aux mœurs et aux valeurs des « pères fondateure » britanniques. Ce qu'ils n'ont pourtant lamais tait complètement.

Le cours ininterrompu de l'Immigretion massive e fini per produire une pepulatien si diversifiée dans ses origines que l'on e pu dire, non sans raison, qu'elte est composée d'une » majorité de minorités ». Ainsi, sur une population de 210 millions d'habitants en 1973, on comptait de peu plus de 23 millions de Noirs, 793 000 indiens, 435 000 Chinola, 343 000 Philippins et 51 000 Japonais. Parmi tes Elancs, ts répartition des principaux groupes ethniquee était ta sulvante :

— Anglais :	26 000 000
- Allemands :	25 500 000
— trlandais :	16 500 000
- Italiens :	9 000 000
Hispaniques :	9 000 000
— Français :	5 500 000
- Pologeis :	5 000 000
— Russes :	1 700 000
110 0	of the Capati

Cette population est répartie à traver le pays en groupes souvent relativement homogènes, où le langue et la culture du « vieux pays » demeurent, parailèlement à la domination de la langue

Les contraintes économiques

T E vaste processus de transplantation d'aliénation - de « déracinement et d'aliénation » aussi, selon Handlin — se poursuivit tout au long du dix-neuvième siècle. Hormis les Africains, ces immigrants vanaient plus ou moins de leur plain gré, poussés souvent par des conditions indépendantes de leur volonté : oppression religieuse ou politique, dificultés économiques. Tandis que la mécanisation et la concentration de l'agriculture dans les campagnes européennes chassaient les paysans de teurs terres ancestrales, les Etats-Unis se distin-

forte concentration d'Italiens et d'Irlandale à Boston, d'Allemands au Wisconsin, de Français à le Nouvelle-Orléans, de Noire dans les ghettos des grendes villes - sans parler d'importants quartiere chinois à San-Francisco et à New-York. Les Etats du Sud-Ouest - enlevés au Mexique par le guerre eu milleu du dixneuvième siècle — comprennent une importante population hispanique : les « Chicanos ». Dans cette étonnante hélérogénétté démographique, le fameux « creuset » e fait, dans une certainé mesure, son travail d'assimilation, surtout chez le deuxième et, particuliérement, la troisième génération issues des immigrants européens, qui se conforment, dans une large mesure, à le culture et eux mœure typiquement « amàricaines ». souveni à le consternation de leure parents altachés eux valeurs et modes de pensée du « vieux pays ». Ce conflit de généenfants est une constante de la vie sociale des Etats-Unis. L'histoire du pays, comme l'e fait remarquer l'histo-Oscar Handlin, est essentiellement celle des vagues d'immigration qui l'ont peuplé. Dans la première » grande migration -, les puritains angleis — persécutes chez eux par l'Eglise anglicane s'étalent lancés à la recherche de » le Mais, cemme l'a souligoé John F. Kennedy dans une brochure sur le problème de l'immigration écrite forsqu'il était encore séneteur et publiée eprès es mort : « Les puritains de le colonie du Massachusetts Bsy (...) se sont montrés, envers coux qui ne croyalent pas comme eux, aussi peu tolérants que l'evalant été à leur é g a r d les anglicans d'Angle-terre = (1). Cette colonie était une théocratis » pure et dure », marquée par les » chasses aux sorcières ».

De nouvelles colonies furent ensuite établies par d'eutres sectes britanniques comma tes Quakers, reisonnables et démecratiques, et les « Shakers » lis turent eutres par des Ecossais at des irlandais chassés par la micère, puis par des Huguenots français contraints de s'exiler eprès la révocation de l'Edit de Nentes. Entre-temps, le guerre d'extermination menée par les colons contre les Indiens faisait rage et le traite des Noirs, filorissante, repportait des bénéfices énormes aux puritains marchands d'exclaves.

guérent pendent plus da daux siècles, set en te professeur Rowland Bertheff, par « un manque aigu de main-d'œuvre per rapport à l'oftre immédiate, aussi blen que potentialle, d'un pays en voie de développement » (2). Des agants des entrepreneure américains parcouraient les villes et villages da la vietile Europa é la recherche da bras pour laure industries naissantes. Le voyage était long et pénible, en voilier jusqu'au milleu du alècle, plus rapida par bateeu à vapeur

é partir de 1870. Une des émigrations les plus massives

Vers une nouvelle réglementation de l'immigration aux États-Unis

Par SCHOFIELD CORYELL *

fut cella des irisndala, ces psysane sans terre écrasés par les loyere et le boycottaga de leure produits par les Anglais. Ils sont venus e'entasser dans les grandes villes de le côte est des Etats-Unis. Entre 1820 et 1920, quetre millions at dami d'entre eux oni quitté l'Iriande pour l'Amérique, Objets du méienta eur le marchà do travall, ils ne trouvaient que des emploia instables et mai rémunérés. » Pes d'embauche pour les Irlandais! », affichalent pas mal d'employeura devant les portes de leure établissements, et una organisation zéno-phobe, les « Know-Norhing », provoquall des émeutes contre eux. Mais ce sont surtout ces triandais qui, avec les outils les plus primitifs - plocha et martesu ont construit le grend canal da l'Erié rellant New-York eux Grends Lacs, aînsi que d'eutres caneux au Massachusstts. New-Jersey, en Pennsylvania, etc.

Eux encore qui ont tourni la main-d'œuvre pour le construction sccélérée, entre 1830 et 1860, d'un résesu de près de 50 000 kilomètres de voies ferrées dens le centre du pays.

Un autre epport importent a été fourni par l'Allemagne : entre 1830 et 1930, ce paye a envoyà eix millions d'immigrants aux Etats-Unis. Possédent des ressources modestes, les Allamands se eont, le plus souvent, établis non pas dans les quertiere surpeuplés des villes mais comme cultivateurs sur les terres du Centre-Ouest et de l'Ouest. Après l'échec en Allamagne da la révolution da 1848, un certain nombre de rélugiés Intallectuela (appelés les e quarante-huitarde e) sont vanus aux Etats-Unis où ile ont joué un rôle politique non nagligeebla Carl Schurz, par exemple, est davenu ministre dans la cebinet de Lincoln, et la socialiste Josaph Wademeyer, ami et proche collaborateur de Karl Marx, a aarvi comme général dans l'armée nordiste pendant le guerre da Sécession.

Intolérance et restrictions

Les Anglais. Les Iriandais, les Allemands — auxquels il faudrait ajouter les Scandinaves, — ont conetitué ce qua le plupart des til storil en s'appeltent la « vieille immigration », particulièrement massive au milleu du dix-neuvième elécle. Plus tard eont venus des tramigrants originalres des psys d'Europe méridionale at orientala, alnsi que d'Asle. Mais la distinction classique entre « vieille » et « nouvelle » immigration parait quelqua peu artificielle, pulsque les mêmes ceuses les ont tous poussés vers l'Amérique — misère économique, persécuten religieuse ou eppression politique — et ils ont tous répondu à le même demanda de main-d'œuvre.

Ainsi, les Italiens sont arrivés nombreux à le fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième; peysans peuvres et sans mètier précis, ils se sont pressés dans les quartiers populeux de New-York, Bosion el eutres grendes villes. Leurs bras ont contribué à construire les grette-ciel, les grands ponts, les systèmes de transport soulerrains des métropoles, à un moment où les immigrés plus anciene et mieux établis (les irisandais, par exemple, avalent enfin réussi à obtenir des postes plus élevés et mieux rémunérés (contremaîtres, policiere, fonctionnaires et même politiciens).

En même temps que les Italiens sont arrivés des Hongrols, des Polonais, des Russes, permi tesquels des juits tuyant les pogromes. Ces demiers ont trouvé une place dans l'industrie de la confection, concentrés à New-Yerk, où its travaillalent de longues heures pour des salaires de misère. Des milliera d'immigrants chinois étalent arrivés un peu evant eux sur le côte ouest, où its ont construit le vole ferrée qui la reile au centre et é l'est du pays.

Au fur et à mesure que le paye s'industrialisait et e'urbanisait, le mouvement syndical américain — aurtout la grande centrale conservatrice A.F.L. (American Federation of Labor), qui défendait uniquemani les intérêts des travailleure qualifiés — s'opposall de plus en plus fermement à l'Immigretion Illimitée et incontrôlée qui avait été de règle teut presque ininterrompu de bras étrangers tendait, en effet, à abaisser te niveau général des salaires. Le vote, en 1882, d'une loi mettant fin à l'immigretien des Chineis e été générelement interprété comme une « victoire des syndicats », à la suite d'une virulente campagne antichi-noise sur le côte ouest, marquée per des ailleurs.

L'agitation centre tes Chineis allait da pair svec une campegne anti-étrangère plus générala (erchestrée par le direction des syndicats et une perlie du patronet) qui e'intensifielt é cheque crise économique, les étrangere étant eccusés d'étra le cause de tous les maux da le eociété — chômage, maladie contagleuses, etc.

Après la granda crise de 1877, marquée par une éruption sans précèdent

COMMANDEZ DIRECTEMENT

TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN

155, rue Satnt-Honoré,

Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin

« les Livres du mois ».

" Journaliste américain.

da grèves sauvagas à travere la paye, de nombreux travaltisure étrangars ont été arrêtés et emprisonnés comma agitsteurs, soupconnés d'être membres d'un mystérieux groups clandestin d'action direcle, les » Molly Msguires ». El, eu plus haut point de l'agitation ouvrière pour la journée de huil heures, en 1885, six anarchistes allemands — accusés eans la moindre preuve d'avoir posé une bombe qui fit plusieurs victimes au coure d'un meeting ouvrier à Chicago — turent pendus après un simulacre de procès.

Cet esprit xénophobe s'est enllammé de nouveau pendani la première guerre mondiala pour atiaindre son paroxysme au endemsin du conflit, avec l'arrestation arbitraire de millere d'âtrangere, militants de l'organisation enarcho-syndicalists I.W.W. (Industrial Workers of the World), membres du parti communiste ou, tout aimplement, soupçonnés de sympa-this pour la révolution bolchevique qui effrayalt tant le classe dominante américaine. Des centaines d'entre eux furent expulsés par la euite. C'est dans ce elimat de violence légalisée que les deux anerchistes italiens Sacco et Vanzetti, accusés au Massachusetts d'un crime qu'ils nièrent toujours avoir commis, furent exécutés le 23 eoûl 1927 (3).

Parallètement à celle hystèrie à le (ois xénophobe et « antirouge » s'àleit développé, à l'époque, un courant violemment reciste, avec l'essor sans précédent du Ku-Klux-Klan — elore fort de quetre millions de membres — el la large diffusion dans toute le presse des théories pseudo-sclantifiques sur la « supériorité des races nordiques » et sur les » dangers du métissege ».

Le décor était donc prêt pour l'edoption, en 1924, d'une loi sur l'immigration àtablissant des quotes qui favorisaient nettament les pays d'Europe du Nord, eux dépens de ceux de l'Est et du Sud, dont les habitants àtsient considèrés comme nen assimilebles. Le système des quotas, qui entre en vigueur an 1929, ne s'appliquaît cependent pes eux pays de l'hàmisphère eméricein, pour lesquals l'immigration restait eens restriction. Comme le mentre le tsbleau I, le courent d'Im-I. IMMIGRATION AUX ETATS-UNIS 1870-1970

10/0-19/0				
1871-1889 1881-1889 1891-1900 1991-1910 1911-1920 1921-1930 1931-1940 1941-1950 1951-1969		2 812 068 5 247 000 3 668 000 8 795 000 5 736 000 4 107 000 528 000 1 035 000 2 515 000		
1961-1976		3 322 000		

Source: U.S. Bureau of the Census. migretien a été, à ca moment-lé, freiné par l'instauration da ce système.

De .930 à 1945, époque de crise et de guarre, les Etats-Unis ont vu errivar non plus des millens de paysans et d'euvriers mais des millens d'intellectuels antitas-cistes dont la contribution a énermément enrichi ta science et la culture américaines dans plusieure domaines. Parmi eux, des psychotogues comme Kurt Lewin, Max Werthelmer, Etich Fromm, Karen Herney; des socielogues cemme

Paul Lazarsfald : des économistes comma Joseph Schumpeter : des philosophes comme Hannah Arendt : des savants comme Einstein et Enrico Fermt, des musiciens comme Bale Bartok et Toecanini, pour ne citer qua quelquee-uns des plus connus.

Mais l'hietoire de cette - nation d'immigrents - est richa an paredoxes Pendant le deuxléma guerre mondiele, le politiqua américalne, quoique officiallament antifaciste, a pris un tour nettement raciate é l'égard da la population d'origine Japonsise, établia surlout sur le côta quest des Etats-Unie au formée d'ouvriare egricoles, d'arlisans et da patits commercants. Cles e é e arbitrairement comme - étrangers annemis - (bien qua la plupart ecient citoyens des Etats-Unis), lis furent évacués en masse per l'armée et internés sans ménagement dans des camps beptisés » centres de ralogement » (relocation centers) pour toute la durée

Dans la période d'eprès guerre, l'immlgretion, qui restait relativement restreinte, tut surtout marquée par t'entrée hore quota, eutorisée par des loie apécieles, d'épouses étrangères de soldats emaricsins et de » personnes déplacées ».

Un peu plue lerd, dana le climat d'hystérie enticommuniete de la » guerre lroide » et de la guerre de Corée, le Congrès américain volait, en 1952, la » loi aur la nationalité et l'immigration » (dite » loi McCarran ») qui renlorçait le système des quotas en y ajoutant des clauses de discrimination idéologiqua, Au cours des années 50, d'ailleurs, bon nombre de communistes ou de progressistes nès à l'étrenger turent expulsés du pays pour délil d'opinion. En même temps, des décrets autorisaleni l'entrée de ràtuglès anticommunistes ; les Hongroie d'abord, an 1957, puie les Cubains en 1960, L'hospitalité américaine était devenue singuilérement sélective.

Ce n'est qu'en 1965 — isce à la moniée du bloc atro-asiatique et à l'influance d'plomellque grandissante du tiers-monde — que la Congrès sméricain e linalement aboli le aystème des quotas en votsnt une nouvelle loi, entrée en vigueur en 1966 et emendée en 1976. Celle loi, qui élablit des limites annuelles globales de cent vingt mille personnes pour l'hémisphère occidental et cent soixante-dix mille pour le reste du monde, comporte un système compiqué de « priorités » en leveur des perenta des àtrangers àtablis aux Etals-Unis et des candidats à l'immigretion possédant certaines compétences techniques ou profesalonnelles.

Les deux demiéres dàcennles ont vu une nette recrudescence de l'Immigretion, dua, en grende parlie, à un efflux massif vanant non plus principalement de l'Europe comme euparevant male du tiers-monde et surtout d'Amérique latine. Le tableau II, qui àtablit una comparaison enire deux décennles à un siècle d'intervalla, montre clairamant le déclin da l'Immigration européenne et le montée de celle des sutres continents.

Kennedy remarquait, dens A Netton of Immigrents: « On dit aujourd'hul des Mexicaine et des Portoricains ce que l'en disait jedie dee Irlendala, des Iteliens, des Allemands, dee juits: ils ne s'adeptaroni jamale; ils sont incapables d'apprendre la Isngua; ils ne aeroni jamals essimilés. » Ces lignes étalent àcrites dans une périede da plein amploi. A l'heure actuelle, le pays connatt à nouveau une de ses crises périodiques de surproductien, et ce sont, une fei- da plus, les nouveaux arrivants sur le marché du trevail — en l'eccurrence les Mexicains — qui esrvent de » bouc émissatre » au pouveir et que l'on accuse de venir an trop grend nombre « manger le pain » des citoyens, slora qu'ils rempilssent un rôle économique indispensable en effectuant les travaux ingrets qua les Américains da vieille soucha refusent de faire.

grants, Popular Library | Anti-Defamation League of B'nai B'rith), New-York, 1984

(2) Encyclopedia Americana, 1975.
(3) Cinquante ans plus tard, le gouverneur du Massachusetts vient de déclater que le procès avait été entaché d'irrégularités et que les deux hommes avaient été victimes e des prépagées régnant à l'époques. Mais les deux hommes ne sont pas légalement républités.

II. ARRIVEES PAR CONTINGENT D'ORIGINE

1871-1889			1965-1974		
— Europe	2 271 925	% 80,8		1 649 288	% 28,3
- Asie 126	4 041 6 198 358 1 701	14,4 4,4 — 0,4	1 795 609 798 225 42 352 31 675		48,3 21,5 1.1 0,9
Total autres	540 266	19,2		2 667 851	71,8
— Total général	2 812 191	100	11	3 717 149	109

ROUMANIE: un"socialisme"autoritaire

Rapide développement économique extension des échanges avec l'Occident et contrôle des esprits pour un "stalinisme" national

Reportage de MAURICE T. MASCHINO et FADELA M'RABET



(Photo ingo Moreth-Magnum.)
UN JOUR DE FETE NATIONALE A BUCAREST.

LA télévision, une chanteuse, vêtue d'un Turcs. Mais Lidia, neuf ans, la regarde à peine. Un livre d'histoire sur les genoux, elle écoute son père, ethnologue, lui raconter la geste de Dracula : « La mit était noire. Les barques, an cri retentit, et Vlad Tsepec, tous ariflammes déployés, bandit sur l'engemi. » Lidio apploudit :

emu, le conteur abserve une minute de silence.

« Chez vous, reprend-il, on conacit mal notre
passé. Ainsi Dracula passe-t-il pour suagniuaire;
sans dante, il empalait ses captifs: c'étaient les
mœurs de l'époque..., Mais si, mals si, abjectivement — notre hôte insiste sur le mot, — son
actian fut progressite; elle a'eut qu'au but:
libérer la patrie de l'étrauger. » Réhabilité par le
comité central du parti, à aut Alexandru C....a comité central du parti, à qui Alexandru C... a remis un dossier complet sur l'affaire, Dracula — hèros national — peut aujourd'hul dormir

D'autres vaïvades sont honorés à l'égal de solnts ou de deml-dieux. Tel Etienne le Grand iquinzième siècle), que le pope décoro du titre d' « athlète du Christ »; de l'esplonode de la

République, à Suceava, on aperçoit sa statue quelques kilomètres de la frontière soviétique. Parfols, la statue descend de son socie et s'entretient (par acteur interposé) avec le prési-

dent Ceausescu. En novembre 1974, lars de la reconstitution de la batallle de Calugareni (1595), Michel le Brave, outre héros, reçut solennellement son successeur; lui ayant affert le pain et le sel, il échangea avec le président quelques mots historiques devant les caméros de la télévision.

«Nos ancêtres les Daces»

M Als, par 'elà ces grands hommes, c'est tout IVI le passe, dans la diversité de ses expressions (folklare, artisanat, costumes, abjets d'art, monuments), qui est l'objet d'un culte amniprésent : tout ce cul est roumain — c'est-à-dire romaa, romain, latin - est systématiquement exalté. Les Journoux publient chaque Jour des poèmes en l'honneur de la patrie; et de la même façon que dans certains pays arabes on se proclame descendant des Quoraish — la tribu du Pro-phète, — on célèbre lei ses ancêtres daces. Inaugurant en septembre 1976 le onzième

congrès International de thracologie, le président Ceausescu rappelle qu'Hérodate nommait les Daces « les plus justes et les plus coarageux des Tbraces ». Et les commentateurs de renchérir : a Le peuple roumain a'a pas altéré son identité ethnique, peut-on lire dans une brochure affi-clelle; la ressemblauce physique entre la type dace et le type da paysan rannain est frappante. » D'autres font abserver que la langue roumaine est plus proche du latin que le français — on dit carne, fructe, paîne — et certains se réjouissent de porter un nom doce ; « Je m'oppelle Mirceo su, nous déclore d'entrée le directeur de l'affice du tourisme de Constantsa, mon prénom

Envahle par les Goths, les Huns, les Lombards, soumise par les Turcs, mutilée par les Autrichiens, les Hongrois, les Russes — Il arrive encore que, dans le nord de la Sucovine, des familles séparées se parient de chaque côté de la frontière à l'alde d'un porte-vaix, — la Roumanis ne vit reconnaître son indépendance qu'au congrès de Berlin, en 1877 « llat latin dans une mer slave » (selon la formule consacrée), comment ne serait-elle pos tentée d'exalter ce qui la dis-

des produits se fait à parts égales ; en Roumanie et dans les pays socialistes par les Roumains, en Europe de l'Ouest par leur associé.

Comme exemple de coproduction rement réussia, les Roumains se plaisent 6 citer leur association avec Renault. En 1968, la pre-mière R8 — une Dacia 1100 — sort des usines de Pitesti ; la Régie a fourni les pièces détachées les Roumoins les ant assemblées; aujourd'hui, 93 % des pièces des Dacia 1100 et 1300 (pro-duction : solxante-dix mille voltures par an)

Dernier en date, l'important contrat avec Citroën (investissements : 2 milliards et demi de francs), signé en décembre 1976, Montage dans un premier temps, montage et fabrication (70 %) dans un second ; le schéma est identique ou précédent, mais l'enjeu est plus important. L'usine livrero, à portir de 1980, cent trente mille voltures par an; la moitié sera exportée en France — au ce modèle ne sera pas construit. Excellente offaire paur les Investisseurs occi-

dentaux (grace, entre autres, ou « coût de fabri-cation qu'il est possible d'obtenir, compte tenu des soluires locaux ») (2), la coproduction ne risque-t-elle pas, en condamnant les Roumains à la sous-traitairce, de les rendre dépendants de la technologie et du marché étrangers? « Peurqual donc? répond M. Aurès Sanislav.

Notre interlocuteur considere comme positif » que deux cents projets de coopération soient actuellement en activité. Il s'étonne que certains valent dans cette détente (ou plutôt dans cette entente) une « collusion » entre puissances dant les peuples, d'une façon ou d'une autre, feraient les frais : « Peurgaoi ane affoire strictement économique aerost-elle des répercussions politiques? », répond-il, en refusant d'entrer plus avant dans le débat :

4000

. E. Carles No.

1 2 miles

--

The second

.. 2v. 60

-

200

The property and

THE RESIDENCE

« Quelques-uas prétandent, en effet, qu'en nous associant à une société capitaliste nous centribuons à la création de profits capitalistes, que les sept mille travailleurs roussains qui construireur l'Oltait (la future Citroên) preadrunt la place de sept mille travailleurs français. Mais nous ne pourrious jamais développer notre économie, si nous tenions compte des intérêts du mondo entier l Croyez-moi, cet accord ast profitable à la Roumaaie comme à Citroba, et il ae portero pas préjudice oux euvriers français : c'est quand mêmn aous qui exécuterons le travail la pins sale, le plus polluant ! »

Co-entreprises, investissements multiples dans la pays et à l'étranger : cela coûte cher. Mais, contrairement 6 ce qu'avancent certains, la dette extérieure n'est pos excessive : en 1975, elle s'élevalt, selon une estimation du F.M.I., à 3 milliards de dollars (R.D.A. : 4,5 ; Polagne : 6). « La situation financière de ca pays est soine, déclare un homme d'affaires étranger en poste à Bucarest ; son endettement équivant à la recette de quinze mais d'exportations. Il est vroisemblable qu'il sera spongé en 1980; les Roumoins font an effort d'investissement très considérable : ils y consocrent un tiers do leur revenu national; leur taux d'expansion — 11 à 12 % — est l'au des plus élevés à l'Est. »

Fierté nationale et développement industriel



En 1945, la Roumanie dait payer cher de s'être alliée ou IIIº Reich dons l'espoir de reprendre aux Russes Bessarable : elle leur obondonne la presque totalité de son bétall, la moitlé de son pétrole, ses locomotives, ses mochines, ses péniches; démontées, ses usines sont exportées;

se retrouve à la merci du vainqueur.

La proclamation de la République populaire, le 19 décembre 1947, ne représente qu'une campensation symbolique : ne dit-on pas de la Roumonie, dons les autres pays de l'Est, qu'elle est la « XVII° république soviétique (1) » ? Elle le restera, le temps qu'en U.R.S.S. un nouveau cours se dessine (déstalinisation, réhabilitation de Tita en 1955, fin de la guerre froide), le temps, aussi, que des conflits ou des tensions surgissen entre l'Union soviétique et d'eutres pays socia-

Prudents, les Roumains ne les provoquent pas, mais, habiles tacticiens, ils les explatent. Octobre polongis (1956), insurrection de Budapest (1956). rupture sino-soviétique (1956-1957), dissidence de l'Albanie (1960), — autant d'événement qui leur permettent de reprendre l'initiative.

C'est peut-être là — dans cette extrême souplesse d'adoptation, dans cette habileté à tirer la meilleur parti des contingences de l'histoire --que réside le secret de leur réussite : « Etre roumain, dit un diplomate, ce n'est pos unn nationalité, c'est une profession.»

Une profession qui consiste à jouer de toutes les ambiguités d'une situation pour en extraire le maximum d'avantages. Et qui ne s'embarrasse pas de considérations théoriques. Internationa-listes, nationalistes, socialistes, les Roumains le sont tour à tour, ou en même temps : cela dépend. De fait, ils se montrent si persévérants qu'ils abtlennent en 1958 le départ des troupes soviétiques, si diplomates qu'en 1959 ils signent des accords avec l'Ouest (ils seront les premiers, en 1971, à ouvrir leurs entreprises aux inves tissements occidentaux), si fermes, également, qu'ils mettent en échec le projet d'Intégration économique que Nikito Khrouchtchev propose en 1963 6 ses portenaires. Sont-Ils allés trop loin? C'est - presque - la rupture; mais c'est — aussi — la crise des Caraïbes : les Roumains n'hésitent pas, ils font un nouveau pas - ou plutôt un bond — en avant,

Le 24 avril 1964, le comité central du P.C.R. dont le secrétaire général est alors Gheargiu-Dej, publie une véritable déclaration d'indépendance :

« C'est le droit sonveroin de tout Etut socialiste d'élaborer, de chaisir et de chauger les formes et les méthodes da so construction socialiste Il ne peut y avoir de parti père et de parti fils, il existe senlement nne groade famille des partis communistes et aceriers ayant des draits égeux. »

Ces draits, les Roumains n'ant cessé de les affirmer et de les élorgir. Sans éclots excessits. Mais résolument, et en prenant sain d'échapper à un face-à-face inconfortable : en 1968, ils Invitent de Goulle à Succrest (« La Roumania aux Ruumnins I » déclenche des hourres passionnés); deux ans plus tard, ils reçoivent Nixon; en 1971, M. Ceausescu se rend en Chine. Irritée l'Union soviétique — qui essaie d'abard quelques représailles économiques — finit par s'incliner ; les initiatives de son « alliée rebelle », si divergentes scient-elles de ses positions, ne provoquent

plus de tension majeure. Membres du pacte de Varsovie et du Comecon, les Roumains entretiennent les meilleures relations avec la plupart des Etats, quet que soit leur régime, et la quasi-totalité des partis et des syndicots, quelle que soit leur arientation poli-tique. Ainsi, en 1975, ant-ils reçu — et avec tous les égards qu'on doit aux membres d'une famille régnante — le tils et le neveu de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui conduisaient une

délégation de la Jeunesse giscordienne. « Naus sommes réalistes, dit M. Aurès Santslav, directeur adjoint des affaires politiques au ministére des affaires étrangères. Nans n'avons pas à entrer dans des querelles partisones. La France

a un genvernement, c'est avec lui que nous traitens; an'il soit de droite eu de ganche ne nous regarde pos. Le Chili? Oai, nous avoas de bonnes relations diplomatiques et commercie Qn'y pouvous-naus? Il existe, at Israël existe, et les pays arabes existent. On ne peut pas les dissoudre ! Il convient danc da coopérar avec eux et de contribuer ainsi à l'extension de la paix

dous le mende. » Si l'Union soviétique demeure son premier partenaire (sa part dans le commerce extérieur est de 27 %, contre 57 % en 1950), la Rou-manie — qui couvre ses besains 6 90 % entretient des relations économiques avec cent quarante pays ; plus de la maitié de ses échanges se fant avec l'Ouest (45 %) et le tiers-monde

Désireuse de s'associer plus étroltement a la vie économique internationale ou, comme disent volantiers ses dirigeants, à la « division Internationale du travail » elle accuaille des socié-tés étrangères sur son territaire (Royal Dutch/ Shell, 1.T.T., Krupp, Unilever ont des représentants à Bucaresti et s'engage dans un processus que M. Aurès Sonislav qualifie de « très dynamigae » : celul de la coproduction.

Ainsi ont été créées une douzaine de sociétés détiennent toujours la majorité du capital, fournissent l'infrastructure et la main-d'œuvre; les Japoneis, Allemands de l'Ouest, traliens, Américoins, Françals viennent avec leur technologia, leurs codres, leurs plans. La commercialisation



A pied, à cheval et en tracteur

Tous les chittres disent, en effet, les progrès accomplis. En 1938, 78 % de ia population vit (survit) et travaille la corvée subsiste : l'industrie, tout enle capital étranger — qui contrôle 92 % du pétrole, 95 % du gaz, 70 % du bois, -

embryonngire; soumise oux grandes puissances, la Raumanie leur vend à bas prix ses motières premières et leur achète au prix fort objets manufacturés et biens

Trente ons plus tard, la situation a radicalement changé. Mettant en valeur ses richesses naturelles (houille, pétroie, lignite, fer, gaz), la Roumanie s'est donné les moyens énergétiques

de son développement industriel. Aujourd'huil des usines et des chantiers de Bucarest, Clui, Timisoara, Craïava, Braïla sortent machinesautils, locomotives, camions, vaitures, outillage électrique, radios et téléviseurs. Les constructions méconiques représentent, avec les produits chi-miques, près de 50 % de la production indus-

Accélérée, cette croissance est continue, comme le suggère la visite de n'importe quelle entreprise. Ainsi, dès l'entrée dans l'une des salles de conférence de l'U.T.B. (Uzina tractorei Brasovi, un voste ponneou informe le visiteur : des lignes bleues, plus élancées les unes que les autres, Indiquent l'augmentation de la produc-tion, que précisent — 5 000, 10 000, 15 000 des chiffres noirs; alignés sur une table, des modèles réduits - rouges, jauries, oranges racontent, comme dans un musée, l'histoire des tracteurs Brasov.

A gauche, l'ancêtre - un engin à grosses roues aul engloutissent le corps de la machine, --surmonté d'une sorte de cage où prend place

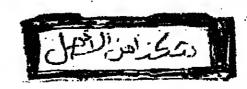
le mécanicien : « C'est l'IAR 22, dit un ingénieur, nous le constraisions en 1946, selon des normes soviétiques; puis anus avons acquis des licences Fiut et diversifié nes modèles. Nous prodnisons aujourd'hui trente-trais types différents,

Les Chantiers navals de Constantsa connaissent le même essor. « Jusqu'en 1966, explique M. Muhcina Dumimu, directeur commercial, nous ue faisions que des travaux de réparation. Nous avens construit notre premier navire, de 1 920 tonnes, en 1968. » Puis un deuxième, plus gros. Puis des minérollers, de 5 000, gros. Puls 20 000 tonnes.

du 26 CV au 360 CV. »

Malgre la pluie qui tombe 6 verse, M. Dumitru tient à nous présenter le premier pétroller roumain, iudependencia, qui mouille à l'extrêmité du môle. Des peintres font un dernier raccord, des mécaniciens s'activent sur les pales émergées d'une énorme hélice, tandis qu'une grua

(1) Cité par F. Fejtő, Histoire des démocratics populaires, Le Seuil, Faria. (2) Les Bokos, 17 décembre 1976





s'apprête à soulever la cheminée — rauge et blanche — qui repose encore sur le quai. « Pour le prochain, dit M. Dumitru, zous irans encore plus vite. »

Aller plus vite, prodaire devantage, être plus compétitif : c'est, dans les usines et les entre-prises, eu fond des mines eu sur les chantiers, le moitre-mot — le mot d'erdre. Les impératifs du plen sont cotégeriques : d'ici é 1980, la production industrielle, qui constitue 64 % du revenu national, doit augmenter de 12 % par an. On est certain d'y parvenir : les prévisions du dernier plen (1971-1975) ont été dépassées (14 % eu lieu de 11 %).

Femmes de la campagne

I E même effort se poursuit dans l'egriculture, Le meme ettort se poursuit dans l'egriculture.

Molgré les inondétions des ennées 1970 et 1975, la production n'e cessé de croître (+ 16 % en 1976). Cérécles, pommes de terre, betteraves sont en constante progression: 6-7 % par an. La mécanisation, déjà intégralement réalisée pour les principoles cultures — blé, mais, betteraves, pommes de terre, se poursuit : cent vinot mille tracteurs sont - se poursuit : cent vingt mille trocteurs sont en activité, d'autres en construction.

Le long des routes, que bordent sauvent des plontations de meis ou de tournesol, il n'est pas rare d'être obligé de se rabattra précipi-tamment sur les bas-côtés pour laisser passer un convoi de moissonneuses-botteuses-lieuses. véritables mastadontes entre lesquels se fautilent habilement, mois dangereusement, les automobilistes roumains. Un tractoriste au voiont de sa machine, un payson assoupi sur du foin, tandis que sa femme, assise sur l'un des brancards de la corriele, tient les rênes et houspille un cheval poussif : deux images de le campagne roumaine, qui se complètent plus qu'elles ne se contredisent. Salarié de la 5.M.A. (station de mécanique agricole) ou de l'I.A.S. (entreprise agricole d'Était), le tractoriste laboure oussi les quelques hectares du payson



Ouvriers ou paysans, et très paysans - auvriers. chefs de chantier ou ingénieurs, e n s e lgnants ou médecins, les Roumains, quels que solent leur fonction et leur àge, se comme producteurs: le travail est l'essence même de leur vie; condition du développement

pays, il est le tout de leur condition, Son apprentissage commence très tôt : dès l'école obligatoire de dix ons (blentôt : de douze, l'élève, qui reçoit surtout une farma-tion scientifique, s'initie oux tâches protiques. « Uoe école, dit un instituteur, est d'abord one onité de prodoction. » Les lycées, tous spécialisés (agro-industriels, sanitaires, « humonistes »), préparent en priorité à la vie professionnelle, et l'enseignement supérieur a pour fanction de produire des codres de gestion et de direction.

Chaque faculté - de mécanique agricole, de transports, de métallurgie — dépend d'un ministère technique. « Ce ministère, précise le recteur de l'Institut polytechnique de Bucorest, intervient dans l'élaboration des programmes et contribce finoncièrement à l'enment de l'u cherche ».

A la formation que le futur producteur reçoit à l'école, ou lycée ou à l'université s'ojoute celle que lui donne l'Union de la jeunesse. Son secrétaire général a rong de mi-nistre. Elle tauche 80 % des jeunes. Et même davantage, puisque, nous assure-t-on, « elle s'occupe aussi de ceux qui ne sont pas mem-

.0 5

......

property and

bres ». L'Union cide les uns et les outres à devenir de « bons citoyens ». Par les activités qu'elle organise, elle contribue à les Intégrer à la vie sociale et s'efforce de développer une « mentolité productiviste ». « C'est en participant très tôt è lo production, dit un responsable, que les jeuoes eo opprécieront la valeur Il leur reste sans daute beaucoup é découvrir : les outorités ne cessent d'insister sur

la nécessité d'accraître la productivité -- de 9 % dans le quinquennat en cours — et de redoubler d'efforts. Il semble en effet que le travail s'accomplisse à un rythme assez modéré. Dans les

usines que nous avons visitées, nous n'avons pas remarqué de tension particulière : à Constantsa, par exemple, une équipe de peintres, toutes normes oubliées, regardaient evec omusement deux convayeuses s'invectiver vertement; venu s'informer, un contremaître monta sur une grue et, comme les autres, observa. A Brosov, deux jeunes travallleurs, assis sur le chassis d'un tracteur, contaient fleurette à une vérificatrice; d'autres, à l'écart, mangeeient paisiblement un casse-croûte. Si le temps de travail est plus pareux qu'à

l'ouest, il est par contre plus long : quarantehuit heures par semaine, sans compter les heures supplémentaires, une vingtaine par mois, que beaucoup recherchent. Les ouvriers

QUELQUES CHIFFRES

- SUPERFICIE : 237 500 kilomètres FRONTIERES : U.R.S.S. (est et
- (ouest). Yougosia nord). Hongrie (ouest). Yougoslavie (sud-ouest), Bulgarie (sud), mer Noire (sud-est). — RELIEF: plaines, 33 %; montagnes,
- RELIEF: plaines, 33 %; montagnes, 31 %; foreis, 27 %.
 POPULATION: 21 millions d'habitants. Population urbaine, 42 %.
 Nationalités: Roumains, 87,7 %;
 Hozgrois, 8,5 %; Allemands, 2 %.
 Religion: quatorze cultes; 80 % sont
- orthodoxes.
 VILLES PRINCIPALES : Bucarest 12 millions), Cluj, Timisoara, Brasov. REVENU PAR HABITANT : 1 000 dol-REVENU PAR HADRIANT : 1000 dute
 lars [France : 3800].
 EXPORTATIONS : machines-outils, tractems, maines, equipements électriques : 84 % des ventes.

qui, lui, vend régulièrement à la coopérative une partie de sa production. Excepté 5 % d'agriculteurs qui ont conservé leur terre ou leur cheptel — essentiellement dans les régions montagneuses, — 90 % des eutres sont membres d'une coopérative. Ils lui dolvent environ deux cents jours de travoil par en ; le reste du temps, ils la consocrent

à leur let. De dimensions variables : 500 à 1 500 mêtres carrés (cele dépend de la qualité du terrain, de sa situation, de le grandeur de le coopérativel, le lat, qui n'est ni transmissible ni ellénable, est è le libre disposition de son bénéficiaire. Une partie de la production (viande, lait, ceuts, légumes) est consommée par le famille, l'eutre est vendue à l'Etat ou est marché libre traine de la production de la marché libre traine de la production de la marché libre traine de la production de la produc eu marché libre; près de la moitié de l'approvisionnement des villes en dépend.

Durs é l'ouvrage, les paysons ont vu peu è peu leur condition s'améliorer. Depuis quelques ennées, ils bénéficient de l'assurancemolodie, d'une retroite et, s'ils sont coopéra-teurs, d'un congé. Sont-ils satisfaits ?

En traversant Urziceni — un village dans la plaine du Danube, sur la route qui relie Bucorest à la mer Naire, — nous nous somrnes errêtés, ou hasard, devant une maison : trois pièces, pas d'étage, volets bleus fraiche-ment repeints, géraniums sur le rebord des fenêtres, elle nous semblek « typique ». Le long des murs, bloncs, séchalent de la rg es feuilles de tobac brun doré. « C'est de première qualité, dit la paysonne

qui, nous prenant pour des clients, s'apprête è en peser un poquet. La coopérative l'achète do 10 à 20 lei le kilo » (31. Autour de la moison, un jordinet où poussent des tomates, des salades, des erbres fruitiers, du mois; des poules, des canards, un parcelet samnolent dans un coin de la cour, à l'embre.

La paysanne s'excuse de nous recevair dans sa cuisine (équipée d'un réfrigérateur et d'une cuisinière à butane) : le ménage n'est pas fait, elle revient tout juste du loc d'Amoro.

aŭ elle e pris un bain de boue. Oui, elle tra-voille à la coopérative. Pourquoi ? Elle éclete de rira : « Mais parce que c'est abligatoire ! »
Son mari, qui rentre du bourg, est auvrier :
« Chacun a son travail : un seul solaire ae
suffit pas. » Ses fils vivent en ville : Grigere

surnt pas. Ses nis vivent en ville : angere étudie dons une école professionnelle, il sera sous-ingénieur ; istvon est comptable dens une cimenterie : « Il s'est marie il y a un mois, nous lui avons donné notre téléviseur », ditelle en montrant sur le teit une entenne cassée. Près de leur mare, Rodico et Volérie, bou-cles blondes, tabliers roses, nous dévisagent en lêchant un sucre d'orge.

Fomilie typique I C'est l'opinion de Traian, un omi roumoin : « Comrae le plapart des villageois, ils disposent d'un égoipercent moderne : cuisinière, radio, douche ; mais, surtout, ils sont représentatifs de l'actaelle division des têches dans ce milieu : l'homme travaille à l'asine ; la femme, à la coopérative. »

Si les campagnes ne se dépeuplent pas 57 % de le population tetele y réside — elles perdent leurs bras : chaque ennée, cen mille ectifs cherchent oilleurs un emplai : restent les femmes (60 % de la population rurole active) et les vieillerds. Le phénomène doit encore s'accentuer : la population agricole, qui représente aujourd'hui 40 % de la population ective, n'en constituera plus que 28 % en 1980, 13 % en 1990.

Conséquence de l'essor industriel, l'exode rural s'explique en particulier por l'espoir d'un revenu plus substantiel : coopérateur, le paysan perçoit entre 300 et 900 lei por mois, avantages en noture compris ; euvrier, il gagne au minimum 1 300 lei. Avec la possibilité, s'il suit des cours de perfectionnement, d'emélio-rer son gain (2.500-3.000 lel). L'occasion se présente-t-elle, il s'en va. Quitte, lors de s fêtes ou des grands traveux, è revenir ou village : un paysan, dit-on ici en plaisontant, n'est-ce pas « quelqu'ou qui vient aider les êtudiants à faire la récolte » ?

commerciol eux Chentiers navals de Constentsa. Un collectif, c'est-à-dire « le chef d'atelier, le délégué syndical, ou représentant du parti ».

Tous trois apprécient les qualités de chacun, qu'elles soient d'erdre professionnel, social, morol : « Oui, ejoute le directeur, qui souligne ses propos d'un geste circuleire, on s'intéresse à tout ! »

On s'intéresse, par exemple, à le vie conju-gele des travailleurs : « Si nons apprenons que l'an d'aux trompe so femme, continue no-tre interlocuteur, nous le convoquons, il com-paraît devant une commission de camarades et expose ses difficultés. On ae le puoit pos, on l'alde à se marandre », inscrit sur le lion l'alde à se rapreadre ». Inscrit sur le livret, son repentir, s'il est « sincèra », sera suivi d'une promotion. « Chez aous, ajoute M. Dumitru evec satisfaction, lo vertu est toajoors récompensée », Récompense au demeurant essez modeste :

les soloires sont peu élevés. Répartis en quarante et une classes, ils varient de l 290 à 5820 lel. Un ouvrier gagne en moyenne 2 200 lel — à peu près comme un journe-liste : 2 500, au un médecin : 2 800; un contremaître, qui a trente-deux ens d'encler-neté, touche 3 200 lei, un ingénieur 3 500 -4 000, un directeur d'entreprise 5 500, un ministre — meis le comparaison n'est-elle pas formelle ? — à 000.

Une augmentation est intervenue le 1° juil-let : elle sera de 30 % d'ici à 1980. Mais — et l'on néglige la plupart du temps de le préciser — elle ne porte pas sur les salaires tels qu'ils sont ectuellement ou tels qu'on les présente, c'est-à-dire avant impôt; elle se colcule d'oprès le saleira net.

Une loi du 1" juillet 1977 modifie en effet le mode de prélévement de l'impôt : payé jusque-lé par les travailleurs, il l'est désor-mois par les entreprises ; mois celles-là le retiennent sur la rétribution qu'elles versent à leurs employés. Alnsi un salarié qui gagnait 2 000 lei et en redonnait 200 eu fisc touche eujourd'hui 1 740 lei : c'est par référence è cette somme qu'il peut éveluer ses prochoines augmentations.

Lors des discussions byzantines que nous avons eues à ce sujet, nous avans demandé qu'on nous présente un bulletin de salaira. En vain : un travallleur, qu'il soit ouvrier ou fonctionnaire n'en reçoit pas. « Un popier indi-viduel ? » : la plupart, eu début, ne comprenaient pas notre question. « Mais à quoi cele peut-il servir ? s'étonnait Elisaveta, secrétaire de direction dans une usine chimique : chez nous, c'est très simple ».

Le dernier jour du mois, Elisaveta se présente à la comptabilité, touche son salaire et émorge sur un registre — que nous n'ovons pas pu consulter — où figure le déteil de la somme versée : primes, retenues, impôt sup-plémentaire, puisqu'elle est célibateire (p a u r 2000 lel, 26 lei avant la loi du 1 er juillet, 80 depuis); potriote, cette jeune femme ne se pioint pas ; « C'est natoral, le pays o besoin de bras »,

Mals étourdie ou mai Informée - les textes de lai ne sont pas à la disposition du public, — elle semble ignorer que la nouvelle régle-mentation allonge sa vie de travall (vingt-cinq ans pour les femmes au lieu de vingt, trentedeux pour les hommes au lleu de trente) et que sa retralte sero moins élevée puisque calculée, elle aussi, d'après le salaire net.

Tout pour la production

sont payés ou rendement; des primes récom-pensent les plus dyncmiques, des sanctions (déqualification, retenues) menacent les moins

lci et là, des panneaux roppellent les objectifs du plan, encouragent ou avertissent. Tel ce placard — lettres rouges, chiffres noirs sur fond blanc — que la direction de l'Uzina tractoral Brasov a fait apposer sur tous les murs : « Coutre l'absence. Si un travailleur de catégorie s'obsente keit heures, il perd : 51 lei de paie, 67 lei de prime d'annuité (cette prime représente 10 % du soloire), 67 lei è titre de pénalisation, 60 lei sur son abon-nement de chemia de fer, au total : 245 lei ».

Ailleurs, des offiches invitent ou respect des règles de sécurité. Curieusement, elles ne s'ac-compagnent d'aucun décompte. « Il y a peu d'eccidents », effirme un contremaître. Pourquol le législateur o-t-ll donc rendu plus difficile l'obtention d'une pension d'invalidité ? La loi de 19à6 n'exigealt aucune condition d'ancienneté; beaucoup plus stricte et détaillée dans ses dispositions, celle de juin 1977

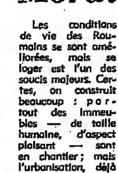
en pose.

Un ouvrier est-il omputé d'un bras par une machine? Il ne touche — s'il est employé depuis moins de cinq ons — que 950 lei : le montant de la pension ne dépend de l'ancien-neté qu'à partir de la sixième année. L'accldent survient-il en dehors du lieu de travoil? Le même ouvrier ne perçoit rien.

Absences, moladies, accidents sant consi-gnés par écrit : pour chaque travailleur, ou début de sa vie professionnelle, est établi un livret qui le suit jusqu'à sa retraite, C'est l'en-treprise qui l'établit, le conserve et, en cas de départ, le transmet directement au nouvel employeur. Outre les renseignements d'usage (date d'engagement, diplômes, qualification, promotions), ce livret contient bien d'autres Informations.

Chaque onnée, en effet, la direction évalue, ou réévolue, l'ensemble du personnel, « Un collectif de travoilleurs participe à cette notation », dit M. Muhcing Dumitru, directeur

Morale envahissante et amour contrôlé



rapide, ne suit pas

le rythme de l'in-dustrialisation. Des milliers de travailleurs (40 % des ouvriers à Brasov, 35 % à Constentso) résident à 50 ou à0 kilomètres de leur entreprise; chaque jour, des cors, des trains les prennent et les ramènent.

Souf mutation ou mariage, il n'est pas per-mis de s'installer librement à Bucarest, Cluj ou Brasov, même chez des amis ou des porents. Le ferait-on — ce qui leur attirerait toutes sortes de désogréments, puisque tout nouveau venu dait être déclaré ou commissariot dans les quarante-huit heures, - le gardien de l'immeuble, qui tient un registre des locataires, préviendrait qui de droit.

Contenus hors des centres industriels qui les emploient, beaucoup de « navettistes », comme on les appelle ici, se fixent durant la semaine à mi-chemin de l'entreprise et de leur village, dans une bourgade où, à plusieurs, ils louent une chambre chez l'habitant. « Ce déracineroent permanent, dit un sociologue, M. Octavian Boiengiu, rend impossible l'élévation du niveau culturel des travnilleurs — la plupart n'oot suivi que quotre ous d'école primaire, — horas-sés, toujours oilleurs, ils sont obnodonnés à eux-mêmes. Facteur d'inodaptation permonente (comma le prouve le toux élevé d'olcoolisme), leor mobilité ne leur permet pas d'occider à

um ocuveco statut. « L'homme qui a so familla à la campagne, qui travaille à l'usine et vit six jours par semaine dans une cité-dortoir ne sait plus très bien qoi il est. Il o'e qu'une aspiration : gagner assex — en se privant becucoup — pour revenir eo village, se construiro one maison, quitte eo cas de besoio à se rangager poor deux ons sur un chantier. Nus « auvettistes » sent un peu l'équivalent de vos travaillours immigrés, é cette différence près qu'ils nomadisent dans le v

propre pays ».

Beaucoup habitent chez leurs parents ou partagent un appartement ovec une autre famille, en attendant d'en recevoir un. L'attente peut durer deux ens; cela dépend des possibilités ... et de la conduite du travoilleur : s'il est membre du porti, morié, de bonnes mœurs. bien noté par son employeur, recommandé par

dicat, il sera plus vite satisfoit. Les loyers sont modérés (10 % du soloire), mois l'on incite vivement les citoyens à deve-nir propriétaires. Ce lu 1 qui gagne plus de (3) 1,25 lev = 1 FF.

3 000 lel por mais y est pratiquement obligé; comme II ne dispose généralement pos de l'avance exigée — 25 % d'une somme qui s'élève de 70 000 à 200 000 lel, — il emprunte à son entreprise, puls demonde l'ouverture d'un crédit (l'Intérêt, chaque fois, est de 8 %); pendant vingt ou trente ons, il rembourse 200 à 500 lel par mois.

Autre sacrifice : la voiture - qui équivout à plus de trois ans de salaire. La Docio 1 300 coûte 78 000 lei, payables en totolité à la commande, l'Oltcit n'en coûtera que 40 000. Ces prix n'empêchent pos l'attente d'être langue : sept à huit mois.

Le rapport prix/saleire est dans l'ensemble le même qu'en France, excepté pour la nourritura, qui reste bon merché. Subventionnés par l'État, les prix des principales denrées (leit, poin, framage, charcuterie, vi a nde de porc, huile, nouilles) n'ant pas varié depuis des an-nées, et les autres sont é la portée de toutes les bourses : pammes de terre 1,50 le kila, tomotes, 2,80, pêches à,30, riz 4 let la livre, œufs 0,80 pièce, viende de bœuf 25 lei le kilo. Ouverts le dimanche et tard le soir, les mogasins sont bien approvisionnés, et l'on ne constate plus les ruptures de stocks fréquentes Il y a cinq ans. Les queues ont pratiquement disparu : faire son marché n'est plus un problème pour les Roumains.

Un produit se fait-il rare, la plupart consentent è un petit geste, eussi discret qu'efficoce : un poquet de cigorettes qu'on glisse sous le comptoir, 100 lei qu'on donne evont de passer commande, un Jean au un pull de morque étrangère qu'on promet è l'areille. Ne d'une situation de pénurie — qu'il entretient — le bakchich est si bien entré dans les mœurs qu'il n'étonne que l'étranger : « Chez cous, dit un prafesseur d'université, il est d'usage de donoer no petit quelque chose o celoi qui rend

Le bakchich, une « relation », permettent-ils de recevoir plus vite un « ticket » de séjour ou bard de la mer Noire ? Certains le disent : les hôtels de la côte sont encore trop peu nombreux, 60 % des places sont rés étrangers, qui paient en devises, et les autres « s'errachent ». Mais les Roumains peuvent aussi passer leurs congés (de quinze à vingtquatre jours selon l'ancienneté) dans les Carpates au le delta du Danube, à moins qu'ils ne préfèrent les montagnes de Bucovine, décoraes d'un chapelet de monastères, eu les Ma-

Les voyages individuels à l'étranger restent l'exception. Les autorités allèguent le manque de devises; cite-t-on le cas de ces Roumains qui ont de le famille en France et qui, molgré une lettre d'invitation dûment certifiée per l'ambassade, n'obtiennent le drait de sortir qu'une fe is tous les deux ens, on réplique « one société socioliste de poot encouragar la formation d'un granpe de privilégiés », et l'on ejoute qu' « entre foire des croisières et construira son pays, un Roumain doit choisir ». En fait — et quoi qu'il fasse, — an a déjè choisi pour lui. Etudes, métiers, lieu de rési-

dence, logement, motemités (l'avortement e la contraception sant interdits), arganisation des laisirs, lectures, fréquentations, sortie du terri-taire, il n'est pas une activité qui échappe au contrôle de l'Etat. La vie privée est du domaine public, sa transparence est de règle.

Les voleurs morales elles-mêmes ne relévent pas d'un choix personnel : c'est le parti qui décide du bien et du mol. « Un communiste, dit le « Code de l'éthique et de l'équité socialiste », doit êtra honnête, sincère et correct. Il assume uoe haute responsabilité eo ce qui concerne l'établissement des relations farailiales sur les priocipes de la morale socialiste, de l'égolité, de respect, de l'offectation et de la confignce mutuelle entre opaux. »

« Passer inapercu »

A INSI un bon communiste n'e pas de l'aisons, dangereuses et « immorales » (les hôtels n'acceptent pas de couple illégitime), il se morte (un codre, même moyen, doit avoir femme et enfants) et ne divorce pas. Il eime son travail, sa famille et sa potrie.

Il se méfie des étrangers. En recevoir chez sal est déconseillé (le fait-on, on doit rendre compte eux outoritési, en héberger est interdit : « Les logements, nous dit-on, sont trop inconfartables. »

Un marioge mixte est une effoira d'Etat. Sitôt la demande déposée, le jeune fille (plus rarement le jeune homme) est interrogée — « pourquoi yeut-elle faire cela? » ,— culpobi-— o'y e-t-il pas essez de garçons dons le pays ? » — mise en garde : connaît-elle le chômage qui sévit dans les pays copitalistes? A-t-elle entendu parler de la traite des blanches? De cellule du parti en commission municipale, le dossier remonte jusqu'ou Consell d'Etat : Le Conseil d'Etat, dit le vice-président du Conseil départemental de Brasov, doit vérifier qu'il s'ogit d'oo véritable emoor. »

« Uo soir, raconte un étudient en philosophie, l'explique à un omi, que je rencontre au cofé, les grandes thèses de l'hôgéliooisme : c'est l'objet do mon diplôs Avons-nous discuté trop fart ? Le lendemain, la milico me convoque et me demande poarquoi je fuls de le propagande idéaliste. » Comme on ne sait jamais qui surveille qui,

on se méfie encore plus : un omi nous donne rendez-vous dans un parc, eu crépuscule, un autre nous attend dans le hall d'un grand hôtel ; à peine arrivés, il naus entraîne dens une brasserie où la pénombre, le brouhaha et la fumée protègent des indiscrets. Un troisième ne vient pas et ne répond plus eu téléphone. Il seroit excessif, assurément, de prétandre que tous les Roumains vivent dans une creinte continuelle; mais il est certain que le secret du bonheur réside pour eux, plus que pour d'eutres, dens le conformité eux normes et eux modèles établis. « La règle des règles, dit Romulus, c'est de passer inoperçu. »

(Lire la suite page 14.)

Les Mercedes et le livre des préséances

Excepté quelques-uns. A Buils habitent dons un ovartier résidentiel entouré de parcs et de miliciens qui, d'un fourré, roppelient o l'ordre le promeneur étourdi. circulent dans des Mercedes - la fille du président, dons une décopo-

table — que signale un numéra particulier (I-B); à leur approche, les policiers postés en permonence le long des principales artères décacent la circulation : mais passants et automobilistes s'écartent précipitamment d'eux-mèmes : les Césars brûlent les feux rouges, prennent les sens interdits et doublent à

ils s'approvisionnent dans des magasins spéciaux que les diplomates étrongers, qui ant eux-mêmes les leurs, leur envient, s'habillent à Londres au à Rome, se font projeter, dans les solles privées, les meilleurs films occidentaux que le public ne verra pas, lisent le Monde au le New York Times, envoient leurs enfants dans des lycées de qualité et complétent leur formatie par des voyages à l'étranger.

Tous ces avantages sont très minutieusement définis. Un livre des préseances — la nomen-clature — précise les droits de chacun (nature du logement, nombre de pièces, éventuellement marque et puissonce de la voiture) ; seuls les privilégiés peuvent le consulter.

Peut-on porler d'une « nouvelle classe »?

o disparu - quand elle s'est, pour l'essentiel reconvertie : en 1945, le parti communiste ne comptait pas plus de mille membres ; deux ans plus tard, il en comprenait sept cent dix mille, en 1950, un million. Mobilisation paysanne? Les campagnes étoient hostiles à toute collecti-visation. Prise de conscience du projétariat ? Il etait minoritaire. La moyenne bourgeoisie, disponible, se présenta : privée du pouvoir de l'orgent, elle comptait bien profiter de l'argent du pouvoir,

Mais elle cacho mai ses convoitises : des 1952. le parti se délestait de trois cent roille membres Et recrutoit des ouvriers. Mais, détachés de la production et intégrés à un appareil qui leur ouvroit une nouvelle carrière -- celle du pouvoir, — beaucoup oublièrent, en s'élevant dans l'ardre des puissants, la simplicité de leur condi-tion et la pureté de leur engagement.

Les circonstances aidont, prolétoires « embourgeoisés » et bourgeois « prolétarisés » finirent par se confondre : les uns se donnérent un style, une idéologie at un langage de communistes, les autres, qui avaient l'idéologie — des mœurs d'oristocrates, quand ce n'est pas de grands seigneurs. Est-ce cet échange de bons procédes qui rendit si homogène lo classe dirigeante?

Dès 1952, Gheorgiu-De; s'assurait le contrôle absolu du parti, de ses rouges et de ses hommes; le parti, à son tour, prenoit en main — une main de fer — l'ensemble du pays. L'ordre stalinien s'imposa. Son ébranlement opparut aux Roumains comme un désordre. Ils s'en praté-gèrent résolument : foce à la « libéralisation » qui s'amorçait en Union soviétique, et qui menocait leur propre pouvoir, ils se duccirent et commencerent à prendre leurs distances anvers Moscou. Le pays y gogna son indépendance, les citoyens n'y trouvérent pas leur liberté.

En voin crurent-Ils, en 1968, que les Tchèques leur apportaient le printemps : en dénonçant violemment l'agression soviétique, leur prési-dent ne défendait-il pas la démocratie? « Oui, dit un ancien ministre, mois telle que lai-même la conçoit et la protique. En soutenant Dubcek c'est-a-dire le droit pour cheque dirigeant socialiste de mener la politique de son chaix, — Ceausescu défendait se propre ligne : le stali-aisme. Suprême habileté qui en trompa beaucoup; c'est à cette époque, par exemple, que no entra au parti, :

« Ce qu'il y n de change, dit un oncien détenu, c'est qu'aujourd'hui au soit qu'on ne sera pas arrêté pour c'avoir rien fait. » Du stolinisme, qu'ils ont gardé, les dirigeants roumains ont éliminé, si l'on peut dire, les « bavures » ; mois l'essentiel subsiste.

Les principales caractéristiques du stalinisme demeurent et tendent même à se renforcer : le pouvoir est plus que jamais entre les mains d'un homme. Secrétaire général du parti depuie 1965, président de la République depuis 1974, Nicolas Ceausescu préside également le Conseil d'Etat, le Conseil de la défense nationale, le Conseil supérieur pour le développement économique. A l'exemple des voïvodes, il distribue des charges oux membres de so fomille : son fils Nicu est président de l'Union des étudionts ; so femme, membre du comité politique exécutif du porti et du bureau permanent ; son beau-frère, ministre de l'industrie.

Pour prévenir, enfin, la formation de clans au de fiefs, le président pratique la rotation des cadres — qui est une forme d'épuration perma-nente : un responsable politique ne reste pas plus de deux ans à son poste ; mis en « réserve », il garde ses privilèges (villa, voiture) et reste l'abligé de son maître.

Tranquille du côté des intellectuels, le pouvair l'est encore plus du côté des travailleurs. Difficile, leur vie s'améliore, et des objets hars de partée outrefols — équipement électroménager, voiture - deviennent plus accessibles : l'espoir de les possèder un jour rend l'existence plus supportable.

L'Eglise, au demeurant, les oides à prendre leurs peines en patience. Fidèle à l'Etat depuis des siècles, elle soutlant la République socialiste comme elle a soutenu la dictature fasciste d'Antonescu ou la monarchie : avec application et loyauté. « Il e'y a oucune raison que nous cri-tiquiens le gouvernement, dit sœur Cécilia, qui nous reçoit dans le parloir du monastère de Dragomira, en Bucovine. Chacun s'occupe de ses offaires, chacun respecte celles de l'autre. »

Nous nous étonnons que la photographie du président figure à côté et même légèrement oudessus de portraits de métropolites et de saints. Cesus de portroite de l'Escata pourquoi pas ?
Chez les orthodoxes, le chef de l'Estat a toujoura été le chef de l'Eglise. Ceausecu est un boa Roumoia et un bon patriote; à l'office du sactin, le prêtre nous invite à prier pour lui. Et nous

Sensible à ces prières, l'Etat veille à l'entretien des églises et des monastères, et alloue aux religieux un traitement de 2000 lei par mois. Est-ce l'une des raisons de l'obandance des

Beni des prêtres, assure du silence résigné des intellectuels et de l'acceptation passive d'une population en grande partie dépolitisée, le stalinisme, tel le Danube en crue qui s'étend sur les terres, recouvre aujourd'hui la Roumanie. Sta-linisme à « visage humain », comme dit, amer et soulogé à la fais, un écrivain. A chacun ses images. Celle que le régime nous montra, le jour de notre départ, est d'une « humanité » glacée.

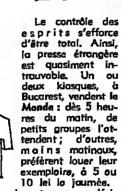
« Où est le cachet de l'Académie qui nuto-rise la sortie de ces textes ? » Tautes valises défoites, le douanier - de puis deux heures examine les notes (citations d'auteurs, réflexions, ébauches de scènes) qu'un romancier roumain nous a demandé de lui rapporter. « Où est le cochet ? répète-1-II. Même des poémes ont besoin d'un viso. Pourquoi l'auteur ne s'est-il pas adressé aux autorités supérieures ? »

Entouré de ses collègues et de soldats en armes, le dougnier compte méticuleusement les fiches, y appose un sceau, les paraphe, puls nous remet une adverintsa de retinere — un récépissé de saisie : « Nature de l'objet : grandes enveloppes contenant petites enveloppes avec des comptes rendus sur des écrivains roumains et

étrangers. > Si l'hamme lui échappait --- « Qui est-ce ? Soe nom ? Où habite-t-il ? L'adresse de sa fomille ? Parlex, et vous récupérez tout », — il confisquait ses rèves. Enregistrés sous le numéro 233, ils sont aujourd'hui saus bonne garde ou poste frontière de Portile de fier, sur le Danube : Portes de fer,

(Copyright Maurice T. Maschino et Fadela M'Rahet et le Monde diplomatique.) (Dessina de Plantu.)

La «dialectique de la parole vide»



Les livres n'entrent pas davantage : par déclsion récente du président, leur importation, délà très limitée, vient d'être presque supprimée, « Cette onnée, dit un économiste, l'Institut nous a accordé un crédit de., 20 dollars »; s'étant assuré que la secrétaire, occupée ovec une collè-gue, ne l'observe pas, il sort de sa serviette un « Que sais-je ? » ; « Yous ne pouvez imaginer les difficultés que j'ai eues pour l'obtenir. C'est pour moi un trésor, ojoute-t-il : je prépare une

Comme nous lui proposons de lui envoyer les ouvrages dont il o besoln, il murmure ; « J'aurai les pires ennuis avec la dauane : on me canvoquera, ao voudra savoir qui, comment, poorquai. Ou bien je ne les recevrai pos : interceptés, ils erant vendus ou en prenont congé. J'oi hante. >

Prives d'informations étrangères, les Roumains ne peuvent lire que leurs propres jourparti, leur rapporte d'obord les faits et gestes du président, parfois ses réflexions ou la maxime qu'un évènement lui a inspirée; la nouvelle, accompagnée d'une photo, est généralement présentée dans un encodré, en haut et à droite de la première page; ensuite, celo dépend. Ouvrans, par exemple, le numera du 26 juil-

let. A la une, en coractères gras : « Les travail-leurs du judet (département) de Buzeau s'engagent à accraître leur production »; ou-dessous, la photo d'un travailleur : souriont, monches retroussées, il se prépare à dépasser les normes. A la même page : un repartage sur une ville où la production augmente, des nouvelles (bonnes) sur la maisson, un encodré : « Poésie et patrie. »

Page deux, « La parale est sux auvriers » : l'un d'eux signale qu'il a constaté du gaspillage dans un magasin : l'outre, que sa machine, toute neuve, ne fonctionne pas. Page trois, le porti s'odresse aux trovoilleurs : « Comment utilisezvous votre temps, camarades ? » : on dénonce retords, bavardages, négligences. En page quatre, des télégrammes afficiels : « Le président Ceausesce a reçu... » « Le président Ceausesce o envoyé... » Pages cinq et six, sports, météorologie et conseils culinaires.

Le menu est rorement plus varié. Même quand Il se passe quelque chose, à l'étranger par exem-ple. Telles les grèves de l'ao demier en Pologne : lo presse cite la nouvelle, mals ne la comme pas; comme dit très justement M. Mojo Joan, rédacteur en chef de Manca, argane des syndicats, « on n'y stait pas, ao o'a rien yu », Mals on a bien vu M. Santiago Carrilla, on l'o même reçu : on n'expose pas davantage ses prises de position : « Les offaires des outres se nous regardent pos », répond M. Mojo Joan.

A l'entendre — mais beaucoup d'autres res-ponsables nous ont tenu les mêmes propos regarde les Roumains Paurquel parler de la dictature du praléta riot ? « Il apportient à chaque porti communiste de s'odapter aux conditions specifiques de soo pays. » De l'eurocommunisme? « Il vo de soi que chacan suit sa propre voie. » Le pluripar-tisme est un problème déjá réglé : « On le pratique mieux que les autres. Comme l'a déclare le président Ceauseson à one journaliste du Woshington Post, chez nous, il y a le congrés des laboureurs, le congrès des cheminots, le cangrés des travailleurs de la sidérargie.

lci, voyez-vous, an ne bavarde pos, on ngit. » On agit si bien que beaucoup ne réagissent plus. Le refus cotégorique de toute discussion, l'ignorance entretenue de la production intellectuelle des outres pays et la « dialectique de la parole vide », pour citer un écrivoin qu'on ne publie plus, sont à la longue efficaces. Membre de l'Académie des sciences sociales,

Gogonaets, qui se présente comme « philosophe do parti », est à le tarture durant tout l'entretien, Lui demande-t-on son apinion sur tel texte où Engels - déjà - dénonce le « sociolisme de caserne », il répand, en rougissant, qu'il est spécialiste de Platan; l'interroge-t-on sur la façon dont un philosophe concilie l'exigence de liberté Intellectuelle et la soumission au pauvair, M. Gogonaets rougit de nouveau, soupire, s'éponge le front et s'embrouille si bien dans sa réponse qu'elle perd toute intelligibilité; veut-on sovoir, enfin, de quelle foçon trente ons de pra-tique socioliste ont enrichi lo philosophle roumaine, M. Gogonoets s'arc-boute à son bureau, entrouvre lo bouche, prand son élan et se talt. La Roumanle n'o guère de dissidents. Plus

exactement, très peu d'Intellectuels critiquent le régime par référence à un autre modèle (libérolisme, socialisme autogestionnoire); Indifférents, semble-t-il, à toute idéologie, ceux qui s'expriment n'apposent pas à la société telle qu'elle est un outre projet, ils demandent oux outorités qu'elles respectent les lais et la Constitution.

Encore sont-ils très peu nombreux à formula auvertement ces revendications. Plus réalistes, mains tentés que d'autres, peut-être, de « témoi-gner », les intellectuels roumains ne cherchent pas l'éclot ; l'octe gratuit — ou symbolique est rare. Si bien que, dans l'ensemble, leurs rapports avec le pauvair sont excellents. Camme le dit M. Ian Hobana, secrétaire de l'Union des écrivoins : « Le président est un homme très ouvert : il nous occorde à pen près tout ce qu'an loi demande; ainsi nous a-t-il affert demière-ment une maison de repos nu bord de la mer. »

BIBLIOGRAPHIE

- A. BLANO, la Roumanie, le fait national dans une économie socialiste,
 Bordas; Paris, 1973; 143 pages.

 — J.-A. CHALET, la Roumanie, alliée
 rebelle, Casterman, Paris, 1972,
- Teoelle, Casterman, Paris, 1972,
 151 pages.

 J. Flavien, la Roumanie, in l'Agriculture dans les pays socialistes
 d'Europe, Editions sociales, Paris,
 1976, pages 159-190.

 M.-P. HAMBLET, Nicolas Ceausescu,
 Seghers, Paris, 1971, 187 pages.

 M. LOUVOT, Roumanie, coll. & Petite
 Dispaties of the College of Petite
 Dispaties of the College of Petite
- Planète z, Le Seuil, Paris, 1973,

190 pages. On consultera également, avec le plus On consultera également, avec le plus grand profit. les publications de la Documentation française, entre autres :

— L'Europe de l'Est in 1975 in Notes et études documentaires, mai 1976.

— Les Paysans en Roumanie, par J.-I. Durand-Droubin, in Notes et études documentaires, mars 1977.

— Le Plan roumain 1976-1980, in Problèmes économiques, janvier 1977.

Recherches universitaires

GUÉRILLAS, GUERRES DE LIBÉRATION NATIONALE,

Lannées 1899-1907, lors des conlèrences de La Haye, par les représentente d'Etats policés. Elles sont le produit du dixneuvième siècle, militariste et formaliste, Militarisme : le recours à la querre est alors considéré comme un moyen légitime de le polilique des Etats, c'est-à-dire d'entités souveraines, organisées selon ies mêmes principes el se réclement des mêmes valeurs. Formalisme : il semble techniquement facile d'isoler, dans le conduite des hostilités, l'individu belligérant ; un statut monolithique du combet-tant lègal apparait, qui préserve le civil et rejette le hors-la-loi dans les ténèbres. Deux brèches seviement se dessinent dans ce système très eécurieant (eu moins pour le législateur militaire). La levée an masse : le populellon qui prend spontanément les armes é l'approche de l'ennemi est considérée comme belligérante el etie respecte les lois de ls guerre; mais il e'agit de repousser l'invasion — la levée en masse an territoira déjà occupé n'est pas enrisagée. Les francs-lireurs, c'est-à-dire les corps volontaires ou auxiliaires n'appartenant pas à l'armée mais ayant reçu du gouvernement une investiture expresse : tels, en 1914, les gardes civiques balges, dûment com-missionnés, régulièrement encadrès, et même dotés d'un uniforme - la biouee bieue dee petriotes beiges de 1830.

Ce cadre général apparaît eujourd'hui passablement suranné. Les données londamentales sont Inversées. La communauté interna-tionale se veut, désormais, au moine cliiciellemant, pacifiste : avec l'article 2 paragraphe 4 de le charte des Nations unles, les Etats ont perdu le droit de recourir à la torce. Les contradictions internationales n'Ont, évidemment, pas disparu pour autant : les attronted'alibis divers - opérations de police, légitime défense, interventions sur appel du gouvernement légal. La guerre relation d'Elet à État tend donc é s'effecer devant des conflits composés dans lesquele on ne disceme plus taujours la part de l'intervention étrangère et celle de la crise interne. En même temps, les méthodes de lutte ajoutent encore à le difficulté de laire rentrer dans le moule de la guerre légale l'action d'éventuels mouvements de résistance ou de libération.

L'EXTENSION de la technique de le guérille, qui a bouleversé maintes notions stratégiques et politiques, trouble d'autant plus le juriste qu'eile échappe aux critères traditionnels. Doit-on constdérer le guérille comme un phénomène eeuvage, en dehors du droit ? A placer les partisans hors le loi, on risque de les encourager à na plus respecter aucune des lois de la guerre. Et certains d'ajouter que les méhodes reprochées aux partisans sont partois reprises par les troupes régulières : commendoe, coups de main, bombardements

promouvoir deux ensembles de règles juridiques, les unes appli-cables eux forces régulières confrontées é la guérilla, les entres eux eeule partisans ? N'y aura-t-li pas, dans ce cas, réciprocité de left — le droit de le guerre s'alignant rapidement sur l'éventuel droit de la guérilla, conjonction à même d'effecer toute distinction

Par CHARLES ZORGBIBE

entre combattants et non-combattants ? Enlin, le droit international peut-il admettre, é travers certaines manifestetions extrêmes de e querilla, des actes qui iul sont incontestablement contraires... sans saper ses propres bases ?

Noue avions déjà abordé, il y a quelques années, le problé de le confrontetion de la guérille et du droit de la guerre (1). Mais Michel Veuthey, haut fonctionnaire du Comité international de le Croix-Rouge, nous donne, avec sa thèse, Guérille et droit humanitaire, l'ouvrage complet qu'on attendeit sur ce eulet (2). Œuvre de caractère encyclopédique, monument d'érudition et d'objectivité, mais qui laisse transparaître la passion evec jaquelle l'auteur s'est attaqué à cette double gageure : « Comment peut-il exister un droit dans la guerre et, de surcroit, comment peut-il subsister dans des elluctions aussi extrêmes, juridiquement comme matériellement,

Droit humanitaire, guérille : notions raiatives, bouleversées, incertaines, dont Michel Veuthey entreprend de redessiner les arêtes essentielles aim d'examiner théoriquement, mais auriout concrètement, les problèmes que pose l'adaptation de l'une é l'autre. Au cours de sa longue recherche, l'auteur est amené à exposer un grand nombre de situations de guérille alin de tirer - en se fondant sur le réalité des conflits — les ensaignements d'un passé iointain ou encore proche. Se conclusion est forte et claire : it préconise des textes simples, compréhensibles, applicables dans tous les conflits, sans « sélection » politique ; it envisage un « tronc commun du dtolt humanitaire », constitué de principes fondamenieux qui s'appliqueraient en toutes circonstances, de paix oc de conflit armé, et seraient acceptés par les Etats dans un instrument

GEORGES ABI-SAAB, professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, et membre de la délégation égyptienne à le Conférence diplomatique eur le droit humanitaire, consacre un court et brillant essai à le notion de guerre

conférence de Genève (3).

En fait, les termes = guerre de libération netionale = ne sont pas ujours utilisés dens un même sene, et l'universitaire égyptien dégage

trole ecceptions distinctes, blen que reliées l'une à l'eutre : designent in lutte armée contre un envahisseur ou un occupant étranger — conflit armé de caractère incontestablement international ; b) idéologiquement, lis qualitient le combat mené dans nombre d'États par un mouvement » ou une « armée de libération « alin de renven les gouvernants et l'ordre politique et social qu'il ce représentent : du point de vue du droit humanitaire, le nature de ce type de conflit ou pour de vue du troit numentaire, le haure de les type de l'orinte est purement interne, puisque reffétant la contestation d'un régime politique; c) par une longue série de résolutions, l'Assemblée générale des Nations unies e rengé, sous ces mêmes termes, les luttes contre « le domination coloniale et étrangère ainsi que contre les régimes racistes « — luttes armées contre un colonialisme clessique, male aussi contre les régimes de minorité blanche d'Afrique australe.

Saule cette troisième acception comporte l'attribution d'un statut juridique : de le reconnaissance du droit des peuples à dieposer statut juriorque : de la recommussance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes procède, selon les Netions unies, le caractère international de conflits armés qui résultent de le jutte pour le réalisation de ce droit. Des objections subsistent cependant, dont nous nous faielone naguère l'interprète : comment convaincre le pouvoir établi éthique internationale commune — le droit préventif et répressif de le guerre ; mais elle influencera difficilement, pendant le durée du contift, l'application du droit bumanitaire.

)ANSI.
()US-C

acissement. incertitude

THE RESERVE

ALCOHOL: STATE OF THE PARTY OF

THE STATE OF

The second second second

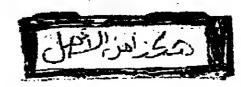
-

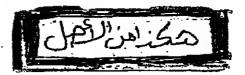
du caractère international du conflit pulsque, « e'il y e conflit, c'est ustement parce que le gouvernement légal entend exercer la souvejustement parce que le gouvernement lega entend exercet la concept rainetà eur ses territoires « (Mme Bindschedier) ? Surtout, le concept de « guerre de libération » ainsi entendu est fondà sur un critère finaliste : Il consecre la réapparition de la notion théologique de « guerre juste », et privilégie le statut des combattante de certaines guerres de décolonisation (et non de toutes), alors que d'eutres assauts contre un gouvernament légal — tendant simplement au changement de régime politique — peuvent epparaître comme iégitimes. Surtout, le notion de « guerre juste » pourrait éventuellement imprégner - dans le cas d'un développement réel d'une

(1) « La résistance à l'occupant et le droit international », Défense mationale, décembre 1971 ; et noire ouvrage la Guerre ctoile, Presses universitaires de France, 1974.

(2) Thées de l'université de Genéve, éditée par l'institut Henry-Dunant, Genéve 1976, 432 pages.

(3) « Les guerres de libération nationale et la conférence diplomatique sur le droit humanitaire », Annales d'études internationales, Genève 1977, pages 63-78.





RELÈVE

DANSLE SOUS-CO



Durcissement et incertitude

Aux prises à la fais avec d'insurmantables difficultés écanamiques et avec la fragilité ou l'inefficacité des systèmes politiques en place, les pays du sous-

continent indien sont entrés dans une phase particulièrement délicate de leur évalution. En Inde, l'inculpation de Mme Indira Gandhi ajaute encore à l'incertitude qui marqua les derniers mais de son gauvernement et les premières initiatives d'une nauvelle équipe conservatrice ; l'analyse que fait ci-dessaus Denzil Peiris ne justifie guère l'aptimisme avec lequel an avait pourtant pu saluer le déroulement parfaitement démocrotique des élections législatives.

Les perspectives qui s'auvrent au Pokistan sant taut aussi sambres. Dans les canditions précaires que décrit Eqbal Ahmad, il n'est peut-être pas très surprenant que le général Zia Ul-Haq ait annancé l'ajournement des élections prévues pour le 18 actabre et fait incarcérer la plupart des dirigeants du parti de l'ancien premier ministre Ali Bhutta. Dans le même temps, la tentative du coup d'Etat qui, le 2 octobre, a fait de nombreux morts au Bangladesh danne la mesure des difficultés auxquelles se

heurtent le régime du général Ziaur Rahman. Enfin, Mahan Ram abserve certaines similitudes entre la relève politique qui s'est effectuée à Sri-Lanka et les bouleversements survenus en Inde et au Pakistan.

En dépit de taut ce qui peut les distinguer, ces pays ont en commun une même impuissance devant des prablèmes fart anciens mais qui ant tendance à s'aggraver pendant que s'amenuise l'aide que paurrait leur apparter un Occident en

Chasser la misère sans entamer les privilèges d'une élite très minoritaire?

Inde : une équipe mal soudée affronte les éternels obstacles au changement

L'OCCASION du trentième an-Desai, premier ministre de a pris un triple engagement et libérerait les harijans (intouchables) de l'exploitation et de l'oppression. Ce n'était pas la première fois que les Indiens pon-vaient enteudre de telles promesses. Il y a trente ans, alors que l'Inde recouvrait son indépendance, l'Inde recouvrait son independance, Jawaharlai Nehrui avait déjà pro-clamé avec emphase des intentions similaires : « Je sècherai les larmes de chaque Indien... » En mars 1971, Garibi Hatao (à has la pauvreté fut le slogan de choc de la cam-pagne électorale de Mme Indira Gandhi. Et d'autres honumes poli-tiones importants out uris de tiques importants out pris de parelle engagements, même s'ils s'exprimaient en termes plus pro-

Pourtant, en trente ans de dé-veloppement économique depuis l'indépendance, rien u'a changé Veloppement de la change pour les pauvres. Une étude datant de 1973 estimait que « la proportion des rumux ne disposant pas du minimum vital est passée, de jaçon significative, de 38 % en 1960-1961 à 54 % en 1966-1969 ». Cela veut dire que le nombre de ceux qui disposent à pelne de 2 000 calories par jour pour vivre — et de rien d'autre, pas même d'un vêtement — s'est élevé de 135 millions à 230 millions environ. Compte tenu des nécessiteur chroniques massés dans les régions urbaines, on estime couramment que la pauvreté, en Inde, affecte 60 à 70 % de la population totale.

De cette réalité brutale, et des distorsions qu'elle entraîne pour l'économie nationale, le gouvernement du Janata (la coalition au pouvoir) commence à saisir les effets, sept mois après son installa-

La promesse de délivrer les harijans de l'oppression a été faite cette année dans des circonstances inhabituelles. Irrités par la campa-

Lire pages 16 à 18:

· Pokistan : L'intervention de l'armée a occru les risques d'explosion (Egbal Ahmod).

· Les leçons de l'échec à Sri-Lanka : fin d'une stratégie de < passage pacifique au socialisme >

gne de stérilisation forcée qu'ils durent subir sons l'état d'urgence proclamé par Mme Gandhi, les harijans et les autres déshérités ont abattu la dictature du premier ministre en votant massivement contre elle. C'est le soulèvement des illettrés qui a ainsi rendu la bon grè mal gré, l'étouffement des libertés. Le nouveau gouvernement du Janata doit son existence aux du Janata doit son existence aux harijans et il est tenu par des promesses à l'égard de tous les « hors castes » de la société indienne. Cependant, il y avait un fâcheux contrepoint au discours de M. Moraril Desai le 15 août. En juin, dans le village de Belchi, dans l'Etat du Bihar au nord de l'Inde, un propriétaire terrien tyrannique avait brûlé vifs onze paysans harijans qui s'étaient révoltés coutre son pouvoir absolu. Lors d'un vote de défiance contre le ministre de l'intérieur Charan Singh, quelques l'intérieur Charan Singh, quelques jours avant la fête de l'indépen-dance, des leaders du parti du congrès battu aux élections affir-mèrent devant le Parlement que les meurires de harijans se multi-pliaient depuis la mise en place du gouvernement du Janata. Les du gouvernement du Janata. Les sévices contre eux étalent plus fréquents, on les chassait de leurs terres et brûlait leurs cabanes. Certains soutinrent que les propriétaires terriens étalent soudain enhardis par la conviction que le nouveau gouvernement, dominé par des propriétaires terriens conservateurs tels que M. Charan Singh, ne ferait rien pour s'opposer à des réactions de leur part contre des harljans « présomptueux ». Le gouvernement se défendit en faisant remarquer que des atrocités sant remarquer que des atrocités contre les harijans se produisalent aussi bien dans l'Andhra-Pradesh

le parti du Congres de same indica Gandhi.

Il est une évidence difficilement contestable dans la vie politique indienne : si l'on veut supprimer l'intouchabilité, il faut restructurer le régime de la propriété foucière dans les régions rurales. L'appression des harijans est en effet un aspect du conflit de classes (que renforcent les préjugés de caste) entre, d'une part, les riches propriétaires terriens hindous de « haute caste » et, d'antre part, les paysans pauves, métayers et travailleurs sans terre qui, pour la pinpart, sont des harijans. Les grandes réformes agraires s'arrêtèrent dès les premières années de l'indépendance, après l'abolition des domaines

aussi hien dans l'Andhra-Pradesh et an Gujarat, deux Etats où des gouvernements constitués par le Congrès étaient au pouvoir. On interpréta alors les promesses de M. Desai envers les harijans comme un effort pour se ménager leur adhésion qui commençait à s'effriter, comme l'avaient montré de récentes élections aux assemblées de neuf Etats : les harijans commençaient à rejoindre leur patron traditionnel, le parti du Congrès de Mine Indira Gandhi.

Par DENZIL PEIRIS *

fécdaux des « zamindars ». Désor-mais, les nouvelles élites rurales do-minantes sont les « koulaks », de riches propriétaires terriens qui servent aussi de barons électoraux pour les grands partis politiques. En vertre de la Constitution indienne, l'agriculture est « du res-sort des Etats », ce qui signifie que ce sont les Etats qui doivent mener à bien les réformes agraires.

Mais le plafonnement des superficies et la redistribution des surplus, décrêtés par Mme Gandhi, n'ont jamais été appliqués.

n'ont jamais été appliqués.

La défaite du parti de Mme Gandhi n'a pas modifié la nature du pouvoir politique dans les campagnes. Dans un périodique daté du 15 août, le ministre de la défense, M. Jagivan Ram — qui est lui-même un harijan — écrivait ainsi que a l'assise du nouveau groupe politique ayant accédé au pouvoir (le

gouvernement du Janata) ne dif-jère pas tellement de celle qui pré-valait dans le Congrès ». Les ma-gistrats, la police et les autres instruments de l'Etat, qui tantôt appartiennent à la « classe des koulaks ». tantôt peuvent être ache-tés par elle, continuent à aider les propriétaires terriens qui consiment propriétaires terriens qui oppriment

Les atrocités frappant ces derniers ont donné un nouveau souffie aux Dalit Panthers, un mouvement de jeunes militants harijans qu'i tenteut de mobiliser les leurs pour créer une force politique indépendante. A la mi-acott, plusieurs mil-liers d'hommes et de femmes, criant des slogans, ont ainsi défilé dans les rues de Bombay. Mais cet effort n'en est qu'à ses débuts. Les révolutions paysannes ne sont pas pour demain. Et les élites indiennes n'out que trop pro-pension à considérer avec indiffé-rence la plaie suppurante de l'intouchabilité.

Une économie fondée sur le pouvoir d'achat des riches

E N revanche, ce qui est perçu E N revanche, ce qui est perçupar le gouvernement du Janata comme um « danger clair et
immédiat » risquant de mettre en
jeu son autorité, c'est la hausse
accélérée des prix, assortie de signes évidents de détérioration
économique. Immanquablement, les
hausses de prix déclenchent des
troubles dans les villes. Réunis en
conférence au début du mois d'acott,
les ministres à la tête des Etats
ont constaté une montée des dissensions et des violences parmi les
étudiants et les travailleurs. En juillet, une grève des dockers de Bombay n'avait pu être évitée qu'au bay n'avait pu être évitée qu'au prix d'une augmentation des sa-laires.

laires.

Les grèves pourraient menacer la cohésion fraglie de la jeune coalition du Janata, qui ne s'était soudée qu'autour d'un seul et unique programme : abattre Mme Gandhi. Une composante majeure de cette coalition est le parti socialiste qui donne au Janata — qui est, à tout prendre, une combinaison de forces conservairies — une base de pouvoir parmi les onvriers.

M. George Fernandes, chef du parti socialiste, est ministre de l'industrie. Le coalition repose aussi sur plusieurs personnalités libérales de gauche, tel M. Chandrasekhar, se crétaire général du parti Janata, gauche, tel M. Chandrasekhar, se-crétaire général du parti Janata, qui dispose d'un certain charisme. Qui plus est, après avoir dénoucé la répression menée par Mme Gan-dhi contre les syndicats, et en par-ticulier contre la grève des chemi-nots que dirigeait, précisément, M. Fernandes, le gouvernement pent difficilement faire preuve de dureté à l'égard de grévistes qui protestant contre l'élévation du coût de la vie. Ne faudrait-il pas

Journaliste cingalais, spécialiste des restions indiennés.

alors interpréter comme un geste de désespoir de la part de ce gon-vernement, face aux hausses de prix, le fait que son ministre du commerce, M. Mohan Dharia, ait cru bon de menacer de recourir au pouvoir de déteution illimitée que lui donne la loi sur le main-tien de la sécurité interne ? Pour discipliner les commerçants, tout comme l'avait fait Mme Gandhi. Quoi qu'il en soit, sa déclaration a semé la consternation parmi les industriels.

Entre le 26 mars et le 2 juillet, l'indice des prix de détail s'était élevé de 3,6 %, soit une augmentation de près de 14 % l'an, contre 12 % l'année dernière. Une inflation de cette ampleur n'a pas pour seul effet d'aggraver le sort de s pauvres; elle introduit aussi des distorsions dans les priorités du plan. Les plus fortes hausses sont intervenues dans le prix de l'Imile de moutarde, principal combustible utilisé pour la cuisine, et des légumineuses qui occupent une place de choix dans l'alimentation végétarienne de l'Indien. L'huile de moutarde coûte de 75 à 100 % plus cher que l'an passé. Entre le mois de mars dernier et le 2 juillet, les prix du riz ont grimpè de 9,1 %, ceux d'autres produits alimentaires de 6,7 % et ceux des fruits et légumes de 24 %. Pour les ouvriers de l'Industrie, l'indice des prix à la consommation est passé de 306 en décembre 1976 à 316 en mai 1977. On a vainement essayé, pour arrêter ces hausses de prix, de libéconsommation tout en interdisant d'exporter certains produits alimentaires comme les pommes de terre et les oignons (qui allaient sur taires comme les pommes de terre et les oignons (qui allaient sur les marchés en expansion du Pro-che-Orient). Tout aussi déconcer-

tante est la stagnation de l'investissement, que le gouverneur de la Banque de Réserve explique par le coût élevé du capital d'investissement. Il en résuite une diminution de la création d'emplois nouveaux aggravant encore le chômage qui s'était accentué au terme de la pé-riode de l'état d'urgence décrété au juit 1975 Sept cont circulate en juin 1975. Sept cent cinquante mille travailleurs avaieut alors perdu leurs emplois à la suite de lock-out. Officiellement, le nombre des chômeurs est estimé à trente millions; selon un membre de la commission nationale de planification, il s'élève au rythme de 10 % l'an.

Les réductions de consommation d'énergie out aussi un effet néga-tif sur l'investissement. De telle sorte qu'aujourd'hui la croissance economique est presque nulle.

Les économistes admettent que les hausses de prix et le déclin de l'économie ne sont pas imputables à une mauvaise gestlou de la part du nouveau gouvernement. Pas plus d'allieurs qu'à un relàchement de la discipline après la levée de l'état d'urgence qui, pendant vingt-deux mois, avait pesé lourd sur l'administration indienne.

En effet, de mars à août 1976, en pleine période d'état d'urgence et malgré les résultats économiques spectaculaires dont s'enorgueillissait Mme Gandhi, la production industrielle avait baissé de 5,6 %. Le capital d'investissement industriel mobilisé par le secteur privé dans la première moitié de 1976-1977 était tombé à 500 millions de roupies, contre 650 millions durant la même période de 1975-1976. Il y eut une rapide augmentation du crédit bancaire, qui atteignit 15 170 millions de roupies de mars à novembre 1976 contre 7 520 millions pendant les mêmes mois de l'année précédente. Mais le crédit était octroyé à d'autres fins que la formation de capital. Les stocks se sont massivement grossis : ainsi, il y avait pour 4 milliards de roupies d'acier invendu. Les prix des matières premières industrielles se sont élevès de 40 % de mars à novembre 1988. Et les hausses de prix encouragèrent la thésaurisation d'on) la demande de crédits En effet, de mars à août 1976, prix encouragèrent la thésaurisa-tion, d'où la demande de crédits

Que le cilmat solt au libéralisme ou que le régime impose un coutrôle sévère et une discipline draconienne, les hausses de prix, l'inflation et le ralentissement de la productiou sont des constantes. Car ce sont des maux inhérents à la structure de l'économie indienne. Cette économie est en effet orientée en fonctiou des élites. Elle est organisée pour produire des est organisée pour produire des biens de consommation, tels que les appareils de télévision ou les réfrigérateurs, destinés à satisfaire les besoins d'une toute petite mi-norité de gens aisés

(Lire la suite page 16.)

ceux qui ne peuvent pas acheter de quoi manger. En fait, l'inflation a ses racines dans une économie de marché où les producteurs sont incités à produire moins pour maximaliser les profits: au bout d'un certain temps, l'investissement et la croissance faiblissent, et les prix grimpent. Les biens de production de masse font défaut, tout simplement parce que l'industrie privée ne juge pas rentable d'investir dans ce secteur. La marge de profit y est trop ré-

La marge de profit y est trop réduite.

Quant au secteur rural, il a été négligé. Encore qu'il faille faire la distinction entre les deux systèmes qui y coexistent. Le 23 juin dernier, l'Economic & Political Weekly de Bombay a ainsi mis en évidence « deux aspects apparemment contradictoires » dans l'agriculture : croissance et stagnation. La moisson record de 120 millions de tonnes en 1975-1976 a été produite principalement par le secteur capitaliste disposant d' e éléments de modernisation tels que l'amélioration de la qualite des semences, l'utilisation accrue d'engrais et de pesticides, la possibilité de faire des travaux d'irrigation et de s'approvisionner en énergie » c'est-à-dire de tous les atouts qu'offre la révolution verte. En revanche, c'est la stagnation dans le secteur paysan, où l'on gratte péniblement le sol pour en tirer sa subsistance et où le rendement des récoltes est à la merci de la mousson. L'Inde rurale offre e un tableau de stagnation et de dépérissement dans de vastes régions où vit une forte proportion de la paysannerie ».

La réforme agraire en question

Le gouvernement du Janata a annoncé qu'il allait concentrer ses efforts de développement sur le secteur rural, néglige par les précédents gouvernements du Congrès. Pendant le débat budgétaire le 23 juin, le premier ministre Desai a dit que sou gouvernement était acuits aux idéaux de Gardhi en acquis aux ideaux de Gandhi en ce qui concerne le developpement L'accent est mis sur l'agriculture et le développement rural : « Nous voulons retourner dans les sentiers ounerts par les partisans de Gan-dhi et dont le pays s'était écarté... Nous voulons aider d'abord l'homme le plus humble, s Voilà qui tran-che nettemeut avec la stratégie du Congrès qui accordait la priorité à l'a industrie louvel » en dérit à l' « industrie lourde » en dépit des proclamations de ses premiers ministres qui se disalent soucieux d'aider les « secteurs vulnérables », autrement dit les paysans. Le ministre de l'intérieur Charan Singh, qui professe lui aussi les Idéaux gandhiens du développement,

de e silos » qui seraleut prêts à l'absorber : les estomacs vides de

a fait remarquer avec algreur que a l'Inde n'est pas sortie de la pau-vreté parce que ceux qui étaient à sa tête depuis l'indépendance ont jondé leur politique sur un modele marxiste ctranger ». Falsant la part du sarcasme politique dans ces propos, on conviendra que Ja-warharlal Nehru, qui fut le premier chef de gouvernement de ce pays, était impressionné par le modèle même manière, les conseillers ecouomiques de Mme Gandhi, intel-lectuels de formation britannique séduits par le e chic radical » des années 30 et 40 et par le « front populaire » en Europe, favorisèrent également le modèle soviétique. En fait, ce qu'ils ont développé, malgré toutes leurs professions de socialisme, c'est une économie mixte dans laquelle le canitalisme, mixeu gérait économie mixte dans laquelle le capitalisme bureaucratique gérait des banques et des sociétés industrielles nationalisées, tandis que subsistait un secteur privé tantôt harcelé, tantôt floué. La stratégie du bieu-être social de Nehru et de Mme Gandhi consistait à assurer le bonheur du « prolétariat » urbain. Le système de répartition. urbain. Le système de répartition des produits alimentaires ration-nés et subventionnés fonctionnait

nés et subventionnés fonctionnait principalement au profit des villes, tandis que les villages devalent se débrouiller par leurs propres moyens. Seul le riche fermier était l'objet de queique soin, l'irrigation et l'énergie lui étant fournés à des tarifs de faveur.

Pour ce qui concerne le gouvernement du Janata, il n'est pas d'une grande clarté quand il parle de stratègie gandhienne. L'invocation du gandhisme peut être un « truc » pour s'assurer la doclité du secteur rural, de la même manière que la fréquente référence au « socialisme » dans la rhétorique de Nehru et de Mme Gandhi servait Nehru et de Mme Gandhi servait de camouflage à un « capitalisme honteux ». L'idéal « gandhien » donne dans un bucolisme élémen-taire qui paraît anachronique. C'est une rationalisation de la pauvreté indienne. M. Charan Singh vou-

drait que le secteur industrialisé produise entièrement pour l'expor-tation tandis que le marché inté-rieur serait laissé aux industries artisanales et à une nouvelle caté-gorie d'unités de production qu'il appelle les « petites industries ». D'autre part, ministre de l'indus-trie, M. Brij Lai Varma souhaitait une redéfinition de l'industrie privée une redefinition de l'industrie privée de manière que les vieilles discriminations à son encontre soient abandounées. Cette proposition suscita de vives protestations du
« gauchiste » Chrandrasekbar, pour
lequel il n'était pas question de
baisser la garde devant les « grands monopoles », tel l'empire des Tata. M. Varma a déjà été remplacé au monopoles », tel l'empire des Tata.

M. Varma a déjà été reinplacé au poste de ministre de l'industrie.

M. Charan Singh, qui est un grand propriétaire foncier, estime lui aussi que la réforme agraire est un vieux cheval de batafile e qu'il est désormais inutile de cruvacher ». Et ce point de vue pourrait le mettre en conflit avec M. Chandrasekhar et d'autres e progressistes » qui font de la redistribution des terres un article de 201. Il semble hien finalement que la stratègle de M. Charan Singh soit conque pour fournir des emplois aux paysans sans terre et aux autres déshérités par le canal de spetites industries, mais sans entamer les privilèges fonciers des « koulaks ». Qu'ant au ministre de la défense, M. Jagivan Ram, il se mura dans un silence studieux lors de la réunion du cabinet où M. Charan Singh fit savoir le peu de cas qu'il faisait de la nécessité des réformes agraires. L'Economic de Political Weekly a ainsi résumé la situation dans son numéro du 23 juin : « L'esprit de l'agro-capitalisme flotte déjà dans les airs. Les idéaux gandhiens si souvent exhibés sont une tentative pour vendre le produit aux masses rurales. tout comme le socialisme furgles. rurales, tout comme le socialisme servait encore récemment à apai-ser les masses urbaines. Il reste d voir comment la philosophie gandhienne pourra être présentée si l'on veut expliquer comment le « priorité absolue à l'agriculture et au développement rural » pourra deventr une réalité concrète sans que l'on modifie motivalement le que l'on modifie radicalement le schema de la propriété terrienne. » La se trouvent en effet les germes d'une controverse politique au sein du Janata lui-même et entre le Janata et les groupements extérieurs

à la coalition. M. Charan Singh est un éventuel M. Charan Singh est un eventuel candidat an poste de premier ministre au cas où M. Desal, âgé de quatre-vingt-trois ans, se retirerait. M. Singh combine ses efforts avec ceux du Jan Sangh de M. Atul Bihari Vaypayee, le ministre des affaires étrangères, pour consolider la position des conservateurs dans le Janata. La distribution des candidatures aux Assemblées d'Etat a donné lieu à de telles manipulations que la combinaison Jan Sangh - Charan Singh a eu l'avantage sur les autres compo-Jan Sangh - Charan Singh a eu l'avantage sur les autres compo-santes du Janata. Mais il est encore trop tôt pour voir où tout cela va mener, pour savoir st les tensions au sein du Janata vont fissurer la coalition, ou bien si cette coalition va se maintenir en état de fonctionnement tout

de fonctionnement tout comme l'avait fait le Congrès pendant

trente ans, le parti servant de cou-verture à des querelles politiques dans lesquelles s'affronteront des groupes allant des conservateurs jusqu'aux compagnons de route des

jusqu'anz compagnons de route des a gauchistes ».

Il serait tont aussi prématuré de juger la nouvelle stratégie de dé-veloppement en faveur des villa-ges : on ignore dans quelle mesure elle sera mise en œuvre pour ser-vir les plus pauvres. 30,4 % des médits budgétaires (30 milliards 240 millions de montes) sont affer-240 millions de rouples) sont affec-tés à l'agriculture pour les grands et petits travaux d'irrigation, les engrais, les prestations destinées et petits travatix d'irrigation, les engrais, les prestations destinées aux coopératives rurales et pour la fourniture d'énergie aux sones rurales. Des avantages fiscaux sont aussi offerts aux entrepreneurs qui s'implantent dans les régions rurales et aident au développement des petites industries sous leurs diverses formes. Mais rien n'est prévu pour mobiliser des ressources financières au moyen de l'imposition des riches fermiers. A cet égard, le Janata reste dans la ligne du Congrès. Et le ministre des finances, M. H.M. Patel, n'a pas précisé quelles structures organisationnelles seront mises en place pour galvaniser l'économie rurale. Le Congrès avait, lui aussi, élaboré un plan pour favoriser le développement rural intégré, en vertu duquel les petites industries artisanales devalent être reliées à de plus vastes unités dans un effort pour crèer des emplois et des revenus à l'échelon du village. Mais le paysan n'a encore jamais eu l'occasion d'apprécier les bienfaits de tous ces projets bien intentionnés. Tout au contraire : pour lui, plus les choses changeut, plus il s'enferre dans son insondable pau-

4.10 1000

1000

9.00

.. 100

A 4 47 3

- .. . A STATE OF THE

4.5

200

.

and the state of t

200 2002

1.72

10000

1 1 CA

. ---

1000

4 A 4

500 000 2

7.5

the transfer from the control of the best was been the state of the s

Service of the servic

The second secon

The state of the s

The state of the s The second secon

A lagrange of the second of th

The state of the s

The state of the s

And the second s

The state of the s

Substitute and

and de temperature and formation and the

State was a series of the seri

Service economicane

de di Gille III e - t

44.

100

. .

; r 1w

1000

200 100 100 100 100

and the second

and the second s

...

-

100

7.6

- 3 ±±

5 16 .

7. VV.

47-4 - - A--وسريف t indicated to . H = 150

w. .

Arrest France

Sec. 2

Type of the graphs

---جي ريحي

-40

N 46 17 1

40.00

3.5 (\$5.57)

300 BACK

1.0

*

. 4.6 4

ينا ۾ انجاز هموءِ ۾ ا

. بالأشمية

A - 12 - 12 - 12

يوسطونين 9-4-1 B. T. T. 6.00

11.70

Water Street

 $\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} + \frac{1}{2} \frac{1}{2} - \frac{1}{2} \frac{1}{2} \right) \right)$

white the same

وتبية بيادره فالدراج

A ME . I ME IN COLUMN

والمراجع فيتحادث

No expenses 1

water grant .

Tropic Section · finishing will be 1967 Lake Sugar

10 th 300 M

A MOUNTAIN .

e de Sanderbar en sy

William de la

The hope of the same

The second second

of the same

Order in 32

A SHOULD SEE

THE SHE WARRE

مريانيا المجاد المحادث

The A Strong.

7 14 T. 12 2

Argues

. الأمهرة أوقة وتبيرا Probablica States

marganis a

45,-48.

s'enferre dans son insondable pauvreté héréditaire.

M. Patel semble conscient des
lacunes qui existent dans son budget. Il s'en est en quelque sorte
excusé, en le présentant au Parlement : « Le budget... représente
le premier pas, quoique modeste,
en direction d'une rejonte de l'économie destinée à éliminer rapidement la pauvreté et la misère...
Parce que le temps nous manque
et que les projets en cours nous
imposent de lourdes obligations, il
ne nous a pas été possible de rene nous a pas été possible de re-fondre toute la structure de la fis-calité. » Mais les belles promesses sur l'élimination de la pauvreté ont été si fréquentes dans le paasé qu'elles sont maintenant une mon-naie dépréciée. Ou pourra juger de nais dépréciée. Ou pourra juger de la sincérité du Janata un peu plus tard cette année, lorsqu'il soumettra une déclaration bien structurée sur la manière dont il compte atteindre ses objectifs sociaux. Il est douteux cependant qu'une politique coordonnée voie le jour, car le gouvernement ne fonctionne pas comme une équipe cohérente. Il est divisé sur les buts économiques et sociaux, et sur les moyens de les atteindre, selon l'opinion individuelle de chacun des ministres. Un éminent journaliste indien à qui on demandait s'il existait un « cabinet interne » n'a pu que réponon demandat s'il existat un « ca-binet interne » n'a pu que répon-dre : e Comment y aurait-il nn cabinet interne alors qu'il n'y a pas de cabinet du tout ? » Ce qu'il voulait dire, c'est que l'assemblage de plusieurs ministres ne fait pas une équipe cohérente.

Faiblesse des oppositions

ME GANDHI s'était empressée d'exploiter les hausses de prix et les atroctées commises contre les et les atrocttès commises contre les harijans. Elle s'est rendue au village de Belchi. Elle a dénoncé àprement les hausses de prix. Et cependant la possibilité pour le Congrès de tirer, parti de la déceptiou qu'inspire le Janata est limitée par deux facteurs. D'une part, les luttes internes pour la direction du parti et le fort courant d'hostilité à l'encontre de Mme Gandhi. D'autre part, l'inculpation de dhi. D'autre part, l'inculpation de Mme Gandhi, qui a porté un nou-veau coup à son prestige déjà fort-entamé par les procès pour corrup-tion intentés contre certains an-ciens ministres et la c11 que quiciens ministres et la clique qui gravitait autour du pouvoir.

Quant aux marxistes, ils ne peuvent pas offrir une solution de rechange pour gouverner le pays, ni même se poser comme une fouce d'opposition consistante. Le parti communiste indien pro-soviétique est faible, et discredité par le soutien qu'il a apporté à Mme Gandhi. Son adversaire, le parti communiste de l'Inde (marxiste), est certes au pouvoir dans l'Etat du Bengale-Occidental, mais son chef, M. Jyoti Basu, se moutre aujour-M. Jyoti Basu, se moutre aujour-d'hui plus enclin à coopérer avec le gouvernement du Janata depuis qu'il a été échaudé (par le gouver-nement du Congrès) pour avoir tenté de pousser trop loin ses ré-formes radicales en essayant de faire de son Etat un « nouveau

Pour l'instant donc, on ne voit qu'une seule menace de nature à compromettre la stabilité du pays: lese efforts combinés du Jan Sangh et du Bharatiya Lok Dal (B.L.D.) pour imposer la langue hindie à l'ensemble de cette mosalque linguistique et ethnique qu'est l'Inde. L'hindi est parlé dans le Nord, et le parti Janata n'a fait aucune percée dans le Sud lors des récentes élections. Une résurgence du séparatisme dravidien n'est pas à exclure, en réaction contre le chauvinisme hindi. Le problème des langues indigènes est un puissant facteur de division, tandis que l'usage de l'anglais est l'un de e rares instruments de cohésion dans cette mosalque. Or c'est bien de détrôner l'anglais de son rang de langue officielle qu'il s'agit pour les plus fervents défenseurs de l'hindi. Ces derniers ne semblent pas, toutefois, déterminés à aller jusqu'au bout de leur renvendication — du moins dans l'immédiat.

Quels seront les choix du parti du Janata dévant tous ces pro-blèmes. Se contentera-t-il de s'ins-tailer confortablement au pouvoir et d'essayer d'y durer le plus pos-sible, ainsi que l'a fait pendant treute ans le parti du Congrès mai-gré ses divisions ? Pour qui veut les conserver à tout prix, le pou-voir et l'influence sont toujours de puissants facteurs de cohésion.

DENZIL PEIRIS.

Persistance de la popularité de M. Bhutto, aggravation des antagonismes ethniques

ANS la nuit du 4 juillet 1977, l'armée pakistanaiee pleçalt le premier ministre, M. Zullikar Ali Bhutto, see ministres et les dirigoante de l'opposition en - dotention préventive -. Cette - opéretion tair play - semblait mettre un terme é le crise politique ouverte on mers. Les citoyens, même ceux qui redoutalent le loi mertiale, en éprouvèrent du soulagement. En réalité, le coup d'Etat e encore

laquolle éteit dojé plongé le peys.

Dans un discours télévisé, le général Zia-ul-Haq, chel d'étet-mejor, Insista aur le rôle provisoire des militaires et promit des élections honnêtes sous leur contrôle de l'opposition, qui avait déclenché l'agitation de masso pour protester contre le truquage des élections du 7 mers 1977. L'opinion publique a sussitôt été mobilisés en vue de nouvelles élections fixées au 16 octobre, maie quo les militaires ont ensulte décidé d'ejourner sine die.

L'image de marque de l'armée a beau-coup souffert des douze ens de peuvoir militaire (1958-1971) durent lesqu e'identifie au gouvernement de M. Bhutto et qui s'acheverent par la sécession du Pakisten-Oriental. Pour réhebiliter son rôle d'erbitre de le politique nationale, elle doit prouver eujourd'hui qu'elle en est le garent efficece et scrupuleux, malgré ses dissensions internes et les problémes euxquele elle est contrantée. Il n'est pas súr qu'elle y parvienne, car le nouvelle irruption des militaires dens la vio politiquo a accru le malsise qui

a accru les risques d'explosion Par EQBAL AHMAD *

sous-tend toutes les crises politiques au Pekietan, et le regeln d'influence de l'armée complique les perspectives

Au cœur du tout dernier conflit, comme dens les crises précédentes de 1958, 1968 et 1971, on retrouve l'insoluble contradiction entre les tenants d'un pouvoir autoriteire et l'aspiration populaire à la démocratie. En Inde, la méthode britannique d'introduction progressive et contrôlée des institutions représentatives a eu un impect considérable : un nationa-

* Chercheur au Transnational Institute, Amsterdam et Washington, D.C.

lisme moderne el libérel e pu e'y enracinar en profondeur dans toutes les directions. En raison des impéretifs de le colonisation le léodalisme se trouva considérablement effalbil dès 1793 par les nouvelles fois edministratives et agraires, le développement commercial, l'essor d'une bourgeoisie nationale et enfin, après la première guerre mondiale, par l'émergence d'une classe capitaliste indigène significative. Au contraire, le domination des institutione absolutietes fut reletivement peu battue en brèche dans les régions qui torment aujourd'hul le Pakistan. Là, nulle classe capitaliste indigéne jusqu'à l'indé-pendence : après quoi, eeule l'assistance étrengère permit l'apparition d'une couche capitaliste « compradore ». La classe moyenne ee constitue d'abord dans les

Pakistan : l'intervention de l'armée

services de l'Etat colonial; sa fortune était liée eu développement du pouvoir d'Elat. Les mouvements pour un gouvernement représentatif furent séverement découragés.

Ce n'est qu'eprès la seconde guerre mondiele que le Ligue musulmane put orgeniser le soutien populaire à un Pakistan indépendant. Après l'indépendence de 1947, le mort prémeturée de Mohamed All Djinnah, le père fondateur, et celle de son successeur, Liequet Ali Khen, privèrent le pays de dirigeants civils capables de légitimer les institutions démocratiques et de les investir d'un pouvoir réel. Dorénavant, le Pakislan sere gouverné par l'ermée et le bureaucratie. Ses dirigeants divisés se disputant les faveurs de l'ermée et des bureaucrates,

Les leçons de l'échec

à Sri-Lanka

FIN D'UNE STRATÉGIE DE « PASSAGE **PACIFIQUE AU SOCIALISME »**

VEC la défaite du gouvernement Bandaranaîke (1) uux élections do juillet dernier ù Sri-Lonka prend fiu l'expérience originale d'une politique papuliste de « centre gaucho » menée duns taut le sous-continent sud-asiotique depuis la début des unuces 70. Moins de quatre mois après la

chute de Mme Baadaronaïke signifie l'abondos du projet de « passage pacifique un socia-lisme » sous la direction d'ase « bourgeoisie nationale progressiste » dans les pays de la

Après la fin tragique de Sheikh Majibur Rohmaa au Bangladesh en 1975 et l'évolu-tion récente uu Pakistan, ces événements marquent oussi la déraute de la ligne politique suivie par les Soviétiques en Asie du Sud. Dans la drait fil des analyses de Khrouchtchev oa 1956 sur la « transitius pacifique », les idéologues soviétiques avaient va duns l'Inde le modèle parfuit d'un pays du tiers-monde susceptible d'ua passage pacifique uu socia-lisme sous la direction de la bourgeoisie nationale progressiste, clars que les Chinois n'aet jumais occepté cette analyse de la « démocratie nationale » jagée révisionniste. Sri-Lanka, semblable à l'Inde sur bien des points, était considéré comme un modèle du même

En 1970, le parti de Mme Bandaranaike, allié au P.C. pro-soviétique et uux trots-kistes da Loaka Sama Samaja Party (L.S.S.P.), remportait une victairo retentissente ser l'United National Party (U.N.P.). Sa victoira étalt due à un programme populiste bourré de slogous gauchistes foisant revaitre l'espoir parmi les mosses misérables. Espoir vite décu : des uvril 1971, au soulévement de la jeauesse éclatoit à Sri-Lonka, dirigé por le Frant de libération notionale (2). L'insurrection fut de libération notionale (2). L'insurrection fut ecrasée, mois les problèmes subsistèrent.

En Iude, Mme Gandhi l'emporta au utilisont plus ou moins les mêmes slogons et les

imes promesses. Au Pakistan, uû des élections eurent lieu à peu près au même moment, le Parti du peuple de M. Ali Bhutto obtiut la victoire duns des circonstances ana-logues. Enfin, oprès l'indépendance du Bacgladesk, la ligue Awami de Mujibur Rah-man appllque le même genre du papulisme inspiré de l'Iude et de Sri-Lanka. Les idéologues pouvalent oinsi trouver quelque justification, même temporoîre, à leurs thèses. Se réclament da pop-alignement, l'Inde, Sri-Lonka et la Bangladesh étaient assurés d'une aide économique aussi bien de la part de l'Occident que des pays du bloc socialiste; leurs régimes avaient le soutien des P.C. pro-sovié-tiques locaux. Hostile à l'Inde depuis longtemps, la Chine ne soutist pas le régime da Baagladesh à ses débuts. Mais elle s'engagea à fond aux côtés de Sri-Lanka et da Pakistan.

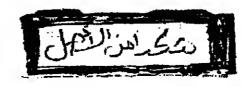
La similitude entre 1. Gandhi, S. M. Rabman, S. Beaderoneike et Z. A. Bhutto, dans la manière dont ces dirigeants bénéficialent de l'appui inattendu des P.C. locaux comme do celui de l'U.R.S.S. et/ou du la Chine, est assez surprenante. Dans chacun de ces pays, la gaache upparut décidée à soutenir jusqu'ou bout le dirigeant qu'elle avoit choisi de consi-dérer, simplement sur la base de quelques slogues réformistes de circonstance et en dépit de tous les faits contraires, comme le représentant d'une prétendue fraction progressiste de la baurgeoisie nationale. Ce point de vue, fondé sur bien des « a priori », ne reposait sur oucune analyse rigoureuse du rapport de classes ; à supposer qu'il existe réellement dans chaque pays une classe incluent cette

fraction progressiste, oussi bien son reperuge que la stratégie d'alliance avec elle en vue de conquerir l'appareil d'Etat, au nom finalement de la classe ouvriere, se sont révêlés chaque fois erronés. En protique, toutes les voies empruatées par les différents courauts de la gauche traditionuelle ont ubouti û des

Dans les récentes élections à Sri-Leuka, les deux grands partis de la gauche — P.C. pro-soviétique et trotskistes da LS.S.P. — ant été élimiaés. Ils a'out plus un seul siège. Tous deux appartenaient à la coalition de Mme Banderanaike quand elle s'installa aux uffaires en 1970, mais les trotskistes d'abard, puis le P.C., la quittèrent pendant la législature. Les communistes pro-chinois restent faibles et ne participent pas uux élections. Ne passédunt ui lu volanté ni les mayens de traduire en actes ses slogaas, le régime de Sri-Laaka s'éloigna de plus en plus de la constitutiounalité, ou milieu d'une ogitatiou sociale accrue. En effet, l'état d'urgence, institué bien ovaut la révolte de la jeunesse d'uvril 1971, fut main-tenu à Sri-Louka pendaut sept ans. Il fut instauré pour des raisons du même ardre au Bengladesh. En lade, Mane Gandhi en vint à proclamer l'état d'urgence en juia 1975 pour foire foce o une agitation extraparlemontaire qui menucoit de renverser son gou-

Le malaise dont souffrait l'Asie du Sud provenait d'un mécontentement social eraissant

(1) Constitué par le Sri-Lanka Freedom Party (S.L.P.P.). (2) Le Jatiya Vimukti Peramuna.



*** Miles of the second sec The sale

le Ligue se désintègre et il s'ensuit une euccession da gouvernemente instables. En 1958, la général Mohamed Ayub Khan prend le pouvoir : il dirige la pays avec bienvelllance, por comparaison evec tes normes militaires actuelles. Uno dizalne d'années plus tard, l'agitation populaire d'années plus tard, l'agitation pupulaire contre son système autoritaire de « démocratie de base » et en favour d'élections législatives libres out raison de lui en près de cinq mois. A l'époque, les masses de cinq mois. A l'époque, les masses de cinq mois. nécontentes du Pakistan-Occidantel étalent galvanisées par M. Bhutto et son parti du peuple pakistanais (P.P.P.), tout comme elles se sont rassemblées cas derniers temps eous te bannière de l'opposition l'Alliance nationale pakistanaise (A.N.P.). Les élections organisées par le gouvernement provisoire du général Yahya Khan se déroulèrent librement, mais le régime qui en était lesu se lança en 1971 dans l'intervention militaire eu Pekistan-Driental qui ellait se terminer par une humillente défaite devant l'inde et par le création du Bangladesh. Le gouvernen militaire e'était complètement discrédité eux yeux des masses. Les soldats euxmémes aspiralent à dégager l'ermée de

La situation fevoriseit le montée des forces démocratiques et le démililerisation de le vie politique. Le Parti du peuple e'Installe au pouvoir en promettant des Institutiona démocratiques, des réformes radicales et un programme de développement eccieliste eccéléré. Le slogan de le campagne de M. Bhutto: « Roti, kapra aur makan » (« Du pain, un habit, un abri -), son etyle popullate et sa perconnaité haute en couleur contribuèrent à teira de lui un dirigeant populaire. Les désillusions vinrant ensulte. La réforme agraire et le refonte de l'industrie, redicales eur le papler mais bourrées de lacunes, n'ont été que peu ou pas du tout eppliquées. M. Bhutto e tourné la démocratie en dérielon en forçant les gouvernements élus du Baloutchistan et de la

le vie publique.

province Frontière du Nord-Oueșt (F.N.O.) à démissionner, en emprisonnant par milliors les opposants, en transformant le Parti du peupla et la bureaucratie d'Etat nts de son pouvoir personnel; après avoir considérablement développé les services de sécurité, il instaure un régime de terreur extra-légals caractéristique des Etata policiers. Finalement, les plus progres-eletes de ses opposants ayant été jetés en prison ou compris les différents éliminations de prison ou compris les différents de la prison de compris les différents de la prison de la prison de compris les différents de la prison del la prison de la pris en prison (y compris les dirigeants élus du Baloutchistan et de la province F.N.O.), Il annonce des élections entictpées, ne laissant que deux moie à une opposition désemparée pour reprendra ses esprits.

Dens un mouvement Inattendu, l'électorat es range derrière la coalition des oppositions hât I ve ment ressemblés.

M. Bhutto et ses ministres sont pris de panique: les électione sont truquées.

Sous le pression, il admet l'existence d'irrégularités tout en niant leur ampleur ; il en rejette la responsabilité et refuse d'organiser une nouvelle cons populaire. Il telt elore appel à l'armée pour feire respecter sa volonté. En avril, avec l'établissement de la loi martiale dans cinq grandes villes, l'armée radevient l'arbitre du jeu politique. Quelques res-ponsables e'en inquilitient, dont l'ex-secrétairs général du parti, qui mettent M. Bhutto en garde. Dans une euroremante manifestation d'indépendance judiciaire, la Heute Cour du Pendjab déciare le loi martiala inconstitutionnelle. Mais les exi-gences de le loi n'ont jamais arrêté M. Bhutto. L'armée, chargée par le gouvernement de maintenir l'ordre, est exhortés par l'opposition à renveraer ce gouvernament et confrontée dans le rue é des hommes et des femmes qui l'Insultent. Elle reste au cœur de la crise. Le 5 juillet, l'opposition de droite ne dissi-mulera pas sa satisfaction après le prisa de pouvoir des militaires. Quel que puisse être son destin personnel, l'échec de M. Bhutto restere historique.

Les élections truquées du 7 mars

RELEVE POLITIQUE DANS LE SOUS-COL

T ES dossiers de le commission électorale et ses enquêtes détaillées dans certaines circonscriptions montrent que le truquage e été général et suffisamment flegrant pour transformer en farce les élections du 7 mars 1977. Dans les circonscriptiona les plus controversées, les deux partis ont contribué é vicier te processus électoral en recourant pour leur campagne à de classiques méthodes d'Intimidation, en passant par-dessue le tête des brederis (clans, tribus, sectes) pour chercher des allies parmi les pirs (chefe religieux) et les grands propriétaires terriens qui contrôlent le vote rural. Allant plus loin, le parti au pouvoir e enrichi l'ersenal du trafic électoral de certaines innovations. En voici quelques-unes:

- Dix-neuf des cent soixante-treize sièges de l'Assemblée nationale, dont ceux recupérés par M. Bhutto et ses principaux ministres, sont revenus an P.P.P. faute de candidats de l'opposition. Aux élections de 1970, un seul aiège avait été enlevé dans ces conditions. En combinant violence, repts, arrestations policières, délais bureaucratiques et rejel officiel, on est parvenu à empêcher les candidatures de l'opposition;

- Dans bon nombre des circonscriptions controversées, on e eu recours aux votes fictifs, au bourrage des umes et à l'intimidation officielle. Dens certains cas, les militants du P.P.P. ont enlevé et freppé les résultats. Deux bureaux de vote du fm fond de la province du Sind ont fourni les pourcentages de participation miraculeux de 100 et 102 %

- Finalement, la commission électorale mise en place pour établir la régulerité des élections fut empêchée de mener à bien så täche. Selon les propres termes de son président, le juge Jen, « quand des gangstars, des voyous el des houligans veulent casser le barraque, que peut faire la commission ? - Après coup, elle ne put poursuivre normalement con enquête judiciaire sur les cas de malversation souleves, une loi dispensant les députés de se présenter é ses audiences pendant toute la durée des sessions parlementaires et quatorze joura avant ou après. Les audiences et les débets furent ainsi réduits, selon le juge Jen, à une - mascarade -. Davant les premières protestations, M. Bhutto offrit per le biala

de le commission quelques elèges eupplémantaires é l'opposition : ses dirigeants ne virent là qu'une dérobade. La commission poursulvit néanmoins ses auditions. Le 26 avril, elle avait exeminé six cas et estimé que, chaque fois, les élections evalant été « viciées per de graves irrégularités ». A le sulte de quol, le 13 mai, elle était dépossédée de son pouvoir d'annuler un résultat. Entre M. Bhutto et son opposition, la populetion Indignée et l'armée (é laquelle M. Bhutto avait fait appel pour rétablir l'ordret se falsaient face, chacune se demandent jusqu'où l'autre irait et pour compien de

L'opposition regroupe une invraisemblable coalition de neut partis disparates qui vont des moderés eux intégristes religieux en passant per les libéraux, et dont l'unique ciment Aut. Jeur .commi déflance à l'égard de M. Bhutto. Pendant la campagne électorale du mois de mere, l'A.N.P. s'est surtout livrée à des dénonciations, à des injures, et à des références à l'islam. Par la sulte, elle présenta un programme brouilion, promettani pêle-mêle de revanir les réformes économiques de M. Bhutto, de développer la libre entreprise et d'Insteurer une espèce de code musulman. Vu la faiblesse de son manifeste, elle euralt du être balayée par le P.P.P., dont le progremme cohérent lisations ou de le réforme agraire et sur les succès de politique étrangère. Pourtant, de nombreux observateurs sont convaincus que, si les élections s'étaient déroulées normalement, l'opposition eurait obtenu au minimum 40 % des alèges, é l'Assemblée. L'ampleur du truduage gouvarnemental laisse à penser que M. Bhutto et ses associés partagealent cette certitude. Dans le période qui suit les élections,

M. Bhutto falt preuve d'un manque inhabituel de sens politique que les observateurs imputant à sa dépendance à l'égard des services de renseignement qui l'auraient mai intormé, à l'influence de ses ministres et à son absence de contact avec les membres du parti demeurés progressistes. L'ampleur de le treude électorale le met mel à l'alse mais il repousse l'Idée avancés par deux de ses conseillers de retoumer devant les umes - geste qui

corait pu lui assurar la victoire. L'oppoaltion récisme da nouvelles élections sous le controla de l'ermée et trivite la population é soutenir cette exigence par des manifestations massives, Le 28 mars, l'agitation gagna la province du Pendjab tenue par la majorité: le escrétaira général du P.P.P., M. Mubashir Hassan, qui est plutôt un homme de gauche, réclame alors le démission du gouvernement et de nouvelles élections. Désavou per M. Bhutto, II démissionne, bientôt imité per M. Taj Mohammed Landa, secrétaire géoéral du parti pour le Pendjab. Les diverses factions du P.P.P. commancent à se combattre ouvertement. Pendant ce temps, M. Bhutto épuise une é une toutes les options qui pourraient mettre fin à le crise.

Pressé par une egitation de masse qu ne faiblit pes (et où, fait remarquable, les femmes premient une part Importante) male refusant d'organiser de nouvelle élections, M. Bhutto cherche à conclure des compromis avec une opposition qui se dérobe. Trante mille personnes, dont dirigeants de l'opposition, arrêtées, sans que cessent pour autant les manifestations qui échappent en grande partie à l'oction des partis. La récupération de certains thèmes du ma-nifeste de l'A.N.P. — dénationalisation des petites entreprises, prohibition de l'alcool et du jeu, promesse d'établir un code musulman sur le modale saoudien ne parvient pas non plus à dénouer la crise. Cherchant é se raillar les militaires et les bureaucrates, M. Bhutto leur octrole de eubstantielles eugmentations de salaires, ce qui e pour principai résultat d'eggraver la crise budgétaire. Finalement, le 22 avril, il fait appel à l'armée et ciame le loi mertiale dans cinq villes.

Les généraux - dont une majorité devait à M. Bhutto promotions et avancements - obéissent. Mais les officiere subsitemes en souvenant du Banglariesh. e'interrogent sur l'opportunité de volar eu secoura d'un gouvernement impopuleire. Le jugement de la Haute Cour du Pendjab déclarent le loi martiale inconstitutionnelle ne peut qu'accroître leur malaise. C'est sous leur pression, exercée à travers les chefs d'états-majors, que M. Bhutto se vit contraint de négocier avec l'opposition. L'ironie voulot qu'il fût renversé au moment où un accord sur l'organisation de nouvelles élections semblait possible. Une explication avancée par les militaires pour justifier leux coup de force e d'eilleurs été que, dans la perspective d'élections prochaines, les edversaires se préparalent é le violence. Le parti eu pouvoir, aide par les services du gouvernement, avait commencé à distribuer des armes en grande quantité aux gange qui le soutenaient

Le problème Bhutto

Ti y avait d'excellentes reisons à le popularité première de M. Bhutto. C'est un oraleur brillant et un acteur plein de talent. Il a contribué e transformer l'univers politique conservateur du Pakistan en utilisant le vocabuleire socialiste pour a'adresser aux' masses et soulever leur enthouslasme. Dans les jours difficiles qui suivent la création du Bangladesh, il accompili une œuvre considérable. Il est alors le seul homme politique d'envergure nationale capable de diriger le gouvernement d'un pays vaincu et amputé. Il contribue à éviter les troubles et le chaos. Dans ses discussions avec l'inde habile. Il saisit .rapidement les transformations de la situation politique eu Proche-Orient et y renforce le position du Pekistan. . .

L'œuvre ainsi accomplie contraste evec le myopie du personnage en politique intérieure. M. Bhutto appartient à une classe sociale réputée pour ses paradoxes. Formée dans une période de transition, sa personnalité est complexe : issu de le heute société féodale (grands proprié-taires terriens eindhis), il reçoit une éducetion bourgeoise (é Berkeley et à Oxford) et son entrée dans le vie politique est perminée par un dictateur militaire qui se dit socialiste (Ayub Khan).

M. Bhutto n'est ni un conservateur, ni un sociel-démocrete, ni un fasciste. Il ne a'Intéresse qu'à lui-même et considére le pouvoir comme le mellieur echèvement de sol. Sa remarquable finesse, il en use pour manipuler, Iromper, flouer aussi bien ses amis que ses adversaires. Jouant tour a tour du compromis et de le confrontation, Il est ainsi parvenu à meintenir Irop longtemps l'opposition à l'écert. tandla que ses alliés oecilialent entre l'espoir et le crainte. Il a liquidé dens l'aventure les rares forces politiques contestatrices du Pakistan et violé les demlères garanties légales qui avaient jusque-là limité le recours à la terreur politique incontrôlée, inévitablement, l'armée et l'apparell de sécurité en expension allaient constituer l'essentiel de le base de son pouvoir; il devint einsi de plus en nus de supposée malléable.

- Le personnalité et les ambitions de

- Les contradictiona du parti du peuple

M. Z.A. Bhutto qui jouait un rôle décisif

électorales. D'où la baisse constante de le

et le départ ou l'expuleion des plus

- Le tentative d'asserv|r la bureaucratie

- Le regroupement de l'opposition,

entre 1970 et 1976, dana les provinces du

Baloutchistan et de le Frontière du nord-

ouest peuplées de minorités baloutches et pathans (Jamiet-I-Ulemai-lalam de Mufti

Mahmoud et parti netional Awemi de Wall

eu régima de pouvoir personnel en terro-risant les fonctionnaires et en chassant

dana le perti et eu gouvernement;

qui l'emenérent à renier ses pron

popularità du parti et du gouveme

progressistes de ses membres;

les plus compétents;

Comme son diripeant, le Parti du peuple e'est formé dena une époque de trensilion et d'idéologie opportunista : moderne en apparence, téodal aur le fond. Chaque ennée, le tossé s'élargit entra ses promesses électoreles et ses réalisations effectives, au fur et à mesure qu'il so laisse investir per les grandes far propriétaires terriens. En mars 1977, près de 80 % des candidats du Parti du peuple à l'Assemblée nationale représentaient les families ».

La législetion sur la réforme agraire et les réglementations progressistes Intro-duites dans les reletions de travail n'eurent guère de eulte; elles font monter la tension entre classes ecclales, meis n'apportant eucun soulegement pour les pauvres. Le P.P.P. avait eu recours é une rhétorique mobilisalrice : le désenchante-

Comment un parti qui, à l'origine, ment des messes ne débouche pas sur ulssait d'un tel soutien populaire a-t-il l'apethie, meia sur le colère et l'agitati pu en arriver à trahir à ce point ses La distance qui se creuae entre M. Bhutto et les foules trahles et mécontontes ne peut être comblée que per l'intervention des torces de la loi et de l'ordre, Comme Plusieurs fecteura ont contribué à le dégénérescence rapide du parti du peuple : souvent dens ce cas, leur action devient

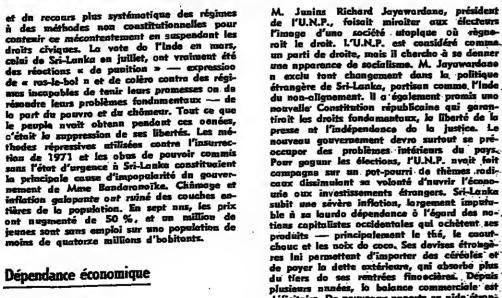
bientőt extra-légale.

Le gouvernement trahit ses promesses mais ne a'engage pea pour auteni dens la voie d'une économie capitaliste moderne. Son caractère téodel, se vocation « eocialiste » et son appétit du pouvoir lui interdisent une telle évolution. Dui plus est, comme beaucoup de paya du tiers-monde, le Pekistan ne possi samment puissants pour déterminer le caractère de l'Etat. L'eristocratis campagnarda et une bourgeoisie d'Etat en plein essor constituent encore les élémente les plus puissants de le classe dominente et c'est bien pourquoi le gouvernement Bhutto aveil choisi une formule déjé discréditée ailleura, celle de la « vole netionele eu aocielisme -, qui implique le netionelisation de l'industrie et le développement massif des dépenses pu-

Les capitalistes Investissent au Pakistan, mais de façon prudenta el aélective. La formellon du capital fixe dans le aecleur privé tombe de 8 % en 1989-1970 à 4,8 % en 1975-1976; les investissements industriele balssent d'environ 35 % à anviron 15 % de la totalité des immobilisations. Le secieur netionalisé ne compense pas ce ralentissament : la nationalisation a simplement eu pour conséquence de substituer une bureaucratie indolente et corrompue à des entrepraneurs recharchant le profit et l'efficacité. Dans le mesure où les entreprises nationellsées coni devenues la chasse gardéa de la clienièle du parti et du gouvernemant, leura cadres dirigaants sont même plua corrompue et gaspilleure qu tionnaires.

Le « développement » devient alora entièrement dépendant des apporta extérieurs. En 1989-1970, ces apports étrangers représentaient 44 % des dépenses tédérales pour le développemant; en 1975, c'étall 100 %. Grâce é l'eugmentation des emprunts et de l'aide étrangère, les investissements dans le aecleur public passent de 215 millions de dollara en 1969-1970 à 1 025 millione de dollere en 1975-1976. Mais la manière dont ils sont utilisés les prive de toute efficacité. Aucun des nombreux projets lancés par le gouvernement Bhutto n'es! mené à blen. Les investissements publics ne protitent qu'é l'essor d'une couche peraeilaire d'Intormédiaires vivant dans le luxe.

(Live la suite page 18.)



Dépendance économique

et non-alignement

OUS les regards sont désonucis fixés sur le politique du nouvean gouvernement : sera-t-elle à moitié fasciste, dutoritaire, ou bien loissers-t-elle s'opanouir une démocratie bourgeoise de type classique fondée sur le loissez-faire copitaliste ? Pendant sa compogne,

l'image d'uno société utopique où règue-roit le droit. L'U.N.P. est considéré comma un parti de droite, mais il chercho à se denner une apparence de socialisme. M. Jayawardane n exclu tont changement dans la politique étrangère de Sri-Lanka, portisan comme. l'Inde du non-alignement. Il a également promis uno nouvelle Constitution républicaine qui garantiroit les droits fondamentaux, la liberté de la presse at l'indépendance de la justice. Le nouveau gouvernement devro surtout se pré-occupor des problèmes intérieurs du pays. Pour gagunr les élections, l'U.N.P. nyait campagne sur un pot-pourri de thèmes rodicoux dissimulant sa volonté d'nuvrir l'éconoune oux investissements étrangers. Sri-Lanka subit use sévère inflotion, largement imputa-ble à sa laurdo dépendance à l'égard des notiens capitalistes occidentales qui ochètent ses produits — principalement le thé, le coout-chouc et les noix do coco. Ses devises étro peres ini permettent d'importer des céréales et de poyer la dette extérieure, qui absorbe plus du tiers do ses rentrées finoscières. Dépuis sieurs nunées, lo balance commerciale est déficitaire. De nouveaux apparts en nide étrongèro sont nécessaires pour sauver le pays d'un

La situation n'est guère différente de celle de tont d'nutres patits pays osiatiques dont le développement économique est entravé par le présence mossive d'investissements et de divers intérêts étrangers. Mais la dépendance de Sri-Lanka pour l'exportation de ses matie-

res premières et ses liens avec la livre sterling ont fait subir nu pays toutes les incorti-tudes du marché copitaliste international. Pays sous-développé classique, les deux tiers do so superficie sont couverts de forêts, nlors qu'il oit importer ses céréales olimentaires.

La diminution constante des recettes d'exportation et, por conséquent, l'ougmentation de la dette extérience laissent peu de ressonrces disponibles paur le développement. Parce que Sri-Lanka o le taux de scolarisation le olas élevé d'Asie oprès le Jopos, le chômage plus élevé d'Asie oprès le Jopos, le chômage des jeunes éduqués y constitue un problème politique mojeur. A peu près 30 % des poy-sans ne possèdent pos do torre nt forment la coucho la plus misérable de la société. Les réformes ograires n'ont guèro progressé.

Le nouveau couvernement est tenté d'appliquer les recettes classiques de la Banque mondiale pour guarir les moux de l'économie. Il se propose d'ouvrir les 200 milles corrés situés nateur du port de Trincomales oux monopales étrangers comme zono do franchise commorciale et o promis de libéraliser le code des investissements. Mais ces mesures no risquent-elles pas d'associer Sri-Lanka encore plus étroitement à la crise do l'économie capitaliste ? L'U.N.P. sera nlors coincé dans la contradiction de ses proclamations papulistes et des notions droitières de sa politique.

En palitiquo étrangère, la nouvean gauver nt a promis de poursuivre dons la voie du non-alianement, mais les observateurs se demandent s'il s'y nttuchora nvec nutunt do vigueur, por exemple paur obtenir la démi-liturisation de l'océan Indien. Il n oussi précisé qu'il chorcherait à entretenir des rolations plus étroites ovec l'Association des ontions de 'Asio du Snd-Est (l'AESAN, qui regronpe la Thailande, la Malaisie, Singaponr, l'Indonésie at les Philippines), si les Etats-Unis renoncent ò ini donner un contenu militairo.

Sri-Lanko n nequis un cortain prestige à la présidence du groupe des non-alignés, dont le deraier « sammet » s'est tonn à Colombo on noût 1976. M. Jayawordone, qui remplace onjourd'hoi Mme Bandaronoïke ò la présidence, no semble pas envisager d'y jouer un rôle octif et dynamique, bien qu'il affirme so foi dans le non-attgnement.

tl reste un onseignement intéressant à tiror des élections à Sri-Lanka : le Front uni Tamil, qui regroupe tous les couronts do la minurité Tamil du nord, a remporté tous les sièges dans sa région at réclame un Etat indépendant Tomil. Voità qui vo poser quetques problèmes nu pouvean gouvernement. Les dirigeants Tomils soutionnent qu'oussi bien l'U.N.P. quo la S.L.F.P. ont obondomment trabi les intérêts tomils depnis vingt-ueuf ons, at il sera intéressont de voir commo le nauveau ministère

s'ottaquera è cotte question. Aujourd'hni, les gens espèront quo les prix vont boisser et que do nouveaux omp eront créés ponr la jounesse. La population en général ospire à un chongomont en mioux. inns devoient à nouveau s'nccumuter, tes dirigeonts serant contraints de dur-cir la répression. D'emblée, on perçoit les limites do la nouvelle expérience engagée à Sri-Lanka.

MDHAN RAM.

(Sutte de la page 17)

Conséquence de tout cela, tandis que les exportations stagneient, les Impor-tations bondissalent de 850 millions de dollars en 1972-1973 à 2 020 millions de dollars an 1975-1976. Avec la développe ment de la consommetion de luxe. l'épargne intérieure brute tombe d'environ 12-14 % à 5-6 % du produit intérieur brut. La dette extérisure a presque doublà, passant de 3 500 millions de dollars au 30 iuln 1972 à environ 7 000 millions de dollers eu 30 juin 1977 - ce qui repréeente plug de 50 % de la totalité du produit annuel. Dans l'intervalle, la population s augmenté de 8 % par an. l'Inflation a sévi eu rythme annuel de 18 % et la monnaia e'est dévaluée de 140 % en cing ans (juin 1972-juin 1977), soit 19.2 % par an. La production egricole,

DEUX Institutions — l'armée et la

bureaucratia — ont été longtamps les

qui, dans le décennie précédente, eugmantalt de 5 % par an, ne c'àlève plus qua da 1,4 % dans les années 1970-1975. La croissance de la production industrielle passa d'un taux moyen da 9,9 % dane la décennie précédente à 2 % par en pour les snnées 70. Et le taux da croissance global chute de 6 à 1,6 %.

Au vu de ces tristes résultats, il est surprenant que le gouvernement Bhutto ait pu être si longtemps épargné par une explosion de colàre des masses. Ce calma est dù, pour une part, à l'émigration massive des travailleure pakistanaie vers les Etets du Golfe et é leurs envois de fonde : d'autre part, et surtout, à l'absence d'un vecteur de contestation. Les élections at leure eultes n'ont fait qua donner au pauple l'occasion d'extériorieer sa frustration croissante.

Le déclin de la bureaucratie

principaux levisre du pouvoir au Pakistan. Elles ont dirigà la pays en association, quolqua les termes de cette association se sojent modities avec la temps. Jusqu'an 1958, la bureaucratis jous la rôla de associé; après le coup d'Etat d'Avub Khen, les repports sont invarsés, bien que las bureaucrates prennent ancore les décisions et dominent l'administration. C'est una bureaucretia coloniala - aut ritaire, arrogante, cuplde et esne pitié pour les masses. Malgré tout, ells a hérità des Britanniques at des traditions féodale naldatonolega una morale conservatrice et un attachement aux Institutions civiles. Cet élémant Joua un rôle important pour tempérer la dictature d'Avub et l'assurer tretion publique. Des moments de tension et de défiance (la syndrome « civilscontre-militaires -) cont apparus sans aucun douta entre la bureaucretie et l'armàs, mais lia étalent facilement surmontés; il existait un certain équilibre du pouvoir, at les postes dirigeants des daux côtés étalant détenus en majorilà par la mêma classe sociala. Les années 70 marquent la fin de cette symàtrie de l'origina sociala et des visées idéologiques ; l'équilibre du pouvoir se modifie en faveur da l'armée, non qu'alla se aoit renforcée, maie parce que la bureaucratie perd son àthique et son esprit de corps. Sous M. Bhutto, la bureaucretis, terrorisée, se dépouille de son esprit civique. Plus de milla trols cents lonctionnaires sont contraints de démissionnar dès mars 1972 : d'autres charrettes suivent en eoût. toulours cans motti précie ni possibilità de jaire appel. La Constitution de 1973 priva la bureaucretie des garanties légales contre les mutations et les destitutions dont elle louissait historiquement et que les Constitutions de 1956 et 1962 aveient réeffirmaes. Après avoir créé des tribunaux spéciaux interdisant eux ionctionnaires de recourir à la justice ordineire, M. Bhutto frappe à l'Improviste, sans ligne directrice, comme s'il a'agissait de terroriser chacun plutôt que de punir quelquesuns, Beaucoup des fonctionnaires destitués acceptent da reprendre des postes lucretifs au sein du gouvernement par le blala d'une carrière politiqua. La poignée de ceux qui ont refusé de s'abaissar Jusque-là feit aujourd'hul l'admiration univarsella de la buresucratie. L'esprit de corps et la cohésion de la bureaucretia ont écalement souffart da ce que la gouvernement a commencà à y caser des non-professionnels », pistonnés ou tâcherons du parti, tous politiciene louches eux capacités douteuses. De sorte que la systèma des protections et de la promotion extériaure finit par fabriquer una nouvella rece de fonctionnaires aux ordres. On comprend qu'ils alant tratiquà les àlections avec un zais qui surpassa l'attente da M. Bhutlo.

Le déséquillbre et les tensions s'aggravaient au sein de la bureaucratie en mēma temps que s'élargissalt is fallie

antre les sarvices civils et ceux de la sécurità. Ces derniers prirent rapidement de l'ampleur avec M. Bhutto. Les offictnes escrètes prolliareient, au moins autan pour s'esplonner mutuellamant qua pour surveiller les ennemie supposés du gou-M. Shutto, les trenta milla gardes des forces de sécurité làdérales, servait de milica privée au premiar ministre et à ses associés, harcelant les gans, procédant à des enlèvements ou à des liquidations at entretenant des camps da prisonniars secrets.

Ces services de sécurité, financés avec largesse, constituàrent la aecteur moderne, en expansion, de la bureaucratie : leurs effectifs, leurs moyens d'intervention et jaur pouvoir sugmentaient rapidement. Ainsi, tandis que dans la passé la bureaucratis avait contribuà à « civiliser » la régims militaire, M. Bhutto la transformait en instrument de militarisation de la vie

Enlin, les années 70 marquent la fin da l'homogénélté du recrutement des àlites bureaucretiques et militaires qui avait jusqu'alore facilité leur allience au sommet du gouvarnement. Entre les heuts lonctionnaires at les officiars génàraux, Il y a dàsormsis d'Immanses diffàrences de conceptions, de classe d'origine et de formation. Tandis qua la composition ethnique et sociale da la bureaucretia demeure an général identique. Il en va tout autrement dans l'armaa, L'officiar de tredition britannique aux vues libérales et aux mœurs aristocretiques l'ait place à celul qui a obtenu ses galons dana les périodes de recrutement intensif, vers la fin de la seconde guerre mondiale ou justa après l'indépendance. Les nouvesux venus appartiennent dans leur majorité à la petita bourgeoisie campagnarde du Pendjab — Issus d'un milleu défavorisé, religieux et primaire. Cette disperità croissante entre les deux institutions qui dirigent le Pekistan risque sans doute d'influer sur son développament lutur.

La domination du Pendieb eur les trois autres provinces (Sind, Baloutchistan, P.F.N.O. des Pathans), comma les revendications des minorités nationales du

La ligne dure

ES généraux doivent affronter trola problàmes majeurs : d'abord, celul que laur pose la cas Bhutto; ensulte, les revendicatione et les droits des netionalités non pendjabis, qui représentent 42 % anviron da la population totale; enfin ls crise àconomique et l'éveil d'una conscience de gaucha parmi les masses. Dana chacun de ces cas, l'armée est confrontée à un dilamme spécifique : le coup d'Etat du 5 juillet l'a pout-être antraînée dans un merécage où sile risque

Les génáraux affirmarent d'abord qu'ila voulaient des élections honnêtes, qui se déroulent pacifiquement et apportent un résultat positif. Peut-être, dane cette ont-ils, souhalté vreiment

Pakistan jouent un rôle central dans le vis politique. Les atouts de M. Bhutto, comma premier ministre, étalent son origine sindhi at ea popularité au Pendjab. La première opposition constitutionnalia à son régime vint de la Province F.N.O. et du Baloutchistan où le Parti national awami (P.N.A.) avait remportà les électione et formé les gouvernements provinciaux. Incapable de tolérer la moindre opposition, M. Bhutto se prépare aussitôi à détruire celle-ci. Afin d'Isoler les dirigeants nationalistes et de consolider son assise au Pendjab, il les scome de « separatisme » et de complot en vue de démembrer le Pakistan. Blen que formulées sans preuves, ces assertions contribuent à développer la paranole parmi les peuples majoritaires et à garantir teur soutien à l'action du gouvernement, Mais, dans les provinces minoritaires, cette tactique a pour unique résultat de faire du séparatisme une alternative politique crédible et légitime, et de renforcer la haina profonda des populations à l'égard du gouvernement Bhutto. La dissolution arbitraira du gou-vernement du Baloutchistan, immédiatement sulvie de la démission de celui de la provinca F.N.O., prive da fait ces deux Etats de toute représentation. Depuis lors, le Baloutchistan occupé par l'armée est le théâtre d'une guérilla permanente. En mars 1977, les Baloutches et les Pathans constituaient l'àpine dorsale da l'oppo-

Devant tous ces problèmes, on doute que la vie politique pakistanaisa puisse retrouver quelque cohérence et quelque etabilità au cours de la prochaina décennie. S'it existait en ce pays un parti révolutionnaire, l'époque serait mûre pour la révolution. Car l'àlite dominante est alle-même dàpourvue d'une tdéologte capable de lui conférer une légitimité. Les institutions en charge de l'Etat ont perdu leur équilibre, leur autorité et l'esprit de corps qui les soudait. Non mais les travailleurs les plus compétents et les plus dynamiques ont massivement émigré pour s'employer à l'étranger, privant la pays des ressorts qui, en da précédentes occasions, lui avaient permis de prompts rétablissements. Enfin la tenalon s'est ravivée à propos des droits de minorités nationales à la euite de la eécession du Pakistan-Oriental et de l'àlimination de l'opposition dans les provinces peuplées de minorités.

Le résultat de ces difficultés cumulées est une crise fondamentale affectant à la lois la légitimité du pouvoir, l'ordre at l'intégrité nationale. La solution paraît plus compliquée que jamais el l'on tient compte de phénomènes tela que l'influance croissante des Etats du Golfe (Arable Secudite, Iran) et l'accession au pouvoir en Inda d'une coalition conservarice, ou de la résurgence, sur la ecène intérieure, de la prédominance pendjabl et de l'affermissement de l'alle droite de l'armée qui est en train de devenir un élément dominant dans le vie politique pakistanaise. La tournure que vont prendre les événements dans le proche evenir peut atre d'une importance décisive pour la survie en tant qu'Etat d'un peys qui connaît actuellement un sort comparable à celui de la Pologne avent la seconde guerre mondiale.

M. Bhutto lasse acte de candidature. Mais en aucun cas lie ne voulaient qu'il revienne au pouvoir. Après tout, cette personnalité àtait le chef constitutionnel d'un gouvernemant qu'ila avaient renversé et Il envisageelt de nouvelles mutations dans l'âlat-major général à la laveur desquelles des éléments loyalistes seralent venua remplacer d'anciena prolégés à se dévotion. Evidemment, le solution idéale cerait que M. Bhutto redevience le chef d'una oppoeition affalbiis dont la présence au Pariement contribus à souder l'unité de l'A.N.P. et à assurer ainsi une certaine stabilità, sinon une force, à la coalition formée par des partis ayant la préférence des militaires. Le danger àteit qu'en ces de victoire électorale, M. Bhutto auralt

pu révàler des atouts insoupçonnés psi

ceux qui l'ont renversé en juillet. Comme l'avait prouvé sa toumée dans les trois principales villes du pays eu début du mois d'août, son style flemboyant pouvait exagérer l'ampieur de sa popularité et semer le panique chez les officiers autant que chez les hommes politiques de l'A.N.P. Ses deux arrestations euccessives, son inculpation pour meurtre et. Ilnalement, l'ejournement de la consultation électorale montrent que l'on a choisi la ligne dure et partisane pour summonter le dife.mme. Mais ce n'est pas sans risque. En prison ou en exil, M. Bhutto va probablement devenir un Juan Peron pour Pakistan : assassinė, ii deviendrait un béros posthuma dont le apectre hanteralt ses successeurs, cu'lls soient civils ou

Le rebondissement de l'affaire Bhutto doit être bien compris. S'il avait une chance de jouar librement le jeu des élections, le Parti du peuple serait susceptible de Important qu'au mols de mars devenant einst un dangereux rival pour l'A.N.P., ce qui a eans doute pesé lourd dans la déci-sion de remettre les élections à plus tard.

Car la majorité des paysans et de nombreux travalileure du Pendiab et du Sind le préfèrent maintenant à l'A.N.P. Quolqu'il n'alt pas tenu ses promesses de redistri-bution, il a mis en œuvre la réforme agraire at ti a nationalisé les industries. Combinées à la rhétorique populiste de l'ancien gouvernement, ces lois ont eu au moina pour effet de modifier l'environnement subjectif an faveur des plus déshàrités. Les masses ont pris de t'assurance, les grands propdétaires terriens se sont heurtés à des résistances ou à des refus lorsqu'ils exigealent le begari (la corvée) : dans laurs rapports avec les ouvriers, les dirigeants de l'industrie en ont rabattu ; et les bureaucrates ont perdu de leur arrogance face au public.

Ce n'était pas rien, dans une société où la marge de securité et de dignité est extrêmement étroite pour les plus pauvres. De façon caractéristiqua, les classes supérieures ont réagl rapidement à la chute de M. Bhutto, et ce changement d'attitude n'a pas échappé aux masses. Dans les deux semaines qui sulvirent la coup d'Etat, les rumeure da grèves et da conflits dans les usines ou dens les champs se cont multipliées, alimentant le discours violemment antisocialiste de la presse de droite favorable à l'A.N.P. Les dispositions de la loi martiale ont entravé l'action des syndicats. Cette transformation du climat socio-économique a fait surgir de grandes craintes parmi les masses.

Dans son deuxième discours à la nation. le général Zia a mis en garde contre cette tendance et expressément assuré les ouvriers et les paysans des bonnes inten-tions de l'administration militaire à leur égard. Les gens se demandent cependant si le code Islamique tant vantà similie vraiment que l'on va couper la main aux riches et flageller publiquement les puis-sants. Le fait que, même sous l'actuel gouvernement provisoire, seuls les intérieurs alent encore eu à subir la flacellation est de nature à semer le trouble dans l'esprit des pauvres. A défaut d'une eclution progresalste, on commance inévitablement à ressentir une certaine nostalgis da M. Bhutto. Pour tes militaires, la situation se compliquait du fait que t'éviction de ca dernier est à même d'eccroître l'hostilité des Sindhis, déjà exaspérés par la domination de leur province par une ethnia étrangère.

Vers un démembrement du pays?

A cet égard, l'establishment militaire est bien la demter à vouloir se consecrer à l'intégration nationala d'un pays composé d'athnies diverses et inégadépertement da la défense eccapare 80 % du budget national. C'est le plus grand amployeur, alors que 40 % des individus da sexe masculin sont en chômaga et que e'y faire embaucher confère d'emblée un certain statut et des privilèges. Mais les Baloutches et les Sindhis n'occupent qu'una placa négligeable dans les forces armées, dont 80 % des effectifs viennent du Pendiab, Pour les non-Pendiabls, comme autrefois pour le peuple bengail les forces armàes sont le symbole d'uns Injuste distribution et d'une injuste domination pendjebi. La suppression des libertés politiques et de la compétition àlectorale, la prise en charge du pouvoir directement par l'armée ne peuvent qu'exacerber le ressentiment des minorités nationales et les frustrer dans Jeurs espoirs d'obtenir satisfaction par des voles politiques. S'ils décident donc de se maintenir au pouvoir, les militaires prendront l'énorme risque de conduire le pays à la guerre civile et à son démem-

Plusieurs militaires da haut grada connaissent tous ces dangers et souhaltent sincèrement céder la place aux civils. Mais, en même temps, ils sont hostiles aux partia politiques dominants dans les provinces peuplées de minorités. Depute 1970, la parti national . Awami (NAP) a dominé la scène dans la province de la Frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan, où il fut la principale cibie de la répression menée par M. Bhutto. Après l'avoir écarté des gouvernements provinciaux en 1973, M. Bhutto e fait incarcérer ses chefs, les accusent de trahison et obligeant ses partisans baloutches à entrer en insurrection. Chargée d'intervenir contre ceux que l'on taxalt de séparatisme, l'armée se vit. inextricablement impliquée dans la répression ; aujourd'hul encore, la plupart des officiers n'ont que méfiance à l'égard des chefs du NAP et veulent les maintenir à l'écart du pouvoir. Les généraux avaient ennoncé le 15 septembre la levée de la loi marilale et la prochaina libération de tous

les prisonniers politiques, mais lis n'ont pas le moindre désir de mettre un terma à l'occupation militaire du Baloutchistan. Et cela bian que le NAP interdit ait fait sa réapparition sous un autre nom -- la parti démocratique national (N.D.P.) - et soft une composente maleure du parti da l'Alliance nationala pakistanaise.

Des personnalités politiques civiles auralent discuté avec certains membres d'exclure le NAP de le coalition de gouvernement pour assoir celle-ci principalement eur la Ligue musulmane conservatrice et sur le parti néo-totalitaire du Jamest-Halami. Maie il faudra bien davantege que des manœuvres parlementaires pour tenir le NAP à l'écart du pouvoir dans la province Frontière du Nord-Ouest et eu Baloutchistan et pour l'empêcher de participer eu pouvoir au quence, ce serait que deux au moins des quatre provinces constituent le Pakistan outre, depuis l'éviction de M. Bhutto, les Sindhis — oul nont extremement pauvres et opprimés - sont é même de poser un lourd défi au gouvernement central, aggravant là danger de séparatisme au Pakistan.

Si des élections ont lieu, l'AN.P. en sortire cans doute victorisuse. Mais elle n'est pas une coalition de gouvernement. Si le parti do peuple na fait pas ea rentrée comme solide parti d'opposition pariementaire au centre, sans doute l'A.N.P. aura-t-elle du mai à maintenir sa cohésion. A défaut d'une discipline de parti et l'opportunisme aldant, le gouvernement du centre va se trouver en prole à l'instabilité, obligé de former sana cesse de nouvelles coalitions. Particulièrement si le NAP, dominant dans la province Frontière du Nord-Ouest et au Beloutchisten, est exclu du pouvoir et si le P.P.P. conserve son audience chez les Sindhis. De toute évidence, ce sont ces considérations qui ont incité les militeires à reculer la date des élections qu'ila s'étalent peut-être trop empressés de promettre pour la 16 octobre.

EQBAL AHMAD.

MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën: mettre à votre disposition, grace à un Département spécialisé auprès des Ambassades, la voiture que vous aimeriez posséder. Prestige? le plus haut modèle de la gamme. Pallas? le plein de puissance... D'ailleurs toutes les CX Citroën peuvent se prétendre à la hauteur de votre rang et de vos fonctions.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars se tient pret à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait

FILIALE DE SACTIROEN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Telex: TT CITRO 204.833 F, Tel.: 567.55.62. +

CITROËNA TUTAL

B.

CITROËN**⊗CX**

 A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Brésil et Mme Antonio Delfim Netto ont offert une réception le 7 septembre.

• M. Han Ke-Hua, ambassadeur de la République populaire de Chine, a donné une réception le 14 septembre, à l'occasion de son arrivée en France.

 A l'occasion de leur départ, le directeur du centre culturel de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Aleksandar Prija ont offert un cocktail le 20 septembre.

A l'occasion de leur départ, le conseiller de presse près l'ambassade

21 SOMALTE 24 ZAMBIE CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours

Térrasse chauffée rue Gazan (Paro Montsonria) de Grande-Bretague et Mme John de Courcy Ling ont offert une réception le 20 septembre.

• M. Jamil Al Hejailan, ambassadeur d'Arabie Saoudite, a donné une réception le 23 septembre à l'occasion de la fête nationale du royaume.

 A l'occasion de la visite officielle en France de Mgr Khoraiche, pa-triarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient, l'ambassadeur du Liban

Calendrier des fêtes nationales

18-31 OCTOBRE Fête nationale Fête de l'indépen-

dance 26 AUTRICHE Pête nationale 26 TRAN Fête nationale 29 TURQUIE Anniv. de la proci. de la République

1et-15 NOVEMBRE 1 ALGERIE 3 PANAMA 7 U.R.S.S.

Fête nationale Pête de l'indépendance Anniv. de la révo-lution d'Octobre

et Mma Nagib Sadaka ont offert une réception le 23 septembre.

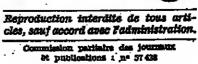
• M. Radomir Radovic, ambassa deur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a donné un cockisil le 28 septembre à l'occa-sion du séjour en France d'un groupe de journalistes yougoslaves.

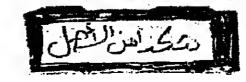
Nécrologie

 Nous apprenons le décès de M. Jan Krajcovic, ettaché culturel de Tchécoslovaquie en Belgique, survenu é Bruxelles le 25 août dernier.

Edité par la S.A.R.L. le Monde. lacques Fauvet, directeur de la publication. lactures Sanvarent. .







SINCHE POLITIQUE

- All Walder wind about a con-

le militants ex

-

Secretary section of the second

The street was a second The transfer with the the second of the second and the same of the same planting residence in the control of the con-الريونيسيان والجوار والاقهام والما and the second the second second second second والمقوافي بهاجا الماء-the second of the The second

A7. the real of the party of The same of the sa A LANDAN side who will CONTRACTOR OF STREET -H-+---- --- In the same specifical

Andrew Committee of the The second second second

San Strategic Belleville

大學 计 to magnetic grade of tin in the second second





Décombres gauchistes

C'est au Cambodge, peut-être, que se disloquent lasions da gaa-chisme. Cet Etat-Goulag qui quadrille, à huis clos, un pays

régime de bogne, glace hrutalement les enthausiasmes généreux des générations militantes d'après 6B. Les deromrs rêves de Mai (ceux, en puriculier, qui s'élaboraient sur l'idée d'aue prise du pauvoir) se briseat, uffrayés, sur la rodicalité da couchemar cambodgiua.

Beaucoup de militauts y voient coufirmées, néfastement, leurs craintes sur lus périls autoritaires d'une « violeuce juste » au survice de l'État, ils s'interdiront désormais toute désinvolts survice de l'Erat. 115 3 interdiront desormais toure desinvolutieuraire qui, sous prétexte de « priorités historiques », lear permettais d'escamoter le droit aux libertés dites « farmelles ». La uon-violence, l'écolegie, l'aspiratieu à la différence (luttes « douces ») hériterant de l'expérieuce militante des organisations de l'expérieuce militante de l'expérieuce militante de l'expérieuce militante des organisations de l'expérieuce militante de l'expérieuce militante des organisations de l'expérieuce militante de l'expérieuce militante de l'ex « dures » de l'après-Mai. C'est là que le meilleur de la tradition Centestataire se perpétue. Mais, sur les roines du gauchismu, avec

ses décombres, certains intellectuels repentants se bâtisseat impument de nouvellus pupularités (1).

Le cinéma, il fallait s'y attendre, participa aujaard'hui à ce dulestage un proposant les premiers films d'adjurction gouchiste, dont lu nombre, sans doute, vo désormais s'accroître immodérêment. Sar un ton de farce, l'Italien Nanui Moretti propose aux générations contestataires de venir voir lear conformismu d'altre-gauche dans le mimir déformant de Je suis un autorcique (1977) ; en France, René Vienet (avec des procédés que Serge Toubiana analyse cis), dans Chinois, encere un effort pour être révolutionnelres (1977), s'eu preud aux fosciuations maaistes; d'autres films (comme Les Indiens sont encore lain, 1977, de Patricia Moroz) évoquent la misère affective des militants au constatent (c'est le cas des Enfants gâtés, 1977, de Surtra ad Taversier) la récupération, par les partis de la gauchu classique, des thèmes et des méthodes du lutte avoacés nagaère par les groupes d'extrême gaache.

Il faut dire que le cinéma du gauchisme, son cinéma militant, a rorement su évagaer en images-soas la richesse politique des débats qui s'effectuaient en soa seia (cf. ci-dessous l'article de Serge Daney). Daniel Cohn-Bendit reconnaissait récemment à ce propos que, « ce qui est important, c'est que lu mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui est incapable d'intègrer le cinéma dans sa pretique ». Echec d'autant plas grave que, ajoutoit-il, « on ne peut pas penser une intervention globale dans la société sans se servir

nostalgie dépourvue d'amurtume, les espoirs couviviaax du gau-chisme et la canscienco sereiau de la fin d'ua temps ; naas pensons à Robert Kramer et Milestanes, à Jean-Luc Godard et Numéro Deux, à Alain Tauuer et Jonas aiusi qu'à Francis Reusser et le Grand Soir ; leurs films sont des œuvres de clôture où la mâmaire affective sait se lier à la réflexion politique pour lui daucer la dimension fragile d'un certain bumonisme. D'avance, ils fout apparoître comme périme ce cinéma vindicatif qui menace, sous prétexte de regarder vers 1968 avec colère, de restauror avec superbe les idées absolètes

(1) A-t-on assez remarqué evec quel soin Philippe Sollers chnisit la dete du 13 mai 1977 (nsuvième anniversaire de la plus grande manifestatian de masse du mois de mai 1983) pnur publier dans le Monde une apologie (qui est sussi, en quelque sorte, un autodafé) de Uvre de Bernard-Henri Lévy la Berbard d visage humain, initiulée, tout simplement, « la Révolution impossible », lançant ainsi cette « npération abjuration » que les médias medestrèrent au printemps dernier eutour des prétendus « nouveeux chilosophes »? Le débat tirait toute sa saveur des réponses à une seule question, jamais formulée, et qui pouvait s'exprimer ainsi : « Vnus qui avez connu l'extrême des gauches, dites-nnus combien elle peut être terrible? », questinn centrale dans toute cérémente de reniement, babitaelle dans le rituel de f'abjuration, indispensable paur le simulacre d'un acte de fin nouvelle. de fil nouvelle.

(2) Daniel Cohn-Bendit : le Grand Bazur, et glus précisément le chapitre IV. consacré à une réllexion sur le cinéma sous le titre « Johnny Weissmuller », Belfond Editeur, Paris, 1975.

Des militants extrêmement gauches

ANS cette Italie de la crise larvée, des - Indiens métropolitains - et du P.C. presque eu pouvoir, Je suie un autarcique e censtitué, le printemps demler, en milieu contestataire, un événement culturel aff d'une envergure semblable à celle que connut récemment le livre iruculent de Rocco et Antonie :

Paur le première lets, un long métrage de fiction, loumé en fermet super-8 par des cinéastes emateurs, avait accès à l'écran d'une salla d'art et d'essai romaine et était tellement célébré per la crifiqua cinémetographique et par le public intellectuel que, genfié en 16 mm, il se voyait distribué dans tout le peys et partail représenter l'Italie dans d'impertants festivals étrangers (La Rochelle, Taermina, Saint-Sébastien, notamment) (1).

Agé de vingt-trols ans, son euteur, Nanni Meretti, en était à sa quatrième réalisation (2), dont Il assuralt, par ellieurs, la production (te film e coûté la somme dérisoire de 2 millons d'anciens francs). tout en y înterprétant un rôle principal (3).

Je suie un eutarcique présente le quo-tidien pitaux d'un sol-disani jutallectuel contestataire. Michele, abendonné en début de récit par son épouse, militante féministe, et contraint de s'occuper de l'éducation de son petit garçon, blen plus « adulte » que lui. Refusant de travailler (pour ne pas enrichir les patrons avec le plus-value de son labeur), il est généreusement entretenu par ses parents fortunés. Mobilisé, enfin, par un de ses amis metleur en scène de théâtre undergraund, Michele ve vivre toules les étepes d'une création « dramatique » : discussions pseudo-théoriques se protion physique sous forme de merches forcées en montagne ayant tout le caractère de l'entraînement militaire le plus ebstiné (le metteur en scène lustifle cette méthode de préparatien par des aphorismes du genre : « Sans muscles pectoraux, il n'existe pas de théâtre d'avant-garde ») : répétitions-marathons eû les idées théêtrales à la mode s'appliquent coûte que coûte (- Je voux un théâtre du geste, du corps ; Batalile, en somme. Le désir, la felle, le mort..., exige le metteur en scène); discussions d'un ésotérisme byzantiu evec la critique dramatique; représentation pitoyable : déceptione en

Michele el ses amis, frères transalpins des Frustrés, de Claire Brètécher, possèdent lous les lics, loute le « doxa » des contestataires vicillis Issus, par la petite porte, de 68 : il effichent, avec assurance. des idées loutes faites sur des sujets salonnards : politique et cinéma, sexualité et société, écologie et pouvoirs... Its sont agressifs ; se plaignent de tout (mollement) ; citent interminablement

l'école de Frauctort : lisent des revues pernos cachées dans des livres de sémio-tique ; gerdent à portée de main une gultare eu un disque de free jezz, eu une seringue, eu un - joini - ; lie sont vellétaires ; derment trop ; ne regardent

eurtout Moravie (ce qui n'e pas empêché ce demier d'écrire, dens un hebdema-

du film).
Ja suis un autarcique lera, sans deute, grand pleisir aux partis de la - geuche sereine » (en Itatie, le P.C.I. e leverisé



E JE SUIS UN AUTARCIQUE » Une critique des formes les plus moisies de la marginalité.

soni d'incamer l'extrémité de l'extrémité : se terrorisent las uns les autres par des pas vieillir; ioni sans cesse reculer les frontières de l' « embourgeoisement » meneçant et ignoreut leur propre conler-

Meretti e voulu décrire, eu-delé de cetto « Armata Branceleone » du Ihéatre underground, le fonctionnement en vasa clos d'un groupuscula polifique d'ultra-geuche s'erganisant, théoriqueme et militairement (l'eliusien eu groupe de l'Armée rouge japonelse est flegrante dans le séquence de l'entraînement en montagne), en vue d'une action ponctuelle qui, en défluitive, s'evèrera minable. On peut remarquer qu'un tel itinéraire fictionnel était déjé celui du Pigeon (1958, de Marie Menicetti) ; référence importante si l'on songe que Moretti s'est, en effet, proposé d'utiliser les ressources rhétoriques de le comé-die halienne pour critiquer l'arrogence ces cani sciolti (chiens errants) de la taune post-estudiantine romaine; leur manque d'humour est, particullèren thème comique central du film de Meretti, qui ironise sur la echizo de le contestafion en parodiant les pères historiques de l'underground Italien : Vasilico, Periini, Carmele Bene, Bellochie, Ferreri, etc., et ..

sa diffusion); meis cela ne devrait pas diminuer le plaisir de ceux qui, situés politiquement eu-delà, reconnaîtront que Moretti, pour fustiger la congélation ramollie des ambitions soixante-huitardes, e réalisé un vral film contestataire ceutre domaine cinémetographique : à esveir. le système de production. En ce sens, et quelque e'en prenant à une lerme meisle, de le marginalité, ce film, prodult hors du système, constitue l'une des premières fictions filmées authentiquement

(1) Js suis un autarcique sortira à Paris fin novembre, au studio Médicis.

(2) Ses trois premiers films: Pâté de bourgeois (1973), la Sconfitta (1974) et Come Paris Frais (1975), ont été présentés à Paris un cours du Festival mondial du super-à. Nanmi Moretti vient de commencer le tournage de son cinquième long métrage, qui présenten un groupe d'amis « navigant dans les milleux d'actrème gauche et qui décident de former un groupe de conscience pour auto-anaigner leurs propres némoses »; il voudrait l'intituler : Mütantisme, militantisme.

(3) Nanni Moretti est un comedien très personnet: U joue dans un registre aigne-doux, légèrement comique, entre Rufus et Bernard Menex. Actuellement, on peut is voir à Paris dans le film des frères Ta-viani Padre, Padrons, nu U incarne le personnage de Cesare, ce soldat diplôme qui initis le jeuns berger sarde aux plai-sirs logiques de la linguistique.

Le discours du maître

E film de Reuè Vienet, Chinois, encore un effort pour être répolutionnaires, pourrait être un film documentaire puisqu'il se présente sous la forme de documents (tirés d'archives chinoises ou d'archives sur la Chine) auxquels ont été greffés quelques plans de films de karaté; et des plans tournés à la va-vite, ironiques ou dérisoires, comportant des dessins ridiculisant tel on tel personnage de la vie politique chinoise.

Le film opère, indubitablement (c'est son but et sou seul mèrite), un dynamitage violent, corrosif, de toute position d'allègeance à l'égard de la Chine. A ce titre, le film de Vienet arrive à point pour clôturer toute une époque, pour mettre fin à une histoire — le maoisme chinois a une nistore — le manisme chinois s'est échoué sur la plage maintenant déserte du manisme français, — pour dégager l'espace d'un eutre discours possible.

Celui que tient René Vienet sur Celui que tient René Vienet sur la Chine, evec pour grande référence théorique le situationnisme, est un des discours possibles, il n'est pas le seul. Disons que ce film vient au moment où, sur la Chine, il peut s'ècrire une autre histoire, une histoire qui u'aurait pas une passion pour objet — la Chine de Mao, — ce qu'avait l'histoire maoiste francaise.

Plus précisément, cela veut dire que les énoncés référentiels se trouvent aujourd'hui discrédités, et ce, d'une manière aussi forte, aussi vrale, aussi irrémédiable, qu'on a pu croire un jour qu'ils evaient valeur d'universalité. Les temps ont changé; un discours dominant (tel que le maoîsme français a pu l'être, à une certaine époque, pour une grande partie de l'extrême gauchel peut très bien tomber dans le discredit; ses slogans, son dogme, sa langue de bois portent, aujourd'hul, collé au plus près des énonces, un signe négatif qui rend caduque toute croyance, toute adhésion. Plus encore, ces discours (chinois, ou prochinois) n'interpellent plus de réponse critique; ils portent, en bandoulière, leur énonciation fatale, malheureuse, de la même façon qu'ils transportaient, il y a dix ans, l'adhésion, la croyance ou l'enthousiasme. Aujourd'hui, plus ils parient, plus ils se discréditent.

Telle est l'énonclation sur laquelle c'appule le film de Vienet. Et c'est piutôt cette énonciation (ce ton) du film qu'il me fait envie de critiquer, que ses énoncés (son point de vue), lesquels ne regardent, à la limite, que l'auteur, les quelques transfuges du maoïsme (que le film fait rire et auxquels il fait grand plaisir : ils rient de ce à quoi ils out cru à la felie) et les derniers nostalgiDu documentaire, Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires n'a que l'apparence puisqu'il ne laisse à aucun moment parler les images et les sons qui viennent de Chine. Voilà donc un documentaire qui rend muette la réalité chinoise, qui présente une réalité atone, qui ne laisse pas parier son référent.

Au niveau cinèmatographique, cela denne des images raturées, greffées, accompagnées d'une veix eff omniprésente, critique, et qui fait très peu cas de ce qui est présent dans l'image. Toujours envisagé du seul point de vue cinématographique, cela donne une bande-images qui ne preduit pas de sens (il eurait fallu pour cela, eu moins, laisser aux images le temps de parler), un ruban filmique qui ne conçoit les images qu'emblématiques, et une bande-son off, qui, elle, parle haut et fort, mais dout le sens ne rencontre jamais l'image. Deux mondes parallèles, deux bandes parallèles qui ue se rencontrent jamais. Pour utiliser une métaphore affective, c'est un film où la bande-son porte une haine sans retour à l'égard du défilé d'images. Cinéma de propagande, cinéma qui donne la leçon, et non cinéma-documentaire dont l'objet est de prendre en charge, du point de vue cinématographique, une certaine réalité.

Comment caractériser le cinéma de propagande ? On peut dire que c'est un cinema où se met en place une machine de discours qui prétend produire, affirmer une vérité en la violence. Le cinéma de propagande est toujours un cinéma de violence, un cinéma qui fait violence aux images : tout le contraire du cinéma documentaire qui, lul, capte des images violentes, des images qui marquent, et les accueille dans nne écriture, une enonciation, une voix. qui font dialogue avec le spectateur. Dans le cinéma de propagande, le sens vient d'en haut, d'une voix qui n'a pas de comptes à rendre. et surtout pas aux images. A la voix, et à elle scule, est confére le pouvoir de produire la vérité.

Que ce pouvoir provienne de la mise en œuvre d'un genre particulier, d'une forme particulière de discours filmique eù la voix soumet les images au tir incessant du quolibet, de la critique et de la dérisien, ne change rien au fond des choses : le cinéma-propagande relève toutours du discours du maître.

Mai 68 : de l'oubli à l'amnésie

PARLANT des - nouveaux phi-losophes -, Gilles Deleuze remarque avec raison : - C'est. à qui cracherait le mieux sur 68. . Au cinème, le passage de post-68 à pré-78 s'est moins accompagné de crachets que d'un double phénomèna. fun d'oubli (ce qui est normal), l'autre d'amnésie (ce qui est grave). Car si l'eubii est une chose positive, saine (comme direit Nietzsche), il n'en est pes de même pour l'amnésie.

1º Il y e eu incapacité de la majorité des filme français (le leisee de côté le cinéma militant) é faira autre chose que saupoudrer de vieilles histoires familialistes (genre le Gifle) de petites notations, Indices, mini-personnages, destinés à signifier au specialeur : nous, scénaristes, cinéastes, savons très bien que mai 68 que nous sommes d'ailleurs teut é tait incapables de représenter — 6 au tieu et nous serions désolés si vous, spectaleurs, pensiez que nous vous, spectaieurs, persez que notale ne le savions pas. A le notable exception de Tout va blen, le cinéma trançels a été incapable de

scéndgraphier mai 68, c'est-à-dire d'en faire le matière d'un film. Même le baleine de Jenas vient huit ens après, sérieusement ridée.

2º Il y e, ensuite, que le cinéme trançais, en perdant le public popu-laire, e aussi perdu le vieille division des genres qui correspondait é ce public : fiction, documentaire. Pour un public devenu presque uniquement petit-beurgeoie, il se consacre è le circulation très rapide d'idées générales, doxeles, dans des fictions hâlives, naturalistes. Il renonce à la double possiblité du cuit (le fiction) et du cru (le decumentaire) au profit de l'ignoble bouilli hérité des dramatiques télé. Par cuit, l'entends la théâtralité, le remise an scène, le studie, le lumière et le mequillege (à la limite : Gioria); par cru, je veux dira la ferce inceogrue du 16 millimètres et du son direct, la camera tenue à la main comme un scapel ou un stylo, eens lumièra ni mequillage (voir Kramer aux Etats-

3° Mei 68 ne donne donc pas lieu

é de la scénogrephie male, par rico-chat, il a ravivé l'intérêt pour le passé. L'impossibilité de commémerer, sane ridicule, 68 a déplecé la curiosité sur les grandes detes de l'histoire alticielle de la gauche française depule 1789. Seus la pressien d'abord de l'extrêma gauche, en réactien à la provocation de le • mode rétro •, - cinéma-et-histeira -. D'où découverte ettristée du caractéra a-généalegique de la culture française, ignorance crasse de la réalité historique des luttes euvrières, etc.

4º L'extrême geuche ne faisait que peinter une direction au seule l'union de le gauche avait les moyens d'aller : febriquer à teute vitesse en cinéme de qualité française correspondant à des Idées recués et à un imaginaire de gauche. C'est à ce moment que l'an passe de l'aubli à l'emnésie, eu retoulement. Car ce qui est oublié n'est pas nécessairement ratoulé, alors que l'amnésie se traduit par un raccuvrement (au moyen da

doit être absolument tu. A grandes enjembées, on colmete les brèches : le Résistance (l'Affiche reuge), le guerre d'Algérie (le Questieu), il serait teut é fait legique qu'un cinéaste du P.C.F. entreprenne de raconter la nuit des berricades du point de vue de Séguy. Et lé, il est cleir que réta-bir le vérité (celle des rapports cenflictuels entre le P.C.F. et Maneuchian, entre le P.C.F. et Alleg) est nécessaire mais teut é fait ineuffisant, SI ces films sont mauvaie, mensongers et epolitiques (ile ne branchent le spectateur sur aucun conflit, sucun clivage), c'est qu'ils participent de le neture même, de le logique du P.C.F., qui est plus profondément la logique de toute institution : gérer Famésie de ses membres.

5º Revenons é l'eubil. On se raple mêmeire : celul qui se souvient de tout meurt event ean heure, comme esphyxié. Neue avone felm aujourd'hul, non de reconstitutions historiques (dont l'expérience prouve

d'être filmées - la Prise du pouvelr per Leuis XIV au Barry Lyndan epeques, les meins menipulables), ni de grande sujets d' = actualité = (préen Illms), mele de quelque chose de plus simple : de filme detés, de films coutemperains. Ou'est-ce qu'un film centemporain ? Pour aller vite : un ce qui e été tilmé evant lui, qui pert du fait que le apecteteur ne sait rien, qu'il leut tenir pour nulle le comelicité evec lui, que le cinéaste n'e pas é être cru sur parole mais qu'il delt produire (filmiquement) ce qu'il evance, ce avec quoi il joue. Si Bresson n'evait pas tait le Diable probablement ainel, son film n'eurait pes touché. Ce qui était vrai des films de Vertov en 1925 reste vrai de Gederd demière manière : lis ne gèrent pas l'amnésie, ils se détechent sur un fond gai d'eubli,

SERGE DANEY.

LE FONDS MONÉTAIRE ET LES BANQUES PRIVÉES

« Gendarme »

(Suite de la première page.)

On remarque que dix pays industrialisés ont, en effet, utilisé plus de la moitié des nouvelles liquidités internationales créées par le F.M.I. depuis 1974 au titre du « mécanisme pétrolier ». A' elles seules, l'Italie et la Grande-Bretagne ont prélevé 35 % de ce total (2).

la Grande-Bretagne ont prélevé 35 % de ce total (21.
Cependant, la persistance d'une crise de balance des palements dans ces pays hypothéquait la reprise de l'ensemble de l'économie occidentale. On vit alors l'Allemagne de l'Ouest, dont les efforts unilatéraux n'avalent pas réussi à amener le gouvernement. dont les efforts unilateraux n'avaient pas réussi à amener le gouvernement italien à une plus grande austérité économique, s'associer aux Etats-Unis pour demander au F.M.I. de rendre plus sévère l'accès aux nouvelles tranches de crédit ouvertes aux pays membres. Par la suite, les gouvernements de Londres, de Rome et de Lisbonne se sont successivement engagés dans de longues et laborieuses discussions avec les experts du Fonds, ces derniers devenant au bout du compte les véritables arbitres de la stabilité économique, sociale et politique de ces pays.

Or le F.M.I. et la Banque mondiale ont été, dès le départ, beaucoup moins a internationaux » qu'on ne l'avait

ont ete, des le depart, beaucoup mons « internationaux » qu'on ne l'avait prèvu. Et cecl pour des raisons à la fois politiques et fonctionnelles. D'une part, l'Union soviétique ne par-ticipa pas à la convention de Savan-nah /mai 1946), qui donna naissance aux deux institutions; la Pologne s'en

DIVERS facteurs limitaient

DIVERS facteurs limitaient les possibilités d'action du F.M.I. et de la Banque mondiale au lendemain de la guerre. Les Etats-Unis, en vertu de leur suprématie dans ces deux institutions, auraient pu passer par leur canal pour atteindre leurs objectifs. Ils préférèrent recourir au plan Marshall et aux divers programmes d'aide bilstérale pour procèder à la redistribution de l'excèdeut de leurs réserves monétaires, condition essentielle à la reprise du commerce international.

D'antre part, il apparut assez vite que les experts du F.M.L et de la Banque mondiale avaient sous-estimé certains éléments de l'économie d'après-guerre. Tout d'abord, les coûts de la reconstruction du potentiel industriel de l'Europe se sont révélés beaucoup plus élevés qu'on ne l'avait prévu. Aussi, le détai nécessaire au rétablissement du commerce international fut-il très long : en 1952, seuls cinq pays étaient en condition de se conformer, pour le commerce et les palements internationaux, aux procédures que les statuts du Ponds considéraleut comme convenables. Le

considéralent comme convenables. Le système monétaire n'a véritablement commencé à fonctionner qu'à partir de 1958, lorsque les monnales euro-péennes sont devenues convertibles entre elles et avec le dollar.

Dans cette première phase, l'action du F.M.I. et de la Banque mondiale ne fut pas sans graves conséquences pour les pays du tiers-monde. La fin

de la guerre de Corée provoqua une forte chute des prix des matières premières, qui s'étalent maintenus à des niveaux élevés depuis l'éclatement de

niveaux eleves depuis l'eclatement de la seconde guerre mondiale. An début des années 50, lorsque les pays d'Amérique latine et les pays indépendants du tlers-monde, pour faire face à la balsse de leurs ressources d'exportation, solliciteront leur tranche de crédit auprès du FML ou s'inscriront pour obtenir des prêts de la Banque mondiale, ils se heurteront à des

mondiale, ils se heurteront à des conditions draconlennes. Ces deux institutions imposeront un peu par-

tout la levée des tarifs protection-nistes et l'abolition des taux de change multiples que les pays en voie

retira en 1950 et la Tchécoslovaquie en 1955; jusqu'à la fin des années 60, la Yougoslavie restera le seul pays socialiste membre du Fonds et de la Banque mondiale /3). D'autre part, de par leurs règles de fonctionnemeut, ces deux institutions sont très fortement dans la dépendance des États-Unis: blen que faisant partie du système des Nations unies, elles disposent de statuts propres et ne sont pas assujettles au principe démocratique, « une nation, un vote » qui règit l'Assemblée générale de l'ONU: le Fonds et la Banque sont contrôlès par les pays membres en fonction de leurs quotes-parts respectives. Les États-Unis, outre l'infinence que leur valait le rôle privilégié accordé an dollar dans le régime de l'étalon de change-or (Gold Exchange Standard) mis en vigueur en 1946, détenaient à cette époque 35 % des quotes-parts des deux institutions. Des réajustements successifs ont reduit leur quote-part et leur pouvoir de vote aux alentours de 21 % (4). Mais les décisions importantes devant être prises à la majorité de 80 %, les États-Unis disposent d'une minorité de blocage qui leur confère une très forte influence, Depuis quelques années, la C.E.E. partage ce privilège, mais les circonstances qui entourèrent, en 1973, la démission de M. Pierre-Paul Schweitzer, directeur du F.M. L. démontrent b le n qu'aujourd'bui encore rien ne peut être entrepris au sein de cette institution contre les intérêts de la politique américaine.

de développement avaient instaurés pour soutenir leur industrie naissante, créée pendant la guerne par le processus de substitution des importations. Tel fut notamment l'enjen des conflits qui opposèrent le Fonds et la Banque aux gouvernements des Philippines, du Mexique et du Brésil, pendant les années 50, En Europe, le public ne se sentait guère concerné par ces manœuvres, alors qu'il en bénéficiait provisoirement.

Par ailleurs, le F.M.I. et la Banque

mondiale posent deux conditions à l'ouverture de crédits : une indemnisation « adéquate » des biens étrangers nationalisés, le palement des dettes internationales antérieurement

dettes internationales antérieurement contractées. Cette dernière exigence relancera, entre certains pays d'Amérique latine et leurs créanciers occidentaux, des conteutieux vieux de plusieurs décennies ou devenus caducs. Le cas le plus frappant fut sans doute celui du Guatemala, où la Banque mondiale ressuscita la question du palement de titres émis en 1829 : ce pays obtint les crédits de la Banque uniquement après que les tribunaux guatemaltèques curent donnéraison aux détenteurs de ces obligations plus que centenaires.

Pourtant, deux spécialistes, auteurs d'une histoire de la Banque mondiale, commentent ainsi la dette extérieure des pays d'Amérique latine au lende-main de la guerre : « Une partie de ces dettes étaient périmées, car elles

ovaient été contractées dons des

conditions peu réalistes et les créonces se trouvaient en la possession de spé-

se troubaient en la possession de spe-culateurs et non d'investisseurs. Malgré les offirmations sincères de la Bonque sur son impartialité, il ne lui était pas possible d'éviter de paraître jouer le rôle de receveur de dettes pour cer-tains citoyens prospères des pays riches » 151.

Pour certains pays du tiers-moude, la situation change vers la fin des années 50. En effet, le volume des capitaux disponibles sur les marchés financiers caridantement

financiers occidentaux et la concur-

rence à laquelle se livrent les banques commerciales poussent celles-ci à assouplir leurs conditions de crédit en faveur des pays dont les richesses

tions plus que centenaires.

de développement avaient instaurés

Conditions draconiennes et générosité intéressée

international. Par ce blais, quelques pays peuvent tourner l'orthodoxle économique imposée par le F.M.L et par la Banque mondiale. Tel fut notamment le cas du Brésil et des Philippines. A l'époque, cette situation avait déjà surpris et inquiété certains secteurs financiers. En 1958, à la veille d'une ultime et d'ailleurs vaine négociation entre le F.M.L et le Brésil, le Manchester Guardian, sans doute inspiré par le souvenir séculaire des conflits qui opposèrent les banques anglaises aux pays d'Amérique latine, écrivait:

économiques et le niveau de développement peuvent garantir un crédit international Par ce biais, quelques

que latine, écrivait :

« On o un faible espoir que le Fonds
et la Banque pourront imposer aux
Latino-Américains un peu de prudence financière, et ceci bien plus
efficacement que n'ont su le faire les
organes du gouvernement nuéricain...
Une opération-plote dans cette ligne
est la récente proposition du F.M.I. au
Brésil. Si elle réussit, le Fonds pourra
etre mieux utilisé (...) pour créer des
conditions de prêts « sûres ». L'Eximbank et le Development Loan Fund
viendront alors avec des sommes
importantes, mais dans des conditions
rendues sûres par le pilote » (6).

Point important: sur les marchés

Point important : sur les marchés financiers internationaux, dès cette époque, une distinction très nette s'est établie entre pays en voie de développement. D'un côté, les pays « commerciaux », c'est-à-dire ceux dont les richesses naturelles, le population et le niveau de développement offraient queiques garanties aux banques commerciales. De l'autre côté, les pays « nidés », plus pauvres, r'obtenant des crédits des bauques privées que dans la mesure où ces prêts étaient couverts par l'assistance reçue des organisations internatio-

nales (7). Les banques commerciales qui, « doublant » ainsi le F.M.I. et la Banque mondiale, fournissaient des prêts aux pays en voie de développement agissaient selon la logique du marché. Elles faisaient payer aux emprunteurs le risque d'insolvabilité en augmentant de quelques points les taux d'intérêt. Toutefois, à estre époque, les banques privées étalent incapables de répondre à l'ensemble de la demande, de telle sorte que l'intervention du Fonds et de la Banque mondiale était essentielle pour faire en sorte que les pays « aidés » restent intégrés dans les réseaux du commerce occidental.

merce occidental.

Ainsi, le Financial Times écrivait-il en 1958: « La cause la plus immédiate de la contradiction des paisments internationaux — et donc de la nécessité d'augmenter les liquidités par le moyen du F.M.I. et d'autres sources — est la tendance des pays producteurs de matières premières à restreindre leurs achais de biens de consommation et de biens d'équipement du fait que leurs recettes provenant d'exportations ont été lourdement réduites par la chute des prix mondiaux des produits primaires » (8).

Cette « générosité » blen comprise

mondiaux des produits primaires » (8).

Cette « générosité » blen comprise fut à la base de l'arganisation de divers programmes d'aide publique an tiers-monde : des fonds publics devalent premdre le relais des fonds privés, qui ne suffisaient plus à faire en sorte que les pays « aidés » restent intégrés dans le commerce international. A cet égard, l'action de Dougles Dillon, qui était secrétaire aux affaires économiques sous la présidence d'Eisenhower, fut décisive et aboutit à l'élargissement des activités de la Banque mondiale et à la création de l'IDA (Association internationale de développement) en 1960 (9).

Les risques de défaut de paiement

N OUS nous trouvons aujourd'hui dans une situation analogue : des crédits publies dolvent à nouveau prendre le relais des crédits privés. Cependant, les transformations de Cependant, les transformations de l'économie internationale, et notamment l'expansion des activités des banques commerciales en direction des pays en voie de développement, donnent une tout autre ampleur à cette problématique. A partir de 1970, la croissance continue du commerce international ouvre une phase d'investissements accrus dans les pays du tiers-monde. Des projets considérables ont été entrepris, en partie financés par des emprunts contractés auprès des banques commerciales. Ce finances par des emprunts contractés auprès des banques commerciales. Ce fut la période du « bon boom », comme l'appellent maintenant les banquiers. Cependant, depuis 1974, la récession dans les pays industrialisés se combine avec l'afflux des pétrodollars pour placer les banques commerciales en état de « surliquidité », les poussant à chercher des emprunteurs un peu partout dans le monde, même s'ils n'offrent pas toutes les garanties souhaitables ; c'est le début du « mauvais boom ».

Ces mouvements convergents out en deux effets. D'un côté, ils ont provo-que une augmentation des moyens de que une augmentation des moyens de financement internationaux, qui, en 1976, ont encore progressé de 95 mil-liards de dollars, soit 20 % de plus qu'en 1975. De l'autre côté s'est natu-rellement produit un endettement croissant des pays en voie de dévelop-pement non producteurs de pétrole : à la fin de 1976, leur dette extérieure se montait à 130 milliards de dol-lars, dont 75 milliards de dollars sont dus aux banques commerciales amélars, dont 75 milliards de Gollars sont dus aux banques commerciales, amé-ricaines pour la plupart. Ces deux chiffres sont en progression d'environ 20 % sur les statistiques comparables de l'année 1975 (10). Selon de récen-tes prévisions de la CNUCED, la dette extérieure de ces mêmes pays

augmentera dans une proportion encore plus forte, pour attendre 253 milliards de dollars à la fin de 1977 (11).

Cet énorme mouvement de recyclage de capitaux pose un problème délicat aux grandes banques commerciales. Les six premières sur le marché de l'eurodollar sont américaines (Citi-corp, Bank of America, Manufacturers Hanover, Morgan Guaranty, Chase Manhattan, Bankers Trust Interna-tional); en septième position se tronve une banque allemande (Dresdner) et, en huitième position, une institution française (Crédit lyonnais) (12).

Française (Crédit lyonnais) (12).

Pour quelles raisons les banques commerciales, court-circuitant le F.M.L. la Banque mondiale, mais aussi les institutions traditionnelles d'investissement, se sont-elles l'ancées aussi loin dans la politique de prêts aux pays en voie de développement? Un élément de réponse à cette question peut êire trouvé dans l'observation, d'une part, de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché de l'eurodollar et, d'autre part, du volume des prêts accordés par les banques commerciales aux pays en voie de développement. Il existe, en effet, une corrélation entre ces deux effet, une corrélation entre ces deux variables : à la mesure que, comme conséquence de la récession dans les pays industriels, les taux d'intérêt fléchissent, les prêts aux pays en voie de développement augmentent et deviennent plus avantageux pour les banques.

Depuis l'an dernier, les conditions Depuis l'an dernier, les conditions de prêt des banques commerciales se sont encore assouplies. Comme l'explique le rapport de la Banque des règlements internationaux [B.R.L.], « les conditions sur le marché financier international étaient (...) caractéristiques d'un marché où les acheteurs sont dominants (Buyer's Market). Il n'y avatt pas insuffisance d'emprunteurs potentiels. Cependant, étant donné que la majeure part de la demande venait de pays ayant de fai-bles balances de paiement et de hauts niveaux d'endettement extérieur, il y avait insuffisance d'emprunteurs de première classe » (13). Et cette tendance s'est èneure accentuée dans les derniers mois. derniers mois.

derniers mois.

Cette fragilité des bases de l'expansion bancaire u'avait pas manque de susciter des inquiétudes. Toutefols, un changement significatif s'est produit au milieu de l'année dernière. Au lieu de mettre les grandes banques commerciales en garde contre les dangers de prêter à tel ou tel pays en particulier, comme elles le faisaient depuis 1974, les antorités fédérales américaines ont attiré leur attention sur le péril que leur politique de prêts aux pays en voie de développement faisait courir au système financier occidental dans son ensemble.

La vulnérabilité des banques résul-

casait courre au système inactier occidental dans son ensemble.

La vulnérabilité des banques résultait de plusieurs facteurs. A propos des risques courus par la politique de prêts aux pays en voie de développement, le rapport de la B.R.I. remarque que « l'expertise nécessaire pour évaluer (ces risques) est très différente de celle utilisée pour fixer le degré de solvabilité d'une entre-prise (...). Ce type d'évaluation n entrainé (les banques commerciales) sur un terrain qui était nouveau pour banacoup d'entre elles. Quelques grandes bonques ont répondu à ce défi avec rapidité et efficacité, mais il est douteux que les autres — les banques moyennes et méme certaines grandes — soient capables d'en faire autant » (14).

A cela s'ajoute la complexité concep-

grandes — soient capables d'en faire autant » (14).

A cela s'ajoute la complexité conceptuelle qui entoure la notion même de risque (15). De surcroît, beaucoup de pays en voie de développement ont des connaissances statistiques très limitées, et les données officielles elles-mêmes ne sont pas fiables. Certes, les rapports annuels de la Banque mondiale offrent un tableau assez complet des variables économiques des pays en voie de développement, mais ils ne sont disponibles qu'aven des mois, voire des années, de retard. Examinant les rapports que l'administration fédérale américaine avait publiés sur ces questions, une journaliste écrivait en substance : pour le système financier, la question u'est plus de savoir si les dettes des pays en voie de développement seront honorées, le problème est maintenant de savoir quand comment et où les défauts de paiements se produiront (16).

défauts de paiements se produiront (16).

De tèls défauts de paiement des
pays débiteurs pouvaient se vérifier
selon deux hypothèses, toutes deux
lourdes de conséquences pour le système financier occidental:

n) Première hypothèse : les pays
debiteurs se concertent en vue d'utiliser la menace de la banqueroute
pour obtenir un abandon total ou
partiel de leur dette extérieure. Les
initiatives du « groupe des 77 » aux
conférences de Manille (février 1976)
et de Nairobi (mai 1976) ont donné
quelque crédibilité à cette éventualité.
Bien que le projet discuté entre pays
du tiers-monde ait eu des objectifs
plus limités, il ne pouvait qu'alarmer
les banquiers. Certes, un effacement
pur et simple de la dette extérieure pur et simple de la dette extérieure des pays les plus pauvres a bien été demandé à Manille, mais il était aussi prévu d'organiser un fonds commun de réserves financières pour permet-tre aux pays en voie de développetre aux pays en voie de développe-ment non producteurs de pétrole d'étaler le service de leur dette exté-rieure jusqu'en 1980, période pendant laquelle ces charges seront le plus lourdes. Ce projet était cependant mort-né, de sérieuses dissensions ayant surgi au sein du « groupe des 77 », où les pays dits « commer-ciaux » sopposèrent fermement à une telle initiative. Fortement intégrés dans les échanges avec les pays indus-trialisés, les pays « commerciaux » étaient naturellement, dans le tiers-monde, les moins disposés à mener jusqu'au bout la menace de rupture avec leurs créanciers occidentaux, jusqu'au bout la menace de rupture avec leurs créanciers occidentaux, d'antant qu'ils se savaient en condition de renouveler leurs emprunts auprès des banques commerciales. D'ailleurs, le vice-président de l'Eximbank n'écrivait-il pas : « L'étalement (des dettes) est acceptable pour les banques, cur, dans un sens général, les banques ne veulent pas du tout être remboursées (du principal) ; les banquiers ne diront jumais cet de cette façon, mais le fait est ordis cette façon, mais le fait est qu'ils

M. Pierre Mendès France : le principal déséquilibre 'ISSUE de la seconde guerre mon-diale était encore incertaine etabilisation des prix des matières

LE MENSUEL DU C.E.R.E.S. Encore disponible sur commande ou : 13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS. Tel.: 887-76-42.

Nº 44 LES **NATIONALISATIONS**

POURQUOI. COMMENT

--00-A pareitre le 15 octobre : Nº 46

Prix du numéro : 10 F.

L'UNION DÉPROGRAMMÉE

ABONNEMENTS:

C.C.P. 34.875,30 J - LA SOURCE

lorsqua a'ouvril, en juillet 1944, la contérence de Bretton-Woods, L'Initialive était, en grande partie, le résultal d'un consensus eulour des idées qui J. M. Keynas, représentant du Royaume-Uni à la conférence, exprimail inlassablament depuis la lin de la première guerre : pour éviler que le concurrence économiqua entre nations industrielles na dégénère inévitablemant en conlill ermé, il étall indispensable da créer une anlité internetionale destinée à laire appliquar des règles fixées d'un commun accord entre les Etats. Las ruines encore tumentes des grendes villes

européennaa rappelaient eux délégués la tragique importance du projel en

 Oui, nous voulions construire la paix -, noua a déclaré M. Pierre Mendes France, l'un des pères fondateurs des institutions créées à Bratton-Woods et témoin privilégié de l'évolution des relations économiques internationales eprès la guerre. Comparant la situation actuelle eux objectifs de 1944, Il effirme : - Honnêtement, on n'e pas le droit de dire que l'échec du système créé en 1944 est complet. Ce qui est melheuraux, c'est que l'on n'all pas compris que ce que nous construisions alors n'était qu'une

solution provisoire. » Opposant l'étendue des initiatives prises à la fin de la guerre et les hésitations qui enlourent aujourd'hui la mise en place d'un nouvel ordre Internetional, M. Pierre Mendès France

remarque : - Il est paradoxal que Bretton-Woods all pu être organisé pendant le guerre et que rien, ou presque, n'ait été préparé pendant le paix. Nous avons ainsi abordé les années 60 et 70 dans la plus complète impréparation, et nous vollà ramenés à une situation de total désordre éco-

Parmi les faits nouveaux surgle eprès la guerre, l'ancien gouver-neur du F.M.I. relève les changements introduits dans les reletions Internationales par l'émergence du tiersmonde. Il rappelle alors que, - malgré le présence à Bratton-Woods de délégations d'Amérique latine et d'Asie, notamment de le délégation de l'inde, qui était très ective, en 1944, nous ne connaissions pas grand-chose des problèmes spécifiques eu sous-développement, car les rapports entre pays producteurs de matières premières et pays industrialisés se développaient encore en grande partie à l'Intérieur du cadre colonial ».

En accord avec les thèses de l'économiate tritannique Nicolas Kaldor, M. Mendès France pense qu'une des causes structurelles du déséquillbre économique mondial réside dans la détérioration permanente des termes d'échange entre produits manufacturés et mellères premières. Maloré le renversement de tendance observé depuie 1973, il estime qu'à long terme le commerce International retrouvere cette caractéristique. A cet égard, il suit evec intérêt les progrès récents d'une idée dont il s'était lait, depuis de nombreuses années, un ardent avocat : le création d'un fonds de

premières. M. Pierre Mendès France Insiste aussi sur les aventages de la pro-cédure dite Stabex, ensemble de clauses de financement compensaneuf produits primaires dans le cadre

toire des fluctuations de recettes d'exportations établies pour vingtde la convention de Lomé, signée entre la C.E.E. et quarante-six pays d'Afrique, des Careïbes et du Pacifique. • C'est une mesure qui ve dans le bon sens et qui constituera une expérience positive. » En dépit de l'échec provisoire des

conversations engagées à Genève entre les pays industrialisés et le fonds international pour la stabilisa-tion des cours des matières premières, M. Mendès France estima que des progrès substantiels ont été récemment réalisés dans ce domaine. . Au départ, dit-il, lorsque ces idées étalent discutées dans les enceintes internationales, il se trouvalt toujours une majorité, même parmi les délégués du tiers-monde, pour les rejeter sans appel. Aujourd'hui, les pays indus-trialisés, et même les Elats-Unie, reconneissent l'opportunité d'une telle Initietive. Mais il faudra aller plus ioin encore : iorsqu'ils seront constitués, ces stocks de produits primaires — emmagasinables, fongibles et de large consommation dans le commerce mondial - dolvent servir de base è la création d'un étalon monéteire International. »

(Propos recueillis par Julia Juruna.)

(2) F.M.L. Rapport annuel 1976.
(3) L'admission au P.M.L. est un préalable uécessaire à l'adhèsion à la Banque mondisie. La Roumanie a été admiss dans ces deux institutions en 1973 et le vietnam socialiste en 1976.
(4) Selon les accords de la Jamalque, le quote-part des Etats-Unis reste de 21.5 %; celle des Etats-Unis reste de 21.5 %; celle des Etats-Unis reste de 25 % 210 %.
(5) Edward S. Mason et Robert R. Asher, The World Bank Since Brettom-Woods, Washington, The Brookings Institution, 1973.
(6) Cité par Cheryl Payer dans e The Debt Trap; The IMF and the Third World S. Monthly Renieu Press, Londres, 1974.
(7) Pour une caractérisation plus précise de cette distinction, cf. David O. Beim, e Rescuing the Less Developed Countries s. Foreign Affaira, juillet 1977.
(8) Cité par Ch. Payer, op. cit.
(9) Avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement /BIRD) et le Société financière internationale de développement /IDA) forme le groupe de la Banque mondiale. L'aifie de l'IDA va essentiellement aux pays dont le P.N.B. par habitant est initérieur à 173 dollars.
(10) Source e World Financial Markets a, Morgan Gosranty Trust, janvier 1977.
(21) Cf. Le Monde, 23 août 1977.

kets s, Morgan Goaranty Trust, janvier 1977.

(11) Cf. le Monde, 23 août 1977.

(12) International Heraid Tribune, 8 novembre 1976, a Euromarket Special Beport - An Economic Study s.

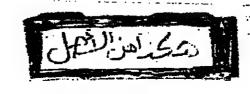
(13) Banque des règlements internationaux, quarants-septième rapport annuel, Edie, juin 1977.

(14) B.R.I., Ibid.

(15) Cf. P. Dhonte a Describing External Debt Situations: A. Roll-Over Approach s. I.M.F. Staff Papers, mars 1975.

(16) Emma Bothschild « Banks: The

1975.
(16) Emma Rothschild & Banks : The Coming Cidals s. The New York Review of Books, New-York, 27 mai 1978.



salte (April de La La Conserva de la La Conserva de la Conserva de

TIENER MARKET

description from the

du grand capital

neulent luisser leur argent en train de travailler » (17). Les deux réunions de Manille et de Nairobi montrèrent que les pays en voie de développement ne réunissaient pas les conditions minimales qui leur auraient permis d'engager une éventuelle action commune auprès de leurs créanciers. L'organisation d'un « cartel de débiteurs », qui hantait certains banquiers, paraissait totalement exclue.

— b) Seconde hypothèse, un pays gros débiteur se déclare en état de cessation de paiement. « Tandis que les entreprises privées sont liquidées à l'issue d'une banqueroute, uote le rapport de la B.R.L., un pays ne cessera pas d'exister pour cause d'insolvabilité extérieure...; le danger qui existe est cetui d'un étalement ou d'un moratoire (des dettes) plutôt que d'une banqueroute » (18).

Les cas du Zaire, du Pérou, de l'Egypte

Les cas du Zaïre, de remplaire. Alors qu'il était au hord de la banqueroute, ce pays fut aidé à franchir le cap d'une demande de moratoire pour obtenir ensuite un étalement de sa dette (19). Les experts considèreut le Zaïre comme un cas intermédiaire entre la catégorie des pays a aidés » et celle des pays a commerciair ». Bien que ses richesses naturelles lui aient permis d'obtenir des hanques commerciales des prêts considérables, le mauvaise gestion des projets engagés et la corruption de l'administration ont conduit le Zaîre au bord de la faillite. Dès 1975, commencent à se vérifier des défauts de palement. A la demande des créanciers réunis dans le Club de Paris, le FML intervient au milieu de 1976 pour coordonner un plan de stabilisation qui devrait permetire d'éviter le moratoire de la dette et de préparer un étalement des paiements. Au mois de novembre est annoncé un accord entre le gouvernement Mobutu et les quatrevingt-dix-huit banques américaines, européennes et japonaises qui avalent accordé des prêts à ce pays. Quelques mois plus tard débute l'affaire du Shaba. Tout le fragile équilibre financier échafaudé par les experts du FML se trouvait compromis par les achats massifs d'armements du gouvernement de Kinshasa. A nouveau apparaissait la perspective d'u u e banqueroute. Toutefois, avant la cessation complète des combats, le FML venait une nouvelle fois à la rescousse du règime Mobutu : afin d'assurer la survie d'un gouvernement dont l'importance politique était décisive pour l'Occident, le Fonds accordait au Zaîre un prêt de 85 millions de dollars. La preuve était ainsi faite que la banqueroute d'un pays u'était pas réductible au seul examen de sa comptabilité nationale, et que des considérations géopolitiques entraient aussi en ligne de compte.

Les implications internationales de l'endettement de certains pays ont démoutre les limites des possibilités d'action des banques commerciales. A cet égard, les évenements qui ont entouré la liendettement de certains pays ont demoutre les limites des possib

démoutre les limites des possibilités d'action des banques commerciales. A cet égard, les évenements qui ont entouré la négociation de la dette extérieure du Péron ont agi comme un révélateur. Des le début de 1976, il était devenu évident que ce pays ne serait pas en mesure de payer les 818 millions de dollars qui, cette année-là, venaient à échéance au tifre de sa dette extérieure. En gage de bonne volouté à l'égard de ses créanciers, le gouvernement de Lima mit en œuvre en juin un programme en œuvre en juin un programme d'austérité qui provoque une forte hausse des prix. La capitale en fut seconée par des émeutes qui firent plusieurs morts. Un remaniement goupolitique. Au mois d'août, un groupe de banques privées américaines et japonaless accepta de prêter au Pérou 220 millions de dollars, mais en même japonaises accepta de preter au Ferou 220 millions de dollars, mais en même temps ce consortium de banquiers exigeait le droit de surveiller étroitement la politique du gouvernement. Le New York Times faisait alors ce commentaire: « Ce type de surveillance est traditionnellement exercé par le FM.1. lorsque les pays reçoivent de lui des crédits importants. Le crédit accordé au Pérou (...) paraît être le premier dans lequel scuis les prêteurs privés surveilleront la politique monétaire et fiscale de l'emprunteur » (20). En vérité, ee nouvel exploit des banques commerciales ramenait les relations internationales aux pratiques du dix-neuvième siècle, à l'époque où les banques anglaises qui dictaient la politique des pays débiteurs en Amétique latine pouvaient aussi recourir aux canonnières de la Royal Navy pour donner plus de poids à leurs injonctions économiques et financières. Toutefois, en prenant le contrôle direct de la politique économique d'un pays dont l'importance géopolitique me saurait être sous-estimée, les banques privées out commis un faux pas.

Ce faisant, elles court-circuitaient en effet le réseau d'institutions internationales créées précisément afin d'éviter des situations aussi périllenses. Des diplomates u'ont pas manqué de juger l'opération aussi maladroite que dangereuse et, devant ces critiques, les banquiers amorcèrent un mouvement de repli. Le vice-président de Citicorp, l'une des principales banquées du consortium de surveillance du Pérou, déclarait dès la fin de l'année : « Je ne veux plus à l'avent prendre part à des accords comportant ce type de discipline » (21). Et de fait, en janvier 1977, le FML prenait lui-même l'affaire en main (22).

Autre exemple : quelques semaines anparavant, le plan d'austérité « sug-

géré » à l'Egypte par le F.M.L provoque au Caire des émeutes populaires
qui font des clizaines de morts. Le
New York Times exposait ainsi le
fond du problème: a Les feules
égyptiennes se sont soulevées lorsque
la suppression des subsides à l'alimentation et au combustible a fait augmenter les prix du pain, du riz et des
cigarettes. Cette situation, qui a
affaibil le régime du président Sadate,
jut imposée par les créanciers de
l'Egypte — le F.M.L, la Banque mondiale et certains Etats arabes. Si une
telle action avait été demandée par
des banques américaines, la diplomatie
des Elate-Unis dans le Proche-Orient
aurait été sérieusement compromise » (23).

Les perturbations que les banques mise » (23).

Les perturbations que les banques commerciales petvent ainsi provoquer dans les relations entre l'Occident et les pays du tiers-monde sont toutefois limitées par le tissu serre d'intérêts économiques, politiques et militaires qui lient la plupart de ces pays aux marchés occidentaux. Ainsi se trouvent bloquées les possibilités d'actions communes que ces pays pourraient envisager. Du même coup, le pays qui prendrait individuellement l'initative de rompre les ponts avec l'Occident ne tarderait pas à s'apercevoir que son action lui coûterait extrêmement cher.

A l'Est, de 40 à 90 milliards de dollars

A l'Est, de 40 à 90

I L est cependant un domaine d'actil'uté des banques commerciales où
de tels freins n'existent pas et où les
implications politiques du problème
prennent toute leur ampleur : il s'agit
des prêts que ces banques accordent
aux pays de l'Est.
Un universitaire britannique, spécialiste des pays socialistes, écrit à ce
propos : « Une interprétation marxiste
— et non pas une interprétation esteuropéenne — de la conduite de
l'Occident pourrait suggérer que, indépendamment de la détente, les économies capitalistes développées avaient
besoin d'un terrain d'expansion pour
leurs surplus financiers, et que l'Europe de l'Est constituait un marché
cussi attrayant que celui des pays en
voie de développement » (24).

Déjà considérable, l'endettement des
pays du Comecon à l'égard de l'Occident atteignait en 1976 la somme de
40 milliards de dollars (dont un peu
plus de la moltié sont dus à des
banques commerciales), et il va s'accroître pour atteindre 90 milliards de
dollars en 1980 (26).
En grande partie destinés à financer

croître pour atteindre 90 milliards de dollars en 1980 (26). En grande partie destinés à financer les importations de biens d'équipement occidentaux, ces emprunis paraissaient aussi offrir un avantage politique : ils permettraient à des pays comme la Hongrie ou la Pologne de se rappro-cher davantage de l'Europe occidentale. Les avis sont actuellement partagés,

Mouvement d'alternance

Les banques commerciales sont aujourd'hui pratiquement assurées que les banques centrales et la B.R.I., venant à leur secours, leur céderaient des liquidités en cas de défaut de paiement. Certains problèmes majeurs demeurent pourtant.

Comme on l'a déjà noté dans ce journal, la situation économique actuelle est proche de celle qui prévaexportations de capitatx prenaient le pas sur les exportations de marchan-dises, aboutissant à un partage poli-tique du globe, à l'impérialisme (27). tique du globe, à l'impérialisme (27). Dans cette perspective, il sera intéressant d'observer comment sera résolue la contradiction qui existe entre l'expansion des banques commerciales et l'état actuel des relations internationales. Notons d'abord que c'est l'endettement des pays de l'Est et des pays sous-développés nou producteurs de pétrole qui permet, dans les pays occidentaux, le maintien d'une demande externe élevée, empêchant les pays occidentaux, le maintien d'une demande externe élevée, empêchant ainsi une aggravation de la récessiou mondiale. Des chercheurs de la Banque mondiale ont calculé que le P.N.B. de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. aurait encore baissé de 1 % en 1974 et 1975 si les pays sous-développés n'avaient pas eu accès aux crédits bancaires internationaux (28).

Il u'en demeure pas moins que. Il u'en demeure pas moins que, depuis queique temps, est amorce un diargissement des activités du F.M.L.

et certains experis soutiennent que l'on risque d'arriver au résultat inverse.
« L'Union soviétique, estime l'un d'eux,
est déjà préoccupée par les relations
soutenues que la Pologne entratient
avec l'Occident (...). Une manière
(pour Moscou) d'être silr que les
Polonais n'iront pas trop loin est de les
laisser avoir des problèmes (avec leurs
créanciers). L'U.R.S.S. n'aura alors
aucuns restriction à imposer aux
relations que la Pologne entretient
avec l'Occident, les banquiers occidentaux le feront à sa place » (26).

C'est bien effectivement la Pologne
qui pose le problème le plus délicat.
En 1975, elle devait consacrer au
service de sa dette extérieure 30 % de
ses revenus d'exportations, soit sensiservice de sa dette extérieure 30 % de ses revenus d'exportations, soit sensi-blement le même taux que le Brésil et le Mexique la même année. En outre, le gouvernement polonais a perdu un important élément de sa position de débiteur : sa capacité à imposer des restrictions à la consommation en vue de redistribuer ses reseques de marestrictions à la consommation en vue de redistribuer ses ressources de manière à pouvoir assurer le service de sa dette extérieure. La révolte des ouvriers polonais a clairement indiqué au gouvernement de Varsovie qu'il ne pouvait pas impunément s'engager dans cette voie. Or lorsqu'ils étudient la possibilité d'accorder des prêis à un pays, les banquiers occidentaux prennent uécessairement en considération l'aptitude du gouvernement à appliquer une politique d'austérité.

et de la Banque mondiale qui abou-tira nécessairement à une limitation du rôle actuellement joue par les banques commerciales. Cette évolution présente des similitudes avec la situa-tion qui prévalait dans les années 50. Il s'agit en quelque sorte d'un mou-vement d'alternance entre les banques commerciales privées et les institu-tions internationales de crédit : le FMI et la Banque mondiale créent dans certains neve les conditions dans certains pays les conditions politiques et économiques qui leur permetiront de contracter des em-prunts auprès des banques privées; lorsque le niveau d'endettement constitue un risque trop grand pour les banques commerciales, les institutions internationales interviennent à nouinternationales interviennent à nou-veau pour permettre à ces pays d'amorcer un nouveau cycle d'endette-ment. Les débats en cours montrent cependant que, dans la situation actuelle, une extension du rôle du FML et de la Banque mondiale ne résoudra peut-être pas toutes les dif-

Au début de 1977, un large consensus s'est dégagé en faveur d'une mellieure coordination entre, d'une part, les banques commerciales et, d'autre part, le FML et la Banque mondiale. Mais très vite apparut le fait qu'une certaine ambiguïté entourait le rôle qui serait dévolu aux différents partenaires dans ce jeu délicat.



PLANTIL

A la suite de multiples contacts entre les banques commerciales et le FMI, M. Gabriel Huge, président de la Manufacturers Hanover Trust, ports le débat devant le public. En de la Manufacturers Hanover Trust, porta le débat devant le public. En termes inclusifs, il demanda au FMI. d'organiser un comité consultatif qui aurait mission d'étudier l'ensemble des opérations de cofinancement menées par l'institution internationale et les hanques privées. M. Huge notait avec raison que seul le FMI. est en mesure d'obtenir des pays débiteurs les informations qui ne sout pas accessibles aux banques (29). Deux jours plus tard, M. William Dale, directeur adjoint du FMI, tout en admettant que la question étalt en cours de discussion, tensit à soulever quelques « questions légitimes ». D'une part, il rappelait que les relations entre le FMI. et les pays membres étaient pour une bonne part « confidentielles ». Communiquer à des banques privées des informations ainsi obtenues ne pourrait qu'ébranler la confiance entre FMI. et pays membres, restreignant ainsi les contracts at l'intérnt du confiance entre pourrait qu'ébranler la confiance entre FML et pays membres, restreignant ainsi les contacts et limitant du même coup la transparence de la situation économique et sociale des pays concernés. D'autre part, M. William Dale demandait: « Queiles seront les implications de la responsabilité du Fonds pour (les prêts conseutis sur la base de telles informations par) les banques commerciales? Le Fonds seruit-il responsable des mauvais prêts? » (30).

Ce dernier point est evidemment Ce dernier point est évidemment fondamental. Les problèmes qu'il soulève limitent déjà les opérations de cofinancement de projets dernièrement entrepris dans des pays en voie de développement par la Banque mondiale et des banques privées. En effet, l'extension de telles actions conjointes amenuiserait considérablement la sécurité des mêts accordés par les henques rité des prêts accordés par les banques privées sans la garantie de la Banque mondiale. A court terme, il ne pourrait en résulter qu'une aggravation des problèmes déjà posés aux banques privées.

Si le FMI s'est montre reservé à l'égard d'une trop étroite association avec les banques commerciales, c'est aussi en raison des négociations alors engagées pour aboutir à un élargissement des ressources propres au FMI et à la Banque mondiale. La conférence réunie à Paris au mois d'août e perris de faire in respuis rac dont a permis de faire un premier pas dans cette direction, qui semble mieux cor-respondre aux objectifs à long terme des grandes puissances industrielles.

De fait, il semble désormais établi De fait, il semble désormais établi que les blocages profonds ne surgiront pas dans le domaine financier — de nombreux experts s'accordent à exclure une crise bancaire provoquée par un défaut de paiement des pays débiteurs — mais dans le domaine commercial. C'est à ce uiveau que la contradiction est la plus flagrante entre le développement capitaliste et les intéréts nationaux non seulement des pays sous-développés mais aussi des puissances industrielles moyennes comme la France, l'Italie, le Royaume-Uni (31).

Cette situation nouvelle est liée aux changements intervenus dans la divi-sion internationale du travail avec l'arrivée sur les marchés occidentaux de marchandises en partie ou eutlèrement manufacturées dans les pays sous-développés. Ce courant de l'hémisphère sud vers l'hémisphère nord provoque un regain de protectionnisme. En général, les pays sous-développés peuvent restreindre leurs importations de blens superflus et recourir au troc pour se procurer l'indispensable sans accroître le poids de leur dette extérieure. Resireindre leurs importations prend un sens partieulier lorsqu'il s'agit de uations possédant une industrie quelque peu avancée: leur but est alors d'accèder à un nouveau palier dans la substitution des importations, d'assurer elles-mêmes la production de leurs blens d'équipement. Les puissances industrielles moyennes, quant à elles, sont poussées, par des considérations de politique intérieure, à résister au redéplolement international des activités de certaines de leurs entreprises et à soutenir certains secteurs industriels particulièrement vulnérables aux importations des productions industrielles du tiers-monde. En Europe, les protestations contre cette concurrence dite « sauvage » ne fout que commencer; il est pour le moins cocasse de voir les industriels des inégalités de rémunération de la maind'œuvre, se faire les champions du progrès social dans les pays du tiers-monde d'où proviennent des produits à bas prix (32).

L'ensemble de ces problèmes rend indispensables les interventions du F.M.I. et de la Banque mondiale pour essayer d'éviter le chaos. En effet, les mécanismes du marché ne permetiraient pas de résoudre ces conflits d'intérêt sans affrontements directs entre nations. Almsi, d'une certaine manière, le F.M.I. et la Banque moudiale contribuent effectivement à maintenir la paix. Mais une certaine forme de paix.

JULIA JURUNA.

(17) David O. Beim, op. cit.
(18) B.R.I., ep. cit.
(19) David O. Beim, op. cit.
(20) Cité par Cheryl Payer dans a Third
Wend Debt Problems: The New Wave
of Defaults a. Monthly Review, septembre 1976. (21) Cité par l'International Herald Tribune, 8 nevembre 1976. (21) Cité par l'international Herald Tribune, a navembre 1976.

(22) Pour les développements récents de la crise péruvienne et le F.M.I., voir Renevad de Rochebrune. (Les « files sans visage » du F.M.I.), Economia, juillet-noût 1977.

(23) a Bailing Out U.S. Banks Abroad », éditorial du New York Times transcrit dans Fraternational Herald Tribune du 7 mars 1977.

(24) Richard Portes « East Europe's Debt to the West : Interndependence is a two-way Street », Foreign Affairs, juillet 1977.

(25) International Herald Tribune, 17 mars 1977.

(26) International Berald Tribune, 8 nevembre 1978.

(27) Georges Corm, « L'endettemant vertigineux du tiers-meude », le Monde diplomatique, juin 1977.

(28) CL Gérard Tardy, « Le nœud coulant », le Monde, 28 avril 1977.

(29) International Herald Tribune, 9 juin 1977.

(31) J. Bunel et J. Saglio, « La tentation du protectionnisme », le Monde diplomatique, acut 1977.

(32) CL dans ce unuero, pages 2 à 4, l'article de F. Partant.

(7 avril 1977)

CONGO

(7 avril 1977)

Présideut du comité militaire du parti, chef de l'Etat, président du conseil des ministres : colonel Joachim Thomby-Opasgo; premier vice-président chargé de la coordinatiou des activités du parti, ministre de la détense : M. Louis Sauson-Nguesso; deuxième vice-président, premier ministre, chef du gouvernement et ministre du plaz : M. Louis Sylvain Ngoma; mlulstre de l'intérieur : M. François-Zavier Katali; travaux publics et transports : M. Martin Mola; construction, urbanisme et habitat, chargé de l'environnement : M. Pascal Bima; finances : M. Harri Lopes; affaires étrangères et coopération : M. Théophile Obeaga; commerce : M. Jacob Okanza; travail, justice, garde des screux : M. Alphones Moniscu-Pouty; information, postes et télécommunications : M. Célestia Goma-Pouton; industrie et courisme M. Saturain Okabe; éconemie rurale : M. Marius Monambenga; culture, aris et sports : M. Jean-Baptiste Tatt-Loutant; mines et inergie, chargé de la recherche actentique : M. Rodalphe Acada; santé et affaires sociales : M. Abel Durand Mitsonisa; éducation nationale : M. Antoine Mitsonisa; éducation nationale : M. François Bita.

IELANDE IRLANDE

(Elections législatives du 16 juin 1977) Mombre d'électeurs inscrits : 2118 600 : nombre de votants : 1612 776, soit 16 %; nombre de suffrages valablement exprimés : 1602 077, soit 90,15 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Flanna Fall : 811 815 voix, 20 sièges : Fina Gael : 825 767 voix, 18 sièges : parti travalliste : 126 410 voix, 7 sièges : indépendants : 116 235 voix, 4 sièges.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX COUVERNEMENTS

MADAGASCAR (4 auût 1977)

Président de l'Assemblée nationale populaire : H. Lucien Andriungrahinjaka. populaire: M. Lucien Andrianarahinjaka.

Membres du Consell suprême de la révolution: MM. Désiré Rabotonanahary, Rabert Koto, Marcjama Jérôme Rasanabahiny. Ramanantsalama, Solo Norbert Andriamorasta, Richard Andriamorasta, Canaband Andriamorasta, Manandajy Rakotontrina, Ferdinand Jactombo, Gâbert Sambson, Max Marson, Jean Ferlin Fiakara, Justin Rakotontaina, Raymond Maro, Rantriantanany, Etienne Mora, Jaona Manpila, Arène Rateightera, Charles Ravaojanahary, Désiré Rakotorijaona.

fenera, Charas Ravorandary, Desire Rekotoarijaona.

Membres du gouvernement : premier
ministre : lieutemani-colonel Désiré Rekotoarijaona : ministre de la détense :
M. Guy Sibon : fonction publique :
M. Célestin Radio ; intérieur : M. Portos
Ampy : ministre suprès de la présidence
chargé des finances et du plan : M. Rakotovao Rezakaboana : économie et commerce : M. Justin Ravivoson : déveleppement rural et réforme agraire : M. Pierre
Simon : affaires étrangères : M. Rémi
Richard Christian : travaux publics :
M. Bruno Rakatomano : ministre chargé
de l'enseignement supérieur et de la
racherche scientifique : M. Ignacs Rakoto : ministre chargé de l'éducation
de base et de l'enseignement secondaire :
M. Théophile Andrianocéleoa : santé publique : M. Jean-Jacques Séraphin : justice : M. Thomas Indrianjaiy ; postes et
télécommunications : M. Rakotovao
Andriansiana ; jeunesse : M. Said Alt
Koussay : population et condition sociale :
M. Rémi Tiandraza ; art et culture révolutionnairs : Mile Gésèle Rabesahda ;
ministre chargé de l'information et de

l'idéologie : M. Georges Ruffin ; trans-port, ravitaillement et tourisme ; M. Jean Bemananjara.

MAURITANIE (4 août 1977)

Président de la République : M. Moktar Ould Daddah. Ould Daddah.

Ministres d'Etat : MM. Abdallahi Ould
Boys (affaires islamiques et organismes
du parti), Sidi Ould Cheikh Abdellahi
(plan at mines), Mohameden Ould Babah (industrie dh cummarca et des
transports), Abdoulaye Baro (développement rural), Ahmed Ould Mohamed
Solam (équipement), Ahmed Ould Sidi
Haba (éducation nationale), Hamdi
Ould Moulemas (affaires étrangères).

Ministre de la défense mationale.

Ould Moukmass (affaires étrangères).

Ministre de la défense uationale :
colonel M. Bareck Ould Bouna Moctar;
intérieur : M. Moujtoba Ould Mohamed
Fall; justice : M. Casikh Sand Bouh
Kane; finances : M. Ba Ibrahtma: pèches et marine marchande : M. Abdallahi
Ould Ismaël; culture, jeunesse et sports:
M. Sid' Ahmed Ould Deye; enseignement
tondamental : M. Diop Munadou Amadou; fonction publique et travail :
M. Sakho Mamadou; santé et affaires
sociales : M. Moulage Abdel Moumins;
ministre de l'information et commissaire politique de l'Institut tational
d'éducation et d'études politiques :
M. Mohamed El Hajedh Ould Enahoui.

NEPAL (12 septembre 1977) Premier ministre, ministre du cabinet royal et de la défense : M. Kirtistidhi Bieta ; ministre de l'intérieur : M. Khadga Bahadur Singh; allimentation, agri-suiture et irrigation : M. Rabindra Nath

Sharma; communications: M. Hari Bahadur Bannet; droit et justice: M. Hom Bahadur Shrestha; affaires étrangères: M. Krishna Raj Ayal; finances: M. Bhekh Bahadur Thapa; industris et commercs: M. Pitamber Dhoj Ekati; ministre sans petteruille: M. Damoder Shamsher Jor. Ministres d'Etat : MM. Janaq Bahadur Shaha (réforme agraire), Padma Sundar Lawati (santé), Bal Ram Gharti Magar (travaux publics et transports), Harkha Bahadur Gurung (tourisme), Pashupati Shumsher Rana (éducation), Prakash Bahadur Singh (torèts), Shri Bhada Sharma (administration), D.P. Adhikari (caux et énergie).

TCHECOSLOVAQUE (11 novembre 1976)

Président du gouvernement fédéral : M. Lubomir Strougal : vice-présidents : MM. Josef Koreak, Peter Colotka, Va-clav Hula, Karol Laco, Matej Lucan, Rudolf Rohlicek, Josef Simon, Jindrich Zahradník.

Rudolf Robitoek, Josef Stmon, Jinarich Zahradatik.

Ministre du transport: M. Vladimir Blazek; finances: M. Leopold Ler; mëtallungis et industrie des constructions mécaniques leurdes: M. Zdenek Pucek; défense nationale: M. Martin Dzur; combustibles: M. Vlastimil Ehrenberger; travail et qualité de la vis; M. Michal Stancel; postes et télécommunications: M. Vlastimil Chalupa; développement technique et investissement: M. Ladislav Supka; intérieur: M. Jaromir Obsina; industrie des constructions mécaniques générales: M. Pavol Bahyl; commerce extérisur: M. Andrei Baroak; affaires étrangères: M. Bohuslav Chaoupek; agriculture: M. Josef Nagr; ministre chargé du bursan fédéral pour les prix: M. Michal Sabolcût; ministre, vice-ministre de la commission d'Etat pour la planification: M. Vaclar Hula; ministre du comité du coutrôle national: M. Frantisek Ondrich.

COLLOQUE

L'IMPÉRIALISME EN 1978

Le CEDETIM (Centre d'études anti-impérialismes) organise une Semaluc anti-impérialiste au Centre international de culture populaire, 14, rue Nanteuil, Paris (15°), du 17 an 22 octobre. Toute cette semaine sera marquée par une animation culturelle (films, expositions, etc.) et par une sèrie de débats au-tour du thème « L'impérialisme eu 1978 ».

Programme: lundi 17 (20 h.): La stratégie économique et militaire de l'impérialisme (conflits locaux, problématique d'une guerre mon-diale) ; mardi 16 (20 h) : Redéploiement et nouvells division interna-tionale du travail; mercredi 19 (20 b) : Les bourgeoisies locales et le capitalisme d'Etat dans le tiers-monde; jeudi 20 (20 h) : L'immigration; vendredi 21 (20 b) : Place et portée de la question des droits de l'homme dans la lutte anti-impérialiste; samedi 22 (15 h) : L'impé-rialisme français en 1978; (20 b) : Quel internationalisme aujourd'hui ?

Politique et littérature

LA DICTATURE DANS LE ROMAN LATINO-AMÉRICAIN

Par RUBEN BAREIRO-SAGUIER

ROIS romans centrés sur la thème de la dictature en Amérique latine ont été récem-ment traduits en français (1). On saisira mieux leur importance en jetant un regard sur les œuvres qui ont précédemment traité le même sujet. Les antécédents les plus an-ciens remontent au XIX siècle et sont dus à deux écrivains argentins qui s'exilèrent pendant le gouverne-ment de Juan Manuel de Rosas. Le premier est Domingo F. Sarmiento, avec son livre Facundo (1845), mélange d'essai, roman et chronique, où il pose un problème qui préoccupait sa génération : l'opposition entre « civilisation » et « barbarie ». Les termes de cette dichotomie sont ici le caudillo « barbare », Facundo Quiroga, d'une part, et les idées de « civilisation » — d'origine européenne, oien entendu, — d'autre part. Derrière Facundo Quiroga, Sarmiento dénonce la présence du « tyran » Rosas, peint sous de sombres couleurs. Romantique et libéral, Sarmiento exprime en bonne partie les vues qu'ont sur le monde les grands propriétaires terriens et éleveurs dn Rio de la Plata, partisans du « progrès » apporte par la domination « éclairée » du capital anglais.

Le deuxième auteur est José Marmol, dont le roman Amalia (1851) est centré sur le personnage de Ro-sas, opposé aux intellectuels libéraux émigrés à Montevideo. Dans sa ferveur romantique, l'auteur exalte ces derniers et condamne sans nuances le « barbare tyran Rosas », sur un ton véhément et avec la passiou partisane qui couvient à un homme mêlé aux luttes politiques décrites dans le livre. De ce même Rosas, qui l'ait l'objet de la haine des deux romanciers, s'est réclamée plus récemment la tendance natio-

Le thème du dictateur et/ou du Caudillo foisonne dans la littérature du XIXº et du début du XXº siècle. Tirano Banderas (1926), de l'écrivain espagnol Ramon del Valle Inclan, fait date dans l'évolution du traitement du sujet (2). Les romans précédents considéraient l'écriture comme on moyen propre à la présentation de témoignages plus ou moins directs, de documents à peine déguisés ou de personnages nom-mément désignés ou dissimulés sous des noms à ciés; en revanche, Tirano Banderas procède par abstracde la dictature. Il crée ainsi un protagoniste stéréotypé, un mélange de différents modèles de dictateurscaudillos, construit avec la technique de l' « esperpento », dans la lignée hispanique des figures grotesques de Goya, pour ne faire mention que d'un précurseur illustre. Ce person-nage littéraire caricatural s'exprime par des attitudes extrêmes qui rappellent les mouvements et les carac-téristiques dn guignol. Quant à la géographie et à la chronologie, Valle Inclan efface toutes précisions de temps et de lieu. Il entend faire le roman d'un personnage littéraire et non pas d'une personnalité historique. La distance créée par l'ironie lui permet d'obtenir le profii caricatural ou « guignolesque » des personnages et des situations narratives. La volonté de généralisation est rendue évidente tout au long du texte par de nombreux indices concourants : l'utilisation d'expressions ou de mots empruntés au vocabulaire de diffé-rents pays du contineut, ou les références à des paysages ou à des objets de diverses régions (un exemple très clair en est l'emploi de mots différents pour désigner, alternativement, l'unité monétaire du pays fictif où se passe l'action du roman :

Cruel et malade de solitude

A VEC El Señor Presidente (1946), de Miguel Angel Asturias (3), la voie ouverte par Valle Iuclan s'affirme ; le personnage du dictateur acquiert lei plein droit de cité, face à l'optique parfois pittoresque que l'ou reprochait à Tirano Banderas. C'est ainsi que l'œuvre d'Asturias s'inscrit dans le courant d'une littérature engagée : nous sommes devant une œuvre dont le raffinement esthétique u'empêche pas de montrer les horreurs de la dictature ni d'ébaucher les idées anti-impérialistes de l'auteur, idées qu'il développera plus tard dans d'autres livres. Mais la dénonciation intervient ici au moyen de techniques mises en vogue par les mouvements d'avant-garde auxquels participa Asturias. Ces procédés s'allient admirablement à l'expression du monde magique des mayaquiches. En effet, la puissante autonomie verbale, le s'multanéisme, la beauté explosive et capricieuse des images, la présence du monde onirique, illogique, prophétique et irréel ont leurs racines principales dans l'univers mental et les croyances des indigènes, à quol s'ajoute cet autre univers qu'apportèrent à Asturias ses fréqueutations d'avant-garde.

A un degré plus poussé d'élaboration du matériel narratif, El Señor Presidente se situe dans la lignée de Valle inclan : même volonté d'estomper les contours de la géographie (bien que l'on y devine on pays de l'Amérique ceutrale), de généraliser les situations, de brouiller la chronologie et de brosser im personnagestéréotype. On a cru reconnaître dans ce livre le « portrait » des dictateurs guatémaltèques Estrada Cabrera et Jorge Ubico. Mais l'important est la projection continentale du tyran, synthèse d'une sorte de fatalité historique maligne, in-

carnation presque démoniaque. Le dictateur-cliché - tout de noir vētu, — caricatural ct grotesque, en qui se résument la cruauté sanguinaire, la vésanle criminelle, la violence arbitraire et la peur corrosive, s'entoure d'une cour de favoris larvaires qui dans le monde théatrai instauré par le roman, incarnent les rôles des puissances perverses auxi-liaires : corruption, délation, torture, répression, etc. A l'instar de son prédecesseur, ce roman multiplie es situations dramatiques et les ressources scéniques, jusqu'à établir

dans le monde de la fiction un vrai ordre de farce tragique, à cause non seulement des péripéties de l'action, mais aussi des masques portés par des personnages ambigus dout la dualité de comportement (vie-rôle) se reflète dans la dualité des noms. Le rôle de montreur de marionnettes attribué à « Monsieur le Prédent », qui dirige la farce cauchemardesque et esperpentica montée par la dictature, va dans le même sens. La légère déformation des images vues à travers le prisme surréaliste intensifie et multiplie la dimension angoissante de la peur tout le livre baigne dans une atmosphère opprimante, - et la figure mythique du dictateur, animal malade de solitude dans le temps interminable de sa cruauté.

Garcia Marquez, est l'expression extrème du courant qui a introduit dans le roman le dictateur carica-

POUR mieux écarter ce danger ils

littéraire, et en particulier à l'avant-

garde européenne, l'Europe ayant

perdu à l'époque son caractère de

métropole coloniale. Lorsqu'il af-firme que « l'histoire de l'Amérique

latine est une chronique du réel mer-

veilleur ». Carpentier soutient que

dans ce continent il snfflt d'etre réaliste pour avoir accès aux do-

maines de l'épique et dn mervellleux.

Les procédés que l'auteur emploie pour mettre en œuvre sa théorie

sont le récit historique et le style

baroque. Celui-cl hui sert à décrire et

à mettre en évidence les réalités

nouvelles qui, jusqu'à ce moment,

n'avalent pas trouvé leur expression

littéraire. Quant au récit historique,

il vise à récupérer cette spécialité,

aliénée dans une situation d'extrême dépendance. Il s'agit toujours d'un

retour an passe, an accord avec les

alternatives d'une histoire refermée

sur elie-même, sans issue apparente

sur l'avenir. Cette étape est déter-

minée non sculement dans le contenu.

mais aussi an niveau de la structure

narrative, par le récit régressif, en

correspondance avec le processus de

dépossession économique et cultu-

relle que vit le pays, soumis à l'im-

perialisme américain

faisalent appel à l'universalisme

El otoño del patriarca, de Gabriel

El recurso del método ouvre un nouvel espace romanesque dans l'écriture de Carpentier. Le souci de transformation de la société a maintenant disparu, car, après la révolution, la société cubaine a subi un changement radical. Avec cela la notion d'histoire récurrente disparaft, et pour la première fois la structure narrative progressive uormale s'installe dans l'œuvre de l'anteur. Ce roman a été écrit à un moment marqué par la tentative de généralisation de la révolution cubaine qui se manifestait principale-« Che » Guevara et dans sa prazie de la guérilla. Il y était question d'une prise de conscience des traits communs, par-delà les particularités nationales : même héritage culturel, même situation politique de dépendance. El recurso del método reproduirait d'une manière homologique l'antinomie entre le projet d'unification continentale et la réalité muitiforme : d'où le procede du montage, qui débouche sur la construction des archétypes d'un pays et d'un dictateur à partir d'éléments faciles

tural. Dans le style d'affabulation hyperbolique du quotidien qui lui est propre, le romancier colombien crée un dictateur dont l'effigie est la plus esperpentica et grotesque de la série : une espèce de monstre presque antédiinvien, mortellement malade de pouvoir et de solitude, qui déambale à l'intérieur du carcle exorbitant d'un temps à la Mathusalem, où s'inscrivent réltérativement les actions exprimant sa soif et sa les actions exprimant sa soir et sa capacité de pouvoir — les manifestations de sa cruauté inépuisable, — ses èchecs amoureux, ses morts simulées, les nostalgiques évocations de son enfance et son odipisme pathologique, ingrédients mélangés dans un résean de circuits concentations de circuits de circuits concentations de circuits concentations de circuits concentations de circuits concentations de circuits de cir triques et récurrents. C'est ainsi que s'effacent les li-

mites de la chronologie. Un temps mort et stagnant s'établit, d'autant plus interminable que le récit commence à l'époque de la vieillesse du tyran, vieux comme un patriarche. L'effort de généralisation va encore plus loin, jusqu'à intégrer dans la fiction des évènements historiques l'Amérique jusqn'à l'époque marquée de la devise « Ordre et Progrès ». Ceci se rattache, comme chez ses prédécesseurs, à la notion d'on es-pace vidé de toute référence géographique précise, sauf pour certains indices qui dénotent l'atmosphère et l'ambiance humaine des tropiques.

Garcia Marquez essaie de créer la grande parabole mythique et hyperbolique du dictateur latinoaméricain, déployant dans ce but une admirable multiplicité de ressources et prouvant sa grande maitrise de l'écriture. La création du mythe vise à la démystification du sujet an moyen de l'exagération hypertrophique. Dans Cien años de soledad, (4), cette méthode est très efficace, car le merveilleux quoti-dien y possède une vraisemblance narrative et le récit se maintieut dans un étonnant équilibre, suggestif et poétique. Mais elle paraît moins convaincante dans El otofio del patriarca, peut-être parce qu'elle est atteinte de ce qu'un critique colom-bieu a appelé la « crise de la démesure > (5), une espèce d'inflation dans l'usage des éléments fabulateurs de la fiction.

Deux autres romans, El recurso del método et Yo el Supremo, offrent la possibilité d'une lecture plus proprement politique, car dans l'un et l'antre de ces livres il existe un projet politique — conscient ou inconscient, peu importe — décelable à partir des indices inscrits dans le texte. Dans une étude de l'œuvre d'Alejo Carpentier, Federico Acevedo (6) met en évidence son substrat idéologique en comparant la structure narrative du dernier roman de l'écrivain à celle de ses romans de la période précédente (7). Dans l'œuvre de Carpentier, la

première étape est caractérisée par un souci dominant de transformation de la société. Emancipée de l'Espagne en 1898 senlement. Cuba cesse d'être une colonie pour devenir une neo-colonie. La transformation sociale en question est le souci de l'intelligentsia progressiste du pays, qui constitue le groupe « minorista » autour de la Revista de Avance, dont fait partie Carpentier. Ce groupe formé en vue de combler le vide idéologique laissé par la bour-geoisie cubaine, qui a délégué totalement à la uouvelle métropole les Etats-Unis — le rôle hégémonique qui lui revenait. Les e minoristas » entendaient s'opposer à cette domination écrasante par l'affirmation de l'identité nationale et par la recherche d'une culture propre, tout en évitant de tomber dans les limitations du pittoresque qu'aurait 'en-trainées un localisme foiklorique.

Le < réel merveilleux >

à reconnaître pour un latino-américain, car ils sont caractéristiques des diverses dictatures du passé et

Pour ce qui est des situations, la stylisation vise à établir une vrel-eemblance qui se dégage du caricatural, une ébauche brossée à grands tratts d'ironie, où l'on reconnaît à première vue la phénomène qui pour-rait être appelé la culture latino-amèricaine de la dépendance. Cela s'exprime clairement dans le livre par la dichotomie entre ici et là-bas, reflet d'une réalité réglée sur les patrons prestigieux qui se trouveut « là-bas » (Paris, Etats-Unis). Quant au Premier Magistrat-Dictateur de au Premier Magistrat-Dictateur de Carpentilet, il s'agit d'un stéréotype caricatural, mais qui ne va pas jusqu'à la monstruosité : il lui arrive même d'être, par moments, grotesquement sympathique. On peut donc constater la présence dans ce livre d'étéments qui remonteut à Tirano Banderas, mais aussi, au niveau proposé de quelque chose de plus imposé, de quelque chose de plus im-portant, à savoir l'indiscutable fond politique qui sous-tend la structure narrative cohérente de cet excel-lent roman. C'est alnel que l'on découvre les correspondances qui relient le procédé littéraire à la réa-ilté historique du continent latino-

Dans Yo el Supremo, de l'écrivain paraguayen Augusto Roa Bastos, ces correspondances peuvent également être décelées, car là aussi li existe un projet politique, bien qu'il soit aussi différent du précedent que le sont les situations des

deux pays. Mais, à la différence des quatre livres précèdents, Yo el Su-premo considère une situation et un personnage historiques concrets, à savoir le Docteur Jose Gaspar Rodriguez de Francia, dictateur de la République du Paraguay de 1814 à

Cet homme singulier, elu dictateur Cet homme singulier, elu dictateur par le congrès grâce aux voix majoritaires des représentants des campagnes, assume une charge qui revêt le caractère d'une magistrature d'exception — comme à Rome du temps de Cincinnatus, — dans on but de salut public à un moment où le pays est menace par un danger grave. Ce dictateur est douc crédité, à l'houre du blan, d'un trait positif mais sans dissimuler pour autant les aspects négatifs de son autoritarisme cruei. Dans une certaine mesure, ce livre reprend les allusions concrètes à la réalité, à la manière des romans du XIX siècle : manere des romans du XIX siecle; mais il se distingue d'elles par le recul de plus d'un siècle qu'il prend vis-à-vis de son sujet, ainsi que par le traitement esthétique de celui-ci, qui l'inscrit dans la lignée de Tirano Banderas. Cette remarque correspond à la démarche de Roa Bastos, qui envisage la figure du Docteur Francia comme « un personnage symbolique qui essaie d'incarner le caractère et le destin d'une société. », d'après les mots de l'au-

Révision totale de l'histoire

I L ne s'agit pas là d'un recensement historique passif, mais de la recréation littéraire du personnage, qui s'opère à deux niveaux. Au premier niveau, d'ordre esthétique, a lieu l'établissement d'un univers romanesque autonome et cohérent autour du héros, vu à travers un prisme qui décompose son personnage à la manière d'un casse-tête chaotique. Les pièces de ce puzzle sont la biographie du Docteur Francia, les écrits de ses panégyristes et de ses détracteurs, la tradition orale populaire et l'imagination du narrateur, qui ajoute des éléments et qui ordonne — ou met en désordre — capricieusement les morceaux. C'est le cas, par exemple, de l'intervention du protagoniste après sa mort, artifice littre de l'article de l'intervention de l'intervention du protagoniste après sa mort, artifice littre de l'article l'intervention de l'intervention téraire fondé sur le fait qu'il demeure vivant dans la conscience collective de son pays. Le deuxième niveau, d'ordre idéologique, s'accorde par-faitement avec le premier, Si le Docteur Francia continue à vivre dans la mémoire de son peuple, c'est d'abord parce que son œuvre de goud'affirmer son indépendance et de préserver son intégrité territoriale, menacée par ses puissants voisins (Argentine et Brésil). Et ensuite parce qu'il a établi, à l'intérieur de la « Première République libre et indépendante » de l'Amérique lbérique, un régime autonome, basé sur un collectivisme égalitaire contrôlé par l'Etat, qui résiste à la pénétra-tion du capital anglais, dominateur à l'époque de l'économie sud-améri-

Francia est un symbole d'intégrité de capacité, d'honnéteté et d'efficacité. Sur la base de ces présupposés se développe le projet politique : une révision totale de l'histoire du pays, conduite dans l'optique nationaliste et patriotique du dictateur, à travers ses monologues, la « Circulaire perpétuelle » qu'il dicte à l'intention de ses fonctionnaires et les notes qu'il rédige dans un « Cahler privé ». Cette révision ne s'arrête pas en 1840, l'année de la mort du Docteur Francia, mais se prolonge jusqu'à nos lours. C'est ainsi que le héros fait allusion à la faillite du système autarcique du pays, entraî-uée par l'irruption des intérêts étrangers, et signale le processus d'une dépendance croissante, culminant actuellement avec la présence dn sons-impérialisme brésilien, qui met de nouveau en péril l'intégrité territoriale et l'existence indépendante du pays, d'autant plus menacés que le Brésil compte sur la complicité ouverte de la dictature corrom-pue qui détient le pouvoir depuis un quart de siècle.

Tout ce développement a lieu dans dynamique du récit, à l'intérieur de l'univers romanesque, grâce à l'emploi de ce que Hegel appelle les « anachronismes nécessaires ». L'œuvre s'inscrit ainsi dans la catégorie lukacsienne de « roman historique », qui déborde les cadree de la chronologie anecdotique pour ee prolonger vers le présent du narrateur, produisant une transformation active de la matière historique. De cette manière, l'œuvre traduit le regard angoissé d'une opinion impuissante, d'un peuple réduit au silence par la répression implacable de la dictature actuelle.

Aussi bien dans le projet politique de Ros Bastos que dans celui de Carpentier, la préoccupation majeure est la phénomène de la dépendance. Mais leurs démarches narratives sont différentes : il s'agit

chez le premier d'un mouvement centripète, tandis que chez le Cubain la courbe est centrifuge, ce qui s'explique par la dissemblance totale entre les situations historiques des pays respectifs. Chez Roa Bastos, le héros est mis en question dès que l'usure produite par le long exercice d'un pouvoir absolu finit par dénaturer son origine et son essence populaires. C'est la dépouille du chien du dictateur — c'est-à-dire l'interlocuteur le plus méprisable qui se charge de lui reprocher sa faute. Jamais le projet idéologique n'intervient au détriment de la qualité esthétique de l'œuvre. Ce n'est pas seulement le problème du pou-voir politique qui est en cause, mais aussi le problème des mots, des limites et de la portée de l'écriture. Yo el Supremo demeurera, sans doute, comme l'un des jalons de la littérature latino-américaine de notre époque en raison de sa grande richesse polysémique : son contenu historique est rejoint par une expression romanesque ajnetée et originale.

Les mots suivants de B. Subercaseaux, qui font allusion aux romans écrits après Valle Inclan autour du personnage du dictateur en Amérique latine, reçoivent ici tout leur sens : « Il s'agit ià de la confluence de la conscience critique et de la conscience esthétique, et de la rencontre téconde de deux sustèmes littéraires, l'un visant le changement social, l'autre animé d'une volonté de création autonome. Il s'agit, en outre, d'un filon qui a permis aux narrateurs hispano - américains de mettre en œuvre leur volonté historiciste et de représenter d'une manière artistique un point de vue politique » (8).

La persistance, dans l'histoire de l'Amérique latine, du personnage du dictateur pose tout un ensemble de questions au sujet du pouvoir, de ses origines, sa forme, ses limites, ses abus, ses benéficiaires, ses victimes, etc. Cela peut être résumé dans une triple question : il s'agit de savoir qui exerce la pouvoir, contre qui et avec qui — dictateur traditionnel, peuple, impérialisme (allié souvent à la « bourgeoisie nationale »). C'est ainsi que réapparaît la préoccupation obsédante — bien que parfois souterraine — qui hante ces œuvres : la dépendance politique et culturelle du continent latinoaméricain et ses possibilités de libération. .

(1) Alejo Carpentier, le Becours de la méthode. Gallimard, Paria, 1975, traduction de René L. Durand; Gabriel Gardana Marques, l'Automne du patriarche. Grasset, Paris, 1978, traduction de Claude Courfon; Augusto Boa Bastos, Moi le Suprême (à paraître ches Laffont en septembre 1977), traduction d'Antoine Bermah.

(2) Voir l'article de Bernardo Suber-caseaux « Tirano Banderas en la natra-tiva hispanoamericans », in Cambio, México, i « mars 1977. (3) Miguel Angel Asturias, Monsteur le Président, Bellemend, Paris, 1952, tra-duction de Pillement, Garcia et Malartic. (4) Cabriel Garcia Marquez, Cent cus de solitude, Seuil, Faris, 1963, traduc-tion de Claude et Carmen Durand.

(5) Voir l'article de Jaime Majia Duque El opoño del pratriarca o la crisis de (6) Federico Acevedo, la Transforma-

tion des structures narratives de l'auvre g'âlejo Curpentier, thèse de troisième cycle, EPHA, Paris, 1978, copie rondo-typés. typée.

(7) Alejo Carpentier, le Royeume de ce monde (1954); le Partage des eaux (1955); Chasse à l'homme (1955); le Siècle des Lumières (1962). Ces, quatre titres ont été publiée dans la collection « Croix du Sud », de Gallimard, traduits par R.L. Durand.

(2) Article giff en (2).

(8) Article cité en (2).



- Jaggran W

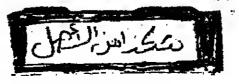
omsed and neutral

The state of the state of the

The state of the s

The second

The state of the s





ARNIAND à la recherche d'un avenir

La Finlande célèbre cet hiver le soixontième anniversaire de son indépendance, proclamée le décembre 1917 après sept siècles de domi-tion suédoise et cent hait use d'existence fant que grand-duché nutonome de l'Empire Russie. Encastrée entre la Suède à l'auest, dn Russie. Encostrée entre la Suède à l'auest, la Norvège au nord, et l'U.R.S.S. à l'est, la République de Finlende est dirigée depuis 1956 par le président Urho Kekkonen, né avec ce siècle et dont les pouvoirs sont bien plus vastes que ceux du roi de Suède au de Narvège. Il détermine le palitique étrangère du pays et u su, deunis vinat et un ans, détagner faute su, depais vingt et un ans, détourner toute menace de crise grave avec la caperpuissance voisine. Sa politique de « nautrolité active » l'a place parfois dans des situations délicates, voire désagréables, mais il est toujours parvonu

Aussi est-il assuré d'être rééla pour six aus, lors de l'élection présidentielle (nu suffrage in-direct! na mois de jouvier prochein, car il est le candidat des priacipaux portis politiques du pays, à l'exception de deux formations de droite murginales. La stabilité des relations étroagères sera ainsi préservée. Le seul souci des étatsmajers politiques est de savoir si la papula-tion, devant ces jeux foits d'avance, na rechignera pos trop il se readre aux urnes pour chaisir les graads électeurs. Le dessin ci-contre le caricaturiste Kari fait chaque jour les

préoccupation tout en expriment l'inquiétude générale : tout, plutôt que de duvenir le satel-

A l'ubri de la personnalità hors du commun du président Kekkouen, les portis politiques (una dizaine pour les quatre millions sept cent trente-cinq mille habitaats du pays) unt pu darant des décennies se livrer avec délices aux jeux porlementaires. Ceux-ci se sont traduits par maintes élections anticipées et por en aouhreux changements de gouvernements. Actuelle-ment, depuis le 15 mai 1977, le soixantième guavernement finleedeis, dirigé par le social-démocrate Kalevi Sorsa, est une coalition de portis du centre. N'en soat exclus que les conservateurs qui, pour l'instant, d'ont pas encore droit de cité dans le gouvernement, et deux formations d'extrême droite. La aussi, plus au moins discrètement, le président Kekkeaen est intervena depuis les dernières élections, unticipées, de l'automne 1975. Face à le crise ique maediale et à ses répercussions sur la Finlende, il soubuitait que les principaux partis, et surtout toute la gauche qui demice dans les syndicets, a i e n t des responsabilités gouvernementales plutôt que la liberté de se livrer à des surenchères. Et le gonyarnement

ami du président, céda ea temps voulu la place à la coalitian souhuitée por M. Kekkoaen. Il s'agit pour l'instant de faire fru at commun contre l'adversité, et le premier ministre a déjà su montrer son bebileté du 1972 à 1975. De plus, les prochaines élections législetives ne devraient avoir lieu qu'en 1979.

Portie d'ane situation difficile au lendemain de la gaerre, avec d'enormes dommages de guerre à payur, la l'inlaude a su dévulopper judicieusement son patential économique tout en assurant un niveau de vie décent à sa population. Elle a réassi dans le courant de cette année à quelque peu diminuer le déficit un sa balance des puiements et espère rédaire l'un procheia à 9 % le toux d'inflation qui devreit être de 13 % pour 1977. Muis le châmage, qui affecte déjà 6 % de la population active, risque de s'aggraver eucore. Toutes les énergies sont natarellement tournées vers l'amélioratina de la situation économique et vers lu préservation du bien-être social. Aussi ce supplément est-il consacré nux données essentielles du problème et au pari industriel de la Finlande.





On aura l'air /in si le taux de participation à l'élection présidentielle est de moins de 50 % /
En tout eas, ce serait mieux que s'il était de 99 % /

Défense d'une neutralité

- Par BERNARD FERON

I de l'enfant émancipé de la révolution d'Octobre, Aussitot après la conquète du pouvoir, les bolcheviks prenaient au sérieux leur mot d'ordre sur l'émancipation des peuples. Les Finlande avait l'impression que les Russes se préparalent à la féniande avait l'impression que les Russes se préparalent à la lépecer, et elle n'avait pas l'intention de se laisser faire, Ainai éclatèrent les guerres de 1939-dais, jusqu'alors soumis à l'empire des tears; sment profiter de la chance. Le réroldissement n'allait pas tarder à apparaître. Les disciples de Lénine proclamaient le principe du droit à l'antonomie. En même temps, ils affirmalent qu'aucun régime autre que le leur ne faisait le bonheur des peuples. Em soutenant, au besoin avec l'armée rouge, dans des régions qui avaient près leur autonomie, les communistes locaux qui entendaient se rattacher au nouveau système soviétique, ne regamentat l'ur pas ce une la Russie système soviétique, ne rega-gnaient-ils pas ce que la Russie avait perdu?

avait perdu?

Beancoup de Finlandais crurent, jusqu'a la guerre de 19391945 et aussitôt après, que l'indépendance était précaire. Les
hommes politiques qui les représentaient étaient amenés à chercher, à l'exterieur, des concours
pour faire face à la puissante
vossine, et le cas échéant pour
prévenir ses attaques. De part et
d'antre de la frontière, la méfiance était génerale. A Helsinki,
on était persuade que tôt ou tard,
les Sovietiques chercheraient à on était persuadé que, tôt ou tard, les Sovietiques chercheraient à récupérer ce qu'ils avaient abandonné en 1917. A Moscou, on avait la quasi-certitude que la Finlande se rangerait aux côtés des ennemis de l'URSS. Dans un tel contexte les négociations ne pouvaient être que dialogues de sourds. L'URSS, exigeait les concessions territoriales qu'elle jugeait indispensables à sa sécu-

Le traité avec l'U.R.S.S.

IUR.S.S.: le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Dès lors, l'effort des dirigeants finlandais allait tendre à donner de ce texte une interprétation satisfaissante pour leur pays. L'entreprise était d'antant plus délicate que le Kremlin se méfiait d'une partie du personnel politique. Les socialistes, notamment, faisaient l'objet de vives attaques parce que, d'une façon générale, les léninistes se déchalnaient contre les sociaux-démocrates, accusés de trahir la classe naient contre les sociaux-démo-crates, accusés de trainir la classe ouvrière, plus que contre les conservateurs. Et aussi parce que des socialistes avaient jous un rôle pendant les guerres des années 40. En revanche, le prési-dent Kekkonen, bien qu'il se situat au centre de l'échiquier politique, bénéficiait d'un préjugé favorable : il n'était pas apparu

Passikivi. Tirant les leçons de la défaite, il poss en principe que son pays devait avoir toujours de bonnes relations avec l'URS.S. Par chance, les Russes entrèrent dans son jen. Il est vrai que les autorités d'Helsinki firent ce qu'il fallait pour inspirer confiance à leurs interlocuteurs. La puissance victorieuse avait imposé de s conditions draconlennes : l'abandon d'un dythème du territoire conditions draconlennes: l'aban-don d'un dixième du territoire national et le versement d'une indemnité de 200 millions de dollars, somme considérable pour une nation dont le potentiel économique avait été dévasté par la guerre. Les Finlandais s'appli-quèrent à verser dans les délais requis ce qui leur était demandé. En même temps qu'ils donnaient la preuve de leur honne volonté, ils se montraient résolus à main-tenir leur indépendance et leurs institutions. En 1948, par exemple, institutions. En 1948, par exemple, fut déjouée une tentative de coup d'Etat communiste et les Soviétiques assistèrent sans réagir à l'éviction du gouvernement de leurs camarades finnois.

C'EST d'ailleurs en cette même aux côtés des adversaires de l'URSS. Elu chef de l'Etat en fondamental qui définit les rapports entre la Finlande et poursuivre et même de développer l'URSS. : le traité d'amitié, de la politique Passikivi. L'acte la politique Passikivi. L'acte notarié de cette politique était évidemment le traité de 1948. M. Kekkonen définissait en ces termes sa méthode : « Nous devons jaire en sorte de n'avoir jamais à dire non aux Soviétiques et d'amener les Soviétiques à dire toujours out à la Finlande. »

Encore lui fallait-il convaincre tous ses concitoyens du blen-fondé de cette méthode. Ne jamals ionne de cette methode. Ne jamais dire non, cela signifiait an moins faire silence, par raison d'Etat, sur des gratiques qu'une partie de l'opinion jugeait condannables. Comment faire accepter ce parti pris de réserve à une société légitimement fière de ses mœurs démocratiques et non moins légi-timement désireuse d'user de toutes les libertés conquises?

(Lite la suite page 28.)

Le pari industriel

- Par JEAN-MICHEL QUATREPOINT -

industriel? Si l'on devait sondage et poser cette question à l'homme de la rue à Paris, Londres, Honn ou Zurich, bien Londres, Homn ou Zurich, hien peu répondraient par l'affirmative, tant les clichés sont ancrès dans les esprits. Pour beaucoup, ce « petit » pays (dix fois moins peuplé que la France, situé an nord. très au nord. très au nord. très au nord. sauna et forèts. Son activité économique n'est envisagée que sous l'angle un peu folklorique des industries du bois, du meuble, de l'artisanat, du design, voire des tissus imprimés. Pourtant, la Finlande est aujourd'hui un pays industrialisé. Moderne, Sait-on que Kone, l'un des principaux fabricants mondiaux d'ascenseurs et de grues, est une société finnoise ? Nombre de navires qui sillonnent les mers sortent des chantiers navals de la firme sortent des chantiers marses de produits chimiques, les usines de produits chimiques, les industries alimentaires, les usines de produits chimiques, les industries a società l'infonce i Numbre de l'a-vires qui sillonnent les mers sortent des chantiers navals d'Helsinki. Le pays à développe ses propres mini-ordinateurs. L'extraction moderne du culvre est réalisée dans de nombreuses

mines mondiales selon un pro-cédé finlandais. Trois grandes étapes peuvent être distinguées dans le dévelop-pement, somme tont classique, de l'industrie finlandaise. A partir des matières premières na-tionales — bols, cuivre, fer, nickel, — une industrie lourde de transformation s'est créée. C'est l'apparitien des grandes unités sidérungiques, des scieries, des usines de pâte à papler. Dans un deuxième temps, ces

secteurs vont intégrer progres- 20 % à ceux de ses principaux sivement l'amont et l'aval C'est concurrents. Les deux dernières

in naissance d'une industrie mècanique avec la conception et la
production de machines spécialisées, notamment pour les usines
de pate à papier, l'utilisation
de l'auter pour les chantiers navals, l'élaboration de produits
finis (papier notamment) afin
d'incorporer le maximum de
valeur ajoutée. Parallèlement, les
industries alimentaires, les usines de produits chimiques, les
textiles et la production d'énerrgie se développent. Toutefois,
certains secteurs restent en dehors du développement, en raison de l'étroitesse du marché
national. Ainsi il n'existe en
Finlande qu'une seule usine d'au-A Finlande est-elle un pays la naissance d'une industrie me-

l'industrie finlandaise a été stimulée par une forte croissance
de l'économie nationale. Les industries du bois, de la pâte et
du papier, la métallurgia, les
chantiers navals, ont procédé à
de très importants investissements. Or, la crise économique
mondiale a touché, avec quelque
retard, la Finlande. Les exportations fléchissent et les nouvelles usines finlandaises se retrouvent avec une capacité de
production excédentaire. Les
hausses de salaires importantes,
l'inflation (+ 8 % au cours
du premier semestre 1977), entament la compétitivité des entreprises. Le patronat finlandais
estime que ses prix de revient
sont en moyenne supérieurs de
20 % à ceux de ses principaux
concurrents. Les deux dernières

cévaluations du mark finlandais (5,7 % et 3 %) n'ent pas per-mis, semble-t-il, de combler ce handicap. A cela s'ajoute le déficit de la balance commerciale, en raison notamment des impor-tations de seurces d'énergie. Une demande intérieure qui

chute, une inflation galopante, un déficit intèrieur grandissant, des exportations rendus difficiles... Ce bilan, qui ressemble fort à celui d'autres économies occiceiui d'autres économies occi-dentales, serait incomplet al l'on t'y adjoignait quelque cent quinze mille chômeurs. Confron-tés à cette délicate situation, les dirigeants tentent de réorien-ter l'industrie et l'économie Jans trois grandes directions. Jans trois grandes directions. Premier objectif : enrayer la croissance des importations energetiques en se lançant dans l'energie nucléaire. Deuxième orientation : développer les industries électroques pour satisfaire la demande intérieure, et tenter d'exporter des produits à forte valeur ajoutée. Troisième axe de développement : maintenir l'ayance ajoutee. Troisieme axe de de-veloppement : maintenir l'avance technologique des industries tra-ditionnelles du pays en s'orien-tant vers l'ingénierle, afin de proposer à l'exportation des pro-grammes « clés en main ». La réussite de ce redépole-ment n'est mas assurée Certes ment n'est pas assuree. Certes, privilégiées avec l'U.R.S.S. lui permettant de disposer d'un mar-che très important à portée de la main. Mais, dans la guerre économique actuelle, il faut de l'argent, des hommes et être compétitif. Trois atonts qui font quelque peu défaut à la Fin-lande.

Lire pages 24 à 28 : P. 24-25 : Le choix du aucléaire.

L'électronique ladustrialise le Nord. — Un atout : l'ingé-

P. 28 : Défense d'une mentralité (suite). — Le paysan, espèca su voie de disparition (suite).



Quel pays, quelle monnaie?



président de la République Quelle banque?

Quatre bonnes raisons

de choisir in Union Bank of Finland: 1. La Union Bank of Finland est la plus ancienne banque commerciale du pays et la première en ce qui concerne les opérations internationales.

2. Depuis 1862, uous finançons le commerce et l'industrie finlandais. Aujourd hui, uous traitons la majeure partie des échanges extérieurs de la Finlande.

3. Nos connaissances des couditions locales sont incomparables et uos services spécialisés sont prêts à vous aider quels que soient vos problèmes.

4. Notre reseau moudial de filiales, banques affiliées et bureaux de représentation - Union Bank of Finland International S.A. à Luxembourg, Banque Scandinave en Suisse à Geneve. Scandinavian Bank Limited à Londres et à Bahrain - ainsi que tous nos correspondants dans le monde vous garantissent le meilleur service international possible.



Siège social: Helsinki Telégrammes: UNITAS Tèlen: Général 12407 Arbitrage 12525 Euro-obligations 122161

ÉCONOMIE

Le choix du nucléaire

UNE centaine de kilomètres à l'est d'Helsinki, peu
après la petite ville côtière
de Loviisa, une apparition vient
rompre l'harmonie dn paysage.
Vision surprenante que celle de
ces deux immenses cuves et de
cette cheminée émergeant dans
le lointain de la forêt finlandaise. Après quelques kilomètres
d'une petite route, sur une presqu'ile, le visiteur découvre une
de ces cathétrales des temps qu'île, le visiteur découvre une de ces cathédrales des temps modernes. Seules les lignes à haute tension et les batteries de transformateurs lui apprennent que l'on adore icl le dien énergie. Par un louable — mais dérisoire — effort, ses bâtisseurs ent tenté de l'intégrer au paysage. Bâtiments « désign. et aux couleurs spécialement étudiés ». Propreté presque clinique. Point de pollution... apparente.

« Une centrale électrique de plus », dira-t-on. Pourtant celle de Lovisa n'est pas tout à fait comme les autres. C'est la première centrale nucléaire finiandaise, construite avec l'aide de l'UR.S. Depuis le 8 février 1977, où le premier kilowatt en provenance de Lovisa a été « infecté » dans le réseau, la Finlande est entrée dans l'ère nucléaire. Cinq semaines plus tard, le 23 mars, le premier réacteur de 440 mégawatts était inauguré avec solennité par le chef de l'Etat finiandais M. Kekkoneu et par M. Kossyguine, chef du gonvernement soviétique.

Le virage uucleaire de la Finande remonte en falt au début ande remonté en fait au début de la décennie. Le 8 juin 1970, uu accord est signé avec l'U.R.S.S. aux termes duquel l'installation d'une centrale uu-cléaire comportant deux unités de 440 MW est décidée. Les Soviétiques fourniront notamment les réacteurs, les turbo-alternateurs et le combustible.

A l'époque, il n'y aura ni grand débat da ne l'opinion publique ni longues discussions au Parlement. Ict, comme ailleurs, le choix nucléaire est fait « en douceur ». Par quelques hommes. La crise de l'énergie les renforcers dans leur certitude : la veule issue pour leur pays est de se lancer dans la construction de centreles nunléaires. Les arguments entendus à Helsinki pour justifier ce choix ressembleut fort à ceux utilisés en France, en Allemagne de l'Ouest, en Suède ou ailleurs. Pourtant, force est de constater que le dossier des « uucléaristes » finiandais apparaît particulière. iandais apparaît particulière-ment solide. Du moins sur le plan économique.

plan économique.

a Nous sommes très pauvres en énergie », explique M. Numinen, directeur gènéral d'Imatran Voima, la principale société de production et de distribution d'électricité inlandaise. a Nous n'apons pas de charbon. Il est importé de Pologne pour les trois quarte et d'U.R.S.S. pour les trois quarte et d'U.R.S.S. pour les deux tiers et au Proche-Orient pour le reste (1). Pas de gaz non plus. » Actuellement 70 % des importations totales, viennent de l'étranger, grevant du même crup la balance commerciale du pays de plus de trois milliards de marks finlandais.

« L'énergie hydro-électrique

« L'énergie hydro-électrique est à son maximum, les rivières et les lacs exploitables étant déjà équipés à 95 %. » Les énergies nouvelles ? Mis à part le traitemeut de la tourbe qui ne fournira guère plus d'un million de TEP (tonnes équivalent

petrole) en 1885, « on ne peut rien en attendre, du mons dans l'état actuel des techniques ». Il n'y a pas de vent en l'inlande, donc pas de possibilités pour les eoliennes. « Six mois durant le soleil est absent et lorsqu'il brille, son inclinaison est trop basse. Il ne nous reste que le nucléaire. Pour le moment, nous n'avons pas le choix. »

L'énergie d'origine nucléaire doit représenter 8 % de la consummation en 1980. A cette date, deux centrales seront en activité. Celle de Loviisa, dont le second réacteur sera couplé an réseau à la mi 1978, fournira 840 MW (2). Et les deux unités, de 600 MW chacune appartenant à la centrale d'Olkfluoto, sur le goife de Finlande, construite par le consortium privé T.V.O. entreront en service en 1978 et 1980. Pour 1985, ou prévoit que le nucléaire représentera 15 % de la consommation énergétique du pays Pour ce faire, il faut implanter de nouvelles centrales. L'énergie d'origine nucléaire ter de nouvelles centrales.

Divers projets sont à l'étude.
Du accord de principe a été signé en mars dernier avec l'U.R.S.S. pour l'installation d'une centrale de 1000 MW. Pourtant, il semble que rien ne soit règlé. Ni pour le site — on hésite toujours entre une implantation à Loviisa on à côté d'Oléliucte où Imatran Volma d'Olkiluoto où Imatran Voima possède un terrain - ni même pour le fournisseur. Pour M. Numinen, « la France est un inter-locuteur valable ». Elle seule peut offrir, comme les Soviétiques, un ensemble complet avec

centrale « clef en main », mais aussi fourniture du combustible centrale e clei en main , mais aussi fourniture du combustible et recyclage des déchets. Imatran Volma souhaite en effet rééditer pour cette centrale de 1 000 MW, la « bonne opération réalisée avec les Soviétiques à Lovissa ». Ces derniers fournissent le combustible et se chargent de reprendre régulièrement les déchets. Il n'en est pas de même pour la centrale d'Olkihuoto. Si le problème de la fourniture du combustible est règié (la société T.V.O. a acheté de l'uranium naturel au Canada qui est enrichi par l'U.R.S.s. mis en container en Suède et livré ensuite à la Finlande), celui du traitement des déchets reste entier, la société suédoise ASEA, qui construit les de ux réacteurs de la centrale, n'ayant pas l'intention de les « reprendre ».

Comme la France peut fournir des centrales de 900 MW (et même de 1306 MW) par l'intermédiaire de Framatome, livrer de l'uranium enrichl et recycler — en principe — les déchets dans l'usine de La Hague, les Finlandais ont l'intention de voir ce que l'on peut leur offrir. Une mission d'Imatran Volma doit se rendre en France en novembre pour discuter de la question. Il reste qu'on peut s'interroger sur cette attitude. Les jeux ne sout-ils pas déjà faits ? Les dirigeants d'Imatran Volma ne se servent-ils pas de la carte française ils pas de la carte française pour obtenir de meilleures condi-tions de la part des Soviéti-ques ?

Des conditions particulièrement favorables

A SSURES de détenir la vé-rité, les « nucléaristes » finlandais font valoir, outre leurs arguments économiques, que seur pays bénéficte de conditions particulièrement favorables pour développer l'éner-gie nucléaire. Celles-ci sont es-sentiellement de trois ordres :

— la faible densité de la po-pulation (4,7 millions d'habitants sur un territoire de 330 000 kilo-mètres carrés) permet d'Implan-ter des centrales loin des villes;

— un littoral peu peuplé, avec une eau de mer à très basse température, facilite le refrodissement des réacteurs. Les e nucléaristes » estiment même que le léger réchauffement de l'eau, qui atteint 2° à 500 mètres de la centrale, peut favoriser le développement de certaines espèces de poissons;

— la stabilité d'un sous-sol grantique permet d'envisager le stockage des déchets avec le minimum de risques.

Certains experts à Helsinki, mais surtout à Vienne, au slège de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire, euvisagent d'installer en Finlande — en Laponie très précisément — des usines de retraitement, dont les déchets seraient stockes à grande profondeur, le granit protégeant les containers. profondeur, le gra-geant les containers.

geant les containers.

Jusqu'à présent, la contestation anti-nucléaire n'a pas réellement gagné le pays. Le « Finlandais moyen » n'a pas encore pris pleinement conscience que son pays a définitivement pris le virage nucléaire. Pourtant, il serait douteux que la Finlande restât en debors du grand débat qui s'amotre en Occident. Déjà, un projet — encore bien vague —, d'installation d'une centrale à 25 kilomètres d'Helsinki pour l'alimentation en chauffage urbain de la capitale a suscité une levée de boucilers de la part des riverains. Audelà de la peur instinctive que provoque le uncléaire chez la

majorité des gens, on peut penser qu'une contestation de la
politique énergétique du gouveruement va se développer dans
deux directions. En acceptant la
justification économique du nucléaire, sa logique de la rentabilité, la Finlande risque de
construire de plus en plus de
centrales (on pense à 1000 MW
tous les deux ans à partir de
1985). Du fait de ses particularités géographiques, de ses besoins en devises, elle peut être
amenée à accueillir des usines
de retraitement internationales,
à stocker des déchets. Bref, ne
risque-t-elle pas de devenir la
poubelle nucléaire > de l'Ocmident?

Le gouvernement a négligé jusqu'à présent les économies d'énergie. C'est un spectacle surprenant pour un Français que aurprenant pour un Français que celui des maisons, bureaux et saines dont les lampes brillent en plein été comme aux jours les plus sombres de l'hiver. Sans parler des voitures qui roulent en plein mois de juin tous phares allumés à midi et des maisons chauffées à 25° C trute l'appée Qui server que le toute l'année. Ou assure que le gouvernement prépare un plan pour les économies d'énergie. Il serait annoncé dans les pro-chaines semaines. Peut-être au-rait-on du commencer par la il y a quatre ans l

(2) Une pour cent la puissand teur et se



Le Papier TMP L'Ingénierie de Kaipola Jylhä

a pour l'imprimeur la douceur du vison, car son poids léger lui donne une meilleure aptitude à l'impression, une course plus douce et une plus

Une plus heure qualité pour des coûts de distribution

a démontre son savoir-faire garantissent une surface en concevant et en cons-truisant les établissements industriels de Kaipola (Norvège), les plus modemes et les plus économiques du monde. Le développement

Finntalc

donne au papier la douceur Technologie unifiée de du vison, car ses particules United — KAIPOLA, garantissent une surface JYLHÄ, FINNTALC lisse, une bonne fixation de à la pointe de la compél'encre et une bonne clarté. Une pureté de 93 % (Finlande) et de Union A/S remplace jusqu'à 35 % des (Norvège), les plus matières premières fibreuses chères.

tence. Nos experts répondront volontiers à toutes vos questions concernant TMP, c'est-à-dire la paté:

technologique est assuré par la propre usine de Jylha.

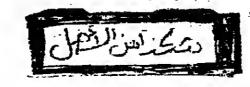
United, le sommet de la compétence



YHTYNEET PAPERITEHTAAT OY (UNITED PAPER MILLS LTD) KAIPOLA JYLHAVAARA FINNTALC

YHTYNEET PAPERITEHTAAT OY SERVICE MARKETING **BP 40** 37 601 VALKEAKOSKI Finlande







Supplément Finlande

ECONOMIE

L'électronique industrialise le Nord

A QUELQUES lieues du cercle polaire, à l'extrémité
dn golfe de Botnie, l'une
des plus anciennes et des plus
importantes cités du pays ee met
à l'heure moderne. Capitale du
goudron aux XVIII° et XIX°
siècles, grand centre pour l'industrie lourde (chimie, sidérurgie, papier) au début du XX°.
Ouin se convertit peu à peu à
l'électronique.

Pour tenter d'enrayer le phé-nomène de désertification du nord du pays, le gouvernement décide, dans les années 50, de déplacer le centre de gravité des universités. Oulu acqueille son prayuler établisses

de déplacer le centre de gravité des universités. Oulu accueille son premier établissement en 1955. Trois ans plus tard, un département « technique » voit le jour. Sa tâche : former des ingénieurs pour la sylviculture et l'industrie chimique. En 1967, quelques hommes pressentent l'évrintion de l'industrie vers l'électronique. Pour éviter un nouveau déclin à la région d'Oulu et à la Laponie toute proche, pour enrayer l'exode des populations (à la fin des années 60, quarante mille personnes émigraient chaque année vers le sud de la Finlande et vers la Suède) et placer « le Nord » en bonne position lorsque l'électronique deviendra une industrie à part entière, ils décident de prendre le problème à la base, en orientant l'enseignement local dans cette direction. Une fois les hommes formés, les entreprises viendront. Du moin a l'espère-t-on. L'analyse était bonne.

Avec le « boom économique » au début de la présente décennie, l'industrie électronique finlandaise connaît des problèmes de main-d'œuvre dans le sud. Le personnel se fait rare et cher, « ¡Venez à Oulu » leur expliquet-on, « vous y trouverez un personnel de haute qualité. Non seulement des ingénieurs, mais cussi des techniciens et des outriers professionnels dont la jorvriers professionnels dont la for-mation vient de commencer ». mation vient de commencer 2.

La croissance de l'industrie électronique dans la région d'Oulu va être rapide. En 1969, le premier ingénieur diplômé sort du département d'électro-rique de l'université d'Oulu. A cette date, on ne comptait que 300 salariés dans le secteur. Aujourd'hui, ils sont 3000, dont cinq à six cents ingénieurs. Ce chiffre peut paraître faible, mais il doit s'apprècler à l'échelle finlandaise. L'électronique représente d'ores et déjà 10 % de tous les emplois industriels de la région d'Oulu et de Laponic, et le même pourcentage des

emplois de toute la construction électrique finlandaise. En 1980

secteur devrait employe

cinq mille cinq cents personnes. On retrouve à Ouln et dans sa région la plupart des grands sa region la plupart des grands noms de l'industrie électronique. Salora, principal fabricant de postes de télévision, a implanté une usine de circuits imprimés postes de télévision, a implanté une usine de circuits imprimés en Laponie, près de la frontière soviétique. En outre, un des ateliers de la future fabrique de tubes de télévision couleur sera installé à Kajaani. La société qui porte le nom de cette dernière ville dispose d'une fabrique d'automatismes industriels au sud-est d'Oulu. Nokia, second groupe privé finlandais, mise également sur la région. Ce vaste conglomérat (ses activités vont du bois-papier à la fabrication de pneumatiques en passant par celle de cables et divers matériels électroniques), an chiffre d'affaires de 1,7 milliard de marks finlandais, dont 30 % à l'exportation, mêne depuis trois ans un important programme de décentralisation a quelques kilomètras d'Oulu. D'ores et déjà la société y dispose d'une usine très moderne de cables. La production de séquipements de télécommunications de radio-téléphone vient d'y être transférée. Et ce sera hemtôt le tour d'une partie des activités mini-informatiques. Au total, une vingtaine d'entreprises de tailles diverses se sont total une vingtaine d'entrepri-ses de tailles diverses se sont installées dans la région.

installées dans la région.

L'Association université - industrie seralt incomplète si l'on n'y avait pas adjoint le troisieme voiet du triptyque : le recherche. Le Centre technique de recherche finlandais (V.T.T.), organisme d'Etat, qui est en quelque sorte l'équivalent du C.N.R.S. français, a dérentralisé à Oulu son laboratoire d'électronique qui emploie cinquante-six personnés.

A voir la liste et les spècia-

quante-six personnes.

A voir la liste et les spécialités des entreprises électroniques qui ont accepté de revivifier
la région d'Oulu et la Laponie,
on constate un parallélisme
presque parfait avec les grands
axes de développement de l'industrie électronique finlandaise.
Ceux-c électronique finlandaise.
Ceux-c sont en nnmbre de
quatre : automatisme, télécommunications, mini - informatique,
troduits de grande consommaminications, mini-international produits de grande consomma-tion (télévision). An départ, l'ob-jertif de l'électronique en Fin-lande était d'accroître la productivité des secteurs tradi-tionnels, tels ceux du bois-pa-pier, des installations de navi-gation maritime. L'industrie finlandaise a acquis dans ces domaines une réputation mon-diale qui lui permet d'exporter des usines de pête à papier « clés en main », d'équiper entièrement les brise-glace et les navires modernes, voire de réa-liser une bonne partie des sys-tèmes antomatiques de survell-lance des centrales nncléaires.

Le secteur des télécommunications a été abordé par le biais des transmissions. Nokia, qui détient 80 % du marché finiandais, s'est fait une spécialité dans ce secteur. Aujourd'hui, on souhaiterait orienter l'industrie vers la commutation, domaine réservé jusqu'à préeent au groupe suédois Ericsson (70 % d'État (60 %), Salora (20 %)

des centraux téléphoniques fin-iandais), Siemens (20 %) et I.T.T. (10 %). Un accord de fabrication sous licence a été concin entre la société Tele-feeno (1) et la société française CIT-Aleatel pour la fabrica-tion de centraux téléphoniques « temporeis

La Finlande, compte tenu de l'étroitesse de son marché, ne s'est jamais lancée dans la fabrication de moyens et grands nrdinateurs. Elle les achète à L.R.M. (50 % du marché), UNIVAC ou Burroughs. D'autre part, en vertu d'un accord qui remonte à 1952, la société Nokia est l'agent de Honeywell Bull. A ce titre elle vend les grands ordinateurs fabriqués par Honeywell et les « moyens » produits en France. L'industrie finlandaise a préféré se concentrer sur le créneau de la mininformatique. Ainsi Nokia a conçu et développé deux miniordinateurs (Mikko I et II), ainsi que divers équipements périphériques (terminaux, imprimantes).

et le groupe japonais Hitachi (20 %) vient d'être créée. Son nbjectif est de produire sur le sol finlandais dans un premier temps 400 000 tubes couleur par an selon le procédé technolo-gique d'Hitachi, et dans un se-cond temps 800 000 tubes.

cond temps 800 000 tubes.

L'exportation de prinduits électroniques constitue l'un des credo » des industriels finlandais : « Il faut vendre de la valeur ajoutée pour payer les importations de matières premières. » Pour le moment la balance commerciale de l'industrie électronique finlandaise reste fortement déficitaire (579 millions de M.F. d'exportations rour 1408 millions d'importations). En substituant une production locale à certaines importations (exemple de la mininformatique, du télèphone et de la télévision), et en prospectant les marchés extérieurs pour vendre la technologie propre à la Finlande, on espère ainsi résorber peu à peu le déficit du secteur et améllorer ainsi l'ensemble de la balance commerciale.

(1) Les deux actionnaires Talafeann sont Nokia (50 %) la société d'Etat TEBVA (50

Un atout : l'ingénierie

ANS tous les pays industrialisés, l'ingénierie tend à
prendre une part de plus
en plus importante dans l'activité
économique et plus spécialement
dans les exportations. Chaque
pays suit grosso modo le même
scénarin : concentration sur les
points forts, puis tentative d'élargissement de ses compétences à
d'autres secteurs. La Finlande ne
faillit pas à cette règle. L'ingénierie e'est tout naturellement
développée à partir des industries
traditinnnelles : bois, papier,
extraction et traitement des métaux non ferreux, construction
navale. La volonté d'intégrer de
plus en plus leurs activités a
donné aux industriels locaux une
compétence particulière pour la compétence particulière pour la fabrication de machines spécialisées, puis pour la construction d'usines « clès en main », enfin

pour la réalisation de contrats globaux intégrant une multitude d'aspects particuliers (formation du personnel, études des débou-chés, équipements électroniques, etc.).

daspects particuliers (formation du personnel, études des débouchés, équipements électroniques, etc.).

C'est dans le secteur du boispepier que la renommée de l'ingénierie finlandaise est la plus grande. Trois grands constructeurs de machines et d'appareils de papeterie, Tampella, Valmet et Wartsilä, aux fabrications complèmentaires, se sont associés pour promouvoir leure ventes à l'étranger, au sein d'une société baptisée T.V.W. Elle couvre ainsi 15 % du marché mondial des machines à papier et se situe au tout premier rang des constructeurs mondiaux. Grâce aux ressources combinées des trois entreprises, T.V.W. peut répondre aux appels d'infires pour les usines de papier « clés en main ». Jusqu'a prèsent, ses marchés privilégiés (deux tiers de la production sont exportès) se trouvalent en Scandinavie, aux Etats-Unis et en U.R.S.S. La société entend bien maintenant e'attaquer au marché européen. Elle a signé, en mars dernier, un accord avec le groupe japonais Sumitomo, aux termes duquel elle va lui fournir une assistance technique (formation du personnel et commercialisation de produits). Une autre firme, Ahlström, spécialisée dans des machines à papier plus petites, a obtenu d'importants contrats « clès en main » en Suéde et en Allemagne de l'Ouest.

Dans le domaine des métaux non ferreux, Outokumpu s'est acquis une réputation mondiale avec son procédé de fusion par fuguration qui a été vendu dans dix-sept pays, dont les Etats-Unis, le Japon, l'U.R.S.S., l'Allemagne de l'Ouest et la Chine. Après avnir développé et affinée sa technologie dans les mines finiandaises, le groupe (1,2 milliard de marks finiandais de chiffre d'affaires) s'est attaqué aux marchés étrangers. Il participe à de nombreuses opérations « clès en main » dans plus de cinquante pays et ses seules ventes de know how représentent 10 % de son chiffre d'affaires.

On peut également citer parmi les points foris de l'ingénière le finlandaise les scieries, la cons-

de son chiffre d'affaires.

On peut également citer parmi les points forts de l'ingénierie finlandaise les scieries, la construction navale (la Finlande est passée maîtresse dans la fabrication des brise-giace) et les plates-formes de forage, spécialité de Rauma Repola.

Avec le groupe Jaakko Pöyry (prononcer Poïru), on aborde l'un des aspects les plus modernes de l'ingénierie. Cette fois, il ne s'agit pas d'une firme industrielle qui a peu à peu étendu ses acti-vités, mais d'une entreprise entieus d'une ent rement nouvelle, partie de rien, sans liens avec les constructeurs de matériels. C'est en 1958 qu'un u docteur en ingénierie ». M. Pōyry, décide de créer une société de services. Son créneau : société de services. Son créneau : « tout ce qui touche à la forêt. de près ou de loin ». En amoot et en aval. Il ne s'agit pas de vendre des machines, mais de la matière grise. De la sylviculture à la commercialisation des produits d'une papeterie ou d'une acièrie, en passant par l'étude, les plans, le choix des matériels, pour des usines « clés en main » (1).

Après une dizaine d'années, où usines « clés en main » (1).

Après une dizaine d'années, où le groupe s'est « fait la main » en Scandinavie, il e'attaque au marché mondial : Etats-Unis, U.R.S.S., Portugal, Italie, Chili, mais surtout Bresil, où il a obtenu l'ingénierie de grandes unités de pâte à papier, dont celle de l'usine d'Aracruz (400 000 tonnes/an de capacité pour un investissement total de 570 millions de dollars).

capacité pour un investissement total de 570 millions de dollars).

Aujourd'hui, le groupe Jaakko Pöyry réalise un chiffre d'affaires de 166 millions de marks finlandais. Il emploie mille deux cents personnes (les deux tiers ont un niveau d'études supérleur), dont plus de la moitié à l'étranger. Il se place au second rang mondial de sa apécialité, derrière le canadien Simmons, et apporte une contribution non nègligeable à la balance des palements finlandaise: 95 % de son activité s'exerce hors des frontières.

Confronté à un marché proche de la saturation en Scandinavie, le groupe entend mener une double action de diversification: géographique et sectorielle. Outre son renforcement en Amérique latine. Pôyry souhaite « travailler dans les pays francophones, plus spécialement africains », d'ou l'ouverture d'un bureau à Paris pour faciliter cette pénétration. Le groupe participe, aux côtés des sociétée françaises Technip et Setimeg, à la construction d'une usine gabonaise de pâte à papler. En Finlande, Jaakko Pöyry étend son activité à l'ingénierie d'usines chimiques. Reste à savoir si, en sortant de son domaine traditionnel du bois-papier, sur lequel elle a assis sa réputation, la firme rencontrera les mèmes succès!

rencontrera les mêmes succès!

(1) Pōyry a une s banque do données », où toutes les caractéris-tiques des usines existantes et des projets concernant le secteur du papier sont recensées.

Le papier de Rauma-Repola donne les actualités à un nombre surprenant de lecteurs.

Rauma-Repola est la deuxième entreprise industrielle de Finlande par ordre de grandeur. L'activité comporte la transformation mécanique et chimique du bois ainsi que l'industrie de constructions navales et mécaniques. En 1976 le chiffre d'affaires global de l'entreprise s'élevait à 2,2 milliards de marks finlandais (FF 2,7 milliards) dont plus de 60% venaient de l'industrie métallurgique.

L'exportation correspondait à 80% du chiffre d'affaires.

Les effectifs de l'entreprise comptent 18 000 personnes dans 31 établissements de production situés

dans toute la Finlande.



RAUMA-REPOLA

TELEX: 12514 RRHKI SF

FINLANDE FINLANDE TELEPHONE: 938-12 800 TELEGRAMME: RAUREP RAUMA TELEX: 65117 RRRAU SF

DANS LE MONDE ENTE

PERSONNES ET WARCHANDISES HORIZONTALEMENT ETVERTICALEMENT

nécaniques Systèmes de transport inter-Ponts roulants Grues pivotantes Grues à portique Convoyeurs Palans électrique Systèmes de manutention de bois

Chiffres de l'exercice 1976; Ventes nettes US \$ 280 millions

bénéfice après impôts US \$ 11 millions; fonds des actionnaires

Groupe KONE, siège social: HELSINKI, Finlande, Filiales et affiliées: AUTRICHE Sovinsch AG, Vienne • BELGIQUE, Kone Westinghouse, Elevators Belgium S.A., Liège • DANEMARK, Kone Elevator A/S, Copenhague • ESPAGNE: Eguren-Kone S.A., Bilbao • FRANCE: Société Française des Ascenseurs Kone Westinghouse, Paris • GRANDE BRETAGNE: Kone Lifts Ltd. Londres • MEXIQUE: Elevadores Norden S.A. de C.V. Mexico • NORVÈGE: Kone A/S, Drammen • RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE: Havemeier & Sarider KG, Hannovèr • SUÈDE: Kone Hissar AB. Stockholm: Kone Aktiebolag, Stockholm • VÉNEZUELA: Ascessores H. H. S. Kone

C.A. Caracas: Bureaux de vente: BRÉSIL, Sao Paulo • ÉGYPTE, Le Caire • IRAN, Téberan • SINGAPOUR • U.R.S.S. Moscou.

US \$ 65 millions, personnel du groupe (mondial) 10 500



en voie de disparition

SOCIÉTÉ

Le paysan, une espèce

taires de base de la population, mais aussi fournir une exportation notable qui permet de payer en partie les envois soviétiques de pétrole. Grâce au Gulf Stream, qui adoualt la péninsule scandinave, l'agriculture est restée possible mais dans des conditions quelque peu acrobatiques. Un agriculteur explique : « Au printemps, labour et semailles doivent
être faits en deux semaines. Pour

L'agriculteur est donc condam-né à une mécanisation à outrance (un tracteur pour 12 hectares et une moissonneuse pour 38 hec-tares). Il a failu mettre au point des semences capables de mieux résister au froid, des céréales à tiges plus fortes qui ne se couchent pas sous le poids des plutes tiges plus fortes qui ne se couchent pas sous le poids des pluies d'automne; ît. la moisson ne commence au plus tôt qu'au mois de septembre, et 1977 s'annonte comme une année qui restera catastrophique dans les annales agricoles. L'élevage, lui ansat a connu des progrès spectaculaires et il représente (lait et viandes réunis) 45 % du revenu des agriculteurs.

Les performances agricoles sont d'autant plus remarqualles qu'elles restent dans un cadre agraire très étroit. Malgré la diminution très forte de la population active agricole (passe de 42 % en 1950 à moins de 14 % en 1976), la taille des exploitations n'a pratiquement pas augmenté depuis vingt ans. Au cours des

fallut créer dix mille fermes nou-velles pour les réfugiés de Carélia.

Depuis le début des années 70, la disparition des exploitations s'est accélérée (quatorze par jour en moyenne). Aux 11 hectares de culture, la ferme finlandaise moyenne s'adjoint 35 hectares de forêts qui assurent directement le quart du revenu de l'agriculteur et constituent une source précieuse de capitaux. Relevant (à 7%) du secteur privé, les forêts appartiennent pour 70 % aux agriculteurs. Mais elle ne représentent plus l'apport en salaire d'appoint qu'elles constituaient il y a encore dix ans. Les travaux d'abattage sont de plus en plus mécanisés et confiés à des entreprises spécialisées qui ne font plus que rarement appel à la main-d'œuvre agricole. De plus, depuis 1974, il y a haisse de la demande de bois par l'industrie et les prix sont tombés. Souvent, très fortement endettés, les agriculteurs ne trouvent pas d'acquéreurs pour leur bois.

4% du revenu national

L ES dirigeants agricoles n'hési-tent pas à dire que, dans sa forme actuelle, l'agriculture est condamnée à connaître une crise très grave, puisque les paysans, qui représentent 14 % de la popu-4 % du revenu national. D'abord, expliquent les experts de la Confédération des agriculteurs, « les agriculteurs sont vieux. La moyenne d'âge est aujourd'hut de chaquante-sept ans. Il n'y a plus de jeunes pour les remplacer : 4 % des enjants seulement sont nés dans des exploitations agricoles. Seule une partie des exploitations va continuer et l'autre partie devra servir à leur agranpartie devra servir à leur agrandissement. Mais les agriculteurs manquent de capitaux pour rachater les terres et ils se trouvent en concurrence apec les gens des ments, ou apec l'industrie.

» Le revenu agricole moyen ne représente que 60 % du revenu moyen dans l'industrie. Il jaudrait assurer aux agriculteurs le même niveau de revenu qu'aux travall-leurs de l'industrie, » La confédération met l'accent sur les revendications sociales ; congé annuel de dix jours pour les éleveurs (il est déjà de vingt-quatre jours

l'agriculteur en cas de maladie,

Si les prix agricoles ont aug-

menté de 45 % en trois ans, les prix industriels, eux, se sont accrus de 75 %. Une étude réali-sée par les économistes de la Confédération des agriculteurs montre que, pour acheter un tracteur, il fallait 15 450 kilos de iracteur, il fallait 15 450 kilos de blé en 1961 et 23 150 en 1970, on bien 24 450 kilos de lait en 1961 et 34 650 en 1970. Si on vonlait payer le tracteur avec du bois (le bois étant la principale source de capitaux), il fallait 6 935 pleds cubiques en 1961 et 11 485 dix ans

plus tard.
(Lire la suite page 28.)



industrie des pâtes et papiers Machines à papier

Râperies Lessiveurs continus Lignes de désencrage Tampella-Honshu Equipements de préparation de pâtes

Industrie des procédés

Equipements de récupération de produits chimiques Usines de fabrication de protéines Pekilo Installation de traitements d'eau Equipement et savoir-faire

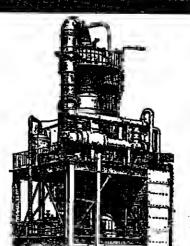
procédés

pour des Industries de

Production d'énergie

Turbines hydrauliques Chaudières de récupération Kraft et autres chaudières de procédés Appareillages de traitement d'eau d'alimentation de chaudières

A droite système de récupération Tampella, Oji Paper Co., Japon.

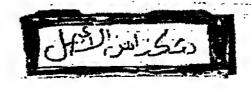




OY TAMPELLA AB ENGINEERING DIVISION P.O. BOX 267 SF-33101 TAMPERE 10, FINLANDE

EN FRANCE ET BELGIQUE: 1, rue d'Argenson, 75008 PARIS Tel: 265.97.82/265.51.88

38000 GRENOBLE Tél: (76) 42.09.81, Tix: 980.803



A de concertation

STEAL WALLON IMPORTAN DANS NOS SERVICES INTERNATION WAS

KANSALLIS TERNATIONAL BANK S. A.

BRANSALLIS-OSAKE-PANAN



Supplément Finlande =

SOCIÉTÉ

La base veut participer à la concertation

- Par GILLES GERMAIN

et de pression où l'on essale de sa comprendre les uns les autres. et de pression ou l'on essale de sa comprendre les uns les autres. «
Cette observation, surprenante de le part d'un dirigeant de la confédération
ouvrière SAK, marque bien les changements profonde qui sont intervenus
dane le monde du travail en Finlande. Certes, la presse de gauche
représente toujours le patron en jaquette, chapeau haut de forme et
cigare aux lèvres ; et les grosses limousines américaines, noires bien entendu,
restont le symbole d'un poursels national internació male deux l'ensemble. restent le symbole d'un pouvoir patronal incontesté; mais dens l'ensemble, on discute, on s'assied régulièrement autour de le table des négociations : les adversaires se sont transformés en partenaires indispensables.

CNSTRUIT an bord de la mer en lisière du premier quartier cuvrier d'Helsinki, l'immeuble de verre de la SAK ressemble comme un frère à la grande construction jaune qui abrite les bureaux de la puissante comfédération finlandaise des employeurs et dont les fenêtres s'ouvrent sur le panorama du vieux port. C'est dans ces deux bâtiments que les experts des deux bords, les économistes et les experts des deux bords, les économistes et les experts des deux bords, les économistes et les respectations de politique des revenus, qui scandent chaque année ou tous les deux ans le rythme de la vie sociale finlandaise.

Il u'en a pourtant pas toujours été ainsi. Avant la seconde guerre mondiale, il u's yarlt aucun dialogue. Le patronat ne reconnaissant même pas les syndicats. Ce u'est que pendant la guerre d'hiver (1939-1940), peut-être en raison de la solidarité née sur le front, qu'une reconnaissance officielle fut accordée, fui aboutit à l' « accord de jampier », établissant le principe des négocia-tions. Du fait des hostilités, l'ensemble de la vie économique etait, en fait, règlé par le gouvernement et ce n'est qu'en redicant de la République pour conventions sont établies au niveau des fédérations, mais, en 1968, le premier accord central, conch an niveau confédéral, est signé. On y dressait un cadre gènéral à la politique des prix sorte victime de son succès.

La force redoutable des organisations du travail

La force redoutable des organisations du travail

L E mouvement syndical est, en queiques années, devenu une force redoutable. Il regroupe actuellement 80 % des salariés et compte près d'un million et demi de membres qui se répartissent entre cinq grandes confédérations : SAK (ouvriers) : 951 000 membres; T.V.K. (employés et fonctionnaires) : 290 000 membres ; AKAVA (personnel enseignant et diplômés en tous genres) : 140 000 membres; V.T.Y. ; (cheminots, postiers, etc.) : 101 000 membres :

de la Confédération des em-ployeurs finiandais, couvre près de 900 000 travailleurs. de 900 000 travailleurs.

Face à un gouvernement instable qui ne pent s'appoyer 60-lidement sur un Parlement éparpillé entre de multiples partis et fractions, les organisations du travail constituent des groupes de pression homogènes qui ont tendance à régenter la vie économique et sociale. Pour la gauche, minoritaire au Parlement, la mouvement syndical constitue bres; V.T.Y. ; (cheminots, postiers, etc.) : 101 000 membres : le movement syndical constitue le moyen d'y faire aboutir les revendications qui rencontremembres. De l'autre côté, le paralent des résistances insurmontaire des résistances insurmontaires. tronat, à travers les membres tables. Aussi les « paquets » de

NOUVEAU MAILLON IMPORTANT DANS NOS SERVICES **INTERNATIONAUX:**

KANSALLIS INTERNATIONAL BANK S.A.

25, Boulevard Royal B.P. 627, Luxembourg tel. 475075 adresse télégraphique: kansintbank tėlex: 1819 kansbalu

> Actionnaires: Kansallis-Osake-Pankki Vakuutus Oy Pohjola

& KANSALLIS-OSAKE-PANKKI

Siege Social: Heamover Banque Nordique, à Paris. Hons: Manufacturers Hanover Banque Nordique, à Paris. Hong Bank Zürich, à Zurich. Nordic Bank Ltd., à Londres. anctorksur-le-Main, Moscou, SJo Paulo, Singapour et Hong Kong.

politique des revenus se gonflent de plus en plus : ils na
concernent pas seulement le e
problèmes des salaires, mais
aussi certaines réformes sociales
(congès annuels, protection
comtre les accidents do travail,
congès et allocations maternité,
etc.), et même le revenu des
agriculteurs ou encore la politique fiscale, avec le réajustement des barèmes de l'impôt sur
le revenu. Les « rounds » de
politique des revenus, comme
celui de 1974 par exemple, mettent en cause tout ce qui a
pouvoir de décision en matière
économique : gouvernement, banques de Finlande, syndicats, industries, patronat et agriculteurs. Il reste ensaite au Parlement à voter les lois dont les
principes ent été fixés au préalable dans les conventions collectives.

De part et d'autre, on reste

De part et d'autre, on reste convaîncu de l'avantage des accords centraux au niveau fédéral. Mais force est de constuter que ce qui est décidé au sommet en matière de salaires n'est en fait considéré que comme base de départ pour de nouvelles négociations au niveau des fédérations ou même des entreprises. Le c glissement a par rapport aux augmentations salariales décidées au sommet peut aller du simple au double. Quant à la paix du travail, Quant à la paix du travail, que les accords centraux étalent censés assurer, elle devint assez rapidement un leurre. L'habitude fut prise assez vits de déclencher systématiquement des mouvements de grève pour « accélérer » la ratification au niveau fédéral de l'accord-cadre conclu au sommet. Dans les celérer » la ratification an niveau fédéral de l'accord-cadre conclu au sommet. Dans les années moyennes on compte ainsi entre 300 000 et 400 000 journées de travail perdues ; mais, en 1971, le chiffre fut de 2 700 000 journées avec la très dure grève de la métallurgie et, en 1976, de 1 400 000 journées. De plus, en raison de la concurrence au sein des syndicats entre sociaux-démocrates et communistes (respectivement 64 % confre 36 % dans la confédération ouvrière), de nombreuses grèves surprises, plus ou moins a sauvages », éclatent qui ne contribuent pas à améliorer le climat sur le marché du travail. Le nombre des confitis est en augmentation constante : 3 200 en 1976 contre 200 en 1970. Un tournant a été marqué en 1977. Cette année, aucum accord n'a pu être trouvé au niveau central. Avec la crise, le patronat, fortement échaudé par les expériences antérieures, a préféré adpoter une « ligne zéro » (nas d'augmentation des a préféré adpoter une « ligne zéro » (pas d'augmentation des salaires, mais convention conclue pour deux ans) et torpiller ainsi les négociations. En définitive, un compromis a pu être trouvé et a été approuvé par les fédérations. Mais le problème des nouvelles règles du jeu est posé.

La question la plus brûlante, c'est peut-être celle de l'usage du droit de grève que d'aucuns souhaiteraient voir limité. Dans chacun tendent à se confondre avec les intèrêts de la commurauté nationale, où l'interdépendance des groupes d'intérêts est de plus en plus profonde, la grève reste-t-elle un instrument utilisable u'importe où et n'importe quand? Le président Kekkonen a voulu poser la gues-Rekkonen a voulu poser la ques-tion devant la SAK qui fétait son 70° anniversaire: « De puis-santes organisations syndicales sont nécessaires et même obtisont necessaires et meme obtigatoires dans une société démocrutique. Mois la grève comme
mojen de solution de conflit du
travail commence à être une
arme usée. Il faudrait, dit-il,
avoir rapidement une démocrutie d'entreprise fonctionnant
efficament qui par son action efficacement qui, par son action préventive, veillerait à ce qu'au-cune divergence n'aille déboucher sur un ultimatum ou la grève, » En fait, la démocratie d'en-

treprise est devenue un vérita-ble serpent de mer. Lancée à la fin des années 60, étu-diée par un groupe de travail composé d'universitaires, repor-tée de comité en comité, la détee de comité en comité, la de-mocratie d'entreprise géne un peu tout le monde. Exclue d'emblée par les communistes pour lesquels « il ne jaut pas parler de démocratie d'entre-prise, mais de démocratie au niveau de chaque emploi », l'idée recouvre des concepts asset différents sellon gu'alle est l'idée recouvre des concepts asset différents selon qu'elle est exprimée par l'employeur ou l'employé. Les deux points cruciaux sont l'accès à l'information sur l'entreprise et le polds de décision dans l'entreprise. Les employeurs sont prêts à certaines concessions sur la question de l'information, mais restent inflexibles sur le partage des décisions.

Selon le rapport du comité pour la mise en œuvre de la démo-

cratie d'entreprise, la réforme cevrait s'appliquer à 80 % des travailleurs finlandais. La plèce maîtresse du dispositif serait la création d'une « commission conjointe » de six à quinze membres, composée pour un tiers de représentants de la direction et pour deux tiers de représentants du personnel (par moitié employès et ouvriers). Ces commissions auralent un pouvoir de décision sur certaines questions, les décisions étant prises à la majorité simple ou à la majorité au sein de chaque groupe.

Au moment où la récession économique fait chanceler sur ses bases un système de concertation « bon en ces de crise, mais inadapté comme système permanent normal », la réflexion sur la réforme de l'entreprise et sur les modes de négociations des conventions collectives va peut-être manquer des progrès. Et les responsables de la SAK estiment que pour la démocra-

tia d'entreprise « il serait pos-sible d'aller de l'avant, mais pas d'un seul coup. Nous n'ovons rien obtenu en dix ans parce que nous avons voulu tout. Il jeudrait obtenir au moins quel-que chosa et élaborer des ac-cords par branches, préparer une loi cadre avec des opplications différentes ». Quant à la poli-tique de négociations des accords collectifs, il y e une unanimité a la confédération ouvrière pour penser qu'il fact continuer.

Les esprits ne sont peut-être pas encore mûrs pour jeter pardessus bord ce qui est devenu un mythe, mais qui avait parfois un peu trop éloigné le sommet de la base. Pourtant, face aux difficultés présentes auxqueiles se heurte le bien-être de la société finiandaise, la volonté de sauvegarder le précleux acquis du dialogue peut contribuer à mettre en place de nouvelles règles du jeu.

INDUSTRIE FINLANDAISE DE GRANDE REPUTATION **BOIS ET CONSTRUCTIONS MECANIQUE**

La société A. Ahlström est une entreprise finlandaise aux activités multiples qui emploie environ 11.000 personnes dans plus de

20 établissements industriels. Pendant plus de 125 ans d'activités, Ahlström a maintenu dans la majeure partie du monde la bonne réputation finlandaise de confiance et de qualité.

Usines de Karhula et de Varkaus

Les produits les plus importants manufacturés par les usines Ahlström sont les machines pour les industries de la cellulose, du papier et du bois, les chaudières à vapeur, les fours rotatifs et les pompes.

En France, la société Ahlström est associée avec l'usine de Pierre Hanssen & Cie. S.A. à Schweighouse sur Moder. Cette entreprise fabrique des machines pour le traitement ultérleur du papier et des laminoirs spéciaux. De plus, elle assure le service après ventes des produits Ahlström.

Les representations de A. Ahistrom en France sont:

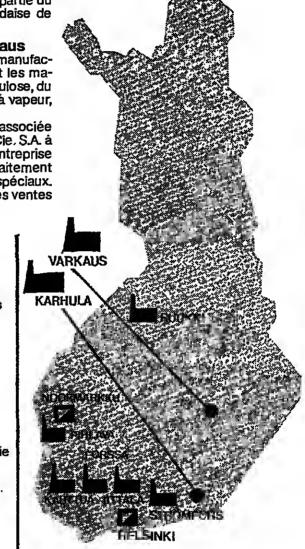
 pour les panneaux de contreplaque et de fibres agglomérées Perstorp S.A. 15 Boulevard de la Muette

95140 Garges Les Gonesse tél. 9931400 telex 695150

 pour les produits de scierles Copap S.A. 18 bis Rue d'Anjou tél. 2656694, telex 650297

 pour les machines de l'industrie de la cellulose et du papier Société Auxiliaire de Papeterie 104 Avenue des Champs Elysées 75008 Paris 8

tél. 2259054, telex 650016



P.O.B. 329, 00101 Helsinki 10, Finlande, Tél. 171 001, Telex 12-518 altim sf

LA FINLANDE COUVRE 15 % DU MARCHÉ MONDIAL DES MACHINES A PAPIER

Les Ateliers de Construction Allimand sont licenciés de Tampella, Valmet et Wärtsilä pour construire leurs machines en France

par la société Eurocel à Paris, a commencé de construire des mochines à popier en France, Chacun des membres de ce groupe : Tampella, Valmet et Wärtsilä, a conclu un accord de licence avec l'entreprise française Ateliers do construction Allimand Rives-sur-Fure, près de Grenoble — blen connue dans l'industrie papetière.

Cette arganisation met à la disposition des popeteries françaises (en France même) les techniques finlandaises — délals de livroison réduits, entretien des machines assuré par un service après-vente situé en France. TVW représente dans la domaine des machines de papeterie une compétence étendue et de premier ardre, ainsi qu'une copocité de production importante. Leurs efforts dans le domaine des études techniques ont permis à ces constructeurs des succès importants sur le marché dont ils couvrent environ 15 % — colculé sur la base de la capacité des machines.

TVW est donc l'un des plus importants ton du monde. Ce groupe peut fournir « clès

en main » des unités complètes depuis le troitement du bois jusqu'à l'embollage des

bobines. Le savoir-faire de TVW s'appuie sur la pratique personnella de la production des popiers et cortons en Finlande. Tampella, Valmet et Wärtsilä sont actives aussi dans l'Industrie popetière en Finlande.



C'est ainsi que Tampella a mis au point son système Arcu-Forma, dont les résultats sont remarquables au niveau des machines à carton. De nouvelles unités viennant d'être fournies à Kopperfors Ab en Suède et à Olinkraft, Westmonroe - Louisiane.

Valmet, de son côté, confirma ses succès en matière de papier jaumal et de papiers fins. Parmi les dernières fournitures de Valmet se trouvent : la machine à papier journal spécial pour A. Ahlström Oy, Var-kaus, Finlande, et la machine à popier fin pour Nardland Papier, Dorpen, Allemugne fédérales. Pour la machina à papier de Var kaus, la technique Sym-Former de Valmet a étá adoptée. (La largeur de toile de cette machine est de 9 150 mm et sa vitesse da 1 200 mpm.) Plusieurs machines à popier journal destinées aux pays scandinoves sont actuellement en cours de construction chez Volmet.

Quant à Wărtsilā, elle s'est concentrée dons le développement des équipements de finition et a fourni, par exemple, pour les réalisations ci-dessus : coucheuses, bobineuses, lignes d'amballage de bobines.

DIPLOMATIE

SOCIÉTÉ

Défense d'une neutralité

(Suite de la page 23.)

Peut-on commenter avec les mêmes accents à Helsinki, à Londres ou à Faris les troubles du camp socialiste, traiter de la nême façon du sort des « dissidents »? Pendant toute une période, des Finiandais dissient que leur président était beaucoup trop complaisant à l'égard de l'UR.S.S. Aujourd'hui, son réalisme est mieux compris pare me est mieux compris parce qu'après deux décennles son utilité a pu être démontrée.

on peut distinguer deux gran-des périodes dans la diplomatie finlandaise sous la conduite de l'actuel chef de l'Etat. La première correspond à la guerre iroide. En ce temps-là, les super-puissances n'avaient aucune ten-dresse pour les peutres Catte puissances n'avaient aucune ten-dresse pour les neutres. Cette neutralité, disait l'ancien secré-taire d'Etat J.-F. Dulles (à propos de Nehru), est « immo-rale ». Staline, lui, avait décide que, quand on n'appartenait pas au camp socialiste, on était valet de l'impérialisme. Le climat com-mença d'ailleurs à changer peu après l'accession de M. Kekkonen à la présidence : la déstalinisation était inaugurée.

etalt inauguree.

Pourtant la situation restait tendue. Un problème délicat se posait au gouvernement d'Heisinki. Il fallait continuer à diversifier les échanges économiques, notamment avec les voisins nordiques. Mais comment négocier les accords avec les pays de la zone de libre-échange sans susciter la méfiance des Russes? De plus,

Du non-engagement au non-alignement

la santé de l'économie nationale dépendait des relations avec Moscou. A cause des réparations, une bonne partie de l'industrie s'était équipée pour fabriquer les biens dont avait besoin l'U.R.S.S. En raréfiant les commandes, voire en les supprimant. Moscou pouvait asphyxier son partenaire. La menace fut même, une fois, suffisamment sérieuse pour que les sociaux-démocrates renoncent à participer au gouvernement. L'inquiétade fut grande surtout en novembre 1951. En pleine crise de Berlin, Nikita Khrouchtchev pria les Finlandais de négocier un nouvel accord. Ils devalent s'engager à organiser avec l'U.R.S.S. une défense commune contre l'Allemagne. Si le chef du gouvernement soviétique avait obtenu gain de cause, la Finlanda aurait cessé par le fait même d'être neutre. Comment expliquer cette pression? Alors que l'Union soviétique était engagée dans une guerre des nerfs avec les Occidentaux, la Finlande pouvait lui servir d'otage. Les Nordiques n'inciteraient-ils pas alors Washington à jeter du lest?

Visée tactique mais aussi stratégique. La neutralité de la Finlande était admise dans les faits, mais non reconnne dans des textes signés par Moscou. Khrouchtchev n'entendait-Il pas alors créer une situation nouvelle? Le président Kekkonen se alors créer une situation nou-velle? Le président Kekkonen se rendit en U.R.S.S. et sut convain-cre les Russes d'abandonner leur projet; on n'entendit plus parler de l'accord de défense commune.

A LA période de guerre froide de correspond, pour la Finlande, une politique marquée essentiellement par la prudence, Il s'agissait de maintenir la neutralité. A la faveur de la détente, le président Kekkonen allait définir et appliquer une conception plus ambltieuse. Il l'avait d'alleurs définie dans son message du Nouvel An de 1961; « N'est-il pas temps pour la Finlande de changer ce qui a été jusqu'alors un « statut spécial » imposé par le destin en quelque chose de bénéfique pour elle-même et pour les

fut-il amené à prendre certaines initiatives qui aliaient an-devant da désir des Russes. Il condamna la participation de militaires allemands aux manœuvres de l'OTAN dans la région nordique. M. Sorsa, dirigeant social-démocrate, et actuellement premier ministre, a écrit que le but principal de la politique fintandaise a a été de crèer des conditions telles qu'on évite des conditions de la production de la partie de la part

I'UR.S.S.

Le rôle d'Helsinki dans la preparation et le déroulement de la conférence sur la securité et la coopération en Europe sont également significatifs. Cette conférence n'étalt-elle pas d'origine soviétique? Elle avait pour M. Brejnev un double avantage: à court terme, elle permettait de briser l'isolement dans lequel il se trouvait après l'intervention en Tchécoslovaquie. A long terme, et alors qu'il était impossible de conclure un véritable traité de paix, elle apportait une reconnaissance solemelle du statu quo en Europe orientale.

Certains pouvaient alors se

en Europe orientale.

Certains pouvaient alors se demander si en prenant des initiatives pour la convocation et le déroulement de la conférence.

M. Kekkonen ne se faisait pas l'instrument du Kremlin. C'étatt oublier une question fondamentale pour les Finlandais et non encore résolue. En garantissant le statu quo, la C.S.C.E. n'amenait-elle pas les Russes à reconnaître la neutralité de leur pays?

If fut haucoun question à cette

naît-elle pas les kusses a reconnaître la neutralité de leur pays?

Il fut beaucoup question à cette
occasion de menaces de « finlandisation » du continent. En
falsant adopter un nouveau code
de coopération, les Soviétiques ne
réussiraient-ils pas à amener les
Européens de l'Ouest à s'imposer
la même réserve que les Finlandais? C'est un risque en effet.
Encore ne fant-il pas oublier que
pour le Kremlin une « finlandisation » européenne pourrait
avoir d'autres risques: les Tchécoslovaques, par exemple, aimeraient peut-être partager le sort
des Finlandals. Du point de vue
d'Helsinki il ne s'agissait nullement de servir de « modèle » à
Rome ou à Paris: les servitudes
géographiques ne sont tout de
même pas comparables. Beaucoup
plus simplement, il importait de
faire confirmer que la Finlande
peut continuer à être ce qu'elle
veut être depuis trente ans et à
créer, sur le continent, les conditions nécessaires à cette existencelia.

BERNARD FÉRON.

BERNARD FÉRON,

Le paysan, une espèce en voie de disparition

(Suite de la page 26.) (Suite de la page 26.)

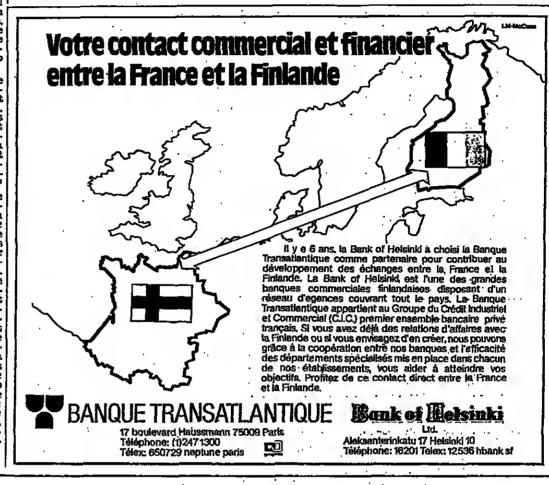
Les subventions versées à l'agriculture, éternelle pomme de discorde politique, restent insuffisantes, selon la Fédération:
a Nous sommes trop pauvres en
Finlande pour pouvoir subventionner l'agriculture. En Suède on
y consacre 3 miliaris de marks
alors que chez nous on atteint
à peine 300 millions. Cette année.
Le reneu des agriculturs pa revenu des agriculteurs va

diminuer. La Finlande aurait-elle une

agriculture trop coûteuse? Certains le croient. Quand le prix du lait et des produits alimentaires en général croît à la consommation, le citadin se sent directement concerné. Sait-il que le producteur ne recevra qu'un dixième de cette augmentation? « L'existence de notre agriculture n'est pas du gaspillage. Même aux prix du marché mondial, nous n'aurions pas l'argent pour importer notre alimentation. Et surtout, on oublie que nous assurons le on oublie que nous assurons le

maintien d'une infrastructure dans tout le pays. Nous offrons des emplois ailleurs que dans l'agriculture. Sans nous, en dehors du Sud, ce pays servit mort. L'estivant ne s'en rend peut-être pus compte, mais, quand il va passer son mois de vocances ailleurs que dans le Sud, il trouve tout ce qu'il lui faut. Des routes, des magasins, des services, etc., c'est nous qui en assurons le maintien les onze autres mois de l'année. » Et il y a trop de Finlandais qui viennent de quitter le monde rural familier, qui ont laissé derrière eux la nostaigle de la civilisation agraire, pour aller très loin dans leur condamnation des agriculteurs. Le paysanpécheur qui sommeille en tout Finlandais de la ville permettra peut-être à l'agriculteur de ne pas connaître une crise trop grave, car souvent les sentiments, sous la lumière de Nord, sont plus forts que certaines réalités économiques un peu fades.

G. G.



Dans les revues...

E La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE reproduit un déhet de l'ISER (Institut socialiste d'études et recherches) aur un problème quasi bistorique : la mort (autour de 1950) et la résurrection (depuis quelque tempsi des idéologies, En fait, c'est l'Idéologie imajuscule), notion, concept, qui est radiographiée et considérée en particulier dans ses rapports — différemmont appréciés — avec le partiet le monvement socialistes. Dans sa conclusion, M. François Miterrand efficure tout de même l'actualité eo impelant que, « mais onfin, nous ne soumnes pas un parti dogmatique ». (N° 26 spécial, mensnel. - 12, cité Maiesherbes, Paris-9?)

herbes, Paris-9°.)

E En tête d'ESPRIT, Paul Thibaud us propose pas de changer la vie mais — amhition moindre ou plus graude? — de « changer la politique ». Sous ce titre, c'est l'enaisse d'une situation politique plutôt figée où le perti — en général — apparait do plus en plus comme « in matrice du pouvoir hureaucratique ». Dans le même numéro, deux » Lettres » — opposées — de deux lotellectuels arches aux intellectocis arnòes : sur le prohlème paiestinien et. per conséquent, Israèl. (Septembre. mensoel, 16 F. — 19, rue Jacob, Paris-6°.)

5 Dans CRITIQUE COMMUNISTE, un 5 Dans CRITIQUE COMMUNISTE, un

na Dans CHITIQUE COMMUNISTE, un long article de Pierre Julien qui expose le point de vuo trotskiste sur les nationalisations et un entretien sur la stratégie révolutionnaire en Espagne avec Fernando Claudin. Daniel Benseid et Julio Arramberri. (N° 17, dix numéros par an, 10 F. - 10, impasse Gnémènée, 75001 Paris.)

Paris.)

El La deunième livraison de POUVOIRS, consacrée en grande perule an Parlement ruropéen, s'ouvre sur un débat entre MM. Couve de Murville et Altiero Spineui: « Quelle Europe? » La querelle coustitutionnelle y est analysée par Ceorges Vedel: la querelle politique par Pierre Dabesies et Hugues Portelli. A eignaler pussi un entretien avec Micos Poulantzas: « Partis politiques et classes sociales face à l'Europe. » (N° 2, 1977, trois numéros par an abonnement: 117 F. – P.U.F., 12, rne Jean-de-Beanvais, 75003 Paris.)

Paris.)

El CROISSANCE RES JEUNES NATIONS
presente dans son deruler numéro, sous
la signature de Georges Hourdin, la
théorie de la * sécurité nationale * telle
qu'elle inspire les militaires hrésiliens.
La revue lance à ce propos une mise en
garde: « Nons sommes en face d'une
forme nouvelle de fascisme. Nous ne le
savons pas assez en Europe, » (N° 187,
septembre, mensnel, 6 F. – 163, boolevard
Maienterbes, 7548 Poris Cedex 17. Maiesherbes, 75849 Paris Cedex 17.)

55 Dans LES TEMPS MODERNES, J.-L. Missika et J.-Ph. Palvret commen-ceot la publication d'une étudo socio-juridique, done politique, sur l'informa-lique et les Ubortés. C'est-à-dire sur les risques que celle-là fait courir à celles-ci : tant les libertés individuelles que les collectives. (Numéro dooble, soût-septembre, mensuel, ce n° : I5 F. - 26, rue de Condé, Paris-6°.)

Condé, Paris-6-.)

El Pour sou premier unméro, SOLIDARITE CHILL publis une longue lettre
adressée par les familles de « disparus »
au général Pinochet, un bref bilan de la
situation politique et économique actuello
(Jacques Chonchol) et une analyse de la
politique sanitaire de la dictature proparée par le « Comité santé Chill »,
(N° 1, septembre, bimestriel, 3 F. - B.P.
136, 75251 Paris Cedex 66.)

E CERES, revuo de la F.A.O., envisage divers problèmes llés au phénomène de la pauvreté rurale : maitrise des disponi-

bilités alimentaires, contrôle démocra-tique des ressources alimentaires, mé-thodes d'éducation non formelles, Gunnar Myrdel y explique que les réformes sociales visant à éliminer la pauvreté sont un investissement profitable pour la croissances ustionale. (vol. 10, n° 4, jui-let-août, bimestriel. – Via delle Termo di Caracaila, 90100 Eoms.)

Caracalla, 99100 Roms.)

El Les CAHIERS DES AMERIQUES
LATINES, où l'Institut des hantes études
ne l'Amérique latine publie les résultats
de sea recherches, exposent les difficultés
de l'économie latino-américaine, une
économie marginale, périphérique et
dominée, elnai que le résume fort blen
le titre de l'étude de Raymond Prats, qui
soupées, à cette occasion, les chances de
réussite du SELA (Système économique
latino-américain). Dans le même numéro,
des études — historiques ou très actuelles
— sur les sociétés andines et our le
système de production dans les colonies
esclavagistes du dix-huitième siècle.
(N° 13-14. 1976, deux numéros par an,
69 F. – 23, rne Saint-Gullaume, 75007
Paris.)

El Daue L'ACTUEL; une étude histo-

paris.)
El Daus L'ACTUEL; une étude histo-rique des mouvements de libération en Afrique du Sud depuis la eréation de l'AN.C. en 1912 et un articlo pessimiste de Bené Raindorf aur la politique du nouveau gonvernement israélien. (Vol. 2. n° 3, himestriel, SS F.B. – 57, Dries, 1170 Bruxelles.)

Bruxelles.)

Brosemary Sayigh a'efforce de cerner les contours de l'identité palestinienne dans le dernier numéro du JOURNAL OF PALESTINE STUDIES publié à Beyrouth : les résultats d'une soquète menés dans un camp de réfugiés du Liban fournissent les éléments d'une analyse sur la composition sociale et les structures de classe dans la diaspora palestinienne, les attitudes à l'égard de l'arabisme, otc. (Vol. VI, n° 3, printemps 1977, trimestriel, 5 llyres libanaises ou 3,75 dollars. - Four tonte correspondance : P.O. Box 19449, Washington D.C. 2004.)

tonte correspondance: P.O. Box 19449, Washington B.C. 20034.)

El Daue ETHIOPIQUES, L.E. Senghor hrosse un tableau d'histoire et de civilisation: ceiul des Noirs dans l'Antiquité méditerranéenne: leur place et leur rôle dans la société gréco-romaiue. On connait certaines thèses selon lesquriles l'ancienne Egypte était ooire. L.S. Senghor croirait plutôt à la réalité et aux hienfaits du métissage dans lo creuset méditerranéen. Il fait alueion à la thèse du Pr Martiny qui voit dans un tel métissage un « élèment important de mérissage un « élèment important de mérissage un « élèment important de mérissage un « élèment important de métissage un « élèment important de mérissage un « élèment important de mériss

Bakar, Sénègal.)

E Un intèresant cahier d'AUTOGES-TION ET SOCIALISME qui retrouve une source de la sociaté antogestionnaire on Afrique noire et examine les propositions pour une autogestion africaino dont R. Cotin expose la problématique et les conditions, actuellament difficiles, d'exis-tence. (Septembre, trimestriel. 20 F. – Edit. Anthropos, 12, av. dn Maine, Paris-15*.)

Paris-15°.)

E Uno solution pour les paysans du tiers-monde? Orville L. Freeman. ancien secrétaire d'Etat américain à l'agriculture, propose très serieusement dans FORUM OU DEVELOPPEMENT une nouvelle forme d'exploitation agricole... par satellites, Dans le mêmo numéro : un article de Pierre Uri sur la réforme du système

financier et mopétaire international. Le Centre de l'information économique et sociale de l'ONU, qui publie la revue, annonce que l'édition anglaise FORUM DEVELOPMENT innera au débnt de 1978 une nouvelle « Business Edition » où les milieux d'affaires trouveront la liste des nonveaux projets financés par la Banque mondiale et le PNUD ainsi que des avis d'appeis d'offres internationaux rettachés à ces projets. (N° 33, août-septembre. - Nations unite, CH-1211 Genèvo 18.)

Nations unites, CH-1211 Genèvo 10.)

El L'expansion de l'offre de financament en ouro-monnales aux pays sous-développés a incité laban Kapur, économiste indien et fonctionnaire du F.M.I., à s'interroger sur les critères inspirant les banquiere opérant sur les euro-marchés lorsqu'ils accordent des prêts au tiers-monde. FINANCE & DEVELOFMENT. revue du Fonds monétaire, publie le résultat de ses recherches, à côté d'autres articles sur le financament compensatoire, in surveillance des politiques de taux de change, la reconstitution des ressources de l'IDA, etc. Autant d'études techniques qui aldent à mieux comprendre les mécanismes du fonctionnement du F.M.I. (Vol. 14, n° 3, septembre, trimestifel, gratuit. - I.M.F. Bidg, Washington D.C. 20431.)

gravit. - I.M.F. Mog, Washington D.C. 20431.)

E Devenu valeur marchands (tourismo, cinéma, spéculation foucière...) et moyen de conditionnement idéologique, le paysage était longtemps demeuré is terrain de prédilection des seuls artistes ou des... militaires. Mais, aujourd'hui, « à quoi sert le paysage ? » se demande ? ves Lacoste dans HERODOTE qui consacre son dernier numéro à ce thême. Le champ do réflexion s'élargit avec des études Sur in destruction du bocage breton, la « forêt - loisir », lo paysage du westernetc. (N° 7, troisième trimestre, trimestriel, 18 F. - Librairie Maspero, I, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

E LA PENSKE consacre un onsemble

18 F. - Librairie Maspero, I, place PaulPainievé, 75005 Paris.)

El LA PENSKE consects un onsemble
do réflexions sur la « uriso de la géographio en Prance et publie un débat
antour de l' Histoire de la France rurale dirigée par G. Duby : critique tome
par tome et qui. à travers les divergences idéologiques, rend hommage à
ce grand cuvrage. (Asût 1977, bimestriel,
18 F - 148, ruo du Fanbourg-Poissonnière, Paris-104.)

El Les enseignants et les étudiants de
l'U.E.R. Textes et documente de l'université de Paris-VII out pris ensemble l'initiative d'un périodique, 34/44, dirgé par
Julia Kristeva, où sont publiés des travaux, échanges, confrontations d'idées
dévelopés dans cette U.E.R. Ce second
cahier a pour thême « les intellectuols
et in politique » (Céline, Gombrowiez,
Blancbot, etc.). (N° 2; saisonnier, 15 F. Université de Paris-VII, 2, place Jussieu,
Paris-5*.)

El Une autre nouvelle revue, qui n'est

Paris-5*.)

E Une autre nouvelle revue, qui n'est pas sans liens avec Paris-VII, BOREALES, est l'organe du Centre de recherches internationales nordiques, ce qui définit suffisamment son objet et son programme. Dans co demier numéro — qui est aussi l'un des premiers, — Lars Strömberg analyse les réactions de la presse française à la chuts d'Olaf Palme, D'autres auteurs traitent de littérature et de linguistique. (N° 4, trimestriel, 25 F - 28, rue Georges-Appay, 22150 Suresnes.)

E Les Annales du Centre de recher-

E Les ANNALES du Centre de recher-ches sur l'Amérique angiophone sorteut deux gros cahiers : l'un sur l'Améri-que révolutionnaire (celle d'il y a deux siètes, bien entendu) ; l'autre sur le naturalisme américain et sa descendance d'aujourd'hui. (N° 1 et 2, vol. IV, ao-

nnel, 25 F (en souscription.) - Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Domaino universitaire, 33465 Taleuce, Cedez.)

Cedex.)

E Un numéro de la NOUVELLE CRITIQUE consacré à la R.S.T., siglo populaire, paraît-ii, jusqu'à être galvaudé.
Dans la « révointion acientifique et technique », le mot « révointion » est évidemment ambigu. La NOUVELLE CRITIQUE s'attache à «n dégager la
coulsur politique. Débat politique, par
conséquent. D'autre part, un ensemble
important sur la littérature occitano.
(Août-Septembre, mensuel, 20 F - 2, pi.
dn Colonci-Fabien, Paris-3.)

ELA REVUE POLITIQUE ET PAR-LEMENTAIRE publie des extraits signi-fleatifs des déclarations faites par les représentants des pays suropéens an colloque de Rome, dont le sous-titre, non moins significatif, était : « Le monnalo comme étément de division ou d'unité en Europe ». (N° 569, juillet-aout, himestriel, 15 F. – 17, avenne Gour-gaud, Paris-17°.)

gaud. Paris-17°.)

ELE DROIT DE VIVRE, e le plue ancien journal antiraciste du monde », consacre um numéro à la « nouvelle offensive néo-nazie ». On nous dit anjourd'hui que les millions de juifs anéantis ue sont quo mireges, visions et calomnie. C'est trop pen dire : aacrilège. Puisque, entre les inscriptions relevées par lo journal, on trouve celle-ci (dans la région paristenne) en lettres monmentales : UN SEUIL DIEU : ADOLF HITLER. (Septembre, mensuel, 3 F. - 40, no de Paradis, Paris-18°.)

EUROPE consacre à la scione-fic-tion un numéro qui explore par toutes sortes do voies et de vues ce qui est non seulement un genre litéraire, cer-tes réviateur, mais un phénomèno social Etudes instructives, excitantes, couronnées par l'instrument la plue

utilo : une chronologie de la S.F. qui commence un bon siècle avant notre ère pour se clore, provisotrement, sur la fondation, l'année dernière, de la Société francopone du fantastique. (Août-Septembra, mensuel, 25 F. - 21, rue de Richelien, Paris-1°.)

CINÉMA

G POSITIF consagre un important desser au cinéaste américain Howard Hawks (illustré d'une remarquable lec-nographie) et propose une enquête sur le cinéma fantastique de ne laquello J.-F. Tarnowski teute de définir les contours précis du genre. Par ailleurs toute l'équipe do rédaction analyse, un à un, l'ensemble des films du dernier Festival de Cannes. (N° 195-196, août-septembre; mensuel, 18 F. – 39, rue d'Amsterdam, 73068 Paris.)

5 Paranty Building

Annual Control of the Control of the

The second secon

计注册 海

A SEATTLE OF THE

d'Amsterdam, 75008 Paris.)

E Guy Hennebelle o'interroge, d'an s'
ECRAN 77, sur l'existence &'un « nouveau réalisme » en France et s'entretient
longuement à ce sujet avec Bertrand
Tavernier, auteur Des enfants gâtés.
Claire Clouzot, dans le même numéro,
converse avec lo réalisateur américain
George Lucas à propos do l'extraordinaire succès dn film de science-fiction
Star Wars. (N° 61, septembre, mensuel,
16 F. – 69, rue Simon-Bolivar, 75019
Paris.)

Paris.)

E e Le cinéma dans la peinture > fait i'objet, dans les CAHIEES DU CINEMA, d'une remarquable étude circouscrite à l'œuvre des peintres Jacques Monory et Gérard Fromanger. En outre cette revus poursuit sa réflexion sur un certain oinéma français au fil d'entretisns avec André Tèchiné, auteur de Barroco, et Pascal Kané, anteur de Bora et la lanterne magique. (N° 279-286, août-septembre, 15 F. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Foudateur: Enbert BEUVE-MERY Directeur do la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Claudo JULIEN Rédactrics en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

VOIE NORMALE
Francs, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon,
Mauritanie, République malgache, Mau, Niger, Sénégal, Tchad, HanteVoita, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale,
Andorre, Monaco

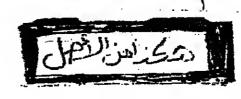
Autres pays

PAR AVION (abonnement et textes):

DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinëe, Mali, Mauri-tanie, Miger, Senegal, Tchad, Togo, Hants-Volta, Territoire français des Afars et des Issas 86 TOM (sanf T.P.A.I.), République malgache, Etat comorien 116 Libye, Egypte, Arabie Sacudite.

(Chéque postal : Paris nº 4207-23)

Redaction of administration, 5, rue des Italians, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél Abonnements : 820-63-03 Tél. Rédaction : 246-72-23 Adresse télégraphique : Jourmonde, Paris Télez : Le Monde 650-572 Paris





«L'EUROPE SUICIDAIRE», de Léon Poliakov

Par YVES FLORENNE

20CIÉIÉ

, sita di Laberta

VEC ce neuveau livre, Léou Peliakov donne le quatrième volume de son Histoire de l'antisémitisme (1). Une histoire qui est aussi une redeutable mythologie. Les tomes précédents se bornalent à fixer, dans leur titre, la période embrassée. Cette feis, cette période même et Pannée fatidique 1933 justifient une prophètie. En gros, on pourrait dire que PEurope-Gribouille a couru au suicide pour prévenir la mort dont la menaçait, prétendument. l'imaginaire complot juif visant à sa conquête et à la domination universelle. Ce n'est sans doute pas, dans l'histoire de l'humanité, un cas unique d'auto-destruction collective par l'effet d'un mythe. Mais c'en est certainement un, hélas! exemplaire, qui nous concerne directement et qui aura entrainé les conséquences les plus effroyables.

Ce mythe du complot, de l'imminence d'un « règne juif », qui a hanté nombre des meilleurs esprits et l'inconscient collectif. Léon Poliakof l'étudie, à travent les données d'une vaste et minutieuse enquête, dans chacune des divisions de son livre. Cellet-ci se recoupent à dessein, et doublement. Deux périodes sont distinguées : de la guerre franco-prussienne à la première guerre mondiale; de cette guerre et de ses suites jusqu'à l'avènement d'Hitler. Les nations principales, on groupes de nations, y s en t considérées — donc, deux feis — dans toutes les interférences, concernant le « mythe ». nées de leur alliance ou de leur conflit. L'antisémitisme dans l'Allemagne wilhelmienne trouve son pendant dans la France de l'allemand.

Il va sans dire que le chapitre capital est celui de le la presis traveire et et en l'allemand.

l'Allemand.

Il va sans dire que le chapitre capital est celui de la Bussie tsuriste : statut spécial, celui d'un étranger qui n'aurait ancune des garanties de l'étranger; procès — politiques — de « sorcières a, sons le prétexte médieval des « crimes rituels a ; haine populaire exploitée, organisée et débouchant sur les pogrames : « Four la première fois, l'antisémitismo allait devenir moyen de gouvernement ». Le cas russe permet, en outre, à l'anteur de montrer l'inanité de toute explication purement marxiste de l'histoire juive.

A VEC l'été 1914, nous entrons dans un extraordinaire délire collectif, qui n'est pas l'antisémitisme,
mais l'enthousiasme général pour la guerre ;
pour l'entrée de l'Europe dans sou « suicide », intellectuels en tête. Un seul exemple, éclaiant, jusqu'à
l'éclai de rire. Celui de Freud, déclarant ; « Je donne
ma libido à l'Autriche-Hongrie. » Le plus gran d
homme du monde ne peut donner que ce qu'il a.
Ce qui est plus sérieux, profond, inquiétant (et qui
pourrait justifier le soupçon français), c'est l'explosion d'une étrange fraternité. Philosophes et écrivains
juits des paye germaniques célèbrent l'identité, du
moins l'etroite parenté, spirituelle, métaphysique,
psychologique, créatrice, du judaïsme et du germanisme,
jusque dans leur commune destinée de solitude et
de persécution. Du coup, la « haine anti-allemande »
manifestée à l'extérieur s'identifiait aussi à la « haineantiquive ».

manifestée à l'exterieur s'identifiait aussi à la « naine-antijuive ».
L'illusion ne devait pas durer longtemps. l'anti-sémitisme reprit feu aux premières difficultés; et il va sans dire que, en vertu du principe que tout ce qui est le « mal » est juif, le pain noir fut juif, et juive la défaite. Weimar, aussi. L'auteur décrit en clinicien la « folie exemplaire » de Ludendorff. Sur ce cas illustre d'antisémitisme paranciaque, dono génant, l'auteur attribue à un propos délibéré le silence qui l'auteur attribue à un propos délibéré le silence qui serait fait aujourd'hul. Il cite l'absence de Ludendorff

de l'Encyclopædia Universalis. Tout simplement parce que celle-ci, dans son corpus, n'est pas un dictiounaire : on n'y trouve pas davantage Foch — ni De Ganlle. Mais Ludendorff figure parfaitement dans le « Thesaurus » (Vol. 18). Autrement notable, cette lettre d'un soldat allemand : sonhattant qu'on « règle son compte définitivement à la bande », il ajeutait : « Ceux d'entre nous qui auront le honheur de revoir la mère-patrie la retrouveront épurée des métèques. Non seulement les ennemis extérieurs seront taillés en pièces, mais notre internationalisme interne sera écrasé... » Ce combattant ebscur signait : Adolf Hitler.

etrase... » Ce combattant ebscur signait: Adolf Hitler.

La même évolution se produit très rapidement en Russie. pour déboucher sur l'antisémitisme déclaré à la révolution, « juive » bien entendu; puis, cette révolution ayant triomphé, sur l'antisémitisme des vainqueurs. Tragédie d'humour très neir, dont on tronvera des analyses approfondies dans le dernier livre d'Amie Kriegel (2). Elistorienne du communisme, elle était bien placée et bien armée pour réfléchir sur l'antisionisme (masque et alibi d'un antisémitisme contradictoire et plus ou muins inconscient) de la ganche, l'extrême gauche et « l'ultra-ganche a.

Deux chapitres, plus imprévus, sur l'antisémitisme en Grande-Bretagne, et surtout aux Etais-Unis, où il est rare. Il est vrai qu'on y avait des abcès de fixation : les Neirs, les Indiens et les « papistes a. Enfin, Léon Poliakov s'attache plus longuement à la France. Il y constate, chez les citoyens juifs, le même « hyper-patriotisme a qu'ailleurs, fruit naturel de leur « hyper-patriotisme a qu'ailleurs, fruit naturel de leur « hyper-loyalisme »; et aussi que, contrairement à ce qui se passait ailleurs, l'antisémitisme s'y Interdit lui-même. Pour se réveiller ensuite : Il en dépiste tous les signes, sans oublier l' « antisionisme ». Ici, la politique et la sensibilité religieuse intervenaient : la Terre promise d'Israèl était aussi le berceau du christianisme; et, dans cet Orient, la France avait des « droits a fert anciens. L'anteur considère un peu vité l'affaire, à la fois comme de l'antisémitisme patent et comme une « anecdote ». Peut-être aussi gratte-t-il un pen fort pour mettre à nu l'antisémitisme dans la littérature. Jusque chez Duhamel! — ce philosémite ardent et militant.

Duhamel!— ce philosémite ardent et militant.

Sur l'antisémitisme entre les deux guerres, Léon Peliakev a cherché des témeignages: dans sa mémoire et celle des autres. Il est naturel qu'il s'adressait à d'anciens jeunes lycéens juis. Peurrais-je, de l'autre côté, lui en apporter un (qui peut d'ailleurs être retourné dans un sens assimilationiste): je u'avais pas la meindre idée de l'antisémitisme, ni d'ailleurs du sémitisme; j'ai découvert rétrospectivement que j'avais en des camarades juis, sans saveir alors qu'ils l'étalent, ne sachant pas ce que c'était.

Dans l'antisémitisme, Léon Poliakov aperçoit à à la fois un symbole et un agent du désarroi un de la décadence de l'Europe ». Ne faut-il pas suivre plus profendément la racine ". Jusqu'à extirper — ce u'est pas pour demain — de la mentalité humaine, sans donte aussi vieux qu'elle, mille fois plus vieux qu'israēl, le besoin de faire perter à l'autre, dans le destin individuel comme dans le destin collectif, le poids de sou échec, de sa peur, de ses malheurs. Et l'un des malheurs de mende, c'est que, pour un trop grand nombre d'hemmes, l'autre, tout un peuple, soit devenu cela même qu'il n'a certes pas inventé, mais qu'il a uemmé : le bouc emissaire.

(1) Histoire de l'antisémitisme, tome IV : L'Europe suicidaires, Calmann-Lévy, Paris, 1977, 368 pages, 59 P. (2) Les Julis et le monde moderne, Seufi, Paris, 1977, 256 pages, 42 F.

AFRIQUE

LES PROBLEMES AGRAIRES AU MAGHREB. — Ouvrage collectif du Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditer-

ranéennes ★ Editions dn C.N.R.S., Paris, 1977, 320 pages, 50 F.

* Editions on C.N.E.S., Paris, 1911, 1230 pages, 50 F.

D'emblée la question est posée qui préside à cet ouvrage consacré à la paysanuerie maghrébine, et semble irouiquement le remettre en cause : quand dans les villes d'Afrique du Nord chacun parie de la paysannerie, quand du président an lycéen tant de discours s'entrecroisent sur les vices nu les vertue du fellah, nulls part on n'entend la voix de celui qu'ainsi on interpelle. Les paysans ne parient pas, mais que cèle es silence? Ce voile, les chercheurs du C.R.E.S.M. en out soulevé un pan dans la série d'études présentées par M. Bruno Bilenne. A travers les mythes qui encomhrent l'image du fellah et le dérobent an regard, mythe du béros libératisnr, du paysan paré de toutes les vertus do la terre ou, au contraire, méprisé an unm du mythique « esprit de gourbi », ils sont paysenuer à cerner les contours d'une paysannerie maghrébine esnfrontée à un procès de modernisation dont le terms ne semble pouvoir étre que sa disparièton.

A l'exception d'un article consacré à

disparition.

A l'exception d'un article consacré à la Tunisie qui revient sur l'échec do l'expérienes Ben Salah, ot de deux autres consacrés à la Libye, l'un pour constater la sédentarisation des bédouins de Cyrénalque, le second exposant les données du parti libyen de se doter en trente ans d'un secteur agricole couvrant les besoins du pays, le reste du recuell ret voué à l'algérie et an Marco. Une annexe documentaire comporte une chronologie des textes législatifs on réglementaires syant trait au secteur agriesle et une bibliographie de travaux universitaires inédits.

Tous les outeurs paraissent finalement

inédits.

Tous les outeurs paraissent finalement partager le propos désabusé de M. A. Zghal qui, devant le peu d'anthousiasme des paysans pour la réforme agraire, a'interroge : « Le processus de dépaysantisation des ruraux maghrébins a-t-il réellement attent un point tel. que, finalement, es sont eux-mênes qui demandent la destruction de leur vision du monde? » A quol répond le prélacier que, « désormais, en Afrique du Nord comme û en jut ailleurs, le temps de lo fin des paysans a commencé ».

Che les révolutions paysannes profi-

Que les révolutions paysannes profi-tent rarement à esux qui unt combattu pour elles, le Maghreb en administre une

NEGRITUDE ET CIVILISATION DE L'UNIVER-SEL — L Sedar Senghor

* Le Seuil, Paris, 1977, 576 pages, 75 F. ** Le Seuil, Paris, 1977, 576 pages, 75 f.
C'est le troisième volume du vaste
ensemble entrepris par L. S. Senghor, sous
le titre général do : Liberté. Développant sa thèse — ses convictions — humanistes et universalistes, l'autour montre
l'assimilation réciproque des cultures
e exotiques > par ce qu'il appelle l'Euramérique, et de la culture de celle-ci par
celles-là. Mise en lumière de la négritude comme culture et comme idéologie,
pour répondre à un certain e mépris
eniture! > dont l'Airique a encore à
soutfrir. L'ETHIOPIE ET SES POPULATIONS. — J. Van

 \bigstar Editions Complexe, Bruxelles, 1977, 254 pages, 48 F. Diffusé en France par les P.U.F., esllection α Pays et populations s.

Vollà un livre d'initiation qui. à l'heure où l'Ethieple ne cesse d'incruper l'actualité, permettra an lecteur francais d'acquerir des connaissances de base sur l'histoire, la géographie et les populations de ce pays. Soucieux de sortir des sentiers hattus dans es genre d'ouvrage et de rendre la lecture plus stimulante, l'anteur découpe le réait en paragraphes centrés plus ou moins autour d'un sujet, puis les entremâle au gré des associations, cans grand souci de la chronologia. Ce procédé déconcerte queique peu, surtout dans as partie historique (il faudrait au moins ajouter une table chronologique à la fin), mais, quand en s'y fait, la lecture devient agrésble.

Lo majeure partie du livre est consacrée on s'y fait, la lecture devient agrèsble.

Lo majeure partie du livre est consaçrée aux divere peuples habitant l'Ethiopie, à leur appartenance ethnique et religieuse, lenr mode de vic et leure coutumes. Aperçu conçu plutôt en termes généraux, eans doute pour ménager le lecteur, mais intelligemment construit, bonnête et sans paril pris, sauf en ce qui concerne les Tigréens auxquels l'auteur esmble vouer une sympathie toute particulière, au point de reboptiser les anciens Ethiopiens ou Axoumites « Tigréens », veulant mentrer ainsi leur supériorité par rapport aux Amharas.

Il ret regrettable que l'auteur n'ait Bujenorite par l'apport aux Aminaras.

Il ret regrettable quo l'auteur n'ait pas consacré plus de place à l'Ethlopio d'après la révolution de 1974. On ponvait espèrer qu'un livre publié plus de trois ans après cet événement capital présente une visien cohérents de son déroulement, enalyse ses tendances et ses courants en partant des sources de première main.

LES PUTAINS DE L'IMPERIALISME Wilfred Burchett et Derek Rœbuck. * Editions Maspero, Paris, 1977, 272 pages, 40 P.

Ce livre est un réquisitoire contre l'intervention des mercenaires en Afrique ou, comme disait l'un d'eux, capturé en Angola, contre les « puiséns de guerre ». Fendant l'été 1976, les deux euteurs ont assisté au procès de treize mercenaires blenes à Luenda. L'ouvrage qui en découle est le résuitat d'une enquêts qu'ils ont menée afin d' « établir la vérité eu sujet des activités actuelles des mercenaires, leurs agents recruteurs et coux qui les palent ». Après la vague des indépendences africaines, c'est ce continent qui est devenn le terrain de prédilection des mercenaires, instruments commodes pour les pays occidentaux peu soncieux d'exposer au grand jour leurs interventions dans certains pays. Mais le mythe de l'invincibilité des « soldats de fortune » n'a pas résisté à leur échec en Angola.

Le portrait du mercenaire-type qui

leur échec en Angola.

Le portrait du mercenaire-type qui se dégage des procés-verhaux de Luanda est loin d'être hérolque. Ces hommes sortent des couches les plus modestes de nos sociétés et les raisons invoquées pour expliquer leur eogagement sont rarement politiques — plutôt un constat de vies ratées. Les sociétés occidentales en prole à la crise seraient-elles devenues de véritables pépinières pour des millions de mercenaires en puissance? Au-deià du cas des mercenaires d'Angola, la complicité des gouvernements occidentaux qui permettent le fonctionnement des officines de recrutement sur leur territoire et les rapports ment our leur territoire et les rapports entre cette activité et l'extrême droite sont mis en lumière. Dans un chapitre consacré à la France, l'analyse des cas de Jean Kay et d'Albert Spaggiari démon-tre que ce ne sont pes des hypothèses d'école.

HISTOIRE

JUIFS EN ALSACE. — Freddy Raphaël et

Robert Weyl

* Ed. Privat. 14. rue dre Aris. Toolouse. 1977. 496 pages (180 illustrations et documents). 140 P.

La plus ancienne présence juive en France. avec celle de Provence, est celle d'Alesce : un millénaire. Ce beau livre en est l'bistoire. Histoire sociale, religieuse, cuiturelle d'une communauté dont l'originalité est d'être demeurée trèo ouverte : vers les chrétiens et vers l'Europe. Le description des croyances et de la pratique est étroitement mêlée à celle de la vie quotidienne, les unes et l'autre imprégnées d'une « mystique de l'attente ». Même la vie sociole, économique, professionnelle. 7 prend une esuleur particulière.

Ces deux porties sont précédées par la plus importante : en dimension, mais aussi parce qu'elle manifests l' « ême » et en fixe l'unage. Il o'agit, blen entendu, do l'art. Art populaire, art des scribes, épigraphe, architecture : et aussi art chrétien où os lit la représentation que l' « autre », que l'imaginaire médiéval, se faisait du juif à travers — ou maigne — un voisinage si familier. L'iconographie est nombreuse et suggestive.

L'AFFICHE, mireir de l'histoire - mireir de la vie. — Max Gallo. * Robert Laffant, Paris, 1977, 232 pages,

A Robert Lafinnt, Paris, 1977, 232 pages, S F.

L'affiche, contraction de sens plurieis, exprime en un clin d'oril des idées
dont le déploiement. écrit au parié,
exigerait de laborieux paragraphes. Sa
densité sémantique fait done d'elle un
document exceptionnel pour l'historien
des mentalités modernes. La démagogie
des pouvoirs politiques s'adressant au
peuple de manière directe, franche, s'y
dévolle comme dans aucun outre. Ello
est le aupport rhétorique de deux discours privilégiés : le politique et te commercial; une figure les domine tous
deux : celle de l'injonction.

Pour dégager les enselgmements de
l'affiche, l'historien doit se doubler d'un
sémologue : Mar Galin révète dans ce
livre qu'il possède cette rare ambivalence.
Il effectue une lecture d'une fine persplicacité, et retrace, en analysant lre plus
bellès affiches de mode, de tourisme, de
commerre, de guerre ou de cinéma, une
passionnante histoire du désir da
consommer et du bonheur d'obér. Dans
une deuxième partie, le critique d'art
Carlo Arturo Quintavalle décrit l'évointium esthétique de l'affiche depuis
Jules Chéret et Toulouse-Lautec, et
détermine les influences des grands
courants artistiques du vingtièmo siècle.

En puissant, pour l'illustration de
l'ouvrage, dans les fonds extraordinairement riches du Musée des arts décoraitis de Paris et, surtout, du musés
Civico-Lutti-Bailo, de Trèvise, les auteure
démontrent que l'affiche, maigré sa large
consommation et sa rapide cousomption,
constitue une véritable cuvre d'art
capable d'exprimer, par son obsolescene même, l'état ponctuel d'une sensibilité collective à l'égard des crises
sociales, des euphories économiques ou
des aventures politiques.

L R.

PROCHE-ORIENT

QU'EST-CE QU'ON SEMITES. — Doughy * Dessins humoristiques, Edition Lattès, Paris, 1976, 48 pages, 35 F.

A Dessins humoristiques, Editions J.-C. Lattès, Paris, 1976, 48 pages, 35 F.

Un recuell de dessins humoristiques politiques, ceuvres d'un jeuna Israélien, Doughy, dont certains ont paru entre 1972 et 1974 dans l'bebdomadaire Israélien Hoolam Haté, d'Ouri Avnerl. Les croquis mettent face à face des Israéliens et des Arabes, ebacun avec sa vérité, tout es montrant, avec beaucoup de gentillesse. l'abstruité du conflit: « Doughy, écrit Jean Lacouture dans sa préface, ne se prire pas de cribier de flèches l'autosatisfaction, le racisme interno et le culte de la jorso qui sont les plaies d'Israél — comme de toute société constituée en Etat et confrontée oux prohlèmes de la survic. Mais ce que ees flèches ont d'admirable, e'est qu'elles visent moins à détruire qu'à dévoler.. Les cailloux que projetle la fronde de ce David au regard de berger enfantin no détruisent que des masques, des camoullages, des bandeaux. » Les petits personnages de Doughy sideront-lis à leur manière à débloquer lre esprits?

CINÉMA

REGARDS SUR LE CINEMA EGYPTIEN. -

Yves Thoraval.

** Collection a Hommes et Sociétés du Proche-Orient », Dar-el-Machreg Editeurs, B.P. 945, Beyrouth. 1977, 144 pages, seize Hustratiens. Diffusion à Paris : L'ibrairie Samuellan, 51, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, et Librairie L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents. 75006 Paris.

Par l'obondanes de sa production et l'ampleur da ca diffusion, le cinéma égyptien possèdo une incontestable envergure internationale; toutefois, peu de chercheurs s'étaient attelés, jusqu'à présent, à ordonner avec méthode et rigueur lo foisonnement des Regards.— Printifériant truis aspaces analy-Yves Thoraval.

thode at figueur le instantante des films. D'où, d'emblée, l'intérêt de ces Regurds—
En privilégiant trois aspects analytiques : à savoir, le contenu fonctionnel, la personnalité des réalisateurs et les données économiques, Yves Thoravai propose une véritable lecture de la société égyptienne telle qu'elle es dévolle. depuis les années 30, sur les écrans. Il montre comment les mutations politiques, morales ou culturelles se reflètent dans les fictions filmées et comment les geures dominants, très populaires (mélodrame, farce, comédie musicale…), contiennent, dans leur trivialité même, les principales préoccupations du temps. L'œuvre des cinéastes les plus originaux (Salah Abou Seff, Youssef Cahine, etc.) est particulièrement anniysée pour mettre en relief la volonté des réalisateurs égyptiens, après la révolution de juillet 1952, de soutenir (parfois de manière critique) les options sociales du nationalisme nassérien.

Cet ouvrage de synthèse, fort documenté et agréablement émit, devrait convaincre tous esur qui ignorent encore les qualités spécifiques du cinéma égyptien.

SOCIÉTÉ

QOI A PEUR BE LA PHILOSOPHIE ? - Greph (Groupe de recherches sur l'enseignement philosophique).

* Plammariou, Paris, 1977, 476 pages, 16 F.

Encore un livre our la philosophie? Sans doute, mais le ecul, dans la production de ces derniers mois, qui mérite d'être în et médité. Résultat d'un travall collectit, cet nuvrage ne défend pas un enseignement philosophique attaqué de toutes parts. Tel qu'il se pratique, cet enseignement la est, en effet, indéfendable : comment initier à la réflexion en deux ou trois beures par semaine, des adolescents que la machine scolaire, de la sixième à la première, a conditionnés à reproduire les idées dominantes?

à reproduire les idées dominantes?

Il ne sert done à risu, estiment les auteurs, de revendiquer le maintien du statu quo : un enseignement au rabais en terminale; dérendre la philosophie (c'est-à-dire la liberté do pensée et do parole), c'est concevoir d'une tout autre façon son apprentissage. Un apprentissage qui doit commencer beaucoup plus tôt — à un âge où les idées regues no s'opposent pas sucore à l'émergence d'une réflexion vivante, — par example à onze ans, lors de l'entrée en sixème.

On objectera - mais pourquoi réserveton l'objection an esul enseignement de la philosophie? — que les enfants ne sont pes assez « mûrs ». Ratson da plus : c'est en s'exerçant très jeune à la pra-tique de la réfexion philosophique qu'on peut mûrir pour la philosophie.

Les outeurs en ont tenté l'expérience : les uns ont fait expliquer par leurs sixièmes un mytho piatonicien, d'autres, à partir d'une fable de La Pontaine ou d'un extrait de Robinson Crusoë, unt amané les leurs à c'interroger sur les rapports de l'homme avec la nature.

ÉCONOMIE

SOLUTIONS POUR DEMAIN. — Christian Borromée

* Pion, Paris, 1977, 224 pages, 38 F. * Pion, Paris, 1977, 224 pages, 38 F.

c Solutions > — précisons-le, car Il y
an a tant d'outres — exclusivement
d'ordre monétaire. Bien entendu, l'étude
des « monnaies, armes do vis ou ds
mort », débondo nécessairement sur l'étonomique et le politique et conduit même
à un tablean historique. S'étant ainsi
solidement fondé, l'auteur peut exposer
les « ramèdes évidents », parmi lesquais
l'arrêt de la spéculation immobilière et la
réforme fiscale. Son attachement à
Jacques Rueff, qui prétace la livre, Rissait présager que Christian Borromée soit
un partisan ferme, mais d'affisurs
nusnoé, de l'or comme régulateur d'un
système abandonné à tous les laxismes.

Y. P.

TRAVAILLER DEUX HEURES PAR JOOR. -

** Le Scuil, Paris, 1977, 188 pages, 35 F.
En 1936, la loi prévoyait quarante heures
de travail par semaine; en 1976, la plupart des salaries travaillent encore quarante-quatre heures; mais, depuis 1936,
la productivité o été multipliée par 3.4.
Loin de soulager les travailleurs, les progrès techniques unt essentiellement
servi à les fairs produire davantage;
preuve, s'il en est besoin, que la plupart na travaillent pas pour vivre, mais
vivent pour travailler.

On a c'est une nécessité. Pourtant, li serait
possible de réduire des à présent le temps
de travail, qui est très souvent — cemme
le démontre, chiffres à l'appui, un collectif de militants — le tempe du gachis.
Supprimer ce gâchis — par exemple,
construire des voltures moins fragiles et
qui consomment moins, — angmenter → Le Seuil, Paris, 1977, 188 pages, 35 F.

construire des voltures moins fragiles et qui consomment moins, — angmenter la durabilité des objets (les réfrigérateurs actuels sont conqus pour ne pas servir plus de onze ans, les ampoules, pour na fonctionner que milla beures, les bas en nylon sont trampés dans un acido qui les rend moins solides), douner à chacun la maîtrise des objets usuels (ce qui rendrait inutile le réconné aux « spécialistes »), répartir autrement les tâches et redistribure les revenus — outant de mesures qui permettraient à chacun, dès maintenant, de ne travailler que deux beures par jeur.

maintenant, de ne travailler que deux beures par jeur.
Utople? Dans la société telle qu'ello est — productiviste et fondée sur le profit, — sans doute; mais projet résli-sable, el l'un se donne un autre but que l'accumulation eans fin du capital,

AMÉRIQUES

DEMAIN LE BRESIL? MILITARISME ET TECH-NOCRATIE. - Michel Schooyans.

★ Editions dn Cerf, coll. « Terres de fen s. Paris, 1977, 170 pages, 38 P. fen s. Paris, 1977, 176 pages, 38 P.

Professeur à l'université de Louvain après avair enseigné dix ans à Soo-Paulo, Michel Schooyans étudie les deux premières années do lo présidence du général Gelsel (arrivé au pouvoir le 15 mars 1974) et 11 fait un bilan de la situatium en laissant ouvertes plusieurs perspectives d'avonir. M. Schooyans analyse d'abord l'idéalogie de la « révolution » da 1964 (il n'omploie pas, lui, do guillemets...) fendée sur l'obsession de la sécurité qui légitimo le pouvoir militaire, le panaméricanisme et l'impérialisme. Il semble se faire quelques illusions sur la volonté (ou les possibilités) de détente du général Geisel dont le « pragmatisme responsable et accuménique a se été mis à rude épreuve par la crise mondiale du capitalisme.

Le grand mérits do cet ouvrage, qui n'est nullement hostile à la « révolution », est de montrer que l'équipe ou pouvoir l'est pus possibilités de les effections accuméntes que l'équipe ou pouvoir l'est pus pouvoirs. nest numerant nosales à la crévolution », est de montrer que l'équips ou pouvoir n'est pas bomogène. Les difficultés ac-tuelles ne peuvent que renforcer car contradictions. Les Ekst-Unis risquent un jour d'avoir une mauvaise surprise.

S.O.S CULTURE!

M. T. M.

livres et disques français

RESIDENTS A L'ETRANGER

euvrez un compte par une provision de 150F minimum ou l'équivalent en devisas Vous commanderez livres et disques disponibles. Ils vous parviendront dans les meilleurs délais, au moindre coût (délaxe de 6,5% sur les livres -remise de 10% sur les disques el cassettes) Envois en recommandé. Pas de frais de dossier pour toute commande superieure à 100F (stoom 4,50F) Frais réels de port (arion on surface à votre choix).

inter-livres

38, 40 avenue des gobelins . paris xm . tél. 535.08-46

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Décisions du Conseil de sécurité sur les questions de Chypre et de Rhodésie

Rhodesse

L à la demande de Chypre pour étudier la situation dans l'Île à la suite des « violations » par la Turquie des résolutions des Nations unies. Nicosie dénonçait en particulier l'expulsion de Chypriotes et l'implantation systématique d'étrangers venus de Turquie. Le 15 septembre, le Conseil a adopté sans vote une résolution demandant aux parties intéressées de « s'abstenir de toute action unitatérale ou de quelque mesure qui puisse compromettre les chances d'une solution ». Exprimant sa préoccupation devant l'absence de progrès des entre-tiens communautaires, il invite les deux communautés à reprendre aussitot que possible les négociations sous les auspices du secrétaire général de l'ONU. Il demande aussi l'application urgente et effective de ses résolutions précédentes.

Chypre et la Grèce se sont félicités de ce texte, tandis que la Turquie l'a jugée « inaccep-table ».

D'antre part, le Conseil de sécurité a débattu du problème de Rhodésie les 28 et 29 septembre. Il a approuvé un projet de résolution britannique demandant an secrétaire général d'envoyer un représentant sur place qui « entrera en pourparlers avec le commissaire résident britannique et avec toutes les parlies à propos des dispositions militaires et connexes jugées nécessaires pour assurer le passage eu gouvernement de le mejorité ». L'URSIS s'est abstenue dans le vote, tandis que la Chine n'y a pas participé.

Déclorotions du Conseil pour la Namibie

Le Conseil des Nations unies pour la Namible a adopté sans opposition le 7 septembre deux déclarations concernant l'avenir de la Namible. La première porte sur le rattachement de Walwis-Bay à l'administration sud-africaine et demande la réunion du Conseil de sécurité. La seconde vise les préparatifs que feralt l'Afrique du Sud pour procéder à des essais nucléaires dans le désert de Kalahari, en Namibie ; le Conseil souligne à ce propos la responsabilité incombant aux Etats qui ont contribué au développement nucléaire sud-africain.

Conférence sur la désertification

Une centaine de pays ont pris part à la confèrence des Nations unies sur la désertification qui s'est tenue à Nairobi du 29 août au 9 septembre. Un plan d'action a été adopté pour combattre ce fléau, prévoyant une série de mesures aux échelons national, régional et international nouve précerrer les terres la vérée. de mesures aux échelons national, régional et international pour préserver les terres, la végétation et les ressources en eau. Les pays riches et pauvres se sont toutefois divisés sur le problème du financement de ces activités et un amendement présenté par le Sondan et préconisant la création d'un fonds spécial — piutôt que le recours aux organismes traditionnels — a été adopté contre le vœu des premiers. Finalement, un groupe consultatif a été chargé de coordonner les activités et de mobiliser les ressources nécessaires.

> Fin de la trente et unième session de l'Assemblée générale et ouverture de la trente-deuxième session

L'Assemblée générale des Nations unies a slégé du 13 au 20 septembre à New-York pour mettre un terme aux travaux de sa trente et unième session. Les débats ont été consacrès an blian de la confèrence de Paris sur la coopération économique internationale (dialogue Nord-Snd). L'Assemblée n'ayant pu s'entendre sur le texte de la résolution qu'il convenait d'adopter à ce propos, le problème a été renvoyé à la trente-deuxième session, qui s'est ouverte le 20 septembre.

M. Lazar Mojsov, vice-ministre des affaires étrangères de Yongoalavie, a été élu président de cette session. L'Assemblée a aussitôt admis Dilbouti et le Vietnam comme cent quarantebiliouti et le vietam comme cara quarante-nuitième et cent quarante-neuvième Etats membres. Cent vingt-six problèmes sont inscrits à l'ordre du jour, dont les principaux sont les questions de Chypre et du Proche-Orient, l'avenir de la Namibie et la ségrégation raciale en Afrique du Sud. Le débat général s'est ouvert le 26 septembre.

DROITS DES PALESTINIENS. — Le président du comité pour l'exercice des droils des Palestiniens a demandé, le 13 septembre, au président du Conseo de sécurilé d'entreprendre les consultations nécessaires pour la convocation du Conseil, inailé à disculer de la mise en œuvre des résolutions du comilé, avant que l'Assembléa pénérale de l'ONU n'entreprenne son débat sur la question de Palestine.

de Palestine.

DECOLONISATION. — Le comilé de la décolantsation, qui arait entamé, le 15 aoûl, son débat sur Porto-Rieo, a décidé, le 2 septembre, d'ajourner l'examen de la question à l'an prochain. Un large éventail da pélitionnaires avaient pris la parole et Guba avait prèsenlé un projet de résolution demandant notamment au gouvernement américain de prendre immédiatement des mesures pour permettre au peupla partoricain d'exèrcer son droit à l'auto-détermination. La décision d'ajournement à étà prise par anse vaix contre sept et avec quatre abstintions. Le 13 septembre, le comité a entrepris l'examen de la situation aux iles Cayman et aux lles Vierges américaines.

PROTECTION DES MINORITES — La course

PROTECTION DES MINORITES. — La sous-cammission pour le prévention de la discrimation

et le protection des minorités a tenu sa trentième session à Genève du 15 août au 2 septembre. Parmi les questions d son ordre du jour ligurait la violation des droits de l'homme et des libertés /ondamentales dans tous les pays. Jondamentales dans tous les pays.

DESARMEMENT. — Le comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aa désarmenent, réuni du 31 août au 9 septembre à New-York, a recommandé à l'Assemblée générale que le session extraordinaire ait lieu du 23 mai au 28 juin 1978 d New-York.

D'autra part, le comité ad hoc pour le conférence mondiale du désarmement a, lui aussi, siègé le mois dernier à New-York pour adopter son rapport à l'Assemblée générale.

CONTRE LA PAUSE NOULLES

CONTRE LA PRISE D'OTAGES. — Le comité spécial chargé d'élaborer un projet de convention contre la prise d'otages a terminà sa session le 19 août en demandant d'l'Assemblée générals de l'inaîter d poursuivre ses travaux en 1978. l'inaîter d poursaivre ses travaux en 1978.

REFUGIES. — Le haut commissaire des Nations unies pour les rélugiés s'est rendu, le mois dernier, en visite officielle en Iran.

— La médaille Nansen, pour l'année 1977, a été décernée ou Croissant-Rouga de Malaiste.

ENFANCE. — Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a ennoncé, le 26 septembre, l'envoi de 24 tonnes de matériel de secours aux enfonts du Ghana victimes de le sécheresse. Il a aussi annoncé, le même jour, l'envoi au Liban de cinquante mille couvertures.

— Le Dr Estlania Aldaba-Lim (Fhilippines) a été nommés représentante spéciale pour l'Année internationale de l'enjant (1979) en qualité de secrétaire général adjoint de l'ONU.

e COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EU-ROPE. — Le comité de l'industrie chimique de le Commission économique des Nations units pour l'Europe (C.E.E.-ONU) a tenu sa dirième session à Moscou du 12 au 15 septembre. Il a entériné son programme de travail paur 1978-1982 après nooir exuminé le situation de l'industrie chimique en Amérique du Nord et en Europe en 1976. — Le comité de l'habitation, de la construction at de le planification de le C.E.-ONU s'est réuni à Genère du 29 août au 2 septembre. La qualité des établissements humains et le politique d'utilisation des sols ont particulièrement retenu son ettention.

— Le secrétariat de le C.E.E.-ONU a publié, au début de septembre, se Revue annuelle du marché des produits torestiers, où il est fait état d'une reprise partielle en 1976 par rapport eu déclin de 1975.

F. A. O.

Appel à l'oide alimentaire aux pays du Sahel

D'ANS une déclaration publiée le 19 septembre à Rome, M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O. (Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture), a indiqué que la sécheresse menaçait encore certaines parties du Sahel (Mauritanie, Gamble, Cap-Vert, Sénégal, quelques régions du Mali et de la Haute-Volta) et qu'une aide alimentaire serait nécessaire. M. Saouma estime que les pays de la zone sahélienne devront se procurer an moins 200 000 tonnes de céréales en plus de leurs importations normales. Le déficit alimenleurs importations normales. Le déficit alimen-taire devrait être moins grave qu'il ne l'avait été lors de la crise de 1972-1974, mais notablement plus important que celui des deux der-nières années.

Le programme alimentaire mondial ONU/F.A.O. (PAM) étudie la possibilité de constituer à l'avance des stocks de nourriture en certains points stratégiques et les pays donateurs ont été invités à prendre des dispositions analogues, en consultation avec le PAM, de façon qu'au moins 100 000 tonnes de nourriture soient déjà en route dans un proche avenir.

STOCKS ALIMENTAIRES. — Le production céréalière mondiale pourrait attendre un total de 1 362 millions de tonnes en 1977, soit autent que la récolte record de 1976, précise le troisième bulletin trimestriel de le F.A.O. sur les perspectives de t'alimentation.

tives de l'alimentation.

Acce deux importantes récoltes de céréales à la suite l'une de l'eutre, les stocks sont en train d'augmenter rapidement. Les réserves mondiales de céréales, qui avaient augmenté de 38 millions de tonnes l'année passée, se montent actuellement à un tolal de 160 millions de tonnes (environ 17 % de la eausommation annuelle).

ron 17 % de la eausommation annuelle).

La F.A.O. annonce ioutefois pour 1977 de mauvaises récoltes dans de nombreuses zones, surtout
dans les régions développées. Aussi les besoins
alimentaires des pays en voie de développement
vont-ûs augmenler. Les engagements d'aide alimentaire pris par les pays développés et les programmes
multiladèraux (9 millions de tonnes pour 1977/78)
restant au-dessous de l'abjactif des 10 millions
de tonnes fizé par la conférence mondiale da
l'alimentation.

l'alimentation.

ENGRAIS. — D'importantes améliorations dans la consommation et le commerce des engrais en 1975-1976 sont signalées par la F.A.O. dans son rapport annuel sur les engrais, publié en septembre. La consommation d'engrais a augmenté d'enoiron 10 % après le fléchizement de la saison précédente : d'importantes augmentations ont eu lieu aux Étais-Unis. En URS.S. au Brésil, au Mexique, en Egypte, en Turquie, au Pakistan, au Bangladesh et en Inde.

Les exportations, qui constituent le plus sur indice pour le commerce mondial des engrais, ont fléchi de 11 % en 1975-1976. PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Récemment éprouvé par de graves sécheresses, le Togo va recevoir une aide alimentaire d'une

Téléphone : 033-05-97

valeur de 2 millions de dollars. Cette aide, jour-nie par le Programme allmentaire mondiel (PAM), permettra de ravitailler 426 000 personnes pendant un mois.
— M. Garson Nathaniel Vogel, commissaire principal de l'Office cenadian du blé, a été nommé directeur exécutif du PAM, pour une période de cinq ans à partir du 1º octobre. Il remplace M. Thomas C.M. Robinson.

• ORGANIBATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, le science et la culture (UNESCO) a ouvert le 12 septembre à Paris les travaux de sa cent troisième session, en procédant à l'élection de trois de ses membres. MM. François Valéry (Franço) en remplacement de M. Jean de Brogile, Luis Echsverria (ancien président du Mexique) en remplacement de M. Porfirio Munox Ledo, et M. Henry E. Herry (Etats-Unis) qui remplace le professeur Robert E. Kamm. On trouvers dans le prochain auméro du Monde diplomatique un bref résumé des travaux de cette session qui devait se terminer le 7 octobre. — e L'interaction entre l'éducation et le dévolopement est une des préoccupations majeures des responsables de le politique de l'éducation », e déclaré M. Amadou Mahter M'Bow, directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de le trente-sixième conférênce internationale de l'éducation, qui a réuni du 30 août au 3 septembre à Genére, les ministres de l'éducation (ou leurs représentants) de cont quaire pays. A l'issue de leurs travaux, les ministres ont élaboré une recommendation sur les problèmes d'information liés à l'amétioration des systèmes d'enseignement. — L'UNESCO e célébré le 3 septembre le douzième journée internationale de l'alphabétisation.

• TRAVAII. — Huit experts de l'Organisation, internationale du travail (O.I.T.) ont commencé le 12 septembre à Ouagadougou (Beute-Volta) la mise en œuvre d'un projet de deux mois destiné d recenser les besoins immédiats de le région sahélienne en matière de formation professionnelle. Le projet est financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (AID) et exécuté en étroite coopération avec

le Comité permanent inter-Elats de lutte contre la sécherosse dans le Sahel (C.I.L.S.): il con-cerna les pays suivants : Cap-Vert, Gambie, Haute-Volta, Mail, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. la ségleresse dans le Sanel (China.).

Le pays suivants Cap-Vert, Gambie, Hautevoltà, Mali. Mauritanie. Riger, Sénégal et Tchat.

BANTE. — Le comité régional de l'Europe
de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.),
réuni à Munich pour su vingt-septième session du
6 au 10 séptembre, e adopté une série de résolutions relatives aux nonpeaux programmes qui
seront mie en œuvre au cours des prochaines
années (recherche, soins infirmiers et obstéricaux,
protection santiairs des personnes déées et lutte
conire le cancer).

Le vingt-séptième session du comité régional
de l'O.M.S. pour l'Afrique, réunie à Brazzaville
du 7 au 14 septembre, a adopté une recommandation sur l'interdiction de tout essai nucléaire
(atmosphérique, souterrain ou sous-marin) en
Afrique. Cette session réunissait vingt-huit ministres de la santé, ceut trents directeurs et techniciens des services de santé de quarante et un
pays africains.

— L'emploi des plantes médicinales de n s les
soins de santé était le thème d'un séminaire de
l'O.M.S., réuni à Tokyo du 13 au 17 septembre.

— Le Dr T.A. Lambo, directeur général adjoint
de l'O.M.S. et l'ambassadeur des Etais-Unis,
M. William J. Vanden Heuvel, ont signé à Genèes le 31 août un accord en vertu duquel l'aide
financière des Etais-Unis aux activités d'éradisation
de le variole en Ethiopie est portés de 2 millions d
3 millions de dollars.

— Le Dr Albert Zchar (Maite), [usqu'ici directeur
de la division de la santé de le [smille d'l'O.M.S.,
a été nommé directeur de la division des maladies
transmissibles. De son côté, le Dr Alexander Kessler (Etais-Unis) a été nommé directeur du Propramme spécial O.M.S. de recherche, de dévoloppement et de formation à la recherche en reproduction humaine.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
ATOMIQUE — Le vingt et unième sesion de la

o AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENEEGIE ATOMIQUE — Le vingt et unième sesion de la conjèrence générale de l'Agence Internationale de l'énergie étomique (A.I.E.A.), qui s'est ouverte le 26 septembre d'Vienne, marque le vingtième anniversaire de la création de l'Agence. On trouvers un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a organisé du 4 ou 9 septembre à Istanbul, avec le concours de le Banque de développement industriel de Turquie, un séminaire consacré à l'examen des problèmes industriels des régions les plus défavorisées des pays en voie de développement.

en voie de développement.

— Depuis le 1º août et fusqu'au 30 novembre, quinze spécialistes désignés par les gouvernements de treixe pays en voie de développement entvent à Moscou un stage de perfectionnement en matière de métrologie (normalisation des systèmes de mesure en vue de l'adaptation des articles manufactures d tous les marchés).

Fonds monétaire international

Le rapport annuel pour 1977

T E rapport annuel du Fonds monétaire inter-national (F.M.I.) public le 11 septembre souligne qu'en dépit d'une amélioration des conditions économiques et financières dans de « nombreuses parties du monde », la situation économique internationale en 1977 n'est toujours pas satisfaisante. Après avoir atteint un maxipas satisfaisante. Après avoir atteint un maxi-mum de 13,5 % au deuxième semestre de 1974, le taux global annuel de la hausse des prix dans les pays industriels a été de 6,5 % au cours des deux semestres de 1976 et au premier cours des deux semestres de 1976 et au premier semestre de 1977; cependant, note le rapport, les taux d'inflation courants dans les pays industriels restent encore « heancoup trop élevés pour qu'on puisse les considérer comme acceptables ». Après la récession de 1974 et 1975, la production progresse à nouveau : le produit national brut réel des pays industriels a été de 5.5 % en 1976 et de 5 % au premier semestre de 1977. Tontefois, le chômage reste encore élevé, entraînant des pressions en faveur du protectionnisme. du protectionnisme.

du protectionnisme.

Dans un chapitre séparé, le rapport présente une analyse de l'évolution récente du système monétaire international. Un trosième chapitre décrit, d'une manière détaillée, les activités propres du Fonds en soulignant que l'exercice financier écoulé fut une période d'activité exceptionnelle (préparatifs en vue de la mise en œuvre du projet de deuxième amendement aux statuts, travaux préparatiores à l'ouverture d'une facilité de financement supplémentaire, mise en route de la septième révision générale des quotes-parts des membres, assistance accrue aux pays ayant des difficultés de balance des paiements...)

REUNIONS MONETAIRES ANNUELLES. — Avant la trentième assemblée annuelle des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire de le Banque mondiale, qui a tieu du 26 au 30 septembre à Washington, diverses instances se sont réunies dans la capitale fédérale américaine : le 22, les supplients du groupe des Vingt-Quatre au niveau des ministres; le 23, les ministres des finances du groupe des Vingt-Quatre : le 24, le comité intérinaire du Fonds; le 25, le comité du Fonds at de le BIRO pour le développement. On trouveru un bref résumé de ces sessions dans le prochain numéro.

un bref résumé de ces sessions dans le prochain numéro.

APPROBATION DES « FACILITES WITTE-VEEN ». — Après avoir approuvé les décisions créant une facilité de financement supplémentaire au Fonds, les administrateurs du FMI. ont, le 29 août, défini les termes et conditions permettant de mettre d'a disposition du Fonde monétaire les ressources alimentant cette « facilité avait étà conclu le 6 août dernier (voir le Monda diplomatique du mois de septembre).

A la fin d'août, treize membres du FMI. ou des institutions qui en dépendent et la Banque nationale suisse avaient fait suvoir qu'ils apporteraient leur contribution au fonctionnement des « facilités Witteveen »: Abou-Dhabi : 150 millions de D.T.S.; Republique !édérale d'Allemagne : 1050 millions de D.T.S.; Espique : t50 moltions da D.T.S.; Canada : 200 moltions de D.T.S.; 5tats-Unis : 1450 millions de D.T.S.; 14ra ; 635 millions de D.T.S.; 14ra ; 635 millions de D.T.S.; 34pon : 900 millions de D.T.S.; Koweit : 400 millions de D.T.S.; Pays-Bas : 100 millions de D.T.S.; Gatar : 100 millions de D.T.S.; conda e D.T.S.; Banque nationale suisse : 650 millions de D.T.S.; Banque nation

Le F.M.I. a précisé que les pays emprunteurs ne pourront faire appel à cette facilité que lorsqu'ils demanderont à utiliser leurs tranches supérieures de crédit sur le F.M.I. c'est-à-dire en fait larsqu'ils accepteront de se soumetire aux conditions posées par le Fonds pour t'utilisation de ces tranches On sait que les pays en voie de développement ont rarement recours à ces tranches, en raison des conditions posées par le Fonds. La facilité Witteveen permettre aux pays

de crédit utilisées.

Les administrateurs du Fonds ont d'autre part décidé des commitsions à prélever sur les achais effectués par les membres au titre de la facilité de financement supplémentaire; elles seront égales au taux d'intérêt versé par le Fonds à ses prêteurs, majoré de 0,2 % par an pour les trois ans et demi qui suivront l'achai, Ensuite, la marge sur le taux d'intérêt que versera le Fonde à ses prêteurs sera de 0,325 % par an l'intillement et jusqu'au 30 juin 1978, le Fonds paiera d ses prêteurs un intérêt de 7 % par an ot, uitérieurement, pour chaque période de six mois, le taux d'intérêt sera le rendement moyen pour cette période des bons du gouvernement des Etets-Unis d cinq ans, arrondi au huitième de 1 % supérieur.

VENTE D'OR. — Le 7 septembre, le F.M.I. a procédé à sa cente annuelle d'or par adjudication et e attribué 524 800 onces d'or fin — soit la quantité totale mise en adjudication — à l'exception d'une fraction d'une brare standard. L'or e été accordé à des prix s'échelonnant entre 147.51 dollars et 149.65 dollars l'once; le prix moyen étant de 147.73 dollars l'once; le prix moyen étant de 147.73 dollars l'once.

Les modalités des deux prochaines ventes d'or par adjudication ont d'autre part été fixées : à chacune de ces ventes, le premier mercredi de chaque mois c'est-à-dire le 5 octobre et le 2 novembre, le quantité d'or offerts d'olt être de 536 000 onces et l'on emplaie le méthode du prix ventes monsuelles par adjudication jusqu'en mai 1978.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Dons le cadre du financement acmpensatoire, le F.M.J. a donné son accord le 12 septembre à le Roumanie pour des achats de devises équivalant à 47,5 millions de D.T.S.

tions de D.T.S.

TIRAGE DE LA GUINER. — A le suite d'un accord conciu le 9 septembre avec le Fonds monétaire, le gouvernement guinéen achètera l'équivalent de 3.7 millions de D.T.S. valent de 8.7 millions de D.T.S.

CREDITS & STAND-BY > A L'URUGUAY, A LA ROUMANDE ET A L'ARGENTINE. — Le F.M.I. a accordé le 16 septembre un crédit « stand-by à l'Uruguay lui permettant d'acheter l'équivalent de 25 millions de D.T.S. au cours des douse prochains mois. Un crédit « stand-by » d'un montant de 64.125 millions de dollars avait déjà été consenti le 12 septembre à la Roumante. Enjin un crédit du mêms type consenti le 16 septembre à l'Arquetine ports sur l'achet de l'àquivalent de 169,5 millions de D.T.S. au cours des douse prochains mois.

Groupe de la Banque mondiale

Octroi de cinq prêts

Octroi de cinq prêts

L A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a octroyé le 1° septembre un prêt de 16 millions de dollars à la Côte-d'Ivoire pour la réalisation d'un projet destiné à améliorer et à étendre le réseau d'adduction d'eau dans de petites villes.

Quaire autres prêts ont été accordés:

— Thallande (1° septembre): 50 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de développement de l'énergie hydro-électrique; la Fonds du Kowaît pour le développement économique arabe fourni un prêt de 20 millions de dollars pour ce même projet;

— Indonésie (8 septembre): 15 millions de dollars pour un projet éducatif dont bénéficieront sept des provinces les plus peuplées du pays; pays .

— Brésil (15 septembre): 17 millions de dollars affectés à un programme de développe-

dollars affectés à un programme de développe-ment rural :

— Colombie (15 septembre) : 25 millions de dollars destinés au financement d'un programme visant à l'amélioration du niveau nutritionnel des couches les plus pauvres de la population de Bogota et de sept départements.

RAPPORTS ANNUELS. — Le 19 septembre, la Banque mondiale a publié son rapport annuel dressant le bilan de ses activités pour 1977 ainsi que de celles de se l'iliale l'Assocation internationale de développement. Il en resport que le montant des engagements des deux organismes s'élève à 7066,8 millions de dollars, soit une hausse de

que africaine Eveloppement

que asiatique eveloppement

13, rue Soufflot, 75005 PARIS EDITIONS A. PEDONE

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

de l'exécution à la négociation Jacques Bariéty

Ouvrage couronné par

l'Académie française, second prix Gobert

STRASBOURG PREIS der FREIHERR-VOM-STEIN STIFTUNG

PEMENT

a desce main

194,4 millions. Ce document souligns cependant que cette augmentation est purement nominale, si on devait tentr compte de l'inflation enrègistrés pendant l'exercice la valeur des engements serait de 6 586 millions de dollars, soit une baisse de 46 millions de dollars par rapport à l'exercice 1976.

Les prêts de la Banque ont atteint 5759 millions de dollars, dépassent de 782 millions la montant de l'exercice précédent. Les crédits consentis per 17DA, en revanche, ont diminué de 348 millions, soit I 308 millions de dollars; cette diminution provient d'une baisse des disponibulités de FIDA, provient d'une baisse des disponibulités de FIDA, la clôture de l'exercice.

Il faut aussi noter que les décaissements de la Banque mondiale et de l'IDA atteignent en 1977 des montants sons précédent : 2 636 millions de dollars pour la Banque (soit une progression de 166 millions par repport à l'exercise précé-dent) et 1298 millions de dollars pour l'IDA (soit une progression de 46 millions de dollars). be son côté, la Société l'inancière internationale a publié le 15 septembre son rapport annuel rasant état du montant des engagements l'inancière effectits au cours de l'année 1977, soit 208,7 millions de dollars qui ont financé huit projets en Aurèrique latine (82,5 millions), six projets en Europe (62,5 millions), onze projets en Asie (28,5 millions) et huit projets en Arie (28,5 millions) et huit projets en Arie (28,5 millions). Le revenu net en 1977 s'élève d 8,9 millions de dollars contre 7,7 millions de dollars l'année précédente.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement a approud les crédits suivants : — Inde (8 septembre) : 68 millions de dollars pour le financement d'un programme d'irrigation dans l'Etat d'Orissa; — Tehad (8 septembre) : 1,9 million de dol-lors pour le développement des entiures vivrières dans la région sahélienne de ca pays ; — Togo (15 septembre) : 14 millions de dollars destinés au développement rural dans les soues cotonnières.

INTERVENTIONS DE LA S.F.I. — Deux opéra-tions de la Société, financière internationale ont été annoncées au cours des dernières semaines : - Prêt de 15 millons de dellers, le 24 coût, de Société Minuracao Rio de Norte pour la financement d'un projet d'exploitation de la bauxite dans la région de l'Amazone; — Engagement de 1,5 million de dollars pour Perpansion de la société textile indonésienne Kamatter; la contribution de la BFI. a été effectuée sous la forme d'un prêt de 1,35 million de dollars et en une participation au capital de 150 000 dollars.

EMISSIONS D'ORLIGATIONE DE LA BIRD. — La Banque mondiale et un consortium de banques allemandes ont signé le 15 septembre sus accord portant sur une nouvelle émission d'obligations libellées en deutschemarks. D'un montant de 300 millions de deutschemarks ces obligations portent intérêt à 6 % l'un payable annuellement; offertes au public au pair, elles seront remboursées, également au pair, le 15 septembre 1935.

pair. le 15 septembre 1885.

D'autre part, le 16 septembre, la Banque mondiale a annoneé la placement sur les marchés extérieurs aux États-Unis d'una émission de 350 millions de dollars d'obligations venant à échéance le 15 septembre 1978. Ces obligations ont été achetées par des banques centrales et des institutions pouvernementales de sofrante-douze pays et par une institution internationale. Institutées « obligations de 1977 à deux ans, à échéance le 15 septembre 1979 » siles portent intérêt au taux de 6,95 % l'an payable semestriellement,

OPERATION CONJOINTE DE L'IDA ET DE LA S.P.L. — L'Association internationale de développement et la Société financière internationale ont annoncé le 15 séptembre leur décision d'aider au développement industriel de Sri-Lanka par l'intermédiaire de la Société financière de développement de Ceplan à laquelle 11DA a accordé un crédit de 8 millions de dollers. L'engagement de la S.F.L. consiste en une participation au capital d'un montant d'environ 200 800 dollars.

NOMINATIONS. — De futurs changements à la direction de la Banque mondiale ont été annoncés le 15 septembre par M. Robert McNamura ; M. J. Burke Knapp, premier-vice président (opérations) quittera son poste le 30 juin 1978; M. Stern lui succèdera le 1st juillet. A cette même date, M. I.P.M. Cargill sera nommé premier vice-président (finances) et M. David Hopper nommé le 1st janvier 1978 vice-président régional (Asie du Sud).

Banque africaine de développement

Prêts au Sénégal, à la Tanzanie et au Ghana

L A Banque africaine de développement a accordé en juin quatre prêis en faveur des pays et organismes sulvants :

— Sénégal (9 juin) : un prêt d'un montant de 2,9 millions d'u.c. (806 200 000 F C.F.A.) pour le financement des coûts en devises du projet d'extension de la centrale électrique de Saintde Merision de la centrale electrique de Saint-Louis; le même jour, ce pays a reçu un prêt de 5 millions d'u.c. (1 390 000 F C.F.A.) destiné au financement des coûts en devises du projet de construction de trois ponts sur la route Ziguinehor-Cap-Skirring; ces prêts ont été consentis pour quinze ans et à 7 %;

- Tanzania Investment Bank en Tanzanie 124 juin): un prêt de 3 millions d'u.c. (3,6 millions de dollars, pour dix ans et à 7,5 %) pour financer partiellement le coût de plusieurs projets réalisés par cette société;

— National Investment Bank du Ghana (1er août): un prét supplémentaire de 900 00 u.c. (pour dix aus et au taux de 7 %) pour la réalisation du programme rizicole de Nasia.

FONDS APRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — De son côté, le Fonds africain de développement a annoncé l'octroi de plusieurs prêts : — Somalie (8 juillet) : 5 millions d'u.c. FAD (pour quarante ans, è 1 % Pan, de la casième à la cingtième année, et è 3 % ensuits) pour la réalisation du projet routier de Hargeisa-Baroma; realisation au projet routes as havesu-drout.

— Mali (21 juillet): 5,4 millions d'u.c.f. (pour cinquente aus et asse une commission de service de 0,75 % pujable sur les encours successis) destinés au financement partiel du projet de développement rural tatégré Mali-Sud;

— Bénin (28 fuillet) : 5 millions d'u.c.f. (pour guarante aus, avec une commission de asrvice de 0.75 %) pour le développement des services médion-sanitaires en milleu rural ; sautaires en milieu rural;
— Sierra-Leone (5 août): 5 millions d'u.c.i. (pour quarante aus avec uns commission de service de 5.25 %) affectés au financement des dépenses en devises et d'une partie des dépenses en monnais locale du projet relatif à l'école d'instituteurs de Bunumbu.

AIDE AUX PAYS DU BAHEL. — Le 24 fuin. M. Fordmor, président de la Bonque africaine de développement et M. Monteagle Stearns, ambassadeur des Esta-lunts, ont sioné à Abidjau un amendement à l'accord concia la 12 novembre 1974. Le nouvel accord parte à 3 millions de dollars l'aide consentie par la gouvernement américain en faveur des pays du Sahel.

Banque asiatique de développement

T A Banque asiatique de dévaloppement annonce l'octroi de cinq prêts aux pays suivants:
— Indonésie (16 20út): 45 millions de dollars (pour vingt ans) pour financer l'extension et l'amélioration d'un réseau de distribution de l'énergie à Sumatra et à Java; — Pakistan (23 août) : 30 millions de dollars (pour quinse ans) accordés à la National Development Finance Corporation pour le financement des opérations de prêts de cet organisme au cours des deux prochaines années; le produit de ces prêts sera utilisé pour des projets visant au développement de l'économie du secteur public :

— Thallande (25 août) : 47 millions de dollars (pour vingt ans) rétrocédés à Electricity Generating Authority of Thalland pour le financement d'un programme visant à étendre le réseau électrique dans une grande partie du pays à partir des ressources hydrauliques du harrage Bhumipol :

— Philippines (2 septembre) : 16 millions de dollars (pour vingt-cinq ans) destinés à un projet de développement de l'enseignement de l'ingénierie ;

— Philippines (3 septembre) : 22 millions de

l'ingénierie;

— Philippines (3 septembre): 22 millions de dollars (pour trente ans) pour contribuer au projet d'irrigation de la vallée du Tago dans l'île de Mindanao. Un don d'assistance technique devra aussi permettre de compléter une étude préalable sur l'irrigation de l'île.

Tous ces prêts sont accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, et portent intérêt à 8,30 % l'an.

Banque européenne d'investissement

Prêt à une société britannique L (BEL) a accordé le 9 septembre à la British Steel Corporation deux prêts d'une contre-valeur totale de 11,4 millions de livres (soit 17,3 millions d'u.c.). Consentis pour douze ans au taux d'intérêt de 8,7/8 %, ces prêts permettront à cette société de faire face au coût de la modernisation et de la rationalisation des fonderies de fonte de Distington et de Fnilwood et de la fonderie d'acter de de Fullwood et de la fonderie d'acier de Craigneuk.

Opérations au titre de la convention de Lomé

Dans le cadre de la convention de Lomé, la BEL a annoncé l'octroi de deux prets le - Prêt de 12 millions d'unités de compte pour Prêt de 12 millions d'unités de compte pour le financement de la construction d'une sucrerie à Awendo dans la province de South-Nyanza au Kenya. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 5,75 % compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %;

— Prêt global de 3 000 000 d'u.c. consenti à la Development Esnk of Mauritius pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension dans les secteurs industriel et touristique. D'une durée de douze ans, ce prêt est assorti d'un intérêt de 5,7/8 % compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à Haiti, à la Jamaique et aux Caraibes .

Caraibes

TROIS prêts de la Banque interaméricaine de développement ont été annoncés le 15 septembre en faveur des pays suivants :

— Haïti : un prêt de 6,1 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour la réalisation d'un programme de crédit industriel et agricole en faveur de onze mille sept cents petites exploitations et coopératives du pays;

— Jamaique : un prêt de 6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour itente-cinq ans et à 2 %) pour la quairlème étape d'un programme national de crédit rural ; ce crédit sera utilisé par la Jamaica Development Bank (JDB.) pour permettre l'amélioration de la production et de la productivité de mille cinq cents exploitations agricoles de petite dimension;

— Caraïbes : un prêt de 500 000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt de 1 % pendant les cinq premières années et 2 % ensuite) et un don d'assistance technique d'un autilité de dellors à la Cartibeau Development

ensuite) et un don d'assistance technique d'un million de dollars à la Caribbean Development Bank (C.D.B.) pour le financement de la préparation de projets d'investissements prioritaires dans la région des Caralbes.

paración de projets dinvesassements partenants dans la région des Caraldes.

EMBSION D'OBLIGATIONS A TRINITE ET TOBAGO. — La Banque interaméricane a unnoneé, le 9 septembre, que sa première émission d'obligations à Trinité et Tobago avait étà priss ferme par un syndicat de banques ayant à sa tâte la National Commercial Bank of Trinidad Tobago. D'un montant de 25 millions de dollars de Trinité et Tobago, ette émission a été initialée « obligations 1977 de la Banque interaméricaine en dollars de Trinité et Tobago ».

Ces obligations d'iong et moyen terme consistent en 5 millions de bons à cinq ans venant d'échéance en 1937, en 10 millions de bons d'ungi-cinq ans venant à échéance en 1937 et en 10 millions de bons à vingi-cinq ans venant à échéance en 2002. Les bons à dind ans portent intérêt d'eciso % et sont émis à 100 % du pair, les bons à dix ans portent intérêt à 7,775 % et sont émis d'96.25 % du pair.

Les obligations d'cinq et d'it ans sont remboursables à la date d'échéance, les bons à vingicinq ans le sont en treire versements échelonnés d'partir de 1990.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN

d partir de 1990.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN 1976. — Seion le dernier rapport annuel de la BID sur le Progrès économique et social en Amérique latine, publié le 1se août, on constate une amélioration de la situation économique en 1976 par rapport à l'an précédent. Le produit intérieur brut rest extru de prêz de 5 % dans l'ensemble; le déficit extérieur est tombé à 11,8 milliards de dollars, et la paleur des exportations de marchandles s'est élevée de 14 %, pour atteindre 42,4 milliarde de dollars.

ADMISSION DE LA SUEDE. — La Suède est devenue, la 16 septembre, la quarantième membre de la Banque interaméricaine de développement. de la Banque interaméricaine de développement.

PONDS DE RESSOURCES INTER-REGIONALES.

— A l'issue d'un accord conclu le 19 août, la Banque interaméricaine de développement a emprunté d la Deutsche Girozentrale-Deutsche Rommunalbank 30 millions de deutschemarks (l'équivalent de 12,8 millions de dollars environ) destinés au jonds de ressources inter-régional. Il s'agit là de la première opération dont bénéficie cet organisme.

Créé le 1s' juin 1976, ce jonds est alimenté par les contributions de pays membres extra-régionaux comprenant, notamment, la majeure partie des pays industriels d'Europe occidentale, le Japon, les Etais-Unia, le Canada, ainsi que le Venezuela. Cet emprunt (d'une durés de ones ans, au taux d'intérit déterminé lors de chaque trage) jinancera des opérations de prêts en javeur du développement des pays membres de la région.

Fonds européen de développement

Nouvelles décisions de financement L à Commission des Communautés européennes 2 pris respectivement les 13, 18, 22 et 27 juillet, dix décisions de financement sur les ressources des deuxième, troisième et quatrième Fonds européen de développement : — Tonga (quatrième FED) : Aide exception-nelle d'un montant de 200 000 u.c.e. destinée à

contribuer aux réparations des dégâts causés dans les îles Tongatapu et Tuwa par le tremblement de terre du 26 juin dermér;

— Diflouti (quatrième FED): Aide non remboursable d'un montant de 650 000 u.c.e. (soit environ 129 870 000 FD) pour la fourniture de matériels de forage et des moyens de transport dans le cadre d'un programme à court terme d'hydraulique rurale;

— Diflouti (quatrième FED): Aide non remboursable d'un montant de 310 000 u.c.e. (soit environ 61 938 000 FD) pour l'extension de l'assainissement de la ville de Diflouti et le fonctionnement du projet « Lotissement des Salines » réalisé au titre du troistème FED;

— Diflouti (quatrième FED): Aide non remboursable d'un montant de 70 000 u.c.e. (soit environ 13 986 000 FD) pour la fixation d'un programme intérimaire de formation;

— Caraîbes (St-Vincent) (quatrième FED): Aide non remboursable d'un montant de 1 920 000 u.c.e. pour la reconstruction de la route Georgetown-Peruvian-Vale;

— Caraïbes (Dominique) (quatrième FED): Aide non remboursable d'un montant de 1 960 000 u.c.e. pour le bitumage de 36 kilomètres de routes côtières;

— Ensemble des pays P.T.D.O.M. et A.C.P. (Etats d'Afrique, des Caraïbes, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique associés à la C.E.E. par la convention de Lomé) (quatrième FED):

fixation d'un montant global (650 000 u.c.e.)
pour le programme de sessions de formation
et de perfectionnement pour la période du
1° février 1977 au 31 décembre 1978;
— Pays A.C.P. (quatrième FED) : 1 300 000
u.c.e. pour le budget du Centre pour le développement industriel;
— Département français de la Réunion
(deuxième et troisième FED) : 468 800 u.c.e.
(soit environ 2 625 300 FF) pour l'aménagement
de terre-pleins dans le port de la Pointe des
Galets; Galets;
— Département français de la Guyane (troisième FED): 454 000 u.c.e. (solt environ 1976 800 FF) pour la construction d'un appontement de pêche dans le port de Larivot.

e CORPORATION ANDINE DE DEVELOPPE-MENT. — Lo direction de la Corporation ondine de développement (CAF) a approuvé, le 12 août, une résolution portant sur le retrait du gou-oernement du Chilt et de la Banque centrale de ce pays de cette institution l'inanctère apparte-uant au Groupe andin. Ce texte règle, entre autres, les questions relatives au rachot des ae-tions et aux procédures de recouvement, à l'annu-lation des tignes de crédit dont bénéficiait la Corporation de développement du Chilt, a in a qu'au déboursement par la CAF des montants correspondant à la liquidation des opérations de crédit engagées dens le cadre du système de fi-nancement du commerce sous-régional.

Groupe andin

Adoption du programme sectoriel de développement de l'industric automobile

REUNIE à Quito pour sa dix-neuvième période de sessions extraordinaires, la Commission du Groupe andin a entériné le 13 septembre le projet de décision sur le programme sectoriel de développement de l'industrie automobile souscrit par les cinq partenaires le 28 août dernier, mettant ainsi un terme à trois ans de négociations difficiles.

Le programme automobile, dont la disposition la plus originale réside dans l'assignation à chaque pays membre du type de véhicule qu'il aura à fabriquer, porte sur les accords de co-production, l'installation et la localisation des co-production, l'installation et la localisation des chaînes de montage, le niveau de protection aux frontières de la sous-région, le certificat d'origine, les bases sur lesquelles seront engagées des négociations avec les entreprises multinationales de ce secteur, etc. Le programme automobile instaurera une véritable division sous-régionale du travail en vue de la création d'un vaste marché de l'automobile. Poutre maitrasse de la programme les industrialle. maîtresse de la programmation industrielle, il devra constituer, de l'avis des autorités des cinq pays, le moteur d'une profonde transformation de l'activité économique dans la sous-

COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE. — La première réunion des représentants des entreprises publiques et proées de commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage des cinq pays du Groupe andin a cu lieu du 10 au 12 août à Lima, où elle a adopté une série de mesures pour développer les échanges.

GATT

Le rapport annuel dénonce la montée du protectionnisme

UN cri d'elarme contre les progrès du protec-tionnisme, qui compromet la relance de l'activité économique en freinant la restructu-ration nécessaire de l'apparell industriel, est lancé par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans son rapport annuel publié le 12 septembre.

a La propagation des pressions dans le sens du profectionnisme, estiment les auteurs du rapport, pourrait bien se révêler être l'élément le plus important de l'évolution actuelle des politiques internationales, car elle a atteint un point où l'on peut considérer que le maintien d'un ordre international fondé sur des règles concertées et respectées se trouve mis en ques-

Il n'est pas difficile d'Identifier les origines de ces pressions, poursuit le rapport : la production industrielle des régions développées a stagné entre 1973 et 1978, alors que les exportations de produits industriels des pays en voie de développement continuaient de croître. Mais a il est plus difficile de comprendre que tant de contrerprent esté soient prêts à donnée suite à contrerprent esté de la contre de la contrerprent esté de a il est plus difficue de comprendre que una de gouvernements solent prêts à donner suite à ces demandes, car en agissant ainsi, ils appliquent en fait une politique qui est en contradiction avec leur objectif declare », c'est-à-dire la croissance économique.

Les experts du GATT prévoient pour cette amée un accroissement du volume du commerce mondial de 6 % seulement. En 1976, le GATT fait état d'une augmentation d'environ 11 % du volume des exportations mondiales après le recul de 1975.

O.C.D.E.

Energie : développer de nouvelles technologies

S ELON un rapport public au debut du mois de septembre par l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), il est indispensable qu'un effort vigoureux de recherche et de développement soit entrepris, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, pour développer des nouvelles technologies relatives à l'énergie.

nouvelles technologies relatives à l'énergle.

Le rapport insiste sur la nécessité de modifier, au cours de la période qui s'étendra de 1985 jusqu'en l'an 2000 (date à laquelle les approvisionnements en pétrole commenceront sans doute à décliner) la structure de l'offre et de la demande d'énergle. Il conclut qu'à la conception usuelle de la recherche et du développement appliquée à l'énergle doit se substituer une stratégie coordonnée du développement technologique afin d'assurer un niveau satisfaisant d'approvisionnements en énergle.

FLUX DES DONNEES TRANS-FRONTIERES ET LIBERTES INDIVIDUELLES. — Les incidences économiques et sociales de la transmission de données informatisées à travers les frontières ont été au centre des travers d'un colloque de l'O.C.D.E. sur les flux de données trans-frontières et la protection des libertés individuelles, orgauisé à Vienne du 20 su 23 septembre.

AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE. — M. Willom H. Honnum a été nommé au poste de directeur général adjoint de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire, où û suc-

cède à M. lan Williams, qui a pris ses fonctions de directeur général de t'Agence le 1º mai der-

RECENTES PUBLICATIONS

 ◆ Le Canada, dans la séric « Etudes économiques »,) millet 1977, 56 pages. Modèle de convention de double imposition concernant le revenu et la fortune,
 224 pages.

Objectifs, concepts et stratégies en matière de pestion des déchets radioactifs résultant des programmes nucléaires de puissance, rapport établi sous la responsabilité d'un groupe international d'experts et publié par l'Agence da l'O.C.D.E. pour l'éoergic oucléaire,

Le Rôle des diplômes dans l'enseignement et la vie professionnelle, 175 pages.
 Protection des consommateurs dans le domaine du crédit à lo consommation, 73 pages.
 La Politique de l'innovation dons le secteur des services, 273 pages.

■ ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBREECHANGE. — Les progrès cers ta réalisation du
libre-échange en Europe occidentale se sont poursuiris au cours des douze mots qui se sont écoulés
jusqu'à la jin juin, malpré le taux de chômage
élevé enregistré dens cette région, la persistone
des pressions inflationuistes et le déséquilibre des
palements extérieurs. C'est ce qui ressort du dixseptième rapport ennuel publié au début du mois
de septembre par l'Association européenne de
libre-échange (AELE), qui rappelle, notamment,
que les droits de douans à l'importation qui subsistaient sur la plupart des produits industriels jaisant
l'objet d'échanges entre les sept pays de l'Association et les neul membres de la CEE, ont été
supprimés le 1^{ext} juillet dernier, conjormément au
celendrier établi.

■ ASSOCIATION LATINO - AMERICAINE DE

calendrier établi.

• ASSOCIATION LATINO - AMERICAINE DE LIBERE-COMMERCE. — Les directeurs des doumes nationales des pays membres on l tenu leur dixième session annuelle à Montevideo du 5 au 9 septembre. La réunion à été principalement consacrée à l'examen du rapport du groupe d'experts des techniques douanières (31-23 mai) sur le modèle de déclaration de marchandises en transit douanière, ainsi qu'aux travaux de mise au point des mesures d'assomptissement des procédures d'expédition de marchandises par voie sérienne notamment, en raison de l'importance de ce moyen de transport dans de nombreux pays de la région.

— Le groupe d'experts des problèmes de la

- Le groupe d'experts des problèmes de la double imposition, dont la quatrième session a eu lieu du 15 au 20 août à Montevideo, a poursuiri ses travaux de mise au point d'un modèle de convention de double imposition.

de convention de double imposition.

• COMMUNAUTE DES CARAIBES. — Précédée d'une séance préparaloire au niveau des experts, la quatrième session du comité permanent des ministres de l'éducation des pays membres de la Communauté des Caraibes s'est tenue à Géorgetown (Gugana) les 24 et 25 août. A son ordre du jour : le développement d'un programme intégré d'enseignament des sciences; le développement des innovations en matière d'éducation; la création d'une entreprise des Caraibes pour la production et la distribution de matériel oudlo-visuel, etc.

et la distribution de matériel oudlo-visuel, etc.

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR
LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Le
conseil du commerce et du développement, réuni
du 23 août au 2 septembre à Gunère pour la première portie de sa dix-septième ession, a adopté
une résolutian concernant l'orgenisation de la
cinquième session de la Conférence des Nations
unies sur le commerce et le développement à
bianille en moi 1959 et a examiné des questions
varies : mandat de lo commission de la coopération économique entre pays en voie de dévetoppement, mesures spéciales en l'aveur des pays les
moins avancés, interdépendance des problèmes
concernant le commerce, le finoncement du développement et te système monétoire international, financement lié au commerce, garantis du
crédit à l'exporietion, commerce des artieles manulacturés et semi-jinis, ctc.

— Afin d'élaborer l'ordre du jour de la session

Afin d'élaborer l'ordre du jour de la session ministérielle de janoier prochain, le Conseil du commerce et du développement s'est réunien session extraordinaire du 5 au 10 septembre.



Marché commun

M. Tindemons plaide la cause de

LEO TINDEMANS, premier ministre belge
M. et président en exercice de la C.E.E. a
plaidé la cause de l'Europe verte à l'occasion
d'une réunion informelle des ministres de l'agriculture des Neuf qui s'est tenue les 12 et
13 septembre à Bruxelles. En réponse aux
adversaires de l'Europe verte en Grande-Bretagne, il a estimé qu'il n'était ni souhaitable
ni réalisable de réviser de fond en comble la
politique agricole commune. Toutefois, le président en exercice de la C.E.E. n'a pas caché
son inquiétude au sujet des problèmes agrimonétaires (montants compensatoires) dui. son inquietude au sujet des problèmes agri-monetaires (montants compensatoires) qui, selon lui, a érodent progressivement l'unicité des prix dans la C.E.E. et, dès lors, le fondement même de la politique agricole commune ». D'autre part, les ministres de l'agriculture ont décidé de dévaluer de 5 % le « taux vert » de la couronne danoise, unité de compte utilisée pour les échanges agricoles intra-communau-taires.

pour les échanges agricoles intra-communationes.
Cette mesure, demandée par le Danemark à la suite de la dévaluation de 5 % de sa momaie fin août dernier, évite l'application d'un montant compensatoire de 5 % qui aurait eu pour effet de taxer les exportations de produits agricoles danois, en particulier de viande de porc vers la Grande-Eretagne et la France. Cette mesure, qui avait soulevé des réticences de la part de la Grande-Bretagne, a finalement été prise à l'unanimité.

Prochaine ouverture des negociations des accords de limitation des importations de produits textiles

Les ministres des affaires âtrangères de la C.E.E. ont donné le 20 septembre à Bruxelles le « feu vert » à la Commission européenne pour négocier des accords de limitation des importations de produits textiles avec les vingteinq principaux pays fournisseurs de la C.E.E. Valable pour la période 1978-1981, le mandat de négociation adopté prévoit que la Commission de la C.E.E. essalera de négocier des contingents d'importation à un niveau égal ou proche des importations de produits textiles réalisées en 1976, ce qui signifie en fait une diminution par rapport à la cadence actuelle des importations.

diminution par rapport à la cadence actuelle des importations.

Pour les produits à haute sensibilité économique et politique (taux de pénétration de 50 % ou plus) — filés de coton, tee-shirts, chemises, chemisiers, tissus de coton, pantalons, chandails et tissus de fibre synthétique, — la C.E.E. entend stabiliser en 1978 les importations au niveao de 1976. Elle ne tolèrera dans les années 1979 à 1981 qu'une progression annuelle des importations de 1 à 2 % seulement.

Pour les produits à « haute sensibilité » (taux de pénétration supérieur à 20 %) et les produits sensibles (taux de pénétration entre 5 et 20 %) le taux de pénétration annuel, toujours par rapport à 1976, pourrait se situer respectivement à 4 et 6 %.

Enfin, pour les produits moins sensibles, la Communauté européenne se montrera moins exigeante et plus souple.

Communauté européenne se montrera moins exigeante et plus souple.

Les négociations avec les pays fournisseurs (Hoogkong, Inde, Corée du Sud. Taiwan, Brésil, Yougoslavie, Pakistan, Thailande, Macao, Malaisie, Colomble, Singapour, Mexique, Uruguay, Argentine, Philippines; Sri-Lanka, Gnatemala, Roumanle, Hongrie, Turquie, Espagne, Israël, Egypte et Grèce) déboteront le 15 octobre. Si elles aboutissent à des résultats concrets d'ici à la fin de l'année, la C.E.E. donnera son accord au renouvellement de l'accord multifibre dans le secteur textile, conclu dans le cadre du GATT. GATT.

D'autre part, les ministres ont approuve le

mesures de restrictions aux importations deci-des en août dernier par la Commission de la C.E.E. concernant les tissus de coton, les chandails, les puil-overs, chemisiers de femmes et jupes et valables jusqu'à la fin de 1977 pour les exportations de ces produits dans la C.E.E.

Adoption d'un a code de bonne conduite » pour les firmes trovaillant en Afrique du Sud

L'Europe des Neuf, en adoptant le 20 septembre un « code de bonne conduite » pour les firmes européennes opérant en Afrique du Sud, a voulu faire pression sur le régime de Pretoria pour contrecarrer sa polltique d'apartheid. C'est la première fois qu'un groupe de pays indus-trialisés occidentaux adopte un tel code, qui recommande notamment l'égalité de traitement sur les lieux de travail (saiaires, conditions de travail, liberté syndicale, chances de promotion

VILLE D'ART. DE TOURISME

ET DE CONGRES Allie au prestige de ses monuments acciens l'énergie sourionte d'ane jeune cité qui, dans

un élan sans ralache, canstruit son aveair.

ELLE VOUS OFFRE

LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le moada par la légeade et la changon, ses aombreas édifices civils et religious; LES TRESORS DE SES MUSEES; DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE; SON FOLELORE idanses et vieilles tradi-tions).

SON FUNCTORE INDEED ET HEILES GRANtional.

UN FESTIVAL ORAMATIQUE (15 joillet 15 sout) Théatre chrorégraphique, cinéma,
musique;
nes Salles ne Reunion;
e autos-couchettes p aller et retour au cépart
da PARIS, ETAPLES (Le Teuquet), BOULOGNE, LIEGE BRUXELLES, AMSTERDAM,
DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSEUHE;
SON IMPOETANT MARCHE QUOTIDIEN DE
FRUITS ET PRIMEURS;
DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands etres (Châteauneut-du-

des vins de grands erus (Châteauneur-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.); • LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations et coagrès. Sés grandés et inxueuses salles da conférences, de restaurant, son immense

parking

Visitez AVIGNON « La Sasacoso de jote!... » Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurés.

IPh. ATZINGERJ

interne et assurances sociales) entre travailleurs blancs et noirs. Toutefois, la mesure la
plus dure prévue à l'origine dans le texte des
experts européens — l'interdiction de nouveaux
investissements des firmes européennes en
Afrique du Sud — n'a pu être reterme en
raison notamment des réticences des trois
grands pays intèressés : Allemagne de l'Ouest,
France et Grande-Bretagne.
Les Neuf continueront tootefois l'étude de
cette interdiction, ainsi que d'antres mesures
visant à restreindre les crédits à l'exportation
accordés aux firmes européennes travaillant en
Afrique du Sud.

PREPARATION DE LA REUNION ANNUELLE DU P.M.I. — La réunlan des ministres des finan-ces des Neuf a été essentiellement consacrée la 19 septembre à Bruselles à la préparation de la réunion annuelle du Fonds monétaire interna-tional.

tennon universe se sont entendus sur une aug-mentation des quoles-parts au F.M.I. de 50 %. Pour le reste, ils n'ont pa discuter de la « nau-velle stratégie économique » proposée par la Commission européenne qui suggère uus forta relance pour combattre le chômage, en utilisant notamment la relance par la demande et les défi-cits bugétaires pour soutentr l'activité écono-

mique.
Toutefois, M. Robert Boulin, ministre français délégué à l'économie et aux finances a para réservé. Les propositions de la Commission suropéenne seront examinées à fond le 17 octobre à Luxembourg.

Lurembourg.

L'ESPAGNE ET LA C.E.E. — Les neu/s pays du Marché commun ant mis en marche, le 20 septembre à Bruxelles, le processus qut doit permettre à terme à l'Espagne d'entrer dans la Communauté économique européenne. Ils out en effet chargé la Commission de préparer « sans préambules » son avis sur cette candidature qui devrait être connu au printemps 1978. Al er s que la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest ont exprimé leur conviction de ooir sa dérouler cette négociation d'adhésion sans préalables directs ou indirects, la France et l'Italie ont exprimé des réserves.

des réserves.

OUVERTURE OFFICIELLE DES CONVERSATIONS AVEC LE COMECON. — Un communiqué
conjoint C.E.E.-COMECON publié le 21 septembre
à Bruxelles confirme le début des négociations
formelles entre la C.E.E. et le COMECON pour la
première moitié de l'onnée 1978.
Ca communiqué a été publié à l'issue de la
première rencontre au niveau ministèriel entre,
d'una part, M. Mihai Marinescu, vice-premier
ministre roumain et président du comité exécutif
du COMECON, al. d'autre part, MM. Henri Simonet el Wilhelm Haterkamp, respectivement président en exercice du Conseil de la C.E.E. et commissaire européen chargé des relations extérieures.
Les conversations, indique le communiqué offimissaire européen chargé des relations extérieures.

Les conversations, indique le communiqué officiel, « oat donné lieu à un échange constructif d'opinions concernant les négociations futures et les modalités de lear déroulement ». Dans une conférence de presse tenue à l'issue des entretiens, M. Wilhelm Haferkamp a précisé que la première phase des négociations formelles entre le C.E.E. et le COMECON aurait sons doute lieu à Bruzelles. Interrogé rur la question de savoir si le COMECON et les pays de l'Est avaient maintenant pratiquement reconnu la C.E.E., il a souligné : « La C.E.E. est una réchaité. »

PECHE. — La C.E.E. e décidé le 20 septembre de prolonger de deux mois les licences de pêche accordées à l'Union sociétique dans la zone com-munautaire des 260 milles.

SUCRE. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf n'ont pu se mettre d'accord le 20 septembre sur le mandat que devrait défendre la Commission de le C.E.S. é la conférence internationale du sucre qui siège à Genéve.

La question a été renvoyée au groupe spécialisé du comité des représentants permanents des Neuf à Bruxelles et à un conseil des ministres de l'agriculture.

Jusqu'ici, les positions éteient les suivantes : les principaux pays producteurs de sucre récla-

les principaux pays producteurs de sucre récla-ment l'instauration de quotas d'exportation et, pour rajjermir les éours, un quota de réserve, c'est-d-dire une quantité importante de sucre qui

c'est-à-dira une quantité importante de sucre qui serait définitivement retirée du marché. La CEL. reste fidèle à la création da stocks régulateurs.

LA SUEDE DU « SERPENT » MONK-TAIRE. — Après la sortie de la Suède le 29 août, le « serpent » ne compte plus que cinq pays dont les monnaies sont liées entre elles, avec une marge de fluctuation de 2/5 %: l'Allemagne, les Puys-Bas, la Belgique at le Navemark, membres de la Communauté des Neuf, cinsi que la Norvège, désormais seul pays associé. Depuis sa création au printemps 1972, cet ilot de stabilité s'est dons sousiblement rétréet, après les départs successifs de la Grande-Bretagne Idéa l'été de la mêma année), de l'Italie, puis de la France, qui avait fait une « fausse rentrée » en fuillet 1976, avant de décrocher d nouveau en mars 1977.

CECA

La Commission préside à la conversion des aciéries Rodange-

Athus

I A difficile conversion de l'ensemble sidérurgique Rodange-Athus, à cheval sur les deux pays oû se situent ces villes (Luxembourg et Belgique respectivement) a été décidée grâce à l'aide et aux conseils de la Commission européenne de Bruxelles, représentée par son délégué aux questions industrielles, M. Davignon. L'affaire était d'autant plus compliquée à règler que quatre mille licenciements étalent en jeu, et que l'opinion des deux pays craignait de voir l'une des deux nations faire les frais de l'opération décidée par le groupe Cockerill, en déficit grave.

Faute de parvenir à s'entendre directement.

Faute de parvenir à s'entendre directement, les gouvernements de Bruxelles et de Luxembourg ont eu recours aux bons offices de la Commission. On peut raisonnablement penser que sans l'aide — diplomatique et surtout financière — accordée au nom de la commission par M. Davignon, l'accord n'aurait pu être fait. En volci les principales dispositions, qui ont êté appronvées par le personnel d'Athus à une forte majorità (691 voix pour, 94 contre, 26 nulles), comme le préconisaient les délégués syndicaux:

— L'activité des hauts fourneaux, de l'acièrie et des laminoirs de Rodange (Luzembourg) sera maintenue dans une première phase. Les salariés qui ne trouveront plus d'emploi dans ce cadre seront placés par l'entreprise dans une a division anti-crise » chargée de leur trouver des emplois de reconvenices. des emplois de reconversion. Le gouvernement luxembourgeois prendra des mesures de pré-pension à accorder sans distinction de nationa-lité aux ouvriers et aux employés travaillant

dans ces usines.

— A Athus (Beigique), seront maintenues les activités de la chaîne d'agglomération, des torsadeuses et du moulin à scories. Une société de diversification à laquelle participeront les deux gouvernements ainsi que les groupes Cockerill (Belgique) et Arbed (Luxembourg) sera créée pour rechercher les investissements susceptibles de redonner un emploi aux employés et aux ouvriers. En attendant, ceux-ci pourront s'inscrire dans la c cellule d'emploi a dont le gouvernement belge a décide la création.

— La recherche d'emplois pour huit cents

 La recherche d'emplois pour huit cents salariés, dans l'immédiat, sera facilitée par les deux gouvernements, qui chercheront à la situer dans le cadre de transformations industrielles plus vastes. Pour sa part, la Commission euro-

péenne a pris à sa charge une partie des frais que cela implique (1,5 à 2 millions de francs belges).

— D'une façon plus générale, la Commission interviendra de quatre façons : sur le plan social par le moyen des indemnités CECA jusqu'au maximum possible; sur le plan sidérungique, des investissements d'adaptatinn seront nécessaires et seront favorisés par des prêts aux meilleures conditions : sur le plan de la diversification et sur celui de la restructuration, la Commission interviendra également par des prêts et des bonifications d'intérêt afin de donner aux nouveaux projets les moyens de réussir. Cela pronve, selon la Commission, a que les problèmes de la stâtrurgie ne pouront être résolus que par la restructuration associée à la diversification ».

Pessimisme pour la sidérurgie

Pessimisme pour la sidérurgie

La crise de l'emploi dans la sidérurgie, dont le cas de Rodange-Athus n'est malheureusement qu'un exemple, promet de continuer. Comme le montrent les derniers résultats statistiques connus.

Les commandes d'acier aux six pays de la Communauté initiale ont été de nouvean faibles en juillet (derniers chiffres connus): 5395 000 tonnes, contre 6338 000 tonnes un an plus tôt (— 6%). Pour plus des trois quarts, elles viennent des pays de la CEE; mais les chiffres montrent que le recui des commandes provenant de cette zone est particulièrement important: — 19%. En revanche, les commandes venant des pays tiers ont augmenté, atteignant 1758 000 tonnes en juillet contre 1 195 000 tonnes un an plus tôt (+ 47%), ce qui confirme l'amélioration des ventes d'acier européen sur le marché des Etats-Unis.

La production suit ce mouvement de retrait.

l'amélioration des ventes d'acier européen sur le marché des Etats-Unis.

La production suit ce mouvement de retrait. En juillet, les Neuf ont coulé 10.4 millions de tonnes, contre 11.27 un an plus tôt, soit 7,6 % de moins. Pour l'ensemble des sept premiers mois de l'année, le recul a été de 4.2 %, certains pays connaissant une baisse particulièrement importante : 8.2 % en Allemagne, 7,7 % au Luxembourg, 7,2 % en Grande-Bretagne. En revanche, le recul n'a été que de 4.8 % en Belgique, de 1.2 % aux Pays-Bas et de 0,2 % en France. Ces chiffres peuvent être comparés à un progrès de 0,6 % au Japon et à un recul de 4.6 % aux Etats-Unis.

D'après les pronostics des experts de la C.E.E., rien ne permet d'escompter une reprise, même lègère, de l'activité sidérurgique. Ils s'attendent à des prodoctions de 33,25 millions de tonnes au troisième trimestre (2 % de moins qu'en 1976) et de 34.80 millions au dernier trimestre (+ 5 % que le très mauvais dernier trimestre de 1976).

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS OUVRIERS. —
La Commission de Bruzelles a approuvé une série d'aides en faveur de la construction ou de la modernisation de logements destinés au personnei des industries du charbon et de l'acter, Ces prêts d long terme, au taux de 1 %, sont les suivants :
R.F.A. 3366500 DB (301 logements); France 4236550 F (613); Luxembourg 22688760 Flux (80); Italie 3556,5 millions de lives (426).

(80); Italie 3556,5 millions de lires (426).

EXPORTATION DE PERRAILLES VERS LES PAYS TIERS.— Faute d'accord au niveau du groupe des questions CECA, le sujet a élé renvoyé à nouveau au comité des représentants permanents des Neuj. Le proposition en discussion concerne la venie au second semestre 1977 de 2 millions de tonnes (800 000 tonnes pour chacun des grands pays exportateurs : Allemagne, France, Grande-Britagne, Benelux) et d'une vinptaine de milliers de tonnes en Javeur du Denemark. Chacun de ces pays à demandé que 20 % environ de son contingent d'exportation total puisse être constitué de Jerrailles de bonne qualité. La délégation italienne, dont la sidérurgia dépend dans

une large mesure de l'approvisionnement en fer-raille et qui redoute qu'une libéralisation trop pousée des exportations n'entraîne de graves répercussions sur les prix, au moment où la conjoncture sidérargique exigera à nouveau une offre abondante de ferrailles d'acter, s'oppose pour l'instant à cette formule, bloquant toute expor-

tation.

DUMPING ESPAGNOL EN GRANDE-BRE-TAGNE? — Londres, qui avait engagé une procédure contre la vente par dumping d'acters espagnols en Grande-Bretagne, seratt prêt à arrêter cette enquêts en contreparite d'arrangements qui fant l'objet de négociations entre les deux pays. Le Royaume-Uni renonversit ainsi en renouvellement du droit anti-dumping de 31 livres par lonne qu'il avait instauré en carit sur une série de produits sidérurgiques expagnols.

BAISER DE LA PROVINCTION DE MINERAL

BAISSE DE LA PRODUCTION DE MINERAI DE FER. — Au premier semestre, 25,1 millions de tonnes ont été extraites dans la Communauté, soit 16,3 % de moins qu'en 1976 à parelle époque. La baisse a été particulferenent forte en França (— 16,8 %), paye qui produit à lui seul les quatre cinquièmes du mineral de fer de la CECA. UN NOUVEL EMPRUNT CECA est effectus par la Commission sur la marché international de capitaux; il concerne deux tranches de 50 millions de dollars à 8,25 % et de 100 millions d 8,75 %.

8,75 %.

LA PRODUCTION CHARBONNIERS des Neufcontinue de baisser. Elle n'a pas dépassé en juillet 16,5 millions de tonnes, contre 18 millions un an plus tôt (— 8 %). Pour l'ensemble des sept premiers mois, le recul est de 3,8 %, plus marqué d'alleurs en Allemagne (— 6,6 %) qu'en France et en Bégique (— 2,8 %) ou au Royaume Unt !— 1,8 %). Pourtant le niveau des stooks à la mine augmenta : 11,9 millions de tonnes en juin, contre 29,9 un an plus tôt (+ 8 %); en Allemagne, ce gonfiement a même atteint 41,7 %; d'inverse, les stocks ont baissé de 18 % en un an en Grande-Bretagne.

Parlement européen

Présentation du budget de la C.E.E. Le projet de budget 1973 des Communautés
européennes a été présenté le 13 septembre
au Parlement européen par M. Marc Eyskens,
secrétaire d'Etat aux finances de Belgique, pays
qui préside actuellement le Conseil de la C.E.E.
Cette présentation est en effet une affaire
délicate, le conseil des ministres de la C.E.E. ayant fait des coupes sombres dans les dépenses qui sont du ressort du Parlement européen et qui sont de ressort de Parlement européen et qui, en jargon communantaire, constituent les dépenses non obligatoires : moins de 12 % du budget total. Le reste, les dépenses découlant des traites, est en augmentation de 13 % par rapport à 1977. Le budget total de la CEE, s'élève maintenant à 11,6 milliards d'unités de compte, soit près de 14 milliards de dollars.

Les dépenses du secteur agricole absorbent 75 % de ce budget ; le secteur social 3,66 % et le secteur régional 3,45 %, 2,16 % vont à la recherche et 2,65 % à la coopération et au développement.

développement.

M. Eyskens a précisé que les réductions portaient sur des actions nonvelles préconisées par les parlementaires, notamment dans le domaine de l'énergie, mais qu'en revanche priorité a été donnée au secteur social.

priorité a été donnée au secteur social.

M. SIMONET N'ESTIME PAS NECESSAIRE LA REUMION D'UN ROUVEAU « SOMMET » ECONOMIQUE. — La situation économique » l'europe des Neut ne « doit pas inciter à un optimisme facile », a dédaré le 14 septembre à Luzembourg M. Henri Simonet, ministre des affaires
étrangères de Belgique, pays qui préside actuellement le conseil des ministres de la C.E.S.

Prenant la parole devant les parlementaires
européens, M. Simonet a zouligné le « caractère
européens, M. Simonet a zouligné le « caractère
européens, M. Simonet a zouligné le « caractère
européens, he présiden de le lecours à des
techniques d'ordre conjoneturel ».

Interrogé par un parlementaire sur l'apportunité de réunir un nouveau « sommet » économique, M. Simonet a estimé qu'une telle réunion
n'était pas nécessaire. Il est dans les intentions
du gouvernement beige, a-t-il préside (en tant
que pays présidant le conseil des ministres des
Neuf), de trafter prioritairement les questions de
chômaga et de la situation économique en général.

De plus, la présidence belge fera de nouvelles
propositions eu cours du « sommet » suropéen des
set é décembre « pour relancer l'union économique et monétaire ».

Organisation des Etats américains

Situotion inquiétante dans le monde rural

Reunie à Tegucialpa (Honduras) du 5 au 8 septembre, la septième conférence interamèricaine sur l'agriculture a lancé nn pressant appel à la coopération et à la solidarité régionales pour résoudre les graves problèmes dn monde rural. Cet appel lui a paru d'autant plus nécessaire que les conséquences de l'immobilisme des gouvernements pourraient devenir critiques. En effet, d'après le rapport de l'Institut interaméricain des sciences agricoles (LLC.A.) soumis aux ministres, trente-six millions de Latino-Amèricains sont aujourd'hui menacès de dénutrition. L'écart entre le taux de lions de Latino-Américains sont aujourd'hui menacés de dénutrition. L'écart entre le taux de production de l'agriculture et la croissance de la population ne suffit pas à expliquer cette situation. A cela s'ajoutent les pertes, estimées à 30 %, du produit des récoltes en raison de la persistance de méthodes inadaptées de manipulation des produits, du manque d'installations de stockage, de l'insuffisance de moyens de transport, de systèmes de commercialisation primitifs, etc. La Conférence a fait siennes les recommandations de l'ILCA, et a pris une série de mesures touchant aux difficultés structurelles du monde rural et qui seront portées à l'attendu monde rural et qui seront portées à l'atten-tion des gouvernements.

tion des gouvernements.

COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES.

La Commission interaméricaine des femmes (CIM) s'est réunte à Saint-Dominque du 1s au 5 août, dans le cadre du Flan International pour les femmes adopté à Mesteo en 1975. Elle a entièrement consacré ses travaux d'examen d'un des points prioritaires de ce Plan : l'influence des moyens de communication de masse sur l'imaga de la femme ea Amérique latine. S'insurgeant contre l'image de la femme répandue par les journaux, les revues, la radio et la télévision, la CIM s'est ej/orcée de démontrer la responsabilité des intérêts qui contrôlent les moyens de communication de masse, et les effets néfastes d'une politique qui, sous prétezts de saifeirs les exigences des lecteurs et des téléspeutateurs, contrîbue à perpétuer l'inégalité des sexes. Dans une résolution, la CIM demande que l'on reconnaisse le droit de la femme à excrer ses responsabilités à tous les niveaux de l'information.

PRIN DES PRODUTÉS DESPORTATION. —
Réunte à Washington le 13 seplembre, la Commission des prix de l'O.E.A. a examiné l'évolution des
cours intérnationaux des mattères premières et des
produits de base des pags de l'Amérique latina
pendant le premier semestre. Après le tassement
constaté au début de l'année, le mouvement de
baisse, qui s'était emorré par la suite, s'est
confirmé, de sorte qu'à la fia du semestre le aiveau

des cours était inférieur, par rapport d fanvier, de 7,2 % en moyenne.

de 7,3 % en moyenne.

EXPORTATION DE SUCRE VERS LES ETATS-UNIS. — Afin d'examiner les conséquences, pour les exportations de sucre des pays de l'Amérique lutine et des Carulbes vers les Etats-Unis, du projet de loi sur l'agriculture actuellement en discussion au Sénat américain, l'Organisation des Etats américains a organisé une réunion de consultation de Washington le 12 août. D'après ce profet, le gouvernement, américain gesantirait aux producteurs nationaux un prix-plancher au-dessus des cours mondiaux. Parmi d'autres mesures, il pourrait apoir recours sont à un relévement des droits d'importations, soit d un contingeniement des importations.

Les exportations de sucre des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes vers les Etais-Unis ont atteint, en 1976, 2 183 855 tonnes, ce qui représente plus de 56 % des achais américains de ce produit. Déjd très affectés par les pertes de receites dues d la baisse des cours qui se poursuit depuis 1974, les pays producteurs de sucre se trouveraient placés, si ces dispositions devaient dire adoptées, dans une situation particulièrement difficile.

Ligue des États arabes

Au conseil des ministres : conflit de l'Ogaden et attitude à l'égard d'Israël

REUNI an Caire do 3 au 6 septembre, le conseil des ministres de la Ligue des Etats arabes a adopté une résolution prudente sur le conflit de l'Ogaden et une résolution relativement « modérée » contre Israël.

1) Conflit de l'Ogaden : le conseil s'est refusé 1) Conflit de l'Ogaden: le conseil s'est refusé à soutenir la Somalie contre l'Ethiopie, préférant inviter les deux pays à régier leur différend par des voles pacifiqués. Une résolution exhorte tous les pays étrangers à se tentr à l'écart du conflit e afin que les peuples de la région puissent résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes ». Le secrétaire general de la Ligue, M. Mahmoud Riad, à été chargé de prendre contact avec son homologue de l'Organisation contact avec son homologue de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), M. William Eteki Mboumous, en vue de trouver une solution au conflit a dans le cadre de la coopération ajrografie

arabe »;

2) Attitude à l'égard d'Israël : le conseil a adopté un projet de résolution qui doit être proposé aux pays arabes et aux pays non alignes et soumis à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce projet, qui traite principalement de la politique israélienne dans les territoires occupés et de son plan de peuplement, condamne Israël, mais ne réclame andune sanction contre l'Etat hébreu. Le Conseil de sécurité est invité à prendre les

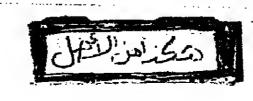
do Port The second second with the East the state of the same of

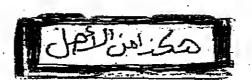
.

は 100mm 10

THE SECONDS ATT DE TENER SE PARENTE CO A STATE OF THE STA COTE DAZUR. B Am de Ca and the second property that

and the properties 1 and regardence of tract stage THE PROPERTY AND ADDRESS. THE STREET OF THE STREET 22 Testing the Course 1





mesures nécessaires à l'arrêt de la politique israélienne. Le texte réaffirme les principes arabes d'une paix juste et durable au Proche-Orient: retrait d'Israël de tous les territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem, récupération des droits entiers du peuple patestinien, y compris « le retour, l'autodétermination et l'établissement de son Etat indépendant en Polestine ».

En outre, les pays membres de l'ONU sont priés de cesser toute aide à Israel qui pourrait contribuer à maintenir l'occupation ou aider les autorités israellennes à exploiter les ressources naturelles des territoires occupés.

PONDS ARABE POUR LE DEVELOPPRMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL. — La Lique des Etats arabes a conclu le 28 août dernier avec la Somalie un accord d'assistance technique de plus de 1 million de dollars, dans le cadre de l'action du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES). Ost accord prêva it natamment l'envoi en Somalie d'experts pédagogiques et de professeurs d'arabe, et l'actroi aux enseignants somaliens de bourses d'études dans les universités arabes.

les universités arabes.

ADMISSION DE DJIBOUTI. — Le 3 septembre, la République de Djibouri a été admiss ou sein de la Lique des Etats arabes, dont elle est desenue le vingt-deuxième membre. Commentant cette admission, M. Abdallah Kamid, ministre djiboutien des affaires étrangères, a déclaré que son pass alluit appliquer le boycottage d'Israèl malgré les conséquences de cette politique pour le port de Djibouri. Djibouti. conformément d la port de la Lique arabe, jera « dans les plus breis délais » de l'arabe sa langue afficielle; le français restera la seconde langue du pays.

OTAN

La réduction des dépenses britanniques de défense

Le comité des plans de défense du conseil Le de l'Atlantique nord a terminé ses consultations sur les mesures proposées en décembre 1976 par le Royaume-Uni pour réduire de 230 millions de livres ses dépenses de défense prévues pour l'exercice financier 1978-1979. Dans une lettre adressée le 16 septembre par M. Joseph Luns, secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), au secrétaire d'État britannique à la défense. M. Fred Mulley, le Royaume-Uni est informé que, selon les alliés du Royaume-Uni, « la réduction actuellement prévue ne peut que nuire à l'officacité des jorces du Royaume-Uni a et que « ces événements négatifs sont d'autant plus préoccupants qu'ils conncident acec une prise de conscience accrue par l'alliance de l'ejfort incessant que déploie le pacte de Varsovie pour

améliorer son dispositif offensif et des impli-cations que cela entraîne pour l'asenir de notre sécurité ». La lettre, dont les termes ont été approuvés par les autres pays membres de l'OTAN, souligne également que « l'OTAN, face à une menace croissante, ne peut se parmettre aucune réduction des efforts de défense de ses pays membres, et que toute nouvelle réduction décidée par le Royaume-Uni ne serait pas comprise par ses alliés et ne requeillerait aucun soutien de leur part ».

ASSURANCE DE LA QUALITE. — Le groupe OTAN de directeurs nationaux pour l'assurance de la qualité a organisé du 5 au 8 septembre d Londres son deuxième colloque consacré à la contribution de l'assurance de la qualité à la disponibilité du matériel destiné aux forces armées de l'OTAN.

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : nouvelle requête de Chypre contre la Turquie

UNE requête dirigée contre la Turquie a été introduite le 6 septembre par Chypre auprès de la Commission européenne des droits de l'homme. Se référant à la situation existant dans l'île, cette requête allègue la violation de huit articles de la convention européenne des droits de l'homme (droit à la vie, interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, suppression de l'esclavage, de la servitude, du travail forcé ou obligatoire, droit à la liberté et à la streté des personnes, droit à un proces équitable par un tribunal indépendant et impartial, droit au respect de la vie privée et familiale, droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale contre la violation des droits garantis par la convention): la requête invoque également deux articles du protocole n° 1 à la convention, concernant la protocole n° 1 à la convention et la féducation.

Deux requêtes avaient déjà été introduites par Chypre contre la Turquie en septembre 1974 et mars 1975.

AFFAIRES FAMILIALES. — Les ministres chargés des affaires familiales de dix-neuf Etais européens se sont rencontrés d Bonn du 7 eu 9 septembre pour des échanges de vues sur les mojens de promouvoir la rôle éducatif de la famille. A l'issue de leurs travaux, les ministres out sdopté une déclaration soulignant « l'importance primordiale (de la famille) pour l'éducation des entants et la préparation à la vie d'adulte » : les ministres se falicitent également de l'initiative de l'éasemblée générale des Nations units proclamant biée générale des Nations unies proclamant l'année 1979 « Année internationale de l'enjant ».

Agence spatiale européenne

Echec du loncement du satellite O.T.S.

I MMEDIATEMENT après son décollage de Cap-Canaveral (Floride) le 13 septembre, le satellite d'essais orbitaux O.T.S. de l'Agence spatiale européenne (ASE) a été détruit par l'explosion de son lanceur américain, une fusée Delta 3914. La NASA a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la défaillance de ce lanceur fabriqué par McDonnel Douglas.

PROGRAMME ABBORAT. — Au cours de la huttième réunion du consell d'Aérosat d'Washington les 15 et 16 septembre, la délégation américaine a tridiqué qu'en raison de l'insufficance des fonds mis d' sa disposition la FAAA était dans l'impossibilité de poursuire la programme Aérosat comme 4 mait été envisagé. Les délégations canadienne et curopéenne ont pris act e de cette déclaration. En conséquence, le conseil du seoteur spatial d'Aérosat a été informé, lars de sa réunion du 19 septembre, que la secteur spatial ne pouvoit être financé dans les conditions prévues.

CINQUANTE-TROIS CANDIDATE POUR LA MISSION SPACELAB. — Cinquante-trois caudidale européene, de douse pays différents, ont été pré-selectionnés pour la première mission du Spacelab, la laboratoire spatial qui sera mis sur une orbite terrestre par la nauette spatiale de la NASA. Un seul d'entre eux sera finalement retenu pour transiller d bord du Spacelab avec un spécialiste américain lors de la première mission d'une semaine, prévus pour le deuxième semestre de 1980.

e ASSEMBLEE DE L'ATLANTIQUE NOBD. — La vingt-troisième ression annuelle de l'Assemblée de l'Atlantique nard s'est déroulée à Paris du 17 au 24 septembre. C'était la première fois que cette assemblée, qui regroupe environ deux cents parlementaires des quinze pays membres de l'allience allantique, se réunissait à Paris depuis le retrait de la France de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN.

OROANISATION DO TRAITE CENTRAL. —
L'Organisation du traité central (CENTO) a organisé, du 10 au 13 septembre à Téléran, une réunion d'experis consectée aux possibilités de coopération des cinq pays membres dans la domaine de la recherche agricole.

e OEGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. —
M. Bongo, chef de l'Etat gabonais et président su
exercice de l'Organisation de l'unité africaine
(O.U.A.), a amanacé, le 9 septembre, que, en roison
de l'aggravation des combats le long des frontières
entre la Zambie et la Rhodésie, la Zambie ne pourrait pas accueillir la « sommet » extraordinaire de
l'O.U.A. sur le Sahara occidental prévu pour octabre. e CROIX-ROUGE. — Avec l'arrivée, le 29 avait, de 157 étrangers du Pietnam, à bord d'un avion alfrété par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), a pris fin la quatrième série

de vols de rapatriement organisée par le C.I.C.B. de partir d'Ho-Chi-Minh-Vüle. Cette opération porte de plus de 3600 le nombre d'étrangers qui ant quitté le Vietnam sous les auspices du C.I.C.B. depuis 1875, pour gagner leurs pays d'origine (Inde, Pakistan, Yemen, Indonésie, République de Corée, Tainan).

— L'intensification des combats dans la région de l'Ogaden a amené le C.I.C.R. à entreprendre au début du mois d'août des démarches en javeur des victimes civiles et mûltaires, en affrant ses services aux parties en conflit. A la suita de ces démarches, le C.I.C.R. a préparé deux envois de secours médicaux d destination respectivement de la Crotz-Rouge éthiopienne et du Croissant-Rouge somalien, pour une somme de 3000 francs suitages.

suisses.

— La situation au Sud-Liban — combats quasi quotidiens et exodes de populations — a nécessité une intensification des activités de secours du C.J.C.R. Au total, du 1" fauvier au 30 juin dernier, le C.J.C.R. avait déjà transmis au Liban 6 121 tonnes de secours, représentant une valeur de 26,8 millions de francs suisses.

• RECHERCHE NUCLEARRE. — L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) indique que le conseil des ministres de la C.E.E. a décidé d'aifecter l'équivalent de 1,2 million de france suisses à l'installation eu CERN d'une petite station terresire de communications par satellite et d son équipement de calcul électronique connexe.

et à son équipement de calcul électronique couners.

• ORGANIBATION MONDIALE DU TOURISME.

— L'Organisation mondiale du tourisme, dont le siège est à Madrid, a annoncé, le 8 septembre, deux initiatives en faveur de la formation professionnelle donnant suite aux décisions qui avaient été prises par la deuxième Assemblée générale de l'O.M.T. à Torremolince au début de l'été.

Un accord a ainsi été signé avec le Mexique en vue du transfert à Mexico du Centre international d'études supérieures de tourisme — qui jusqu'iel était en Italia. D'outre part, les premiers contacts ant été pris avec les autorités sénéralellennes qui ont offert d'accueffiir le nouveau centre de formation hôtelière de l'O.M.T.

— One conférence mondiale sur le tourisme aura lieu d l'autonne 1980 à Manille, ainei qu'en a décidé la dernière assemblés de l'O.M.T.

• INTERPOL. — Les travaux de le quarante-

décide la dernière assemblée de l'O.M.T.

e INTERPOL. — Les travaux de le quarantesizième assemblée générale d'Interpol, qui ont
pris fin le 8 septembre d'Stockholm, ont été
consacrés en grande partie d'étude des moyens
de lutte contre le irajic des stupéjiants. L'organisation internationale de police recommande
nolemment une intensitiation de s recherches
permettant de localiser et de laire cesser les cultures de cannabis (chanvrs indien, haschich qui
ne semblent pas avoir diminué d'travers le monde
au cours des dernières années. Interpol tusisie
d'autre part auprès de tous les pays membres pour
que caux-ci ratifient, s'ils ne l'ont déjé fait, les
conpentions internationales relatives d'la lutte
contre les trajies de droque.

Pour un medieur dépistage, Interpol propose
de développer les analyses obtiniques afin de déceler l'origine des dijésents stupéjiants trouvés
sur le marché de le drogue.

Ajin de prévent les détournements d'avions,
les congressistes ont souhaité par ailleurs le renforcement des mesures de sécurité dans les aéroports pour déceler les transperts d'armes à feu.



COLLIOURE Les Résidences du Port d'Avall

Loin de la foule,

au coeur d'un parc fleuri

Appartements de 30 à 35 m². Equipements lumeur Confort total électrique, piache, tennia, chib Accès direct à la piage Appartement témoir. Livraison janvier 1973 S.C.I. LES RESIDENCES DU PORT D'AVALL. 4, rue Paul-Courty, 66000 PERPIGNAN, Tel.: (58) 34.43.77

SAINT MANDRIER (Côte Varoise)

de 5 ha avec rennis et aires de jeux pour les enfants, les petits immeubles de la Pinède Saint Georges s'ouvrent largement sur la Méditerranée. De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous ?

Livraison immédiate. Possibilité de location. §

Rens, sur place (7 jours sur 7) - Tél : (94) 94 97 03 Rens, à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél : 924 45 63

COTE D'AZUR, 8 km de Cannes

Piein centre village parmi les oliviers. VILLAS PROVENÇALES luce 4/5 pièces à partir de 425,000 F. Prtx fermes

LES FERMES DE PEGONAS, 05580 Pégomas - Tél. (93) 67-25-75

Entre GRASSE et CANNES
DOMAINE DE 5 HECTARES
MAS AUTHENTIQUE — PISCINE Prix 3.500.000 f - Possibilité de construire 6 villas Agence CLAPIER 1-3, avenue Victor-Hugo, GRASSE T4. 35.04.70 Gerantie FNAM activité référence voir p. 402 annuaire PTT 08

Pour oivre au calme, dans un grand parc oue exceptionnelle sur la mer Résidences Monte Carlo Sur piscine, club house, accès privé aux plages 74, bd. d'Italie - parking assuré Monte Carlo Tel: (93) 50 70 89

Avec vae panoramique sur mer et montagnes **VOTRE VILLA A NICE** à 7 minutes de la promenade des Anglais et de la mer. Habitable immédiatement, avec piteine et gardiennage. Constructeur sur place : Villas MONICA, 366, av. de Fabron Visites et téléphone : (93) 86-54-77 (l'après-midi).

SEMI MONACO

A 45 minutes de NICE, à 45 minutes de VALBERG LA BLANQUERIE A PUGET-THENIERS 16 Villes individuelles de 3 et 4 pièces, garage, jardin de 220.000 à 248.000 france Cabinet Remy MALIRIN (FNAIM) rue du 4-Septembre 06260 Puget-Theriera Tél. (83) 05.02.54

Dans la lumière de la Côte d'Azur, La RÉSIDENCE HENRI MATISSE à VENCE

: de la mar. 18 eppts, 2 escènessrs, chauffage élect, imégré individus : 4 plèces de très grand standing, placine, larges terresses avec loggit Comparation EERIFAU FORCIER
100105 OB140 VENCE Tal.: 1931 58.01.58

EN SUISSE STUDIOS - APPARTEMENTS - CHALETS SUR LA RIVIERA VAUDOISE ET EN MONTAGNE DES 83 000 FE ur tout renseignement: REGIE JEAN FRANCKEN. Agence Romande immobilière S.A. Case Postale 1210, CH1002 LAUSANNE, Tel. (19-41-21) 20-70-11

SAINT-LUC/Suisse.

VALAIS - 30 mm de Sierre - Ait. 1800 m

Village pilitorasque d'été et d'hiver - 6 remantées mécaniques

50 km de pietre - Termis - Palinoire

LES RESIDENCES NAVA. Vae panoramique aux les Alpes

Habitations solgates, style "chaitet "Studio (25-33 m2)

Apart (41-71 m2) dès 2 350 / m2 - Fin 60 % è 0,5 %

VAL PROMOTION - Av. du Mid 10 SION - Tél. 19-41 / 27 23 34 85

VILLARS SUR OLLON - SUISSE



Une buile acrovile formie de vente en juopités par lisques.
Inscription au Registre Foncier et autorisation d'acret pour étrangere
Vous profiles, de tous les avantages d'un Palace
(piscines, restaurante, saucas, solarium, magasins)
SAMS Y ETRE LIES FINANCIEREMENT
Hypothèques 70 % à disposition

Remanignez-vous sens terder auprès du : DOMAINE DE ROCHEGNISE E, Mandarget 12 1003 Lansaure stil 20.23.39 Miex 289-235 Profitez également de outre citre apéciale pour les derniers appartements dans uns chelets résidentièle à productif bemédiate de l'hêtel

AYEZ L'ESPRIT DE CLOCHER VIVEZ VOTRE PLACEMENT SANS PASSEPORT NI VISA en skiant ou golfant à

MEGEVE L'ENSOLEILLEE

Chalets-appartements de grand tuxe avec piscine ou tennis privés SARIM B.P. 181 - 74120 MEGEVE - Tél. : (60) 21 25 97 Paris 506 92 48

Un placement IMMOBILIER LOISIR

Dans les Hautes-Alpes EAU NEIGE SOLEIL Departement du Mieux-Vivre Enquête du Point des 9 et 28 janvier 1976

C'est · • Un domaine skiable ensoleillé
Vars, Serre-Chavaller, Orolères, Les Orres, Risoul... Le lac de Serre Ponçon
 3000 hactares (eussi grant que calul d'Annecy)

Le parc des Ecrins
La plus grande réserve naturelle de France

Que ce soit sur les pistes et à 10 mn du lac Que ce soit sur le lac et à 10 mn des pistes Que ce soit entre entre le lac et les pistes NAMES OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE OFFICER

C.G.A. IMMOBILIER, 25, rise de la Liberté. 05200 EMBRUN. T.C. 457 OU CHEZ NOS CORRESPONDANTS OU CHEZ NOS CORRESPONDANTS

ARMAUD RESIDENCES, 3, cours Jessyl-Thierry, 13232 MARSEILLE, T.E., 50.75.75.
SERVAL IMMEDISLES, 99, rue Nationale, 5900 UILLE, T.E., 52.80.00.
AUBERAS-VALS-TRANSACTIONS, 33, ad Sambetts, 07200 ALBERAS, T.E., 55.06.76.
IMMEDISLES C.M.F. 4, rue Moitre, 30000 ININES, T.E., 13.0.38.
FELIX-FAURE IMMOBILIER, 20, systeme Félix-Fears, 75015 PARIS, T.E., 250.57.50.
ASENCE DU PARC, 3, rue Strands, 04100 MANOSCUE, T.E., 72.28.55.
CABINET J.-C., STUFFEL, 1, pl. de l'Hossima de Fer. 57000 STRASSOURS, T.E., 32.89.88.



GUIDE 1978 DE L'IMMOBILIER MER MONTAGNE

204 pages - 800 constructions 8 pages d'adresses utiles - 60 pages de conseils Spécimen GRATUIT sur demande à SOPEM, 13, rue des Minimes, 75003 PARIS

Richairettina prattiglassa d'innanchina saine la HONFLEUR Appartements du atudio au tripléx - Investissement de tout 1er ordin

SCI-LA RÉNOVATION DU VIEIL HONFLEIR, GREENLAY S.A.

24, piace Hamelin, 14800 HONFLEUR Tél: (31) 89.07.37

AUX REMPARTS DE KERJOUANNO entre le golfe du Morbihan et la mer

UN INVESTISSEMENT GRANIT C'EST AUSSI UN INVESTISSEMENT VACANCES ET VOILE Port en ean profonde-

du Cronesty à 1500 m
the riethelles seignt as Franças
Appart, modern envert le week end ARZON PORT - NAVALO Tel. 2 (97) 25 Z2 92 Vous souhaitez

stl'2p 13p de L5p 1

Adressez ce bon avec votre carte de visite à :

1, place du Cirque 44000 NANTES (40) 73.99.80

A LA ROCHELLE, en bordure de mer RESIDENCE LE MARABOUT

RUE PHILIPPE-VINCENT

IMMEUBLE DE TRES BON STANDING

comprenant 30 splendides appartements dont : 10 T 5 de 120 m2 + 30 m2 de balcons, face à le mer 10 T 4 de 117 m2 + 16 m2 de balcons

10 T 3 de 67 m2 + 9 m2 de balcons

Chauffage électrique: collectif de base jusqu'à 14° + chauffage individuel par convectours. Eau chaude individuelle.

Chaque appartement sera livré avec une cave. Partings couverts en sous-sol. Livraison prévus été 78. PRIX FERMÉS ET DEFINITIFS





ACHETEZ LA CAMPAGNE A LA MER les dunes de salis à le PALMYRE (10 km de Royan)

Pour votre retraite, vos loisire, vos vecances 22 villes 5-4 et 5 pose avec grand terrain (800 à 770 m2) dans une forêt de pins à deux pas de la mer (5 mn à plud Ex.: ville 3 pièces avec jurge sur 806 m2 de forezin, let n° 33, 244000 F 775 Fame

EUROPE MAISONS S.A. Bureau régional : 12, rue Seint-Jean-du-Pérot. 17000 LA ROCHELLE Tél. : (46) 41.78.53
VELAS TEMOINS : Allée des Passeresux. Les Salis : 17570 LA PALMYRE. LES MATHES Tél. : (46) 02.44.18
Autre progressi

— Costa Brava — AMPURIABRAVIA - A 35 km du Perthus dans la Baie de ROSAS...

Appartements T 3 + piscine + amarrage bateau **130 000 F.** Villas "fes pieds dans l'eau" 93,25 m2 eu sol + 600 m2 terrain + 15 m de qual pour bateau **210 000 F.** POSSERLITÉS DE CRÉDIT 80 % SUR 5, 10 et 15 ans

PROMOVENT'S INTERNATIONAL rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (16.1) 494,09,95

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271 32 55

四点/ 中的間

Same succession

open 24 2 2 2 2 2 2

LE MONDE DIPLOMATIQUE

MEXIQUE

Initiatives de droite concessions à la gauche

Par ELISABETH GRANJEAS

PRES une interruption de trente-huit ane, le Mexique e renoué ses reletions diplomatiques avec l'Espagno. On paut e'étonner que le gouvernement mexicain alt cru bon de choisir l'ax-président Gustavo Diaz. e'étonner que le gouvernement mexicain alt cru bon de citoisir l'ex-président Gustavo Diaz Ordaz. responsable direct du messecre de plus de trois cents étudiante à Tlaiteloico en 1968, pour être eon premier ambassadeur à Madrid depuis te fin de le guerre civile. Cette nominellon e provoqué de nombreux remeus, dont la démission trecassente de l'embessedeur du Mexique é Paris, l'écrivain Carlos Fuentes. Le revue mexicaine Proceso e rapporté que le numéro du Monde faisant àtet de cette nouvelle e été saiei à l'eéroport de Mexico. Du feit même des violentes critiques dont M. Diaz Ordaz e été l'objet su cours des demières années, son retour eur le acèna politique est sans doute un événement eignificatif. Illustre-t-il pour eutant, comme certaine l'ont prétendu, un virege politique du président Lopez Portiilo, entré en fonctions le 1° décembre 1976, une rupture avec le politique de ses prédécesseurs et, en particulier, evec celle du président Luis Ectèverrie? En feit, les changements de personnel politique et les oscillations de geuchs ou de droits ne sont que les réactions plus ou moins épidermiques du pouvoir aux prefondes contradictions qui déchirent le Mexique dapule les années 30. Tant et si bien que, douze joure après avoir présentlé ses lettres de crèanca eu roi Juan Certos, M. Diaz Ordaz se démetait de ses fonctipns d'ambassadeur. Ce départ àtail le résultat de pressione exercées, entre autres, par M. Echeverris, lui-même nommé, loin de Mexico, ambassadeur euprès de l'UNESCO é Paris. Ce beliet est le reflat de luttes entre plusieurs groupes.

A crisa provoquée per le mouvement étu-diant et démocratique de 1968 a connu une raponse en deux temps : répression puis tentalive de récupération politique destinée à dasamorger le crise. Tentativa réussie su début mela qui a aggravé les causes anciennes at a produit de nouvelles contradictione. Quel esi le bilan de l'edministration Echeverrie? Au début (1971-1975), on a paré su plus pres Une politique économique a été mise ar piece qui devait, à l'intérieur des limites (intouchables) du système, faire le pert plue bella aux couches moyannes. Elle étalt eccompagnée d'une = ouverture democrabque = permettant une plus grande libertà de presse, d'association, da manifestation, et d'una coli-tique étrangare résolument nationaliste.

Cette politique n'e pae tait, tant s'en faut, l'unanimité eu sein de l'establishment mexicain : la grande bourgeolais s'est refusée é financer cette politique et n'était pes favorable à l' = ouverture démocratique - L'Etai a donc dû assumer son linencement en procédant à des prélèvements massifs sur le cédant à des prétèvements massite sur le pouvoir d'achat des couches populaires. En réalité, c'est le eacteur public qui dut prendre en cherge une politique qui se tradusit afors par de substantielles sugmentations de s'afaires des fonctionnaires, un recrutement an masse dans la fonction publique, une multiplication effrénée de nouveaux organismes publics el para-publics : centres d'études, commissions, fonds fiducieires, etc. En revanche, malgré quelques hésitations au début, rien ne fut entrepris pour eméllorer le condition des aulres couches sociales. On renforça le système de contrôle politique, par le biels d'appareila syndiceux corrompus, et la altuation économique des masses accusa, tout au long de cette période, une dégradation lanta maia persiatants.

maia persiatanta

Les conséquences — inévitables — da ces mesures ne se sont pas lait attendre : una régulière hausse des prix d'environ 20 % per an entre 1972 et 1975 entraine un déficit croissant de le balanco des pelsmanta (près da 4 millarde de dollars en 1975), d'où un endettement exiérieur exorbitant (plus de 20 millards da dollars vers la mi-1976). Sur le front politiqua, le situation se détériora également : mécontents des conséquences économiques et méfiants à l'égard des concessions politiques, les pulsaants groupements industriels et finenciara maxicales davinrent Iranchement hostiles à le politique de M. Echeverrie - blocaga des investissements, spéculebon contre la peso, etc. à le politique de M. Echeverre : tiocaga des investissemants, spéculetion contre la peso, etc. En outre, le politique destinée à favoriser les classes moyannes compertait des mesures qui, paradoxalement, les lésalant profondament du lait d'une inflation gelopanie et d'une rélorme fiscala dont elles àtaient les principales victimes

ET ensemble de contradictions ettaint un point critique pendant l'été 1976, qui merque le fin de l' = ouverture démocratique = et le début ce ce que l'on peut appeler catte lois la virage à droita de le politique maxicaine. On peut le deter : il s'sgit du = coup bes = porté per le gouvernement à l'indépendance du quotidien libéral Excelaior (juillet 1976), premier algna d'une volonté de reprendre les choses en main. En soût, l'armée intervint brutalement, felsant au moins trois morts, pour briser le grève des trevellieurs de le Régie nationale d'électricité, qui représentaient un des reres secteurs da le classe ouvrièra orgenisée écitappant aux appareils officiels. Mais ce sont surtout les déveluatione de septembre et novembre 1978 qui marquent la fin de la politique annoncée en 1971.

Devenues inévitables dès 1972-1973, réclemées par des économistes mexicains, par la Fonds monàtaira internationel et par le grand capital mexicain, deux dévaluations de 100 % eu total par reppor au dollar sonnèrent la glas d'una politique qui avait amené M. Echeverria à multiplier la masse monétaire par deux en deux ans. Mais elles n'avaient de sens que dens la cadre d'une politique économique et sociala clobale que la faiblease du gouvernement TET ensemble de contradictions etteint

deux ens. Mais elles n'avalent de sens que dens la cadre d'une politique économique et socials globale que la faiblesse du gouvernement Echevante, résultant essentiellement d'une crise de conliance de l'ensemble des couches sociales, evait ampêché de mettre en œuvre : seule l'euphoria qui suivit l'investiture du président Lopez Portillo l'a rendue finalement possible au coure du demier semestre. Mala, ancore una fois, on en est resié au nivesu des effets; et l'on a recommancé le cycla du bâton et de la carotte.

U en est sujourd'hul M. Lopez Portillo ? Peu après son investiture, la nouveau présidant annonce la conclusion da plualeure - accords d'investissements - entre l'Etat et certaines grendes sociétés nationales qui et certaines grandes societes franchares qui détiennent des secteurs clès de l'économie : Industris alimentaire, aldarurgle, pétrochlimie, etc. Par ces accords, les entreprises s'enga-gealant, an principe, à investir, créer des emplois, limiter le Hausse des prix des produits de grande consommetion. Les enga-gemants pris par l'Etat n'ont jemais élé rendus publics. Meis il est vite apparu qu'its Impil-qualent une sévère limitation des augmenta-tions calariales. En janvier 1977, une partis tions calariales. En jarvier 1977, une partia de ces engegements ont élé tenus : bien qu'entre septembre 1976 et jarvier 1977 les prix alent monté de quelque 20-25 %, le négocietion globale sur les salaires n'a abouti qu'à une heusse de 19 %. En outre, le gouvarnement a proposé le création d'une » Banque ouvrière », su capital Initiel de 100 millions de passe, aprilàmentat mise à le décoration. de pesos, entièrement mise à la disposition du patron des syndicats officials. M. Fidel

Velazquez. En échange, celui-ci a déclaré que mieux valalt imposer une diminution de la hausse des prix qu'obtentr une eugmentairo des salaires pour les rattraper. Il e'egit là de concessions inouies de la part des synde concessions moules de la part des syn-cats mexicains qui, lout corrompus et bureau-cratiées qu'ils evient, se sont toujoure battus, pour la maintien du pouvoir d'actist. Blocege des salaires, reniproement des apparelle syn-dicaux véreux : tel est le premier volat da

dicaux véreix : tel est le premier voiat da cet accord.

Dauxème voiat : le renversement du rapport de forces anire la secteur privé et un secteur public extrémemant important à le suite des tuties populaires menées pendant des décennies. Le secteur public était plutôt levorisé et le tendence àtait à son renforcement. Or, des décembre, le gouvernement commence à transfèrer massivemant, sous des formes plus ou moine couvertes, des fonde publics à des entreprises privées. Maigré l'opposition traditionnelle entre les deux secteurs, de les transferts ont loujours existé. Maie, sujourd'hut, lie s'accentuent dangereusemant énergie bon marchité, renvol aux calandes d'une rélorme fiscale plus que jamais nécessaire, et surtout réduction de 70 à 48 % de poucentaga des actifs bencaires obligatoirament déposés aurès de le Benque cantrele. Celta demière mesura répond directement aux exigances des banques mexicaines al libère de le sorte des sommes, normalement destinées aux investissements publics, qui peuvent être ainsi utilisées pour des investissements privés, voire pour une nouveila epéculation contre le peso.

Pour faire l'unanimité eu sein de l'appareil d'Etat, tous les secteurs traditionnels de le classe politique sont invités à participer activement à la misé en œuvre de ces mesures. Pour le pramière foie dapuis les années 30, des représentants éminents des forces ermées exercent des responsabilités politiques importantes. Ainsi, en janvier 1977, l'ancien ministre de la défense du président Echeverria, décédé par le suite, est désignà e candidel e afficiel du P.R.I. eu poste de gouverneur de l'Etat de Basse-Cellfornie, en dépli de l'opposition anergique de tous les secteurs da l'opinion publique de l'Etat. Après une répression armée qui e tait une trentaine de morts à Juchtian, dans le sud du pays, l'ancian commandant de la région militaire de Guerrero, célèbre pour la brutalité de ses màthodes (tres-fire zones, progremme da pacification) dans le tutte contre le guarilla, est nommà gouverneur par intérim de l'Etat d'Oaxea. Lors d'incidents è l'université de Nayarit, dans l'ouest du Mexique, un recteur militaira est parachuté pour rétablir l'ordra. Plus récemment, au mois de juillet, une grève des syndicats de treveillaurs et professeurs de l'université de Mexico visant l'unification syndicate fut violemment brisée par l'entrée de le police sur le campus, Intervention qui a provoqué d'importants dégâts malériele.

De plus, efin de merquer le continuité el de ressouder une clease politique durement

malériele.

De plus, efin de merquer le continuité el de ressouder une classe politique durement secuée par les écarts de M. Echeverita, les enciennes équipes sont rétabilitées : on catapuite à des postes ministériels des colleborateurs de l'ex-président Diez Ordez, envoyés aux oubliettes depuis 1971. El surtout, apactaculaire « come-back », M. Diez Ordez lui-même refeit surface, provoquant une levée de boucillers des intellectuels mexicalins et de larges sectaurs de l'opinion espegnole. Pour mieux retourner le couteeu dans la plaie, l'on organise une conférence de presse à Tigitalolco mêms, au cours de laquelle M. Diaz Ordez déclare sans sourciller qu'il est « lier de son action en 1968 ». action an 1968 ...

ERNIER pas à droite, et certainement le plus grave e'il est francht jusqu'au bout : la changamant de le politique pétrolière traditionnelle du Mexique. Deuxième producteur du monda en 1920, pramiar pays è avoir teur du morda en 1920, pramiar pays è avoir nationafisé son pétrola ar 1938. le Mexique redevient aujourd'hui un pays exportateur de pétrois. Les gisements découverts en 1974 permetient, dès 1975, d'exporier près de centimille barlle de brut par jour. Or, dans ce domaine, l'edministration précédente evait suivi une politique intelligente : sous-évaluation des réserves, augmentation modérés et progressive des exportations de brut, développement de la des exportations de brut, développement de la capacité de naffinage, etc. Mals, dès le fin de décembre 1976, le nouveau gouvernement annonce que, grâce é le découverte de gisements et à le réévalueillen des réserves, cellesci sont passées de 6 millierds à 11 milliarda de barils.

Una société d'études américaine est chargée de procéder à une anelyse de la eltuetion et, en particulier, d'établir de manière concluente les réserves pour les institutions linancières Internationales. Elle confirme qu'il s'agit bien de 11 milliards de réserves prouvées (qui sont passées depuis à 16,8 milliards) et, d'après des rumeurs plus ou moins orchestrées, les réserves probables s'éléverelent é 60 milliards de barile, ce qui ferait du Mexique le pays le mieux loti du monde après l'Arable Saoudits.

de barile, ce qui terait du Mexique le pays le mieux loti du monde après l'Arable Saoudite. En fait, la nouvelle politique, avouée ou non, consiste à sacrifier l'avenir é l'immédiat, en accélérant au maximum l'extraction pour augmenter les exportations de brut, au prix d'une lourde litypottéque sur le politique énergétique du pays. Jusqu'à aujourd'hul, il est vrei, cele n'a eu que des conséquences internes : la Banqua officielle de développement a acheté l'équivalent de 9 militards de barile de réserves à la compagnie nationala da pétrole pour, eneulte, émettre des e pétropons a rapidement achetés par de granda groupes financiers mexicains. Mais, eu moment où les Esta-Unis lancent un programme d'Indépendance énergétiqua é l'égard des pays peu sûrs d'un point de vue gappolitique, beaucoup d'observateure se demandent si cette nouvella politique pourra éviter d'alter jusqu'à son aboutissement logiqua : la dénationalisation plus ou moine déguléée des énormes ressources nationales. Ce sereit, dès lore, remettre en cause des acquis fondamentaux de le révolution mexicaine.

EL est le bâton. Ou, plutôt, tels sont les bâtons. Il y a eussi, blan sûr, la carotte. Dans la mesure où toutes les contradictions e'accentuent, dans la mesure même où les initiatives da droite deviennent particularement marquantes, les concessions faites à le gauche prennent à leur tour des formes nouvelles. Pulsaants, quolque limités, inorganisés et sporadiques, les mouvements de masse ont cependant été bel et blen présents eu coure des dernières années. Aujourd'hui, pour la première tole, des perspectives institutionnelles a'ouvrent à eux. En sfiet, M. Lopez Portillo et le ministre de l'intérieur, M. Reyes Heroles, ont annoncé une importante réforme politique.

La projet comporte deux volets : premièrament, le légistation réelle des partis de gauche, et en particulier du parti communiste maxicain, qui est, faut-il le rappeter, le premier parti communiste fondà an dehors de l'U.R.S.S.; deuxlèmement, l'introduction de l'U.R.S.S.; deuxlèmement, l'introduction de basse du Congrès. Cels reviendrait, et c'est l'essentiel, à permettre la participation des organiestions de gauche, et en particulier du P.C.M., è la vie politique, tait assez inoui dans ce pays pulsqu'ile sont, en droit, interdits depuis trente ana. Si cette réformé est effectivement réalisée, il s'agirait certainement d'un changemant spéctacuiaire. Déjà, les différents pertis et organisations de gaoche amorcent un processue d'onification; le P.C.M. et la fraction migritaire de l'ancien parti populaire socieliste ont signé un protocola d'accord.

sociellate ont signé un protocola d'accorti,

La Commission tédérale électorele a déjá
tenu plusieurs réunione extraordinaires publiques auxquelles participaient côle à côte
MM. Reyes Heroles et Martinez Verdugo, secrétaire général du P.C.M.; le parti officiel
(P.R.I.) s'est jui-même prononcé favorablement.
Toutatois, ce n'est pas la première foie qu'une
taile réforme est mise à l'ordre du jour; ce
ne serait pas non plus la première lois
qu'elle serait reportée. Ensuire, même al alla
est promutguée, l'on peut craindre que cette
réforme na soit viciée dès le départ par des
modalités d'application qui la rendrelent
inacceptable pour les organisations de gauche.

INALEMENT, si l'exil dore de l'ex-président Echeverris devait être l'amorce d'un virage à droite plus marqué, il n'est pas impossible que le gouvernement veuille so impossible que le gouvernement veullle se servir de l'ennonce d'une grande réforms politique pour camoufier (ou cautionner) le politique d'abandon netional que serait le dénationalisation du pétrole. Politique d'abandon, dont un premier indice sereit l'eccord eigné evec les Etats-Unis pour construire un gazoduc allant du eud du Mexique au Texas. Un autre indice est le allusature le molte dernier par le allant du sud du Mexique au Texas. Un autre indico est la signature, le mols dernier par le Mexique, melgré l'absenco à Washington du président Lopez Portillo et malgré le rideau de fumée jeté par le ministre mexicain des affaires étrangères, d'un texte ratiflant les traités sur la canal de Panama, texte signé aussi, entre eutres, per la général Pinochet. Ainsi, le gouvernement de M. Lopez Portillo s'écarte-t-il de le traditionnelle politique étrangère mexicaina d'indépendence et de non-intervention dont les symboles furent le position du Mexique à l'égard de l'Espagne franquista et son reius de rompre les liens diplomatiques svec Cuba.

Dans ce numéro :

PAGES 2 à 4:

GAUCHE ET DROITE DEVANT LES GRANDS DESEQUILIBRES: beptisée • expansion », la fuite en avant contredit tout discours sur le oouvel ordre mondial, par François Partant.

Plaidoyer pour une - agriculture rationnelle ., par

ANGLAIS - ALLEMAND · ESPAGNOL - ITALIEN - BUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domains linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux BTS Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant). Service Orientation Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise Doi du 16-7-71). Inscriptions an touto période de l'année. (Enseignement privé.)

Documentation gratuite (n° 1668) à LANGUES & AWRATEURS

mement prive.)

Documentation gratuite (nº 1668) & LANGUES & AFFARES.

35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Tél.: 270-81-88.

PAGES 5 à 7:

MARCHE FORCEE AU PROCHE-ORIENT : Le gouvernement israelien face eux pressions américaines, par Daniel Amit. - Course de vitesse dans les territoires occupés, par Amnon Kapeliouk. — Le complot anti-palestinien, par Michel Kamel. — Les Etats-Unis mènent le jeu (fin de l'article de Jean Gueyras).

PAGES 8 et 9:

L'effondrement de la Communauté de l'Afrique orientale, par Reginald Major. — Les multirationales en Afrique, par Denis Martin. Georges Balandier des autres, par Jean Ziegler.

PAGES 10 et 17:

La présence des travailleurs étrangers dans les économies occidentales en crise: L'Europe en quête d'uns politique, par Martine Charlot; Vers une nouvelle réglementation de l'immigration aux Etats-Unis, par Schoffeld Coryell.

PAGES 12 à 14:

ROUMANIE : UN . SOCIALISME . AUTORITAIRE. reportage de Maurice T. Maschino et Fadela M'Rabel Recherches universitaires: Guérillas, guerres de libération nationale, droit humanitaire, par Charles Zorgbibe.

PAGES 15 à 18:

RELEVE POLITIQUE DANS LE SQUS-CONTINENT INDIEN. Inde : une équipe mal soudée affronte les éternels obstacles au changement, par Denzil Peiris.

Pakistan: l'Intervention de l'armée a accru les risques
d'explosion, par Equal Ahmad. — Les leçons de
l'échec é Sri-Lanka, par Mohan Ram. Carnet des ambassades.

PAGE 19:

CINEMA POLITIQUE : Décombres gauchistes, par Ignacio Ramonet, Serge Toubiana et Serge Daney.

PAGES 20 et 21:

Le Fonds monétaire et les banques privées, le « gen-darme » du grand capital, suite de l'article de Julia Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGE 22:

POLITIQUE ET LITTEBATURE : La dictature dans le roman latino-américain, par Ruben Bareiro-PAGES 23 à 28:

LA FINLANDE A LA RECHERCHE D'UN AVENIR (supplement).

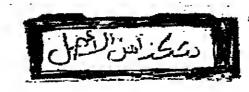
Dans les revues. PAGE 29:

Les livres du mois. PAGES 30 à 33:

L'ectivité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de septembre 1977 a été tiré à 110 500 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis la fin du mois de Janvier 1977. Les numéros de juin et juillet 1977 ont également été interdits à la vente en Egypte.

Octobre 1977



Service Control of the Control of th The Control of the

> The second section of the second The second stands er en en en **al**emania and the state of the same of a training to the second of the ". Fire the state of يتهيد فيصيد أأداد -

n in the second second

Andrew Career in the state with and the state of t ------بالا م الادلى الواحة عدوم

we show يرا نشيعين ديه بعدد کار market of market between

a de la company of the